
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. VI.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC,

Depuis le 7 Novembre au 24 Décembre 1872.

LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT,

DANS LA TRENTE-SIXIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA,

ÉTANT LA SECONDE SESSION DU SECOND PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1872.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

QUÉBEC :
IMPRIMERIE D'AUGUSTIN COTÉ.

—
1873.



PROCLAMATIONS

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC.
[L. S.]

N. F. BELLÉAU.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le PREMIER jour du mois de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de FÉVRIER, mil huit cent soixante-et-douze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents, en Notre Cité de Québec: SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Pro-

vince, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIEUR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et de Notre Règne la trente-cinquième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.

N. F. BELLEAU

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le DIX-HUITIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DIX-HUITIÈME jour du mois de MARS, mil huit cent soixante-et-douze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* : SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Pro-

vince, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le TREIZIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIE NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUINZIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et de Notre Règne la trente-cinquième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.

N. F. BELLEAU.

L. S.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le TREIZIÈME jour du mois de MAI courant, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-douze, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TREIZIÈME jour du mois de MAI, mil huit cent soixante-et-douze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* : SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Pro-

vince, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIX-SEPTIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et de Notre Règne la trente-cinquième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.

N. F. BELLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et à chacun de vous—

SALUT:

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois de JUILLET, mil huit cent soixante-et-douze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*: SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de

Québec, SAMEDI, le TRENTE-UNIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLÉAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce TROISIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec.

N. F. BELLÉAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le TRENTE-ET-UNIÈME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le TRENTE-ET-UNIÈME jour du mois d'AOUT, mil huit cent soixante-et-douze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec : SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre

Cité de Québec, SAMEDI, le DOUZIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agit comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec.

N. F. BELLEAU.

L. S.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil huit cent soixante-et-douze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec: SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre Cité de Québec,

LUNDI, le QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé, l'honorable SIR NARCISSÉ FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par Ordre,

L. H. HUOT.

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC,

CANADA,
Province de Québec.

N. F. BELLEAU,

L. S.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain,—

SALUT :

PROCLAMATION.

ÉTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain ; NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à JEUDI, le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, de manière que vous, ni aucun de vous, n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de Québec, le dit QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain, et Nous Voulons EN CONSÉQUENCE que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le SEPTIÈME jour du mois

de NOVEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans notre dite Province, ce DIXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-douze, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par Ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1872.

Jeudi, 7 Novembre 1872.

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme, Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances de l'honorable Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus dans la salle des séances du Conseil ;

Et étant de retour, M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu l'avis ci-après d'une vacance survenue dans la représentation de la division électorale de *Rimouski*, et qu'il a adressé son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député à l'effet de représenter la dite division électorale dans le présent parlement.

A l'honorable *J. G. Blanchet*,

Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne mon mandat et mon siège comme représentant et député du comté de *Rimouski*, dans la Chambre d'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, et qu'il vous est loisible d'émaner un bref

d'élection pour un nouveau membre pour le dit comté, quand il vous plaira. Dès maintenant, je ne me considère plus comme le député et le représentant du dit comté de *Rimouski*.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

L. H. GOSSELIN.

Québec, le 25 mars 1872.

Fait et signé en notre présence,

Par L. H. GOSSELIN,

Ce vingt-neuvième jour de mars mil huit cent soixante-et-douze,
à Québec, Cité de Québec.

Témoins,
H. C. PELLETIER, avocat,
W. T. MILLER, avocat.

M. l'Orateur informe alors la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie, le certificat suivant :

CANADA,
Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

QUÉBEC, 25 mai 1872.

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du deuxième jour d'avril dernier, émis par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, et adressé à *A. Elzéar Gauvreau*, écuyer, registrateur, officier-rapporteur *ex-officio*, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de *Rimouski*, dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans ce présent Parlement, en remplacement de *Louis Honoré Gosselin*, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de la dite division électorale de *Rimouski*, a résigné son mandat, *Alexandre Chauveau*, écuyer, a été rapporté comme étant dûment élu tel qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection, en date du troisième jour de mai courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. H. HURT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

G. M. MUIR, écr.,
Greffier de l'Assemblée Législative.

M. l'Orateur met devant la Chambre, —Etat des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1871 :—L'Hospice de *N. D. de l'Assomption* ;—l'Asile des aliénés de *Saint-Jean* ;—la Société Bienveillante des Dames de *Montréal* ;—la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge de *Montréal* ;—et l'Hôpital des Dames Ursulines des *Trois-Rivières* ;—et des institutions suivantes pour l'année 1872 :—L'Hôtel-Dieu de *Saint-Hyacinthe* ;—l'Ouvroir *Sainte-Geneviève* à *Saint-Hyacinthe* ;—l'Asile des Orphelins Catholiques-Romains de *Montréal* ;—l'Institution Protestante des Sourds et Muets et des Aveugles, et la Compagnie du Richelieu. (*Documents de la Session* No. 5.)

M. l'Orateur communique à la Chambre un rapport du bibliothécaire de l'Assemblée Législative sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

A L'HONORABLE CHAMBRE D'ASSEMBLÉE :

Le conservateur de la bibliothèque de la Législature, par son présent rapport, expose humblement :

Que l'octroi libéral de \$5,000 accordé à la bibliothèque, l'an dernier, a permis à votre bibliothécaire d'enrichir d'ouvrages fort précieux sur les sciences et l'histoire, le département confié à ses soins ;

Parmi ces derniers ouvrages, l'honorable Chambre remarquera avec plaisir les "Œuvres de Champollion et de Cuvier."

La "description de l'Égypte," cette œuvre superbe appelée le "Grand Ouvrage d'Égypte," qui ne comprend pas moins de 9 vols. fol. de texte, et onze vols. grand folio de planches, se trouve aussi dans votre bibliothèque aujourd'hui.

Cependant votre bibliothécaire s'est surtout efforcé de vous procurer les publications les plus récentes.

Le nombre de volumes achetés depuis la dernière session est de 1,271 ; ce qui porte le nombre total des livres de la bibliothèque à 8,289, sans compter 3,175 Journaux et Statuts.

Il reste encore au crédit de la bibliothèque une somme de \$1,119.70 pour payer l'impression du catalogue qui a été nécessairement retardée jusqu'ici, et pour subvenir aux dépenses courantes d'ici à l'expiration de l'année fiscale.

Votre bibliothécaire croit qu'il est de son devoir de se plaindre du peu d'empressément que mettent à rendre les livres plusieurs des personnes qui ont de droit ou par faveur accès à la bibliothèque.

Le tout respectueusement soumis,

PAMPHILE LEMAY,
Bibliothécaire.

M. l'Orateur communique aussi à la Chambre la lettre suivante :

BRITISH MUSEUM, 6 avril 1871.

MONSIEUR,—J'ai reçu ordre des Syndics du *British Museum* d'accuser réception d'une réponse à une adresse de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, au sujet du rachat fait par le Gouvernement des terres de la Compagnie des Mines de Charbon et des Pêcheries de Gaspé, que la Législature de Québec a eu la bonté de lui adresser.

Je vous prie de vouloir bien offrir aux membres de la Législature l'expression des meilleurs remerciements des Syndics du *British Museum*,—pour ce don généreux.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

J. WINTER JONES,
Bibliothécaire.

Au Greffier de l'Assemblée Législative, Québec.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau ait la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Con-

seil Législatif, il a plu à Son Excellence d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale ; et quo, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, laquelle il lit à la Chambre, comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative.

Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue à l'ouverture de cette seconde session du second Parlement Provincial.

Vous avez pendant les sessions précédentes considéré les sujets de la législation les plus urgents et au grand nombre de lois dues aux régimes qui ont précédé celui de la confédération, vous en avez ajouté d'autres dont le besoin vous a paru évident.

Dans la distribution des pouvoirs législatifs entre le Parlement Fédéral et les législatures locales, il devait nécessairement se trouver des points de contact ; dans plusieurs cas les deux gouvernements se sont entendus pour prévenir les conflits qui pouvaient en résulter ; mais il est arrivé que les cours de justice dans cette province ont virtuellement mis de côté des lois qui n'avaient pas été désavouées par le Gouvernement Fédéral, et mon Gouvernement a cru, dans l'intérêt de tous, devoir faire en sorte que les questions constitutionnelles ainsi soulevées fussent soumises à la décision du plus haut tribunal de l'Empire.

Un projet de loi touchant l'élection des membres de l'Assemblée Législative sera soumis à votre considération, ainsi qu'un autre projet pour faciliter la décision des contestations qui auront lieu sur la validité de ces élections.

Vous serez appelés à suppléer à ce qui peut manquer dans notre système de judicature pour compléter la décentralisation judiciaire.

La législation que vous avez faite au sujet des chemins de fer et des chemins à lisses de colonisation a porté ses fruits et vous devez avoir vu avec plaisir que plusieurs grandes entreprises favorisées par des subsides et des octrois de terres sont en voie de réalisation.

Des efforts considérables ont été faits par le gouvernement de la province pour la colonisation, de nombreux et importants chemins ont été construits et les émigrés de l'Europe commencent à se diriger en plus grand nombre vers cette province et à s'y fixer. Le subside libéral que le Gouvernement Fédéral a mis à notre disposition pour l'immigration devra nous engager à continuer nos démarches et à rivaliser sous ce rapport avec les autres provinces.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les comptes publics seront soumis à votre examen et les subsides ordinaires vous seront demandés pour les diverses branches du service public, ainsi que pour la bienfaisance publique, les chemins de colonisation et l'instruction publique.

Certaines parties de la province ayant souffert considérablement par l'insuffisance de la récolte l'année dernière, le gouvernement a cru devoir venir en aide aux cultivateurs par des prêts d'argent. Vous serez appelés à ratifier les octrois qui ont été faits d'urgence pour cet objet.

Vous apprendrez sans doute avec plaisir que, malgré ces dépenses imprévues et quoique des sommes considérables aient été payées pour les chemins à lisses de colonisation, la balance entre les mains du trésorier de la province au premier juillet dernier était même un peu plus considérable que l'année dernière à cette époque.

Il vous sera aussi proposé de renouveler l'appropriation qui a été faite l'année dernière pour permettre au gouvernement de faire défendre les droits de cette province devant le Conseil privé contre la prétendue sentence arbitrale rendue au sujet des dettes de l'ancienne province du Canada.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative.

Je ne doute pas que vous n'accordiez l'attention la plus sérieuse aux diverses mesures d'intérêt public ou local qui vous seront soumises, et qu'avec la sagesse et

la modération qui vous ont distingués jusqu'ici, vous ne vous acquittiez, avec l'aide de la Divine Providence, de la tâche importante qui vous est confiée de manière à augmenter la prospérité de cette Province.

Alexandre Chauveau, écuyer, membre pour la division électorale de *Rimouski*, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

Ordonné, Que le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération demain.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*

Ordonné, Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre, que celui qu'il désignera, ne se permette de les imprimer.

Résolu, Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents pour la présente session, pour les objets suivants: 1. les privilèges et élections; 2. les ordres permanents; 3. les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières; 4. les divers bills privés; 5. les lois expirantes; 6. les dépenses contingentes; 7. les impressions; 8. les comptes publics; 9. l'agriculture, l'immigration et la colonisation; lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre; et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Résolu, Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'en suivront; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Résolu, Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Résolu, Que l'offre d'argent, ou de tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée Législative dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la Province de *Québec*, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, l'honorable M. *Langevin*, C. B., l'honorable M. *Holton*, M. *Bellerose*, M. *Bellingham*, M. *Joly*, M. *Bachand*, M. *Brigham* et M. *Fortin*, composent le dit comité.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, la pétition des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'hospice de la Maternité de *Montréal*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 8 Novembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Robitaille*,—la pétition du Révérend J. O Perron et autres, de la *Pointe aux Esquimaux*.

Par M. *Sawyer*,—la pétition de *Laurent Bélanger* et autres, de la paroisse de *Saint-Romain de Winslow*.

Par M. *Roy*,—la pétition des Sœurs de la charité de l'Hospice Saint-Joseph, de *Sainte-Anne Lapocatière*, comté de *Kamouraska*.

Sur motion de M. *Gill*, secondé par M. *Robert*,

Ordonné, Que le comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de l'*Islet*, ait la permission de s'ajourner jusqu'à lundi prochain, le onzième jour de novembre courant, à dix heures A. M., du consentement des parties.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant pour l'espace de cinq minutes.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

Trois heures et trois-quarts, P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre procède à prendre en considération le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale.

M. *Chauveau (Rimouski)*, secondé par M. *Sawyer*, propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la seconde session du second parlement de la Législature Provinciale, et de plus, pour assurer Son Excellence :

1. Que nous remercions Son Excellence pour ses souhaits de bienvenue à l'occasion de l'ouverture de cette session.

2. Que d'accord avec Son Excellence, nous constatons que, pendant les sessions précédentes, nous avons considéré les sujets de législation les plus urgents, et, au grand nombre de lois dues aux régimes qui ont précédé celui de la Confédération, nous en avons ajouté d'autres dont le besoin nous a paru évident.

3. Que nous admettons avec Son Excellence, que dans la distribution des pouvoirs législatifs entre le Parlement Fédéral et les Législatures Locales, il devait nécessairement se trouver des points de contact; et que nous apprenons avec plaisir que dans plusieurs cas, les deux gouvernements se sont entendus pour prévenir les conflits qui pouvaient en résulter; mais il est arrivé que les cours de justice dans cette Province ont virtuellement mis de côté des lois qui n'avaient pas été désavouées par le gouvernement Fédéral;—nous sommes heureux de savoir que le gouvernement de cette province a cru, dans l'intérêt de tous, devoir faire en sorte que les questions constitutionnelles ainsi soulevées fussent soumises à la décision du plus haut tribunal de l'Empire.

4. Que nous apprenons avec satisfaction qu'un projet de loi touchant l'élection des membres de l'Assemblée Législative, ainsi qu'un autre projet pour faciliter la décision des contestations qui auront lieu sur la validité de ces élections, seront soumis à nos délibérations.

5. Que nous donnerons toute notre attention aux mesures qui nous seront soumises à suppléer à ce qui peut manquer à notre système de judicature pour compléter la décentralisation judiciaire.

6. Qu'il nous est agréable d'apprendre de Son Excellence que la législation que nous avons faite au sujet des chemins de fer et des chemins à lisses de colonisation a porté ses fruits, et que nous avons vu avec plaisir, que plusieurs entreprises favorisées par des subsides et des octrois de terres sont en voie de réalisation.

7. Que nous voyons aussi avec plaisir que des efforts considérables ont été faits par le gouvernement de la province pour la colonisation, que de nombreux et importants chemins ont été construits, et que les émigrés de l'Europe commencent à se

diriger en plus grand nombre vers cette province et à s'y fixer, et nous assurons très-respectueusement Son Excellence que le subside libéral que le Gouvernement Fédéral a mis à notre disposition pour l'immigration, nous engagera à continuer nos démarches et à rivaliser sous ce rapport avec les autres provinces.

8. Que nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui nous seront soumis, et aux subsides qui nous seront demandés pour les diverses branches du service public, les chemins de colonisation, pour la bienfaisance publique et pour l'instruction publique.

9. Que certaines parties de la province ayant souffert considérablement par l'insuffisance de la récolte l'année dernière, et le gouvernement ayant cru devoir venir en aide aux cultivateurs par des prêts d'argent, nous donnerons toute notre attention aux mesures qui nous seront proposées pour ratifier les octrois qui ont été faits d'urgence pour cet objet.

10. Que nous apprenons avec plaisir que malgré ces dépenses imprévues, et quoique des sommes considérables aient été payées pour les chemins à lisses de colonisation, la balance entre les mains du trésorier de la province, au premier juillet dernier, était même un peu plus considérable que l'année dernière à cette époque.

11. Que nous serons heureux de renouveler l'appropriation qui a été faite l'année dernière pour permettre au gouvernement de faire défendre les droits de cette province devant le Conseil Privé contre la prétendue sentence arbitrale rendue au sujet des dettes de l'ancienne province du Canada.

12. Que nous donnerons notre attention la plus sérieuse aux diverses mesures d'intérêt public ou local qui nous seront soumises, et que nous ferons tous nos efforts pour nous acquitter; avec l'aide de la Divine Providence, de la tâche importante qui nous est confiée de manière à augmenter la prospérité de cette province, et que nous remercions Son Excellence de ses gracieuses paroles à cet égard.

Ordonné, Que chaque paragraphe de la dite motion soit mis aux voix séparément.

Et le premier paragraphe et les suivants, jusqu'au douzième, inclusivement, étant lus de nouveau, sont adoptés.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours prononcé à l'ouverture de la présente session de la Législature Provinciale.

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial, composé de l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, l'honorable M. *Langevin*, C. B., l'honorable M. *Cauchoy*, M. *Chanveau* (*Rimouski*), M. *Sawyer*, M. *Bellerose*, M. *Gendron*, M. *Bellingham* et M. *Fortin*, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite résolution.

L'honorable M. *Chauveau*, du comité spécial nommé pour préparer une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit:

A Son Excellence l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU,

Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Excellence,

Nous, les loyaux et fidèles sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la province de Québec, assemblés en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Excellence de son gracieux discours prononcé à l'ouverture de la deuxième session du second Parlement de la Législature Provinciale.

Nous remercions Votre Excellence pour ses souhaits de bienvenue à l'occasion de l'ouverture de cette session.

D'accord avec Votre Excellence, nous constatons que, pendant les sessions précédentes nous avons considéré les sujets de législation les plus urgents, et qu'un grand nombre de lois dues aux régimes qui ont précédé celui de la Confédération, nous en avons ajouté d'autres dont le besoin nous a paru évident.

Nous admettons avec Votre Excellence que dans la distribution des pouvoirs législatifs entre le Parlement Fédéral et les Législatures Locales, il devait nécessairement se trouver des points de contact; et que nous apprenons avec plaisir, que dans plusieurs cas, les deux gouvernements se sont entendus pour prévenir les conflits qui pouvaient en résulter; mais comme il est arrivé que les cours de justice dans cette province ont virtuellement mis de côté des lois qui n'avaient pas été désavouées par le Gouvernement Fédéral, nous sommes heureux de savoir que le gouvernement de cette province a cru, dans l'intérêt de tous, devoir faire en sorte que les questions constitutionnelles ainsi soulevées fussent soumises à la décision du plus haut tribunal de l'Empire.

Nous apprenons avec satisfaction qu'un projet de loi touchant l'élection des membres de l'Assemblée Législative, ainsi qu'un autre projet pour faciliter la décision des contestations qui auront lieu sur la validité de ces élections, seront soumis à nos délibérations.

Nous donnerons toute notre attention aux mesures qui nous seront soumises pour suppléer à ce qui peut manquer à notre système de judicature pour compléter la décentralisation judiciaire.

Il nous est agréable d'apprendre de Votre Excellence que la législation que nous avons faite au sujet des chemins de fer et des chemins à lisses de colonisation a porté ses fruits, et nous avons vu avec plaisir que plusieurs entreprises favorisées par des subsides et par des octrois de terre sont en voie de réalisation.

Nous voyons aussi avec plaisir que des efforts considérables ont été faits par le gouvernement de la province pour la colonisation, que de nombreux et importants chemins ont été construits, et que les émigrés de l'Europe commencent à se diriger en plus grand nombre vers cette province et à s'y fixer, et nous assurons très-respectueusement Votre Excellence, que le subside libéral que le Gouvernement Fédéral a mis à notre disposition pour l'immigration, nous engagera à continuer nos démarches et à rivaliser sous ce rapport avec les autres provinces.

Nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui nous seront soumis et aux subsides qui nous seront demandés pour les diverses branches du service public, les chemins de colonisation, pour la bienfaisance publique et pour l'instruction publique.

Certaines parties de la province ayant souffert considérablement par l'insuffisance de la récolte l'année dernière, et le gouvernement ayant cru devoir venir en aide aux cultivateurs par des prêts d'argent, nous donnerons toute notre attention aux mesures qui nous seront proposées pour ratifier les octrois qui ont été fait d'urgence pour cet objet.

Nous apprenons avec plaisir que malgré ces dépenses imprévues, et quoique des sommes considérables aient été payées pour les chemins à lisses de colonisation, la balance entre les mains du trésorier de la province, au premier juillet dernier, était même un peu plus considérable que l'année dernière à cette époque.

Nous serons heureux de renouveler l'appropriation qui a été faite l'année dernière pour permettre au gouvernement de faire défendre les droits de cette province devant le conseil privé contre la prétendue sentence arbitrale rendue au sujet des dettes de l'ancienne province du *Canada*.

Nous donnerons notre attention la plus sérieuse aux diverses mesures d'intérêt public ou local qui nous seront soumises, et nous ferons tous nos efforts pour nous acquitter, avec l'aide de la Divine Providence, de la tâche importante qui nous est confiée, de manière à augmenter la prospérité de cette province, et nous remercions Votre Excellence de vos gracieuses paroles à cet égard.

La dite adresse, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par deux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 11 Novembre 1872.

M. l'Orateur fait rapport à la Chambre, qu'en conformité de la 140^e clause de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, il a, dans l'affaire de la pétition de *Télesphore B. Normand*, écuyer, se plaignant de l'illégalité de l'élection et du rapport d'élection de *F. X. A. Trudel*, écuyer, comme membre pour représenter la division électorale de *Champlain*, taxé les frais et dépens encourus par le membre siégeant pour opposer la dite pétition, à la somme de quatre-vingts piastres à être payée par le dit pétitionnaire au dit membre siégeant.

Que, dans l'affaire de la pétition de *Simon Xavier Cimon*, écuyer, se plaignant de l'illégalité de l'élection et du rapport d'élection de *A. Gagnon*, écuyer, comme membre pour représenter la division électorale de *Charlevoix*, il a taxé les frais et dépens encourus par le membre siégeant pour opposer la dite pétition, à la somme de quatre-vingts piastres à être payée par le dit pétitionnaire au dit membre siégeant.

Que, dans l'affaire de la pétition de *John Robinson Hamilton*, écuyer, *Béloni Le-Blanc dit Bourquette* et *Norman McLeod Carswell*, se plaignant de l'illégalité de l'élection et du rapport de l'élection de *Théodore Robitaille*, écuyer, comme membre pour représenter la division électorale de *Bonaventure*, il a taxé les frais et dépens encourus par le membre siégeant pour opposer la dite pétition à la somme de cent douze piastres, à être payée par le dit pétitionnaire au dit membre siégeant.

Que, dans l'affaire de la pétition de *Louis Joseph Desjardins*, écuyer, se plaignant de l'illégalité de l'élection et du rapport de l'élection de *Télesphore Fournier*, écuyer, comme membre pour représenter la division électorale de *Montmayny*, il a taxé les frais et dépens encourus par le membre siégeant pour opposer la dite pétition, à la somme de cent vingt piastres à être payée par le dit pétitionnaire au dit membre siégeant, et de plus qu'il a taxé les frais et dépens encourus par le conseil du pétitionnaire à la somme de quatre-vingt-dix piastres.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice de la Maternité de Montréal pour l'année 1871. (*Documents de la session No. 5.*)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Robitaille*,—la pétition de *Théodore Robitaille*, *R. H. Montgomery* et autres, de *New-Carlisle*.

Par M. *Chauveau (Rimouski)*, la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Saint-Germain de Rimouski*.

Par M. *Bachand*,—la pétition de l'Hôtel-Dieu, de *Saint-Hyacinthe*,—et la pétition du Très Révérend *L. Z. Moreau* et autres, de *Saint-Hyacinthe*.

Par M. *Cassidy*,—la pétition des Sœurs de la Charité, directrices de l'Hôpital Général, *Montréal*,—et la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*.

Par l'honorable M. *Robertson*,—la pétition du Conseil-de-Ville de la ville de *Sherbrooke*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité de la cité de *Montréal* ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Des Sœurs de la Charité de l'Hospice St. Joseph de *Ste. Anne Lapocatière*, comté de *Kamouraska* ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *J. O. Perron* et autres, de la *Pointe-aux-Ésquimaux* ; demandant l'érection civile de leur paroisse.

De *Laurent Bélanger* et autres, de la paroisse de *St. Romain de Winslow* ; demandant de l'aide pour un chemin.

L'honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des opinions légales, rapports de conseil et mandats spéciaux préparés par l'auditeur tel que requis par la clause 47, 31^e Vict., chap. 9.

ETAT des Opinions Légales, Rapports de Conseil et Mandats Spéciaux, en conformité de la 4^{re} clause de la 31^e Victoria, chap. 9, préparé par l'Auditeur, tel que requis.

Services.	Détails.	Opinions Légales.	RAPPORTS DE CONSEIL.			Men- date spé- ciaux.	Montant des mandats spéciaux.	Montant déposé.	Balance non appro- priée.
			No.	Date.	Montant.				
Institutions de Charité	Octroi pour 1871-72 aux Sœurs de Charité de Ste. Ursule, comté de Maskinongé, accordé, mais demandé trop tard pour pouvoir être placé dans les Statuts	Aucune.	255	Septembre 18...	\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	
Poudrères	Pour achat et construction de poudreries dans les cités de Québec et Montréal	Aucune.	210	Août 14...	10,000 00	2	10,000 00	10,000 00
Education— les normales	Compensation aux institutions catholiques pour les octrois spéciaux faits aux <i>High Schools</i> protestants, pour des bourses, dans les cités de Québec et Montréal	Aucune.	305	Novembre 3...	4,322 00	4	4,322 00	4,322 00	
Palais de justice et prison, Gaspé	Pour payer les travaux faits et matériaux fournis.	Aucune.	327	Novembre 18...	912 96	5	912 96	912 96	
Palais de justice et prison, Bonaventure	do do do	Aucune.	327	Novembre 18...	552 98	6	552 98	552 98	
Palais de justice et prison, Bonaventure	do do do	Aucune.	340	Décembre 2...	2,671 54	7	2,671 54	2,671 54	
Palais de justice et prison, Gaspé	do do do	Aucune.	340	Décembre 2...	2,496 95	8	2,496 95	2,496 95	
Institutions de Charité	Pour pension des enfants dans les écoles d'industrie	Aucune.	340	Décembre 2...	2,496 95	8	2,496 95	2,496 95	
Education Supérieure	Pour payer au R ^{er} G. A. Bélangier une partie de ses dépenses de voyage en Belgique, pour se rendre au fait de la direction des institutions de sourds-muets	Aucune.	10	Janvier 15...	200 00	10	200 00	200 00	
Pont de Baliseau	Pour payer à la municipalité de St. François-Xavier de Baliseau, le montant étant retranché de l'appropriation faite en vertu de la 53 ^e Vie., l'excédent de l'appropriation qui devra être faite à la compagnie du chemin de fer de Richelieu, Drummond et Arthabaska pour subsides capitalisés pour 45 milles de chemin complétés et trois ponts évalués à dix milles	Aucune.	28	Janvier 19...	1,500 00	11	1,500 00	1,500 00	
Colonisation		Aucune.	28	Janvier 19...	54,180 00	12	54,180 00	54,180 00	

ÉTAT des Opinions Légales, Rapports de Conseil et Mandats Spéciaux, en conformité de la 47^e clause de la 31^e Victoria, chap. 9, préparé par l'Auditeur, tel que requis.—*Suite.*

Service.	Détails.	Opinions Légales.	RAPPORTS DE CONSEIL.		Mandats spéciaux.	Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé.	Balance non approuvée.
			No.	Date.	Montant.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Agriculture	Pour payer au bureau d'agriculture un octroi spécial pour l'encouragement de l'agriculture, pour aider à introduire un système de drainage sous-terrain.....	Aucune.	39	Février 17...	4,000 00	13	4,000 00	
Education Supérieure	Pour payer des bourses aux <i>High Schools</i> protestants, à l'école des sourds-muets catholiques, Montréal, et la compensation aux institutions catholiques pour les bourses accordées aux <i>High Schools</i>	Aucune.	103	Avril 4...	6,285 00	14	6,285 00	
Prêt pour grain de semence	Pour aider les colons à acheter des grains de semence	Aucune.	96	Mars 30...	20,000 00	15	20,000 00	
Nouvelle prison—Québec.....	Pour payer l'achat des terrains autour de la prison.....	Aucune.	111	Avril 17...	210 00	16	210 00	
Instituteurs en retraite.....	Montant manquant sur l'appropriation	Aucune.	121	Mai 8...	68 00	17	68 00	
Prêt pour achat de grain de semence	Pour aider les colons à acheter des grains de semence	Aucune.	124	Mai 10...	10,000 00	18	10,000 00	1,950 00
Palais de justice et prison, Gaspé	Pour payer l'ouvrage fait et les matériaux fournis	Aucune.	147	Mai 27...	1,790 00	19	1,790 00	939 54
Palais de justice et prison, Bonaventure	do do	Aucune.	147	Mai 27...	2,000 00	20	2,000 00	1,963 54
Palais de justice et prison, réparations	do do	Aucune.	155	Jun 6...	21,600 00	21	2,300 00	33 80
	Montant appartenant à l'année fiscale finissant le 30 juin 1872 et pour lequel un nouveau vote est nécessaire.....				126,479 53		126,479 53	111,181 19
								16,348 33

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,
Québec, 30 juin 1872.

GASPARD DROLET,
Auditeur, P. Q.

M. Gill, du comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition, se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de l'Islet, informe la Chambre, que Louis J. B. Beaubien, écuyer, l'un des membres du dit comité, étant absent durant l'heure qui s'est écoulée après le temps fixé pour la réunion du dit comité aujourd'hui, et qu'en conséquence, la réunion du dit comité a été ajournée jusqu'à demain, à dix heures A. M.

Ordonné, Que Louis J. B. Beaubien, écuyer, soit présent à sa place en cette Chambre, à la prochaine séance.

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de Québec, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

N. F. BELLEAU,

Messieurs de l'Assemblée Législative :

La diligence que vous avez mise à répondre au discours d'ouverture de la session me satisfait, et est pour le peuple de cette province l'expression la plus tangible de votre désir de remplir les devoirs de votre charge avec le zèle et l'attention que demandent ses intérêts.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 11 novembre 1872.

L'honorable M. Chauveau, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé des listes de membres en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. Privilèges et Elections :—L'honorable Sir Geo. E. Cartier, Bart., l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Holton, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine et l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch, Poupore et Rhéaume.

2. Ordres Permanents :—L'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine et l'honorable M. Laframboise, et MM. David, de Beaujeu, Dorion, Esinhart, Gagnon, Gendron, Houde, Lafontaine, Laberge, Marchand, Méthot, Pelletier (Bellechasse), et Verreault.

3. Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, Compagnies de Mines ou Manufacturières :—L'honorable Sir Geo. E. Cartier, Bart., l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, l'honorable M. Langevin, C. B., l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise, et MM. Bachand, Beaubien, Bellingham, Brigham, Cassidy, Chapleau, Chauveau (Rimouski), Eddy, Fortin, Gerin, Gill, Joly, Lafontaine, Laroche, Laurier, Lavallée, Malhiot, Molléur, Pelletier (Bellechasse), Peltier (L'Assomption), Pozer, Roy, Sawyer, Tremblay et Trudel.

4. Divers Bills Privés :—L'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Langevin, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise, et MM. Bachand, Beaubien, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Chauveau (Rimouski), David, Fortin, Fournier, Gill, Gendron, Hearn, Joly, Laurier, Malhiot, Marchand, Rhéaume et Robitaille.

5. Lois Expirantes :—L'honorable M. Laframboise et l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, et M^{rs}. Daigle, Dorion, Hearn, Laberge, Lalonde, LaRue, LeCavalier, Pozer, Robert et Robitaille.

6. Dépenses Contingentes :—L'honorable M. Chauveau et l'honorable M. Robertson, et MM. Bachand, Bellerose, Brigham, Chapleau, de Beaujeu, Dugas, Eddy, Fournier, Joly, LaRue, LeCavalier, Locke, Mailloux, Picard, Sanders et Trudel.

7. Impressions :—L'honorable M. Langevin, C. B., et l'honorable M. Robertson, et MM. Bellingham, Fortin, Gérin, Joly et Marchand.

8. Comptes Publics :—L'honorable M. Holton, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, l'honorable M. Robertson, et MM. Beaubien, Bellerose, Fortin, Gendron, Joly, Lafontaine, Lynch, Mailloux, Molleur, Picard, Poupore, Pozer, Robitaille, Roy et Verreault.

9. Agriculture, Immigration et Colonisation :—L'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau et l'honorable M. Robertson, et MM. Beaubien, Chauveau (Rimouski), Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Fournier, Gendron, Hearn, Houde, Laberge, Lalonde, LaRoque, Larochelle, LaRue, Lavallée, Mailloz, Marchand, Méthot, Peltier (L'Assomption), Picard, Robert, Robitaille, Roy, Sawyer, Sylvestre, Tremblay et Trudel.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport,

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. Robertson,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, M. Beaubien, M. Laurier, M. Lynch, M. Marchand et M. Trudel, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du comité conjoint de la Bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif, communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau porte le dit message au Conseil Législatif.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif, priant leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informer leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir : l'honorable M. Langevin, C. B., l'honorable M. Robertson, M. Fortin, M. Gérin, M. Joly, M. Bellingham et M. Marchand, agiront comme membres du dit comité conjoint des impressions.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau porte le dit message au Conseil Législatif.

Ordonné, Que M. Fournier ait la permission d'introduire un bill pour déférer l'instruction et la décision des élections contestées à des juges et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée Législative de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marchand ait la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Fournier, secondé par M. Hearn,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie des instructions données par le gouvernement ou quelques uns des ministres aux commissaires et surintendants de la police de la province de Québec, concernant l'emploi de cette force à l'occasion des dernières élections générales pour la Chambre des Communes du Canada ;

Copie de toutes demandes adressées au gouvernement, ou à l'un des ministres, ou au commissaire de police pour l'intervention de cette force dans les districts électoraux de la campagne ; par qui et sur quelle information écrite, la dite force a été requise ; le nombre d'hommes expédiés ; le montant des dépenses encourues pour cet objet ;

Et s'il a été nommé, outre le nombre de ceux régulièrement employés dans le service, d'autres hommes pour faire temporairement le service d'officiers ou d'hommes

de police, leur nombre, leurs noms, occupations et résidences, et de plus, copie de tous rapports faits par les dits commissaire et surintendants de police sur ces services spéciaux;

Et aussi, copie de tous ordres en conseil faits par le gouvernement de Québec, et de tous ordres, décisions ou arrangements faits par quelqu'un des ministres, les dits commissaire ou surintendants de police pour réprimer les émeutes qui ont eu lieu dans la cité de Québec, avant et pendant les dites dernières élections, et spécialement le cinq d'août dernier, jour de la votation dans le district électoral de Québec-Centre.

Sur motion de M. Fournier, secondé par M. Marchand,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette chambre un état de toutes les demandes ou applications placées maintenant devant le gouvernement ou devant le département des Terres de la Couronne, depuis le 11 décembre jusqu'à cette date, pour obtenir des licences pour exploiter les limites de bois. Cet état devant faire connaître le nom, la résidence, l'occupation et le genre d'affaire de la personne faisant telles demandes, l'étendue et l'endroit où se trouvaient les limites mentionnées dans telles applications, et mentionnant si c'est l'intention du gouvernement d'ordonner l'arpentage qui doit être fait avant la vente de telles limites.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 12 Novembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice Saint-Joseph de la Maternité de Québec, pour l'année 1871, et des institutions suivantes pour l'année 1872 : l'Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre, et la Société Historique et Littéraire de Québec. (*Documents de la Session, No. 5.*)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Laframboise,—la pétition de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains de Montréal.

Par M. Robert,—la pétition de l'Hospice de Ste. Croix, de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, comté de Rouville.

Par M. Cassidy,—la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal.

Par l'honorable M. Holton,—la pétition de la Société de Numismatique et d'Archéologie de Montréal ; et la pétition des Dames Directrices de l'Hospice de la Maternité de l'Université de Montréal.

Par M. LaRoque,—la pétition du Révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly.

Par M. Beaubien,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de Montréal, et autres.

Par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,—la pétition du Révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément de Beauharnois, comté de Beauharnois.

M. Gill, du comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de l'Islet, informe la Chambre :

Qu'attendu, que le membre siégeant n'a pas produit ses objections préliminaires à l'encontre de la pétition des pétitionnaires entre les mains du Greffier-en-Chef de cette Chambre, au moins un mois avant l'ouverture de la présente session, tel qu'ordonné par le comité, à sa séance du 21 décembre 1871.

Qu'attendu, que l'agent des pétitionnaires a eu communication des dites objections préliminaires, qui lui ont été adressées par la malle, le, ou avant le premier novembre courant.

Qu'attendu, que la négligence de la part du membre siégeant de produire ses dites objections préliminaires dans le dit délai, n'affecte en rien, dans l'opinion de ce comité, la position des parties intéressées sur cette pétition, tant pétitionnaires que membre siégeant, ce comité a décidé ce qui suit :

Que les dites objections préliminaires soient considérées comme dûment produites en cette instance, et qu'un délai de trois jours soit accordé aux pétitionnaires pour y répondre, s'ils le jugent à propos, et que le membre siégeant soit tenu de payer aux pétitionnaires quinze piastres de frais, vu sa dite négligence.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*, la Chambre procède à prendre en considération le discours de Son Excellence, le Lieutenant-Gouverneur adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et motion étant faite, que des subsides soient accordés à Sa Majesté ;

Résolu, Que cette Chambre se formera en comité, vendredi prochain, pour prendre la dite motion en considération.

Ordonné, Que cette partie du discours de Son Excellence, qui a rapport aux subsides, soit renvoyée au dit comité.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre de la Chambre, en date d'hier, pour la comparution de *Louis J. B. Beaubien*, écuyer, à son siège, dans cette Chambre, étant lu ;

M. *Gill* s'est levé de sa place et a informé la Chambre que M. *Beaubien* l'a prié de dire qu'il a été retenu pour affaires importantes auprès de l'honorable premier ministre, au moment où siégeait le comité sur l'élection contestée de l'*Islet* ; qu'il espérait pouvoir arriver en temps pour assister à la séance ; que malheureusement le comité venait de s'ajourner quand il entra dans la Chambre des séances ;

Et cet exposé ayant été attesté sous serment par M. *Beaubien*,

Résolu, Que cet exposé soit considéré comme excuse suffisante.

Sur motion de M. *Bachand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant les noms de toutes personnes qui ont été nommées par le gouvernement de *Québec*, comme agents ou autres employés du bureau d'émigration, depuis le premier janvier 1870 ; la date de leur nomination, le lieu où ils sont placés, le montant du salaire ou autre rémunération payée à chacun, et les instructions données à ces agents ou employés.

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Laberge*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les Frères de Saint-Vincent de Paul, relativement à la réforme des jeunes délinquants, ainsi qu'une copie du rapport fait par les inspecteurs nommés pour choisir l'endroit le plus propice pour y placer la prison de réforme.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence le Lieutenant-

Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Comptes publics de la province de *Québec*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1872. (*Documents de la Session*, No. 1.)

Ordonné, Que les comptes publics de la province de *Québec*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1872, soient renvoyés au comité permanent des comptes publics, et qu'ils soient imprimés pour l'usage des membres de cette Chambre.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 13 Novembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires des institutions suivantes pour l'année 1872 : L'Asile du Bon Pasteur, l'Ecole de Réforme et l'Œuvre du Patronage, tous de la cité de *Québec*. (*Documents de la Session*, No. 5.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Laurier*,—la pétition d'*Auguste Quesnel* et autres, du village d'*Arthabaskaville*, comté d'*Arthabaska*.

Par M. *Robert*,—la pétition des Sœurs de la Présentation de Marie, du diocèse de *Saint-Hyacinthe*, *Sainte-Marie de Monnoir*.

Par M. *Einhart*,—la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, de *Laprairie*, comté de *Laprairie*.

Par M. *Larocheville*,—la pétition de l'honorable *J. G. Blanchet* et autres, de la ville de *Lévis* et autres lieux.

Par M. *Gérin*,—la pétition des Sœurs de la Providence de la paroisse de *Sainte-Anne d'Yamachiche*.

Par l'honorable M. *Langevin*, C. B.,—la pétition de l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition d'*Alfred D. DeCelles*.

Par M. *Joly*,—la pétition de l'Asile des Dames Protestantes de *Québec*.

Par M. *Eddy*,—la pétition du Conseil Municipal du comté d'*Outaouais*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Théodore Robitaille*, *R. H. Montgomery* et autres, de *New-Carlisle* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*."

Du conseil-de-ville de la ville de *Sherbrooke* ; demandant la passation d'un acte pour exempter des taxes, pour une période de vingt ans, la propriété de la compagnie "*The Paton Manufacturing Company of Sherbrooke*."

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Saint-Germain de Rimouski* ; demandant de l'aide pour l'Hospice des Sœurs de la Charité de *Rimouski*.

Du Très-Révérend *L. Z. Moreau* et autres, de *Saint-Hyacinthe* ; demandant de l'aide pour "l'Ouvroir Ste. Geneviève," de *Saint-Hyacinthe*.

Des Sœurs de l'Hôtel-Dieu de *Saint-Hyacinthe*,—et des Sœurs de la Charité, Directrices de l'Hôpital-Général de *Montréal* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que M. *Bachand* ait la permission d'introduire un bill pour amender le Code Municipal de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Laframboise* ait la permission d'introduire un bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Laurier* ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes 31 Vict., chap. 11, et 32 Vict., chap. 20, et pour faciliter la colonisation du pays.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Tremblay* ait la permission d'introduire un bill pourvoyant à ce que les élections des membres de l'Assemblée Législative de *Québec* se fassent au scrutin secret.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Fournier* ait la permission d'introduire un bill pour empêcher les menées corruptrices aux élections municipales et aux élections de commissaires ou de syndics des écoles communes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Message du Conseil Législatif, par *Boucher de Baucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

M. l'Orateur.

Le Conseil Législatif informe cette Chambre, qu'il a nommé les honorables Messieurs *Archambeault*, *Dionne*, *Hale*, *Le Maire*, *de Léry*, *Ross* et *Starnes*, pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Et le Conseil Législatif informe aussi cette Chambre, qu'il a nommé les honorables Messieurs *Beaubien*, *Beaudry*, *Dostaler*, *Hale*, *Thibaut* et *Wood*, pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le comité de l'Assemblée Législative, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, tel que demandé par l'Assemblée Législative par son Message.

Et ensuite il se retire.

Ordonné, Que M. *Bachand* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chap. 109, des statuts refondus du *Bas-Canada*, en ce qui concerne la contribution par les municipalités pour le paiement des petits jurés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à vendredi prochain, le 15 du courant, à 3 heures P. M.

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par M. *Cassidy*,

Ordonné, Que le greffier de cette Chambre reçoive instruction de demander par écrit, aux différents directeurs de compagnies de chemin de fer, qui ont reçu des secours en terres, argent, de faire rapport à cette Chambre des affaires des dites compagnies depuis le jour où elles ont été incorporées.

Sur motion de M. *Marchand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des sommes employées au repatriement des canadiens émigrés, avec mention de la manière dont ces sommes ont été employées, et indication des noms des agents d'immigration ou de colonisation chargés de cette mission, des montants à eux payés comme salaire, frais de voyages et autres dépenses, et du nombre des familles repatriées.

Sur motion de M. *Marchand*, secondé par M. *Lafontaine*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toutes correspondances avec le gouvernement, relativement à la nomination de juges de paix dans les paroisses de *Saint-Luc* et de *Saint-Bernard de Lacolle*, comté de *Saint-Jean*, depuis le premier janvier 1871.

Sur motion de l'honorable M. *Cauchon*, secondé par M. *Gérin*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état du nombre des jeunes gens qui ont étudié comme élèves-maîtres dans les écoles Normales de la province, depuis le commencement de l'existence de ces institutions ; le nombre de ceux qui pratiquent actuellement l'enseignement ; le coût total des écoles Normales depuis le commencement ; le coût par chaque année distincte, et le coût de chaque élève pour la province.

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Marchand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant :—

1^o Les noms et résidences des personnes employées sous l'opération des lois qui pourvoient à cadastrer la propriété mobilière dans cette province, pour l'enregistrement des droits réels, depuis quand ces personnes sont ainsi employées, et le salaire payé à chacune d'elles respectivement.

2^o Le prix des maisons ou bureaux loués à cette fin, leur site et les noms des propriétaires qui en ont touché le loyer.

3^o Les dépenses de toute nature occasionnées pour l'entretien ou maintien des dites maisons ou bureaux, et toutes autres dépenses, frais et déboursés sans exception.

4^o Si aucunes des personnes employées à la confection des dits cadastres cumulent différents emplois, soit sous le contrôle du gouvernement de cette province, soit sous celui du Gouvernement Fédéral, quels sont ces emplois et le salaire attaché à chacun ?

5^o Ce que coûte respectivement chaque cadastre terminé et proclamé, et si les droits prélevés à cette fin sont suffisants ; sinon, quelle somme reste à être perçue et payée dans chacune de ces divisions d'enregistrement ?

6^o Les diverses sommes prélevées pour droits d'enregistrement dans chaque division d'enregistrement de cette province où les cadastres ne sont pas encore commencés.

7^o Ces renseignements demandés jusqu'au 1er novembre 1872.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des Membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 15 Novembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre;—Rapports municipaux de la province de Québec pour l'année 1871. (*Documents de la Session*, No. 6.)

Aussi,—Etat des affaires de l'Hôpital Général du district de *Richelieu* pour l'année 1872. (*Documents de la Session*, No. 5.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *David*,—la pétition de la Faculté Médicale de l'Université de "Bishop's College," *Montréal*.

Par M. *Dorion*,—la pétition du Très-Révérend H. *Millier*, de *Sorel*; et la pétition du conseil-de-ville de la ville de *Sorel*.

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de la société d'histoire naturelle de *Montréal*.

Par M. *Beaubien*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*,—des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*,—de l'Asile du Bon-Pasteur, *Québec*, et des Sœurs de l'Asile de la Providence, de *Laprairie*, comté de *Laprairie*; demandant respectivement de l'aide.

De l'Hospice Sainte-Croix, de la paroisse de *Sainte-Marie de Monnoir*, comté de *Rouville*,—de l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*,—et de l'Asile des Dames Protestantes, de *Québec*; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Société de Numismatique et d'Archéologie, *Montréal*; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend A. *Thibault* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Chambly*; demandant de l'aide pour l'Hôpital Saint-Joseph de *Chambly*.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal*, et autres; demandant de l'aide pour l'Institution des Sourds-Muets de la dite cité.

Du Révérend D. *Charland*, de la paroisse de *Saint-Clement de Beauharnois*, comté de *Beauharnois*; demandant que la subvention accordée à l'Hôpital de Saint-Joseph de *Beauharnois* soit continuée et augmentée.

Des Sœurs de la Providence de la paroisse de *Sainte-Anne d'Yamachiche*; demandant de l'aide pour un hospice dans la dite paroisse.

Des Sœurs de la Présentation de Marie, du diocèse de *Saint-Hyacinthe*, *Sainte-Marie de Monnoir*; demandant de l'aide pour le couvent de *Sainte-Marie de Monnoir*.

De *Auguste Quesnel* et autres, du village d'*Arthabaskaville*, comté d'*Arthabaska*; demandant un octroi annuel au collège d'*Arthabaskaville*.

De l'hon. J. G. *Blanchet* et autres, de la ville de *Lévis* et autres lieux; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses de *Lévis* à *Kennebec*.

Du conseil municipal du comté d'*Ottawa* ; demandant que le chef-lieu du comté soit changé d'*Aylmer* à *Hull*, pour les fins municipales et d'enregistrement.

De *Alfred D. DeCelles* ; demandant que le barreau de la province de *Québec* soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres et de lui accorder son diplôme d'avocat.

M. *Gendron*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill concernant le cautionnement de certains officiers judiciaires de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième *Victoria*, intitulé : " Acte concernant les dépôts judiciaires et autres. "

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill concernant certaines compagnies à fonds social.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Pelletier (Bellechasse)* ait la permission d'introduire un bill pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, pour l'annexer à celui de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération la résolution suivante :

Résolu, - Qu'il est expédient d'exonérer les membres du Conseil Exécutif et l'Auditeur de cette Province, et tous autres officiers et personnes concernés dans l'émission d'un mandat spécial du Lieutenant-Gouverneur, sous l'autorité de la quarante-septième section de l'Acte du Département du Trésor, pour avoir avancé la somme de vingt mille trois cents piastres à certaines municipalités, dans les comtés de *Chicoutimi* et *Charlevoix*, à titre de prêt, pour achat de grains de semence.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération la motion " Que des subsides soient accordés à Sa Majesté, " étant lu ;

La Chambre se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Joly*,

Ordonné, Qu'un état des recettes et dépenses, de quelques sources qu'elles pro-

viennent, du gouvernement de cette province, à commencer de la clôture de l'année fiscale, le 30 de juin dernier au 31 d'octobre dernier, soit mis devant cette Chambre, sans délai.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Fournier*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de toute la correspondance entre le Gouvernement Provincial, ou aucun membre du dit gouvernement, et le gouvernement de la Puissance, ou aucun membre d'icelui, concernant l'application de l'honorable *Charles Mondelet*, l'un des juges de la cour supérieure du *Bas-Canada*, pour un congé d'absence; et toutes copies de la correspondance entre le Gouvernement Provincial ou aucun membre d'icelui, et l'honorable *Charles Mondelet*, sur le même sujet.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Joly*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance relative au déplacement du bureau d'enregistrement du palais de justice, dans la cité de *Montréal*, à la rue *Saint-Gabriel*, comprenant l'avis demandé à l'architecte de la Puissance, M. *Scott*, ainsi que la pétition des propriétaires fonciers de *Montréal*, protestant contre le déplacement du bureau.

Sur motion de M. *Tremblay*, secondé par M. *Pizer*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état spécifiant les demandes faites depuis le 1^{er} de juillet 1867, jusqu'à ce jour, pour octroi de grèves, les permis d'occupation et patentes accordés; les noms des personnes, les montants payés ou stipulés, les raisons alléguées pour la concession de ces grèves, l'étendue des terrains concédés, et la date des diverses demandes et des transactions effectives à ce sujet par le département des Terres de la Couronne.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement au sujet des prêts d'argent faits à diverses municipalités, ou à certains particuliers, pour achat de grains de semence, dans le cours de l'hiver et du printemps derniers; copies des ordres en conseil à ce sujet, et des communications conventionnelles d'après lesquelles les prêts ont été effectués; et aussi, toute somme d'argent qui aurait pu être avancée gratuitement à certaines municipalités, ou à des particuliers, soit pour grains de semence ou secours d'une autre nature.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 18 Novembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre, —Etat des affaires de l'asile *Finlay*, pour l'année 1871, —et des institutions suivantes pour l'année 1872:

Les Sœurs de la Charité de l'hôpital *Saint-Joseph* de *Beauharnois*, l'hospice *Youville*, la Société Charitable des Dames Catholiques de *Québec*, l'asile *Sainte-Brigitte*, *Québec*, et l'Union *Saint-Joseph* de *Farnham*. (*Documents de la Session*, No. 5.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Gendron,—la pétition de Michel Bourbonnais et autres, de la paroisse de Saint-Olet ; la pétition de François Prieur et autres, de la paroisse de Saint-Zotique ; et la pétition de J. B. Préost et autres, de la paroisse de Saint-Polycarpe.

Par M. Brigham,—la pétition de la municipalité du village de Farham West, comté de Missisquoi.

Par M. Picard,—la pétition de S. E. McCully et autres, des townships de Windsor et Stoke, comté de Richmond, et la pétition du Révérend Chs. Lemire et autres, du township de Ham Nord.

Par M. LaRogue,—la pétition du Révérend A. Thibault et autres, de la ville de Chambly.

Par M. Gill,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Par l'honorable M. Chauveau,—la pétition de George Wakeham, de Québec.

Par l'honorable M. Langevin, C. B.,—la pétition du Révérend Ls. A. Martel et autres, du district de Beauce.

Par M. Chapleau,—la pétition du Révérend F. X. Laberge et autres, des townships de Kilkenny, Wexford et Abercrombie.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la Compagnie de Chemin à Lisses de Colonisation du Nord de Montréal, et du conseil-de-ville de la ville de Sorel ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De la Faculté Médiciale de l'Université de Bishop's College, Montréal ; demandant de l'aide.

Du Très-Révérend H. Millier, de Sorel ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Hôpital-Général du district de Richelieu, soit continuée et augmentée.

De la Société d'Histoire Naturelle de Montréal ; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

L'honorable M. Chauveau, du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à neuf membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à neuf membres.

M. Gill, du comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de l'Islet, informe la Chambre que le comité juge à propos de s'ajourner jusqu'à vendredi, le 22^e jour de novembre courant, à 11 heures A. M., et qu'il a obtenu le consentement du pétitionnaire et du membre siégeant à cet effet.

Sur motion de M. Gill, secondé par M. David,

Ordonné, Que le comité spécial sur la pétition d'élection de l'Islet ait la permission de s'ajourner jusqu'à vendredi, le 22^e jour de novembre courant, à 11 heures A. M.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant pour l'espace de cinq minutes.

Trois heures et vingt-cinq minutes P. M.

Sur motion de M. Bachand, secondé par M. Fournier,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant les municipalités dans la province qui ont payé la contribution pour les Petits Jurés, en vertu de la clause 15, du chap. 109 des statuts refondus du Bas-Canada, et celles qui ne l'ont point payée ; mentionnant combien il a été

payé par chaque municipalité, et les arrérages dûs par chacune d'elles, et combien il serait dû par chaque municipalité, si rien n'avait été payé par chacune d'elles.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Joly*, secondé par l'honorable M. *Holton*,

Ordonné, Que l'honorable M. *Laframboise*, M. *Fournier*, M. *Chapleau* et M. *Malhiot* soient ajoutés au comité permanent des comptes publics.

L'honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ;—Etat renfermant la liste des officiers publics du gouvernement de la province de *Québec*, qui ont donné des cautionnements ou obligations, ou garanties, entre le 15 novembre 1871 et le 14 novembre 1872, en vertu de l'acte 32 Vict., chap. 9, section 17, intitulé : " Acte relatif aux cautionnements des officiers de la province de *Québec*."

ÉTAT des cautionnements donnés par les officiers publics au gouvernement de la Province de Québec, du 15 novembre 1871 au 14 novembre 1872, en vertu de la 32^{ème} Victoria, chap. 9, sect. 17.

Nom.	Emploi.	Résidence.	Noms des cautionn.	Résidence.	Montant du cautionnement.	Description du cautionnement.
Bélanger, Fra. S. A.	Greffier de la Cour de Circuit, comté de Beauce	St. Vital de Lambton.	Fra. X. Ponsant et Louis R. Guillemette	St. François, Beauce... St. Vital de Lambton.	\$ 1,000	Hypothèque.
Driscoll, Alfred	Protonotaire, comté d'Ottawa	Aylmer	Mary McOrniok	Aylmer	4,000	do
do	Greffier de la Cour de Circuit, Ottawa	do	do	do	1,000	do
Meagher, Joseph	do do Bonaventure.	Carlton			1,000	do
Panneton, P. R.	Député protonotaire, etc.	Trois-Rivières			2,000	do
Richardson, Chas. A.	Régistrateur, division de Stanstead.	Stanstead.	Hon. Timothy Les Terrill. Robt. Newton Hall.	Ville de Stanstead... Sherbrooke	4,000	Hypothèque Personnelle. Cautionnement personnel.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Québec, 14 novembre 1872.

GASPARD DROLET,
Auditeur,
P. Q.

JOSEPH ELLIOTT,
Assistant-Trésorier,
P. Q.

M. Bellerose, du comité auquel a été renvoyée la considération de la motion "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté," fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

"Que des subsides soient accordés à Sa Majesté."

La dite résolution étant lue une seconde fois,

Résolu, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, accordant des subsides à Sa Majesté.

Résolu, Que vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 18 Novembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital St. Joseph de Chambly, pour l'année 1872. (*Documents de la Session, No. 5.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que son mandat, pour la nomination des membres du comité général des élections, est sur la table.

Et le dit mandat est comme suit :

Conformément à la trente-unième section du chapitre sept des statuts refondus de la ci-devant province du Canada, intitulé: Acte concernant les élections parlementaires contestées ;

Je nomme *Sydney Bellingham*, écuyer, député du district électoral d'*Argenteuil*; *Pierre Bachand*, écuyer, député du district électoral de *Saint-Hyacinthe*; *Joseph-Hyacinthe Bellerose*, écuyer, député du district électoral de *Laval*; *Edouard Laberge*, écuyer, député du district électoral de *Châteauguay*; *Pierre Fortin*, écuyer, député du district électoral de *Gaspé*, et *Francis Cassidy*, écuyer, député du district électoral de *Montréal-Ouest*, pour être membres du comité général des élections pour la présente session.

Donné sous mon seing, ce dix-neuvième jour de novembre mil huit cent soixante-et-douze.

J. G. BLANCHET,

Orateur.

Conformément à la 46e section du chapitre 7 des statuts refondus de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte concernant les élections parlementaires contestées," le greffier lit une liste alphabétique des noms des membres de la Chambre.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de l'Asile des Orphelins Protestants de *Montréal*,—et la pétition de la Faculté de Médecine de l'Université McGill, *Montréal*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,—la pétition des Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, *Montréal*,—et la pétition de l'Asile de St. Joseph du Bon-Pasteur, rue Fullum, *Montréal*.

Par M. *Lavallée*,—la pétition du Révérend A. *Dupuis*, de la paroisse de *Sainte-Elizabeth*, comté de *Joliette*.

Par M. *Méthot*,—la pétition du Très-Révérend Th. *Caron* et autres, du village de *Nicolet*.

Par M. *Marchand*,—la pétition de T. R. *Jobson* et autres, de la ville de *Saint-Jean*; la pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôpital de la ville de *Saint-Jean*; la pétition des Sœurs de la Charité de la Salle d'Asile de la ville de *Saint-Jean*; et la pétition du Révérend J. *Granjon* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Montréal*.

Par M. *Pozzer*,—la pétition de la municipalité du township de *Forsyth*, comté de *Beauce*.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition des Sœurs de la Charité de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, comté de *Mégantic*; et la pétition de l'Asile des Orphelins, *Québec*.

Par M. *Fortin*,—la pétition de W. *Duckett* et autres, du village de *Coteau Landing*.

Par M. *LeCavalier*,—la pétition de Thomas C. *Dawes* et autres, du village de *Lachine*.

Par l'honorable M. *Cauchon*,—la pétition de Jean *Sylvain*, de la paroisse de *Sainte-Anne*; et la pétition de la municipalité de la paroisse de *Saint-Pérol*, toutes deux du comté de *Montmorency*.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

1^o De *Théodore Robitaille*, écuyer, et autres, de *New-Carlisle*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du Chemin de Fer de la Baie des Chaleurs."

2^o Du conseil-de-ville de la ville de *Sherbrooke*; demandant la passation d'un acte pour exempter de taxes, pour une période de vingt ans, la propriété de la compagnie dite : "The Paton Manufacturing Company of *Sherbrooke*."

3^o De l'honorable J. G. *Blanchet* et autres, de la ville de *Lévis* et autres lieux; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses de *Lévis* à *Kennébec*.

4^o De *Alfred D. DeCelles*; demandant que le barreau de la province de *Québec* soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder son diplôme d'avocat.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-huit de ce mois.

Votre comité est aussi convenu de recommander à votre honorable Chambre, que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que son *quorum* soit réduit à sept membres, et que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-huit de ce mois.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le délai pour recevoir des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au 28^e jour de novembre courant.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Robitaille* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre *Alfred D. DeCelles* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Gérin*, secondé par M. *Lynch*, propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre de limites qui ont été concédées depuis le 12 décembre 1871, les noms des concessionnaires, l'étendue en milles carrés de chacune de ces limites, et les primes payées par chaque concessionnaire pour chaque limite; ainsi qu'une copie de tout document ou correspondance d'une nature quelconque se rapportant aux coupes de bois sous licence sur les terres de la Couronne.

M. *Joly*, secondé par M. *Marchand*, propose, sous forme d'amendement, que les mots: "Et que tous ces documents soient renvoyés à un comité spécial, composé des honorables Messieurs *Chauveau* et *Irvine*, et de Messieurs *Gérin*, *Fournier*, *Bachand* et *Joly*, avec instruction de faire rapport à la Chambre, de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records" soient ajoutés à la fin de la motion principale.

Et objection étant faite, que la motion en amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle se rattache à des questions qui ne sont pas placées devant la Chambre; et parce que l'amendement ne découle pas de la motion principale; de plus, parce que le renvoi à un comité des documents demandés, mais non encore mis devant la Chambre, n'est pas dans l'ordre, et qu'un avis doit être donné d'après les règles de cette Chambre;

M. l'Orateur décide, que cette partie de la motion en amendement, renvoyant à un comité les documents demandés, n'est pas dans l'ordre.

La motion principale, étant alors mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Sur motion de M. *Fournier*, secondé par M. *Marchand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou quelqu'un des ministres, et certains juges de paix de *Montmagny*, au sujet de la radiation de leurs noms de la liste des juges de paix de ce district.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 20 Novembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etats des affaires des institutions suivantes pour l'année 1871 :—L'Asile de la Providence, et l'Asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue *Fulham*, tous deux de la cité de *Montréal*, et l'Asile des Dames Protestantes, *Québec* ; et des institutions suivantes pour l'année 1872 :—Le Monastère de N. D. de Charité, du Bon Pasteur, et la Salle d'Asile St. Vincent de Paul, tous deux de la cité de *Montréal* ; le Dispensaire de *Montréal* ; l'Ecole Industrielle du Couvent de N. D. de Toute Grâce, de *Levis* ; l'Asile de la Providence, N. D. des Sept Douleurs, *Laprairie* ; l'Hospice Ste. Anne, *Yamachiche* ; l'Hospice Ste. Croix, *Sainte-Marie de Monnoir* ; l'Asile de la Providence de St. Joseph, *Trois-Rivières* ; l'Asile Finlay, et l'Académie de Musique, tous deux de la cité de *Québec*. (*Documents de la Session, No. 5.*)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Larochelle*,—la pétition de *John Kelly* et autres, de la paroisse de *Saint-Malachie*,—la pétition de *P. Cassidy* et autres, du township de *Cranbourne*,—et la pétition de *Henry Joynt* et autres, de la paroisse de *Saint-Malachie*, toutes du comté de *Dorchester*.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition de l'Asile des Orphelines Protestantes de *Québec*.

Par M. *Cassidy*,—la pétition de *James Driscoll* et autres,—la pétition de *N. Donais* et autres,—la pétition de *John Elliott* et autres,—et la pétition de *George A. Hughes* et autres, étudiants en droit, toutes de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la municipalité du village de *West Farnham*, comté de *Missisquoi* ; demandant des amendements au Code Municipal.

Du Révérend *F. X. Laberge* et autres, des townships de *Kilkenny, Wexford et Abercrombie* ; demandant que la paroisse de *Saint-Hippolyte* soit annexée au comté de *Terrebonne*, pour toutes fins quelconques.

De *J. B. Prévost* et autres, de la paroisse de *Saint-Polycarpe*,—de *Michel Bourbonnais* et autres, de la paroisse de *Saint-Clet*,—et de *François Prieur* et autres, de la paroisse de *Saint-Zotique* ; demandant respectivement la passation d'un acte pour obliger chaque propriétaire de seigneurie à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes, et pour autres fins.

Du Révérend *La. A. Martel* et autres, du district de *Beauce* ; demandant un Juge résident pour le dit district de *Beauce*.

Du Révérend *A. Thibault* et autres, de la ville de *Chambly* ; demandant de l'aide pour le collège de *Chambly*.

De *George Wakeham*, de *Québec* ; demandant de l'aide pour l'Asile *Belmont*.

Du Révérend *Chs. Lemire* et autres, du township de *Ham Nord*,—et de *S. E. McCully* et autres, des townships de *Windsor et Stoke*, comté de *Richmond* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission d'introduire un bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Bachand*, secondé par M. *Fournier*,

Resolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Cham-

bre, copie de toute correspondance entre le Gouvernement Fédéral, le gouvernement d'Ontario et celui de cette province, relativement à la sentence arbitrale rendue par l'arbitre d'Ontario et l'arbitre du Gouvernement Fédéral, en septembre 1870, concernant le partage entre Québec et Ontario du surplus de la dette de la ci-devant province du Canada ; et copies de tous ordres en conseil faits et donnés, et de toutes procédures adoptées par le gouvernement de Québec, pour parvenir à faire décider la question de validité de la dite sentence arbitrale.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de toutes correspondances entre le Gouvernement Fédéral et celui de Québec, relativement aux lois passées par cette Législature ; et mises virtuellement de côté, comme étant inconstitutionnelles, par les Cours de Justice en cette province, et dont parle le discours du trône à l'ouverture de cette session ; et copies de tous ordres en conseil passés par le gouvernement de cette province, pour faire décider, par le plus haut tribunal de l'Empire, les questions constitutionnelles ainsi soulevées.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Joly, député du district électoral de Lotbinière, se lève de son siège, et dit :

Que l'honorable député de Montmorency était un des propriétaires de l'Asile des Aliénés de Beauport, et comme tel, avait un contrat avec le gouvernement, lorsqu'il a été élu membre de cette Chambre, aux dernières élections générales ;

Alors M. Joly, secondé par l'honorable M. Holton, fait alors motion, que cette question soit renvoyée au comité des privilèges et élections.

Et des débats s'en suivant ;

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Le bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre Alfred Duclos DeCelles au nombre de ses membres est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 21 Novembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Verreault, — la pétition du Révérend L. Rousseau et autres, du district de Montmagny.

Par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, — la pétition de Damien Masson et autres, de la paroisse de Saint-Benoît.

Par l'honorable M. Cauchon, — la pétition de Célestin Chevalier et autres, de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency.

Par M. Hearn, — la pétition de l'Asile Ste. Brigitte, Québec, et la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec.

Par M. Gendron,—la pétition de *George A. Beaudet* et autres, de la paroisse de *Saint-Ignace du Cîteau du Lac*.

Par M. Picard,—la pétition de *C. E. Wurtels* et autres, des townships de *Windsor* et *Brompton*, comté de *Richmond*.

Par M. Malhiot,—la pétition de la municipalité de la paroisse des *Trois-Rivières*.

Par M. Cassidy,—la pétition de l'association de la bibliothèque de commerce de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *T. R. Jobson* et autres, de la ville de *Saint-Jean* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société Permanente de Construction du district d'*Iberville*."

Du Très-Révérend *Th. Caron* et autres, du village de *Nicolet* ; demandant que le dit village soit érigé en ville.

De *Thomas A. Daves* et autres, du village de *Lachine* ; demandant l'érection de la municipalité du village de *Lachine* en ville.

De la municipalité de la paroisse de *Saint-Férol*, comté de *Montmorency* ; demandant la passation d'une loi pour déterminer les limites de la dite paroisse.

De *Jean Sylvain*, de la paroisse de *Sainte-Anne*, comté de *Montmorency* ; demandant que la ligne sud-ouest de la paroisse de *Saint-Férol* soit changée.

De *Wm. Duckett* et autres, du village de *Coteau Landing* ; demandant la passation d'une loi pour obliger chaque propriétaire de seigneurie à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes et pour autres fins.

Du Révérend *A. Dupuis*, de la paroisse de *Sainte-Elizabeth*, comté de *Joliette* ; demandant de l'aide pour un hospice dans la dite paroisse.

Du Révérend *J. Granjon* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Montréal* ; demandant de l'aide pour l'asile Bethléem, dans la dite paroisse.

De l'Asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, *Montréal*,—des Sœurs de la Charité de la Salle d'Asile de la ville de *Saint-Jean*,—et des Sœurs de la Charité de l'Hôpital de la ville de *Saint-Jean* ; demandant respectivement de l'aide.

Des Sœurs de la Charité de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, comté de *Mégantic* ; demandant une allocation annuelle.

De l'Asile des Orphelins Protestants, de *Montréal*,—de l'Asile des Orphelins Protestants, de *Québec*,—de la Faculté Médicale de l'Université McGill, *Montréal*,—et des Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, de *Montréal* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la municipalité du township de *Forsyth*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

L'honorable *M. Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

N. F. BELLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les noms des départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; aussi, le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains ; ensemble avec un compte détaillé des frais, par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 21 novembre 1872.

A Son Excellence SIR NARCISSE FORTUNAT BELLERU, Chevalier,

Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

En conformité du statut 31 Victoria, chapitre six, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence, le rapport suivant au sujet de l'impression, la reliure, la vente et la distribution des statuts de la Législature de cette province, pour la session de 1871, et des balances en mains des années 1868, 1869, 1870 (1re session) et 1870 (2ème session);

Suivant un ordre en conseil, quatre mille cinq cents exemplaires des statuts ont été imprimés en français et trois mille cinq cents en anglais.

Les cédules A, B, C, D et E, indiquent la distribution, les dépôts et ventes pour les années 1868, 1869, de la première et de la deuxième session de 1870 et 1871 respectivement, et la cédule F, fait voir les dépenses faites pour l'impression et la reliure de ceux de la dernière session;

En déduisant de ces dépenses les sommes d'argent reçues pour l'impression des bills privés comme actes de la Législature, la balance est le coût total des statuts;

Le montant payé pour le transport ne pouvant être ajouté au prix des dits statuts, est mentionné séparément.

Le tout humblement soumis,

(Signé,)

C. F. LANGLOIS,

Imprimeur de la Reine.

DISTRIBUTION générale des Statuts de 1871, par ordre en Conseil.

	A.	F.
Gouverneur-Général	2	2
Cabinet Fédéral	10	3
Lieutenant-Gouverneur, Québec, et Secrétaire.....	3	3
Cabinet do	7	7
Conseil Exécutif et Greffier.....	16	16
Juges, Cour du Banc de la Reine.....	5	5
do Supérieure.....	19	16
do do en Chambre.....	19	16
Banc de la Reine.....	5	5
Juges, Cour de Vice-Amirauté.....	1	1
do do en Chambre.....	1	1
Juges des Sessions.....	2	2
Recorders.....	2	2
Magistrats stipendiaires.....	6	6
Conseil Législatif, Orateur.....	2	2
do Membres.....	31	41
Assemblée Législative, Orateur.....	2	2
do Membres.....	79	115
Greffier des appels et député.....	2	2
do Cour de Vice-Amirauté.....	1	1
Shérifs.....	21	21
Protonotaires.....	21	21
Régistrateurs.....	55	55
A reporter.....	322	362

DISTRIBUTION générale des Statuts de 1871, par ordre en Conseil.—*Suite.*

	A.	F.
Rapporté.....	322	362
Greffiers, Cour de Circuit.....	61	61
do Couronné.....	2	2
do Paix.....	2	2
Sénat, Orateur.....	2	2
do Membres.....	55	17
Orateur des Communes.....	2	2
Membres do.....	136	47
Conseil Législatif, officiers.....	8	8
do bureaux.....	50	30
Assemblée Législative, do.....	16	16
do officiers.....	6	6
Départements ministériels.....	8	8
do Agriculture et Travaux Publics.....	15	20
Auditeur des comptes publics.....	1	1
Départements Fédéraux.....	13	13
Imprimeur de la Reine et greffier en loi, Ottawa.....	2	
Corporations des cités (3), villes (10).....	13	13
Revenu de l'Intérieur, collecteurs (23), inspecteurs (2).....	25	25
Journaux.....	25	26
Inspecteurs des prisons.....	1	2
do écoles.....	8	20
Conseil de l'Instruction Publique, Secrétaire et Bibliothécaire.....	26	26
Conseil de l'Agriculture et Secrétaire.....	24	24
Universités (2), séminaires (2).....	4	4
Collèges (25), High Schools (2), Ecole Normale (3).....	30	30
Municipalités de comtés.....	13	47
do locales.....	131	481
Cours des commissaires.....	301	301
Magistrats qualifiés.....	798	1142
Bibliothèque du Parlement, Québec (10), Ottawa (4-2).....	14	12
do des barreaux (4), sociétés (4-6).....	8	10
Consuls.....	9	1
Clergé Catholique.....	4	500
do Protestant.....	165	
Département de l'Auditeur, Québec.....	3	3
Province d'Ontario.....	9	
do Nouveau-Brunswick.....	12	
do Nouvelle-Ecosse.....	14	
do Manitoba.....	10	
do Colombie.....	9	
Angleterre.....	5	
Etats-Unis de l'Amérique.....	2	
France.....		1
Prusse.....	1	
Belgique.....		1
Hon. Secrétaire Provincial, pleine reliure.....	25	25
do demi reliure.....	50	50
Imprimeur de la Reine, Québec.....	1	1
Total.....	2441	3342

CEDULE A.

Statuts de 1868.	F.	A.	F.	A.
Quantité en mains suivant dernier rapport.....	905	822		
Statuts renvoyés au bureau.....	21	3	926	825
Ventes.....	1	7		
Distribution, par ordre de l'honorable Secrétaire.....	40	27		
Dépôts.....	2			
Divers.....	31			
Quantité en mains.....	852	791	926	825

CEDULE B.

Statuts de 1869.	F.	A.	F.	A.
Quantité en mains suivant dernier rapport.....	897	776		
Statuts renvoyés au bureau.....	31	36	928	812
Ventes.....	2	9		
Distribution, par ordre de l'honorable Secrétaire.....	37	28		
Dépôts.....	1			
Quantité en mains.....	888	775	928	812

CEDULE C.

Statuts de 1870 (1ère session).	F.	A.	F.	A.
Quantité en mains suivant dernier rapport.....			1063	1029
Ventes.....	4	4		
Distribution, par ordre de l'honorable Secrétaire.....	31	31		
Divers.....	16	11		
Quantité en mains.....	1012	983	1063	1029

CEDULE D.

Statuts de 1870 (2me session).	F.	A.	F.	A.
Quantité en mains suivant dernier rapport.....	1179	1177		
Statuts renvoyés au bureau.....		10	1179	1187
Ventes.....	8	11		
Distribution, par ordre de l'honorable Secrétaire.....	132	66		
Dépôts.....	7	7		
Divers.....	67			
Quantité en mains.....	965	1103	1179	1187

CEDULE E.

Statuts de 1871.	F.	A.	F.	A.
Quantité imprimée suivant ordre en conseil	4500	3500		
Statuts renvoyés après la distribution générale.....	91	14	4591	3514
Distribution générale, par ordre en conseil.....	3342	2441		
" spéciale, par ordre de l'honorable Secrétaire	39	29		
Vente	7	8		
Dépôts	25	38		
Quantité en mains	1178	998	4591	3514

CEDULE F.

	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Impression, reliure et frais de port des statuts de 1871.			
Payé à A. Côté, impression et reliure de 4500 français	1,520 08		
Payé à J. J. Foote, impression et reliure de 3500 anglais	1,198 00	2,718 08	
A déduire:			
Reçu pour l'impression de bills privés comme actes de la Législature.....		122 35	2,595 73
Payé pour distribution et frais de port.....	351 40		

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. Robertson,

Résolu. Qu'un comité spécial permanent, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise et l'honorable M. Robertson, M. Beaubien, M. David, M. Eddy, M. Esinhart, M. Fortin, M. Gagnon, M. Joly, M. Gendron, M. Hearn, M. LaRoque, M. Méthot, M. Rhéaume, M. Trudel et M. Sawyer, soit nommé pour s'enquérir spécialement des diverses industries en cette Province, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ordonné, Que M. Bachand ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Larochelle ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennebec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Joly, secondé par l'honorable M. Holton, propose que le sujet de l'administration des terres de la couronne, en tant qu'elle se rapporte aux limites à bois, soit référé à un comité spécial, composé des honorables Messieurs Chauveau et Irvine, et de Messieurs Gérin, Fournier, Bachand et Joly, avec instruction d'en faire rapport de temps à autre, et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records; la chambre se divise et les noms des membres étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>LaRogue,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Sylvestre, et</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tremblay.—21.</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	
<i>David,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	
<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pozzer,</i>	

CONTRE :
Messieurs

<i>Bellerose,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Gill,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Roy,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Trudel, et</i>
<i>Eddy,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Peltier (L'Assomption),</i>	<i>Verreault.—38.</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>LaRue,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

La Chambre reprend les débats sur la question qui a été proposée hier, savoir : Que la question contenue dans la déclaration de M. Joly, "Que l'honorable député de *Montmorency* était un des propriétaires de l'Asile des Aliénés de *Beauport*, et comme tel, avait un contrat avec le gouvernement lorsqu'il a été élu membre de cette Chambre, aux dernières élections générales" soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections ;

Et la question étant de nouveau proposée, la Chambre reprend les dits débats ajournés, et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de *Québec*, étant lu ;

M. *Marchand*, secondé par M. *Fournier*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, propose que la Chambre s'ajourne maintenant ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Bellerose,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Larue,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Gendron,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy et</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Trudel.—24.</i>

CONTRE :
Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>LaRogue,</i>	<i>Sylvestre, et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Tremblay.—21.</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	
<i>Esinhart,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	
<i>Fournier,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>Pozzer,</i>	

Ainsi la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 22 Novembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la compagnie du chemin de fer de *Québec à Gosford*, pour l'année 1872. (*Documents de la Session, No. 5.*)

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier a reçu la lettre suivante de la compagnie du chemin de fer de *Lévis et Kennébec*, en obéissance à l'ordre de la Chambre, en date du 13 novembre courant.

LÉVIS, 21 novembre 1872.

A. G. M. MUIR, ECR.,

Greffier de l'Assemblée Législative, Québec.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 13 du courant, qui contient un ordre de l'Assemblée Législative, en vertu duquel les directeurs des différentes compagnies de chemins de fer incorporées qui ont reçu de l'aide, soit par un octroi de terres, ou soit par un octroi d'argent, sont requis de faire rapport à l'Assemblée Législative de l'état des affaires des dites compagnies, depuis l'époque de leurs incorporations.

En réponse je dois vous dire, que le chemin à lisses de *Lévis à Kennébec* n'est pas encore en opération, et n'a pas encore reçu d'octroi de terres ou d'argent du gouvernement.

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

J. G. BLANCHET,

Président de la Compagnie du Chemin
à lisses de *Lévis à Kennébec*.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Gendron,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg, Farnham et Yamaska* ; et la pétition de Gédéon Bissonnet et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Soulanges*.

Par M. Lavallée,—la pétition de l'Hospice de la ville de *Joliette*.

Par M. Gill,—la pétition du Révérend Nap. Kéroack et autres, des paroisses *Saint-Guillaume et Saint-Bonaventure*, comté de *Drummond*.

Par M. Méthot,—la pétition de Ch. Z. Garceau et autres, de la paroisse de *Saint-Pierre les Becquets* ; et la pétition du Révérend Louis Th. Fortier et autres, de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Nicolet*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De George A. Hughes, étudiant en loi, de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre Provinciale des notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

De N. Donais et autres,—James Driscoll et autres,—John Elliott et autres, tous de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement des amendements à l'acte des licences de Québec.

De l'Asile des Orphelines Protestantes de Québec ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De Henry Joynt et autres,—de John Kelly et autres, tous de la paroisse de *Saint-Malachie*, comté de *Dorchester*,—et de P. Cassidy et autres, du township de *Cranbourne*, comté de *Dorchester* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Le bill pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente cinquième Victoria,

intitulé : "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres," est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

L'ordre du jour, pour reprendre la considération ultérieure de la question proposée hier—Que le bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec soit maintenant lu la seconde fois, étant lu ;

Et la question étant de nouveau proposée ;

M. Bellerose, secondé par M. Trudel, propose, sous forme d'amendement à la question, que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Malliot,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier (L'Assomp- tion),</i>	<i>Sawyer, et</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Lavallee,</i>		<i>Trudel.—25.</i>
<i>Dugas,</i>	<i>LeCavalier,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Gill,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Pozer,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>David,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Boy,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay, et</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	<i>Verreault.—24.</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Larochele,</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Le bill pour amender le Code Municipal de la province de Québec est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, l'honorable M. Robertson et l'honorable M. Laframboise ; et de M. Gendron, M. Houde, M. Robert, M. Mailoux, M. Sawyer, M. Sanders, M. Joly et M. Bachand, pour faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et pour l'annexer à celui de Québec est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Sur motion de M. Fournier, secondé par l'honorable M. Laframboise,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des sommes appropriées cette année pour chemins de colonisation dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, indiquant le montant qui a été dépensé

sur ces appropriations, sur quels chemins, l'époque à laquelle les travaux ont été commencés cette année, et quand ils ont été terminés ou suspendus; ainsi que le nombre et les noms des hommes employés aux travaux de ces chemins dans les dits comtés; aussi copie de tous ordres en conseil fixant le montant alloué pour cette fin à chacun des dits comtés.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. *Laberge*, secondé par M. *Lafontaine*, propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé des noms des personnes qui, dans les différents comtés, ont pris des licences pour vendre des spiritueux, depuis l'année 1867 jusqu'à ce jour, et aussi les noms des percepteurs du revenu qui ont donné ou signé ces licences.

Et des débats s'en suivant;

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à lundi prochain.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Lévis* à *Kennebec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 25 Novembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires des institutions suivantes pour l'année 1872:

L'école de médecine et de chirurgie de *Montréal*,—L'hospice *Lajemmerais*, *Varrennes*,—L'Union *St. Joseph de Lévis*,—et l'institution des sourdes-muettes, *Montréal*. (*Documents de la Session*, No. 5.)

Sidney Bellingham, écuyer, *Pierre Bachand*, écuyer, *Joseph-Hyacinthe Bellerose*, écuyer, *Edouard Laberge*, écuyer, *Pierre Fortin*, écuyer, et *Francis Cassidy*, écuyer, étant les six membres nommés par M. l'Orateur pour servir dans le comité général des élections, et auxquels la Chambre n'a pas objecté, prêtent séparément le serment suivant:

"Je jure que je remplirai bien et fidèlement les devoirs qui sont dévolus à un membre du comité général des élections, et au meilleur de mon jugement et capacité, sans crainte ni faveur. Ainsi que Dieu me soit en aide."

M. l'Orateur informe la Chambre qu'en conformité de la 39e clause de l'acte de la ci-devant province du *Canada*, concernant les élections parlementaires contestées, il fixe à demain, à deux heures après-midi, dans la chambre du comité des élections contestées, la première réunion du comité général des élections.

Ordonné, Que la liste alphabétique corrigée des noms des membres devant servir dans les comités d'élection, soit renvoyée au comité général des élections.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de la Société Bienveillante des Dames de *Montréal*.

Par M. *Pozar*,—la pétition du révérend *Chs. Hallé* et autres, des townships de *Lambton, Aylmer* et *Gayhurst*, comté de *Beauce*.

Par M. *Fortin*,—la pétition d'*Augustin Laperrière*, de la cité d'*Outaouais*.

Par M. *David*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*,—la pétition du révérend *V. Rousselot*, directeur de l'Asile Nazareth, *Montréal*,—la pétition du révérend *V. Rousselot*, directeur de l'Institution des Aveugles, Asile Nazareth, *Montréal*,—et la pétition du révérend *V. Rousselot*, directeur de l'Asile rue Bonaventure, *Montréal*.

Par l'honorable M. *Robertson*,—la pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de *Sherbrooke*, des townships de l'*Est* et *Kennebec*.

Par M. *Laroche*,—la pétition du conseil-de-ville de la ville de *Lévis*.

Par M. *Joly*,—la pétition du conseil du bureau d'agriculture de la province de *Québec*.

Par M. *Beaubien*,—la pétition de la corporation du collège *Ste. Marie*, *Montréal*.

Par M. *Cassidy*,—la pétition de *Frederick Gerken* et autres, et la pétition de *Henry Mc Vittie* et autres, toutes de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *C. E. Wurtele* et autres, des townships de *Windsor* et *Brompton*, comté de *Richmond*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du Pont de *Windsor* et *Brompton*."

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

De la Compagnie du Chemin de Fer de *Philipsburg, Farnham* et *Yamaska*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Célestin Chevalier* et autres, de la paroisse de *Saint-Joachim*, comté de *Montmorency*; demandant l'érection de l'endroit appelé "Saint-Tite des Caps," en municipalité locale.

De la municipalité de la paroisse des *Trois-Rivières*; demandant le droit d'imposer une taxe n'excédant pas dix piastres sur les chiens dans les limites de la dite municipalité.

Du révérend *Napoléon Kéroack* et autres, des paroisses de *Saint-Guillaume* et *Saint-Bonaventure*, comté de *Drummond*; demandant que les dites paroisses soient détachées du dit comté de *Drummond* et annexées au comté d'*Yamaska*, district de *Richelieu*.

De *George A. Beaudet* et autres, de la paroisse de *Saint-Ignace*, du *Côteau-du-Lac*,—et de *Gédéon Bissonnette* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Soulange*; demandant respectivement la passation d'une loi pour obliger chaque propriétaire de seigneurie à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes et pour autres fins.

De l'Association de la Bibliothèque de Commerce, *Montréal*; demandant la ratification d'un certain acte de vente par la dite association.

Du révérend *L. Rousseau* et autres, du district de *Montmagny*; demandant que le bill pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, pour l'annexer à celui de *Québec*, ne devienne pas loi.

Du révérend *Louis Th. Fortier* et autres, de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Nicolet*, comté de *Nicolet*; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière *Nicolet*.

Du révérend *Ch. Z. Garceau* et autres, de la paroisse de *Saint-Pierre les Becquets*; demandant de l'aide pour un chemin.

De l'Hospice de la ville de *Joliette*; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Association de l'Asile *Ste. Brigitte* de *Québec*; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De *Damien Masson* et autres, de la paroisse de *Saint-Benoît*; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Hospice *Yowille* soit continuée et augmentée.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre, le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants :

De la Compagnie du Chemin à Lisses de Colonisation du Nord ; demandant des amendements à son acte d'incorporation,—du conseil-de-ville de la ville de Sorel ; demandant des amendements à son acte d'incorporation,—de T. R. Jobson et autres, de la ville de Saint-Jean ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de : " La Société Permanente de Construction du district d'Iberville,"—du très-révérend Th. Caron et autres, du village de Nicolet ; demandant l'érection du dit village en ville,—de la municipalité de la paroisse de Saint-Férol, comté de Montmorency ; demandant la passation d'un acte pour déterminer les limites de la dite paroisse.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet ait la permission d'introduire un bill pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et pour changer le nom de la dite compagnie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Cauchon ait la permission d'introduire un bill pour donner des limites à la paroisse de Saint-Férol, pour les fins civiles et municipales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marchand ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la société permanente de construction du district d'Iberville, et lui accorder certains pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes 29-30 Vict., chap. 27, et 32 Vict., chap. 27, concernant le Barreau de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. David, secondé par M. Cassidy,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, les dates des dépôts faits par le trésorier de la cité de Montréal, pour expropriations, ainsi que les dates, et les noms des personnes qui ont fait application pour les dits dépôts, et les dates respectives des paiements que le gouvernement a faits aux dites personnes (y ayant droit) depuis 1872.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que M. Fortin soit ajouté au comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, et pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif pour informer leurs Honneurs que M. Fortin a été ajouté au comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, et pour agir, au nom de cette Chambre, comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau porte le dit message au Conseil Législatif.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. Fortin, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, M. Robitaille, M. Cassidy, M. Chauveau (Rimouski), M. Roy, M. Gendron et M. Lavallée, pour s'enquérir de la tenure des terres aux Iles de la Madeleine, dans le comté de Gaspé ; et pour s'enquérir en outre des meilleurs

moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces îles, en ce qui regarde la tenure des dites terres ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bellingham* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* et l'annexer à celui de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rhéaume* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Ordonné, Que M. *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour détacher une certaine partie du comté de *Montcalm*, et l'annexer au comté de *Terrebonne*, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 28 Novembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — Etat des affaires de la Congrégation *Saint-Michel de Sorel*, pour l'année 1872. (*Documents de la Session*, No. 5.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Locke*, — la pétition du Révérend *William Hansford* et autres, du village de *Stanstead Plain*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, — la pétition de la Nouvelle Compagnie du Gaz, *Montréal*.

Par M. *Lynch*, — la pétition de la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est.

Par M. *Daigle*, — la pétition des Révérendes Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie de *Bélail*.

Par M. *Chauveau (Rimouski)*, — la pétition de *Thomas Simard* et autres, de cette partie du township de *Neigette*, située dans la paroisse de *Saint-Donat*.

Par M. *Gérin*, — la pétition de Messieurs *John McDougall* et fils, de la cité des *Trois-Rivières*.

Par M. *Dugas*, — la pétition de *André Morin* et autres, du township de *Chertsey*, comté de *Montcalm*.

Par M. *Cassidy*, — la pétition du Révérend *L. M. Lavallée* et autres ; la pétition de l'école de médecine et de chirurgie ; et la pétition d'*Augustin Campion* et autres, toutes de la cité de *Montréal*.

Par M. *Chapleau*,—deux pétitions du Révérend *F. X. Bourbonnais* et autres, de la paroisse de *Varenes*.

Par M. *Larochelle*,—la pétition de la municipalité du village de *Lauzon*, canté de *Lévis*.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition du Révérend *J. M. Bernier*, de la paroisse de *Saint-Ferdinand*, comté de *Mégantic*.

L'honorable M. *Robertson*, du comité conjoint des impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est la comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a choisi l'honorable M. *Beaubien* pour son président ;

Que son greffier l'a informé, par la lettre qui va suivre, que l'impression de certains documents est en retard ;

Que le gouvernement a fait de nouveaux arrangements avec MM. *A. Côté* et *J. J. Foote*, au sujet d'une partie des impressions, suivant le tableau ci-joint :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Bureau des Impressions,

Québec, 20 novembre 1872.

Au Président et aux Membres du Comité Conjoint des Impressions pour les deux Chambres :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Je ne puis, suivant la règle de Votre Honorable comité, soumettre, à sa première réunion, les comptes des impressions : elles ne sont pas terminées.

Durant la vacance, MM. *A. Côté* et *J. J. Foote* ayant informé le gouvernement qu'il leur était impossible de continuer les impressions aux prix de leurs contrats, vu l'enchérissement du papier, de la main-d'œuvre, etc., etc., j'ai reçu ordre de préparer sous la direction des honorables MM. *Chauveau* et *Robertson*, conformément à une résolution de Votre Honorable comité, en date du 22 décembre 1870, adoptée par les deux chambres, une liste des prix, d'après lesquels messieurs les imprimeurs consentent à continuer leur entreprise ; l'augmentation est de près de vingt pour cent.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé,)

C. F. LANGLOIS,

G. C. C. I.

Mémoire des prix à allouer, à l'avenir, pour les impressions faites pour la législature de *Québec*, pour les sortes de documents mentionnés ci-bas :

		\$	cts.
Bills	Composition par M. ems	0	45
Documents de la Session	" "	0	45
Journaux et Appendices	" "	0	40
Impressions, par 250 impressions de 8 pages, Royal 8vo. ou Fools...		0	24
Changement d'entête, par forme de 8 pages.....		0	60
Pliage " " " par feuille.....		0	00½
Plier et coudre " " " "		0	00½
" " insertion des tableaux " "		0	00½
Couvrir les pamphlets par oxemplaire.....		0	01

STATUTS.

Composition ou reproduction par M. ems	0	24
Impression, par 250 impressions de 8 pages, Royal 8vo.....	0	24
Changements, par heure " "	0	24

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS ET ORDRES DU JOUR.

Composition par M. ems.....	0	48
Impression, par 250 impressions de 8 pages.....	0	48
Changements, par heure.....	0	24
Papier Royal No. 1, (26 lbs.)	par rame.....	4 10
“ “ No. 2, (26 “)	“	3 60
“ Foolscap (12 “)	“	1 90

Le soussigné consent à ce que le contrat conclu soit bon et valide, sujet au tarif ci-dessus, au lieu de celui du contrat même, lequel tarif devra s'appliquer, à l'avenir, à toutes les impressions de la Législature de Québec.

(Signé,)

J. Y. FOOTE,
A. COTÉ.

Votre comité recommande que l'arrangement conclu par le gouvernement au sujet des impressions de la Législature pour cette session soit approuvé et confirmé, quant aux prix mentionnés dans le mémoire du contrat avec MM. Foote et Côté.

Le greffier de votre comité a transmis à l'honorable comité conjoint des impressions du Parlement Fédéral, à Ottawa, le 17 d'avril dernier, par l'entremise de H. Hartney, écr., greffier, la résolution suivante contenue dans un rapport du 15 décembre 1871, adoptée par votre honorable Chambre, et il n'a pas eu de réponse.

Résolution du 15 décembre 1871.—“ Votre comité ayant pris communication d'une résolution du comité conjoint des impressions du Parlement Fédéral, demandant qu'un échange des documents parlementaires ait lieu entre les Législatures Fédérale et Locale, pour l'usage des membres de leur Chambre, approuve la suggestion contenue dans la dite résolution, et recommande l'échange des documents de la Session, Journaux et Appendices et Statuts. Votre comité recommande que le greffier des impressions soit autorisé à transmettre la présente résolution à l'honorable comité conjoint sur les impressions du Parlement Fédéral, à Ottawa, lors de la prochaine session, et à le prier de bien vouloir faire les démarches nécessaires pour obtenir du Gouvernement Fédéral que les documents échangés soient transmis *franc de port*.”

Votre comité ayant requis le greffier des impressions de lui faire connaître les documents dont l'impression n'est pas encore terminée, et les causes de ce retard, il a répondu par la lettre suivante, et celle de M. Dansereau, associé de MM. Duvernay, chargés d'imprimer les dits documents.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; Québec,
Bureau des Impressions,
20 novembre 1872.

Au Président et aux membres du comité
conjoint sur les impressions.

Monsieur le PRÉSIDENT,

Conformément à l'ordre de votre honorable comité, en date du vingt du courant, au sujet de vous faire connaître ceux des documents de la dernière session devant être imprimés et qui ne l'ont pas été, et les causes de délai, j'ai l'honneur de vous informer :

Que l'impression du rapport de l'Instruction Publique n'est pas terminée. Ce document a été livré à l'imprimeur le 20 février 1872.

Que le rapport des Travaux Publics, d'Agriculture et Immigration n'est pas imprimé, et ne le sera que comme document de la présente session. Il comprendra dix-huit mois, c'est-à-dire du 1er janvier 1871 au 1er juillet 1872. L'honorable Orateur de l'Assemblée Législative a permis ce changement pour la raison que ce rap-

port présenté au mois de novembre, pour douze mois devant finir le trente-et-un décembre, était incomplet, et que pour le terminer il fallait attendre plusieurs retours et rapports, et par là perpétuer des inconvénients et des retards regrettables. On m'a informé qu'à l'avenir il sera présenté complet suivant l'année fiscale.

La version française du document No. 9, "Réponse à une adresse demandant de faire connaître les municipalités qui ont emprunté sur le crédit du fonds consolidé, etc.," est aussi à imprimer. Les traducteurs français ayant jugé devoir, pour plus d'exactitude, traduire ce document, qui n'est guère qu'un tableau, sur l'imprimé de la version anglaise, fait en septembre dernier.

Quant au retard qui a lieu, il n'est pas à ma connaissance qu'il ait été occasionné par aucun des employés de l'Assemblée Législative. M. Duvernay ne s'en plaint pas non plus.

Voici une lettre d'un des associés qui est venu hier à mon bureau; cette lettre déclare ce que je croyais savoir.

Le tout respectueusement soumis,

(Signé,) C. F. LANGLOIS,
G. C. C. I.

QUÉBEC, 19 novembre 1872.

C. F. LANGLOIS, ECR.,

Imprimeur de la Reine, etc.,
Greffier des Impressions.

MONSIEUR,—Relativement aux motions adoptées aujourd'hui par le comité des impressions, j'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit :

Nous avons deux rapports en mains; 1^o celui du Ministre de l'Instruction Publique; 2^o celui du Ministre des Travaux Publics.

Nous avons reçu le premier au commencement de l'année; nous avons eu le second il y a à peu près un mois. Le rapport de l'Instruction Publique est maintenant tout imprimé, et sera livré dans quelques jours; celui des Travaux Publics tire également à sa fin, et sera livré probablement d'ici à huit jours, ayant été imprimé et relié, quoique très-volumineux, en cinq semaines, version française et version anglaise. Il n'y a donc de retard de notre part que pour le rapport de l'Instruction Publique. N'ayant pas l'espoir de l'imprimer avant notre déménagement en mai, nous n'avions pas osé commencer avant ce temps-là un travail qui eût été certainement endommagé et détérioré dans le déplacement, au milieu de la confusion, de la poussière, de tous les inconvénients d'un transport de matériel et d'imprimerie.

Ayant été forcé de faire subir à notre nouvelle bâtisse des améliorations et des changements qui ne sont pas encore complètement terminés, nous avons été privés tout l'été de la ressource de pouvoir installer convenablement autant de compositeurs qu'il eût fallu, comptant du reste, que le rapport de l'Instruction Publique ne serait pas plus volumineux que celui de l'année dernière. Nous avons constaté, par la suite, qu'il est deux fois plus volumineux que l'autre, et qu'il se compose presque exclusivement de tableaux dont la composition, comme vous le savez, est deux fois plus lente, de là un délai auquel nous n'avons pu remédier qu'imparfaitement, en employant jour et nuit, depuis deux mois, une vingtaine d'ouvriers extra. C'est la première fois que nous sommes en retard avec les impressions officielles. On a fait le reproche de n'avoir pas eu recours à une autre imprimerie lorsque nous avons constaté nos difficultés. Nous en avons fait l'essai; mais celle à laquelle nous nous sommes adressés n'a pas voulu faire l'ouvrage au prix auquel nous avions contracté à une époque où tout était moins élevé. Nous avons cru alors devoir prendre sur nous la responsabilité d'une irrégularité que nous offrons comme compensation aux irrégularités de l'autre partie contractante, qui, par son contrat, est tenue de nous donner l'impression du rapport des Terres de la Couronne et qui, depuis deux années, le fait imprimer ailleurs.

Nous regrettons infiniment que la Chambre souffre momentanément de la part du délai dont nous sommes la cause involontaire, et nous espérons que nos explications seront agréées.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur.

Votre très-obéissant serviteur,

(Signé),

ART. DANSEREAU.

Votre comité croit devoir exprimer le regret que les résolutions prises à différentes reprises, recommandant que l'Imprimeur de la Reine soit chargé de faire faire les impressions des divers départements du service public, sujet aux instructions de leurs chefs respectifs, soient restées sans effet.

Votre comité recommande aussi que l'Imprimeur de la Reine reçoive instructions de faire faire, dès la première impression, des rapports départementaux, un tirage suffisant à tous les besoins de la Législature, des différents départements et pour la distribution extérieure.

(Signé),

J. O. BEAUBIEN,
Président.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal, Chambly et Sorel* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis publiés ne datent que des premiers jours de ce mois ; mais attendu que les trente jours seront à peu près expirés avant que le comité des bills privés s'occupe du bill, il recommande la suspension de la 51^e règle.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis qu'ont été donnés sont suffisants :

Du conseil municipal du comté d'*Ottawa*, demandant que le chef-lieu du dit comté soit changé, de *Aylmer à Hull*, pour les fins municipales et d'enregistrement, — de *George A. Hughes*, de *Montréal*, demandant la passation d'un acte pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente, — Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 13 novembre 1872, demandant copie de toutes correspondances avec le gouvernement relativement à la nomination de juges de paix dans les paroisses de *Saint-Luc* et de *Saint-Bernard de Lacolle*, comté de *Saint Jean*, depuis le premier janvier 1871. (*Documents de la Session*, No. 7.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a reçu : — Réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, daté le 15 novembre 1872, demandant un état des recettes et dépenses, de quelques sources qu'elles proviennent, du gouvernement de cette province, à commencer de la clôture de l'année fiscale, le 30 juin dernier au 31 d'octobre dernier. (*Documents de la Session*, No. 8.)

Ordonné, Que le dit état soit renvoyé au comité permanent des comptes publics.

Ordonné, Que M. *Dorion* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de *Sorel*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième Victoria, intitulé :

"Acte concernant les dépôts judiciaires et autres," et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Marchand* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, jeudi prochain.

Sur motion de l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, secondé par M. *Marchand*,

Ordonné, Que le bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de *Québec*, soit ré-imprimé, tel qu'amendé, pour l'usage des membres.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* pour l'annexer à celui de *Québec*, étant lu ;

M. *Pelletier* (*Bellechasse*), secondé par M. *Gagnon*, propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Fournier*, secondé par M. *Marchand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la proposition soient effacés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant tous les mots après le mot "*Québec*" dans le titre du dit bill, et insérant les mots suivants à la place :

"Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de *Québec*, décrète ce qui suit :

"1. Le comté de *Bellechasse*, pour toutes les fins relatives à l'administration de la justice en matières civiles, fera partie non seulement du district de *Montmagny*, mais aussi du district de *Québec*, et ce nonobstant l'article 1355 du Code de Procédure Civile.

"2. Toutes actions ou procédures judiciaires, qui, sans la passation du présent acte, auraient dû être intentées dans le district de *Montmagny*, pourront être intentées, soit dans le dit district soit dans le district de *Québec*.

"3. Tout juge de paix pour le district de *Montmagny* sera, sans nouvelle commission ou serment, juge de paix pour toutes les fins civiles pour le district de *Québec*, et s'intitulera juge de paix pour les districts de *Québec* et de *Montmagny*.

"4. Les registres de l'état civil du dit comté de *Bellechasse* seront à l'avenir authentiqués par l'officier compétent, soit dans le district de *Québec*, soit dans celui de *Montmagny*; les registres maintenant authentiqués et non déposés entre les mains du protonotaire du district de *Québec*, et ceux qui sont maintenant déposés entre les mains du protonotaire du district de *Montmagny*, seront transportés, sous deux mois, et déposés entre les mains du protonotaire du district de *Québec*.

"5. Cet acte deviendra en force le premier jour de mai prochain."

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question, "Que le bill passe," étant mise aux voix, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender le chapitre 109 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, en ce qui concerne la contribution par les municipalités pour le paiement des petits jurés, étant lu ;

M. *Bachand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et objection étant faite, que le bill n'est pas dans l'ordre en autant qu'il diminue

le revenu public et en dispose, et qu'il n'a pas reçu l'approbation du Lieutenant-Gouverneur pour être introduit ;

M. l'Orateur décide que le bill n'est pas dans l'ordre.

Le bill pour détacher une certaine partie du comté de *Montcalm* et l'annexer au comté de *Terrebonne*, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de *Beaujeu* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. *Bachand*, du comité général des élections, fait rapport qu'en conformité de la 48e clause de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, le comité a choisi, sur la liste alphabétique des membres qui lui a été renvoyée, les six membres suivants pour composer la liste des présidents qui doivent servir comme présidents de comités d'élection pour la présente session :

Jacques Philippe Rhéaume, écuyer, *Félix G. Marchand*, écuyer, *William Warren Lynch*, écuyer, *Joseph-Adolphe Chapleau*, écuyer, *Henri-Gustave Joly*, écuyer, *Charles Gill*, écuyer.

Ordonné, Que le rapport reste sur la table.

M. *Bachand*, du comité général des élections, fait aussi rapport, en conformité de la 49e clause de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, que le comité a partagé les membres restant sur la liste alphabétique en trois listes marquées respectivement A, B, C, chacune contenant un égal nombre de noms.

Sur ce, le greffier a tiré au sort, à la table, l'ordre des dites listes, et a désigné chacune d'elles par un numéro indiquant l'ordre dans lequel elles ont été respectivement tirées comme suit : Liste B, No. 1 ; Liste C, No. 2 ; Liste A, No. 3.

Ordonné, Que ces listes soient imprimées.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 27 Novembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Chiuveau (Rimouski)*,—la pétition du très-révérend *Edmond Langevin V. G.*, et autres, de *Rimouski*.

Par M. *Brigham*,—la pétition de *Louis Joseph Demers*, étudiant en droit, du township de *Stanbridge*.

Par M. *Gill*,—la pétition de *Vital Parent* et autres, de la paroisse de *Saint-Antoine de la Baie du Febvre*.

Par M. *Dugas*,—la pétition de *Fabien Perreault* et autres, du township de *Chersey*.

Par M. de Beaujeu,—la pétition de G. Deguise et autres, de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal*,—du conseil-de-ville de la ville de *Lévis*,—et de la Compagnie du Chemin à Lisses de *Sherbrooke*, des townships de l'*Est* et *Kennébec* ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De la corporation du Collège Ste. Marie, *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation et l'établissement d'une Université à *Montréal*.

De *Frédéric Geriken* et autres, et de *Henry Mc Vittie* et autres, tous de *Montréal* ; demandant respectivement des amendements à l'acte des licences de *Québec*.

Du Conseil du Bureau d'Agriculture de la province de *Québec* ; demandant de l'aide pour l'établissement d'un haras, l'acquisition d'une machine pour l'empierrement des chemins et pour autres fins.

De *Augustin Laperrière*, de la cité d'*Ottawa* ; demandant que la Chambre ordonne l'achat d'un certain nombre d'exemplaires des "Décisions des orateurs de l'Assemblée Législative et de la Chambre des Communes du *Canada*, depuis 1841 jusqu'en juin 1872."

De la Société Bienveillante des Dames de *Montréal*,—du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile Nazareth, *Montréal*,—et du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile rue Bonaventure, *Montréal* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du révérend V. Rousselot, directeur de l'Institution des Aveugles, Asile Nazareth, *Montréal* ; demandant de l'aide pour la dite institution.

Du révérend Chs. Hallé et autres, des townships de *Lambton*, *Aylmer* et *Gayhurst*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour l'ouverture du chemin *Gayhurst*.

Ordonné, Que la pétition de la nouvelle compagnie du gaz de la cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite compagnie, est reçue et lue.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants :

De C. E. Wurtel et autres, des townships de *Windsor* et *Brompton*, comté de *Richmond* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du Pont de *Windsor* et *Brompton*."

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

De la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Célestin Chevalier* et autres, de la paroisse de *Saint-Joachim*, comté de *Montmorency* ; demandant l'érection de l'endroit appelé " *Saint-Tite des Caps*," en municipalité locale.

De l'Association de la Bibliothèque de Commerce, *Montréal* ; demandant la ratification d'un certain acte de vente par la dite association.

L'honorable M. Robertson, du comité conjoint des impressions de la Législature, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité prend la liberté de recommander que tous les rapports des différents départements publics qui doivent être produits devant les Chambres dans certains délais, à dater de l'ouverture de la session, ainsi que prescrit par les lois déterminant l'organisation des différents départements, ne soient pas produits en manuscrits, mais imprimés en nombre suffisant d'exemplaires pour la distribution ordinaire.

Votre comité recommande que les quantités des documents imprimés soient celles indiquées au tableau ci-joint :—

TABLEAU.		Fr.	Ang.
Ordres du Jour du Conseil.....	200	200	
Procès-Verbaux "	250	200	
Bills, 1ère lecture "	325	270	
Bills, 3ème lecture "	200	150	
Votes et Délibérations de l'Assemblée.....	450	375	
Bills Publics et Documents "	500	300	
Ordres du Jour, "	270	245	
Rapports des Départements.....	500	300	
Bills Privés, 1ère lecture.....	325	270	
Bills, 3ème lecture.....	250	250	
VOLUMES RELIÉS.			
Journaux du Conseil Législatif.....	280	375	
Journaux de l'Assemblée Législative.....	430	475	
Documents de la Session.....	430	475	

Votre comité recommande :

Que les contracteurs pour les impressions de la Législature soient notifiés que, à moins qu'aucun d'eux respectivement ne donne avis à l'Imprimeur de la Reine, le ou avant le premier d'août de chaque année, à l'effet de déclarer son intention de discontinuer l'engagement du contrat, de manière à donner un espace de temps suffisant pour compléter les préparatifs nécessaires pour les impressions de la session suivante de la Législature, les contrats resteront bons et valides, et continueront en force jusqu'à ce que l'impression de tous les documents parlementaires de la dite session suivante soit entièrement complétée.

Dans le cas où un tel avis serait donné par aucun des contracteurs comme susdit, le ou avant le premier août d'aucune année, l'Imprimeur de la Reine, sous la direction du gouvernement, demandera des soumissions par avis public pour telles impressions, et le gouvernement acceptera celles qui offriront le plus d'avantage pour l'exécution de l'ouvrage, et en fera rapport au comité conjoint sur les impressions pour les deux Chambres, à sa première réunion.

Votre comité recommande aussi : que son *quorum* soit réduit à cinq membres :

La nomination d'un sous-comité, se composant des honorables MM. Ferrier, Hale, Beaudry, et MM. Gérin et Marchand, pour examiner les comptes et les documents qui lui sont référés.

Le tout respectueusement soumis,

(Signé)

J. O. BEAUBIEN,
Président

Ordonné, Que M. Bellingham ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, 35 Victoria, chapitre 8, intitulé : " Acte pour amender certains articles du Code Municipal de la province de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à l'institution des poursuites contre la Couronne par pétition de droit, et concernant les poursuites de la Couronne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Rhéaume ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le premier rapport du comité conjoint des impressions de la Législature.

Ordonné, Que M. Gill ait la permission d'introduire un bill pour détacher les paroisses de *Saint-Guillaume d'Upton* et *Saint-Bonaventure d'Upton*, du comté de *Drummond* et du district d'*Arthabaska*, et les annexer, pour toutes fins quelconques, au comté d'*Yamaska* et au district de *Richelieu*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gendron ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Philipsburg, Farnham* et *Yamaska*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Eddy ait la permission d'introduire un bill pour transporter le chef-lieu du comté d'*Ottawa* pour les fins municipales et d'enregistrement d'*Aylmer* à *Hull*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente : Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 novembre 1872, demandant copie de toute la correspondance entre le Gouvernement Provincial ou aucun membre du dit Gouvernement, et le Gouvernement de la Puissance, ou aucun membre d'icelui, concernant l'application de l'honorable *Charles Mondelet*, l'un des juges de la cour supérieure du *Bas-Canada*, pour un congé d'absence ; et toutes copies de la correspondance entre le Gouvernement Provincial ou aucun membre d'icelui, et l'honorable *Charles Mondelet* sur le même sujet. (*Documents de la Session*, No. 9.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 19 novembre 1872 ; demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou quel qu'un des ministres, et certains juges de paix de *Montmagny*, au sujet de la radiation de leurs noms de la liste des juges de paix de ce district. (*Documents de la Session*, No. 10.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 novembre 1872 ; demandant copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement au sujet des prêts d'argent faits à diverses municipalités, ou à certains particuliers, pour achat de grains de semence, dans le cours de l'hiver et du printemps derniers ; copies des ordres en conseil à ce sujet et des communications conventives d'après lesquelles les prêts ont été effectués ; et aussi, toute somme d'argent qui aurait pu être avancée gratuitement à certaines municipalités, ou à des particuliers, soit pour grains de semence ou secours d'une autre nature. (*Documents de la Session*, No. 11.)

Sur motion de M. Fournier, secondé par M. Marchand,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Cham-

bre, un état des terres publiques impropres à la colonisation, mais riches en bois, qui ont été mises en réserves comme terres à bois—indiquant l'étendue des terres réservées et leur situation.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que la pétition de *Augustin Laperrière*, de la cité d'*Ottawa*; demandant que la Chambre ordonne l'achat d'un certain nombre d'exemplaires des "Décisions des Orateurs de l'Assemblée Législative et de la Chambre des Communes du Canada, depuis 1841 jusqu'au mois de juin 1872," soit renvoyée au comité conjoint de la bibliothèque.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 28 Novembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1872 :

L'Asile de la Providence, *Saint-Ignace du Côteau du Lac*; l'Asile de Nazareth; pour les aveugles et les enfants pauvres; les Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général; et l'Asile de la rue Bonaventure, tous de la cité de *Montréal*. (*Documents de la Session, No. 5.*)

M. l'Orateur informe la Chambre, que le greffier a reçu la lettre suivante de la Compagnie du Chemin de Fer de *Sherbrooke*, des townships de l'*Est* et *Kennébec*, en obéissance à l'ordre de cette Chambre, daté du 13 novembre courant :

SHERBROOKE, 26 novembre 1872.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 13 du courant, renfermant un ordre de l'Assemblée Législative, qui enjoint aux différentes compagnies de chemins de fer incorporées, et qui ont reçu de l'aide, par des octrois de terres ou d'argent, de faire rapport à l'Assemblée Législative de l'état de leurs affaires, depuis l'époque de leur incorporation.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer, que la compagnie du chemin de fer de *Sherbrooke*, des townships de l'*Est* et *Kennébec* n'est pas en opération, et n'a pas encore reçu d'aide du Gouvernement; soit en terres ou en argent.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

JAMES R. WOODWARD,

Secrétaire de la Compagnie du Chemin de Fer
de *Sherbrooke*, des township de l'*Est* et *Kennébec*.

G. M. MUIR, écuyer,

Greffier de l'Assemblée Législative,

Québec.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition des syndics des anciens cimetières protestants et de la compagnie du cimetière Mont Royal, *Montréal*,—la pétition de la maison protestante d'industrie et de refuge de *Montréal*,—et la pétition de la société du fonds pour les veuves et les orphelins des ministres congrégationalistes, *Montréal*.

Par M. *Esinhart*,—la pétition de P. E. *Brassard* et autres, de la paroisse de *Laprairie*.

Par M. *Pelletier* (*L'Assomption*),—la pétition de J. H. *Pangman* et autres, du comté de *L'Assomption*.

Par M. *Bellerose*,—la pétition du révérend Jos. *Perrault* et autres, de la paroisse de *Sainte-Rose* ; la pétition de *Marcel Laurin* et autres, de la paroisse de *Saint-Dorothée* ; la pétition du révérend N. *Lavallée* et autres, de la paroisse de *Saint-Vincent de Paul* ; et la pétition du révérend J. *Watier* et autres, de la paroisse de *Saint-François de Sales*, toutes du comté de *Laval*.

Par M. *David*,—la pétition du révérend L. M. *Lavallée* et autres, de la paroisse de *Saint-Vincent*, de *Montréal*.

Par M. *Lalonde*,—la pétition du Révérend Th. *Brassard* et autres, du comté de *Vaudreuil* et autres lieux.

Par M. *Poupore*,—la pétition de la municipalité du township de l'Isle des *Alouettes*, comté de *Pontiac*.

Par M. *Beaubien*,—la pétition du Révérend J. *Maréchal* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Grâce* ; la pétition du Révérend Jos. *Brien* et autres, de la paroisse de la *Nativité d'Hochelaga* ; et la pétition du Révérend F. *Rochette* et autres, de la paroisse du *Sault-au-Récollet*, toutes du comté d'*Hochelaga*.

Par M. *de Beaujeu*,—la pétition du Révérend T. *Chagnon* et autres, de la paroisse de *Saint-Clet* ; la pétition du Révérend *Maurice Roux* et autres, de *Saint-Joseph de Soulanges* ; la pétition du Révérend C. *Dufour* et autres, de la paroisse de *Saint-Ignace* ; et la pétition du Révérend J. O. *Rémillard* et autres, de la paroisse de *Saint-Polycarpe*, toutes du comté de *Soulanges*.

Par M. *Méthot*,—la pétition d'*Antoine Mayrand*, de la paroisse de *Nicolet*.

Par M. *Chapleau*,—la pétition d'*Arthur Lavigne* et autres ; la pétition du conseil-de-ville de la ville de *Terrebonne* ; et la pétition du Révérend J. *Graton* et autres, de la paroisse de *Terrebonne*.

Par M. *Bellingham*,—la pétition du Révérend A. *Séguin* et autres, de la paroisse de *Saint-André*, comté d'*Argenteuil*.

Par M. *Larochelle*,—la pétition de *John Reynolds* et autres ; la pétition du Révérend W. *Richardson* et autres ; et la pétition de *James Foster* et autres, toutes du township de *Frampton* ; deux pétitions du Révérend J. A. *Rainville* et autres, de la paroisse de *Saint-Léon de Standon* ; la pétition de *Patrick Cassidy* et autres ; et la pétition de *John Hurley* et autres, toutes deux du township de *Cranbourne* ; et la pétition de W. *Henderson* et autres, de la paroisse de *Saint-Malachie* et autres lieux, toutes du comté de *Dorchester* ; la pétition du Révérend *Henri de Brie* et autres, du township *Laneyvin* ; et la pétition de Z. *Vézina* et autres, du district de *Beauce*.

Par M. *Robert*,—la pétition de *Jacques Fournier*, de la paroisse de *L'Ange-Gardien*, comté de *Rouville*.

Par M. *Gill*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *William Hansford* et autres, du village de *Stanstead Plain* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Stanstead Wesleyan College*."

De *Augustin Campion* et autres, *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*St. Bridget's Total Abstinence and Benefit Society*."

De la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la municipalité du village de *Lauzon*, comté de *Lévis*; demandant des amendements au Code Municipal.

De *John McDougall & Son*, de la cité des *Trois-Rivières*; demandant la passation d'un acte les autorisant à construire un pont de péage sur la rivière *Saint-Maurice*, à l'endroit appelé " *La Pointe à la Hache*. "

De *Thomas Simard* et autres, de la partie du township de *Neigette*, située dans la paroisse de *Saint-Donat*; demandant la remise de certains arrérages dus sur leurs terres.

Des Révérendes Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, de *Belœil*; demandant de l'aide.

Du Révérend *L. M. Lavallée* et autres, *Montréal*; demandant de l'aide pour la Salle d'Asile du Sacré Cœur, rue *Fullum*.

Du Révérend *F. X. Bourbonnais* et autres, de la paroisse de *Varennes*; demandant de l'aide pour l'Hospice de la *Jemmerais*.

Du Révérend *J. M. Bernier*, de la paroisse de *Saint-Ferdinand*, comté de *Mégantic*; demandant de l'aide pour établir un dispensaire dans la dite paroisse.

De l'école de médecine et de chirurgie, *Montréal*; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *F. X. Bourbonnais* et autres, de la paroisse de *Varennes*; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

De *André Morin* et autres, du township de *Chertsey*, comté de *Montcalm*; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

M. Bellingham, du comité général des élections, fait rapport que le comité a fixé samedi, le septième jour de décembre prochain, à 2 heures P. M., sur la liste B, No. 1, pour la nomination d'un comité spécial chargé de décider du mérite de la pétition se plaignant de l'élection et rapport irréguliers de *Vincent Paul Lavallée*, écuyer, pour le district électoral de *Joliette*.

L'honorable *M. le Solliciteur-Général Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander que son *quorum* soit réduit à neuf membres.

Que le délai fixé pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au 5 décembre, et celui pour la réception des rapports du comité des bills privés jusqu'au 13 décembre.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que le délai pour recevoir des bills privés soit prolongé jusqu'à jeudi, le 5 de décembre prochain, et pour recevoir des rapports sur iceux jusqu'à vendredi, le 13 de décembre prochain.

L'honorable *M. Laframboise*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Alfred Duclos DeCelles* au nombre de ses membres, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre, que l'honorable dû sur ce bill ne soit pas exigé de la part de *M. De Celles*, vu les circonstances particulières dans lesquelles il se trouve, et qu'ordre soit donné au greffier des bills privés de lui rembourser le dit honoraire.

Il a aussi été convenu de recommander, que le délai pour la présentation des bills privés, soit prolongé jusqu'au cinq du mois prochain, et celui pour les rapports sur bills privés au treize du même mois.

M. Verrault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants.

De *Thomas A. Daves* et autres, du village de *Lachine* ; demandant l'érection en ville de la municipalité du village de *Lachine*.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Du conseil-de-ville de la ville de *Lévis* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la nouvelle Compagnie du Gaz de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Ordonné, Que l'honorable M. *Langevin*, C. B., ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Lévis*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Alfred Duclos DeCelles* au nombre de ses membres, soit remboursé en conformité de la recommandation du comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender les statuts 12 *Victoria*, chapitre 183, et l'acte 23 *Victoria*, chapitre 125, concernant l'incorporation de la nouvelle Compagnie du Gaz de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *LeCavalier* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de *Lachine*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Picard* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du pont de *Windsor* et de *Brompton*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lafontaine* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chap. 76 des statuts refondus du *Canada*, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie, et l'étude de l'Anatomie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Molleur* ait la permission d'introduire un bill pour amender les articles 2123 et 2124 du Code Civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 19 novembre 1872 ; demandant un état indiquant le nombre de limites qui ont été concédées depuis le 12 décembre 1872, les noms des concessionnaires, l'étendue en milles carrés de chacune de ces limites, et les primes payées par chaque concessionnaire pour chaque limite ; ainsi qu'une copie de tout document ou correspondance d'une nature quelconque, se rapportant aux coupes de bois sous licence sur les terres de la couronne. (*Documents de la Session*, No. 12.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 11 novembre 1872 ; demandant un état de toutes les demandes ou applications placées maintenant devant

le gouvernement ou devant le département des terres de la couronne, depuis le 11 décembre jusqu'à cette date, pour obtenir des licences pour exploiter les limites de bois. Cet état devant faire connaître le nom, la résidence, l'occupation et le genre d'affaire de la personne faisant telles demandes, l'étendue et l'endroit où se trouvaient les limites mentionnées dans telles applications, et mentionnant si c'est l'intention du gouvernement d'ordonner l'arpentage qui doit être fait avant la vente de telles limites. (*Documents de la Session, No. 12.*)

Ordonné, Que les dites réponses, ainsi que celles présentées à la session dernière sur le même sujet, soient imprimées pour l'usage des membres de cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Cauchon ait la permission d'introduire un bill pour ériger *Saint-Tite des Caps* en municipalité locale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Chapleau ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre XV des statuts de la province de *Québec*, 31 Vict.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Fournier, secondé par M. Marchand,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des plaidoyers, jugements et factums contenant les enquêtes dans les causes suivantes : C. S., district des *Trois-Rivières*; G. A. Gouin, vs. H. Dubord, jugée en cour supérieure, aux *Trois-Rivières*, le 30 avril 1870; en révision, à *Québec*, le 30 juin 1870; et en cour du Banc de la Reine, en Appel, le 1^{er} mars 1871, sous le No. 5.

C. S., district d'*Arthabaska*, No. 978; Alexis Lavigne, vs. Louis Dion, jugée en cour supérieure, à *Arthabaska*, le 11 septembre 1871; en cour de révision, à *Québec*, le 5 février 1872, et en Appel, à *Québec*, le 7 septembre dernier.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le second rapport du comité conjoint des impressions de la Législature.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la Compagnie du Chemin à Lisses de Colonisation du Nord de Montréal, et pour changer le nom de la dite compagnie, étant lu;

L'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, secondé par l'honorable M. Chauveau, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative;

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, — Rapport du commissaire des terres de la Couronne de la province de *Québec*, pour les douze mois qui ont fini le 30 juin 1872. (*Documents de la Session, No. 2.*)

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 29 Novembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Chauveau,—la pétition de *Edouard Junot* et autres, de la paroisse de *Saint-Félix du Cap Rouge*, et la pétition de *Louis Turcotte*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,—la pétition du Révérend T. Thibodeau et autres, de la paroisse du *Patronage de Saint-Joseph*; la pétition du Révérend L. J. Guyon et autres, de la paroisse de *Saint-Eustache*; la pétition du Révérend J. Dequoy et autres, de la paroisse de *Saint-Hermas*; la pétition du Révérend Eug. Desmarais et autres, de la paroisse de *Saint-Placide*; la pétition du Révérend J. S. Thérberge et autres, de la paroisse de *Saint-Augustin*; la pétition du Révérend L. M. Taillon et autres, de la paroisse de *Sainte-Monique*; la pétition du Révérend J. Falvey et autres, de la paroisse de *Saint-Colomban*, toutes du comté des Deux-Montagnes.

Par M. Lafontaine,—la pétition du Révérend H. Beaudry et autres, de la paroisse de *Saint-Rémi*; la pétition du Révérend J. B. Champeau et autres, de la paroisse de *Saint-Michel Archange*; la pétition du Révérend J. Primeau et autres, de la paroisse de *Saint-Patrice de Sherrington*; la pétition du Révérend C. F. Morrisson et autres, de la paroisse de *Saint-Cyprien*, toutes du comté de Napierville.

Par M. Laberge,—la pétition du Révérend J. Gaudin et autres, de la paroisse de *Sainte-Philomène*; la pétition du Révérend L. L. Pominville et autres, de la paroisse de *Saint-Jean Chrysostôme*; la pétition du Révérend L. C. Lussier et autres, de la paroisse de *Châteauguay*; la pétition du Révérend E. Blyth et autres, de la paroisse de *Sainte-Martine*; la pétition du Révérend C. E. Lemire Marsolais et autres, de la paroisse de *Saint-Urbain 1er*; la pétition du Révérend A. Jodoin et autres, de la paroisse de *Saint-Malachie d'Ormstown*, toutes du comté de Châteauguay.

Par M. Lavallée,—la pétition du Révérend J. O. Chicoine et autres, de la paroisse de *Saint-Thomas*; la pétition du Révérend T. L. Brassard et autres, de la paroisse de *Saint-Paul*; la pétition du Révérend J. D. Laporte et autres, de la paroisse de *Saint-Ambroise de Kildare*; la pétition du Révérend D. A. Gravel et autres, de la paroisse de *Saint-Jean de Matha*; la pétition du Révérend P. D. Lajoie et autres, de la paroisse de *Saint-Charles Borromée de Joliette*; la pétition du collège de *Joliette*, dans la paroisse de *Saint-Charles Borromée de Joliette*; la pétition du Révérend C. Martin et autres, de la paroisse de *Saint-Alphonse Rodriguez*; la pétition du Révérend A. Dupuis et autres, de la paroisse de *Sainte-Elizabeth*; la pétition du Révérend L. J. Martel et autres, de la paroisse de *Saint-Félix de Valois*, toutes du comté de Joliette.

Par M. Rhéaume,—la pétition de P. N. Poitevin et autres, de Québec, employés dans les bureaux du protonotaire de la cour supérieure et du greffier de la cour de circuit.

Par M. Sylvestre,—la pétition d'Onésime Turenne et autres, de la paroisse de *Saint-Damien*; la pétition de Joseph Hamelin et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel de Brandon*; la pétition du Révérend J. F. Gagnon et autres, de la paroisse de *Sainte-Geneviève de Berthier*; la pétition du Révérend J. B. H. Marcotte et autres, de la paroisse de *Lavallée*; la pétition du Révérend C. Loranger et autres, de la paroisse de *Lanoraie*; la pétition du Révérend U. Archambault et autres, de la paroisse de *Saint-Barthélemi*; la pétition de Dieudonné Denys et autres, de la paroisse de *Saint-Norbert*; la pétition du Révérend Jos. Plessis Bélair et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel de Brandon*; la pétition du Révérend A. Brien et autres, de la paroisse de *Saint-Cuthbert*, toutes du comté de Berthier.

Par M. Robert,—la pétition du Révérend P. L. Paré et autres, de la paroisse de *L'Ange Gardien*, comté de Rouville.

Par M. Lalonde,—la pétition du Révérend J. M. Mathieu et autres, de la paroisse de *Sainte-Justine*; la pétition du Révérend Th. Brassard et autres, de la pa.

roisse de *Vaudreuil* ; la pétition du Révérend *C. Boissonnault* et autres, de la paroisse de *Sainte-Marthe* ; la pétition du Révérend *P. Bélanger* et autres, de la paroisse de *Rigaud* ; et la pétition du collège *Bourget*, dans la paroisse de *Rigaud*, toutes du comté de *Vaudreuil*.

Par *M. Mailloux*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité des *Trois-Rivières*.

Par *M. Hearn*,—la pétition de *P. Patoine* et autres, de la cité de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Louis Joseph Demers*, étudiant en loi, du township de *Stanbridge* ; demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre Provinciale des Notaire à l'admettre, après examen, à la pratique du Notariat.

De *Vital Parent* et autres, de la paroisse de *Saint-Antoine de la Baie du Febvre* ; demandant la passation d'un acte pour permettre au conseil de comté du comté d'*Yamaska* d'ériger en municipalité séparée un certain territoire y décrit.

Du *Très-Révérend Edmond Langevin, V. G.*, et autres, de *Rimouski* ; demandant qu'il soit nommé un juge résident au chef-lieu pour le district de *Rimouski*.

De *G. Dequise* et autres, de la paroisse de *Saint-Ignace du Côteau du Lac* ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Asile de la Providence dans la dite paroisse soit continuée.

De *Fabien Perreault* et autres, du township de *Chertsey* ; demandant de l'aide pour un chemin.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés, dans chaque cas, sont suffisants.

De la compagnie du chemin de fer de *Sherbrooke*, des cantons de l'Est et de *Kennébec* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du Révérend *William Hansford* et autres, du village de *Stanstead Plain* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Stanstead Wesleyan College*."

De *Augustin Campion* et autres, *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*St. Bridget's Total Abstinence and Benefit Society*."

Ordonné, Que *M. Cassidy* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la société d'abstinence totale et de bénéfice de *Sainte-Brigitte*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable *M. Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin à lisses de *Sherbrooke*, des cantons de l'Est et *Kennébec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Locke* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le Collège Wesleyen de *Stanstead*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que la 51ème règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*.

Ordonné, Que *M. Gill* ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Trudel* et *M. LeCavalier* soient ajoutés au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que M. *Méthot* soit ajouté au comité spécial sur le bill pour amender le Code Municipal de la province de *Québec*.

L'honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit:

N. F. BELLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative, un estimé des sommes requises pour la province, pour les douze mois finissant le 30 juin 1874, et en conformité des dispositions de la 54e clause de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, il recommande ces estimés à l'Assemblée Législative. (*Documents de la Session*, No. 13.)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 29 novembre 1872.

Ordonné, Que le dit message, ainsi que les estimés qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

Le bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

M. *David*, secondé par M. *Rhéaume*, propose que le dit bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

M. *Chapleau*, secondé par M. *Malhiot*, propose, sous forme d'amendement, que les mots après "comité" soient effacés, et que les mots "spécial, composé de l'honorable M. *Robertson*, l'honorable M. *Holton*, M. *David*, M. *Chapleau*, M. *Trudel*, M. *Cassidy*, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records," soient mis à la place.

M. *LaRoque*, secondé par M. *Esinhart*, propose, en amendement au dit amendement, que les mots "messieurs *Rhéaume*, *Gill*, *Daigle* et *LaRoque*," soient ajoutés à la fin d'icelui.

Et l'amendement au dit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs.

<i>Beaubien</i> ,	<i>Esinhart</i> ,	<i>Larochelle</i> ,	<i>Peltier</i> (<i>L'Assomp-</i>
<i>Bellerose</i> ,	<i>Fortin</i> ,	<i>LaRoque</i> ,	<i>tion</i>),
<i>Cauchon</i> ,	<i>Gagnon</i> ,	<i>Lavallée</i> ,	<i>Poupore</i> ,
<i>Chapleau</i> ,	<i>Gendron</i> ,	<i>LeCavalier</i> ,	<i>Robertson</i> ,
<i>Chauveau</i> (<i>Québec</i>),	<i>Gérin</i> ,	<i>Locke</i> ,	<i>Robitaille</i> ,
<i>Chauveau</i> (<i>Rimouski</i>),	<i>Houde</i> ,	<i>Lynch</i> ,	<i>Sanders</i> ,
<i>Dorion</i> ,	<i>Irvine</i> (<i>Sol.-Gén.</i>),	<i>Malhiot</i> ,	<i>Sawyer</i> , et
<i>Dugas</i> ,	<i>Lalonde</i> ,	<i>Méthot</i> ,	<i>Trudel</i> .—34.
<i>Eddy</i> ,	<i>Langevin</i> ,	<i>Ouimet</i> (<i>Proc.-Gén.</i>),	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pozer,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Robert,</i>
<i>David,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Roy,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Sylvestre, et</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	<i>Tremblay.—24.</i>

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La motion principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable M. *Robertson*, l'honorable M. *Holton*, M. *David*, M. *Chapleau*, M. *Trudel* et M. *Cassidy*, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mercredi prochain.

Sur motion de M. *Sawyer*, secondé par M. *Locke*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état complet de toutes les terres reprises dans les cantons de *Emberton*, *Ditton* et *Marston*, dans le comté de *Compton*, depuis le premier janvier 1867, avec le montant des paiements faits sur icelles ; donnant les noms des personnes desquelles on les a reprises, à qui vendues, ainsi que la date de telle vente et de telle reprise.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser le Barreau de la province de *Québec* à admettre *Alfred Duclos Decelles* au nombre de ses membres ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. *Chapleau* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que M. *Bachand* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des licences de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. *Gill*, du comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de l'*Islet*, présente à la Chambre le rapport final du dit comité, lequel est lu comme suit :

1. *Résolu*, Que *Joseph Marc Boucher*, *Louis Marie Curon* ne sont pas des pétitionnaires.

2. *Résolu*, Que *Pamphile Gaspard Verreault*, écuyer, le membre siégeant, a été dûment élu, pour représenter la division électorale de l'*Islet*, à la dernière élection.

3. *Résolu*, Que la pétition et la défense ne sont ni frivoles ni vexatoires.

Votre comité fait aussi rapport de toutes les questions sur lesquelles il s'est divisé, et des noms des membres qui ont voté soit pour l'affirmative, soit pour la négative.

DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ.

CHAMBRE DE COMITÉ, No. 20.

12 novembre 1872.

Questions soulevées et sur lesquelles le comité s'est divisé :

Membres présents :

M. Gill, Président,

MM. David,

Beaubien,

Mailloux,

Robert.

Proposé par M. Beaubien, Que le membre siégeant, n'ayant pas produit ses objections préliminaires dans le délai fixé par ce comité à la séance du vingt-un décembre, mil huit cent soixante-onze, savoir : au moins un mois avant l'ouverture de la présente session, et ne les a pas non plus produites entre les mains du greffier-en-chef de cette Chambre, si ce n'est le huit novembre courant ;

Que vu que l'agent des pétitionnaires a eu communication des dites objections préliminaires qui lui ont été adressées par la malle, par le président, le jour même qu'il les a reçues, le ou avant le premier novembre courant ;

Qu'attendu que la négligence de la part du membre siégeant, à produire ses dites objections préliminaires dans le dit délai, n'affecte en rien, dans l'opinion de ce comité, la position des parties intéressées sur cette pétition, tant pétitionnaires que membre siégeant, les dites objections préliminaires soient considérées comme dûment produites en cette instance, et qu'un délai de trois jours soit accordé aux pétitionnaires pour y répondre, s'ils le jugent à propos, et qu'un rapport soit fait à cette Chambre, en ce sens, pour son information.

M. David propose pour amendement que les mots suivants soient ajoutés à cette motion, et que le membre siégeant soit tenu de payer aux pétitionnaires quinze piastres de frais, vu sa dite négligence.

M. Robert propose pour amendement à l'amendement de M. David, que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale : " Que le membre siégeant paye aux pétitionnaires, vu sa dite négligence, une somme de trente piastres, et ce, lorsque le comité aura décidé finalement de la présente contestation.

Le comité se divise sur cet amendement comme suit :

Pour :—M. Robert.

CONTRE :—MM. Gill, Beaubien, David et Mailloux.

L'amendement est donc rejeté.

Le comité se divise sur l'amendement de M. David comme suit :

Pour :—MM. Gill, David et Mailloux.

CONTRE :—MM. Beaubien et Robert.

La motion principale, telle qu'amendée, est donc adoptée sur cette dernière division.

16 novembre 1872.

Membres présents :

M. Gill, Président,

MM. Mailloux,

Beaubien,

David,

Robert.

Proposé par M. David, Qu'ordre soit donné à Joseph Octave Fafard, écuyer, secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de l'Islet, de comparaître devant ce comité, vendredi prochain, le 22 du courant, à dix heures A. M., et de produire devant le dit comité le rôle d'évaluation de la dite municipalité, en force en l'année 1870, les avis de révision dudit rôle, avec de plus, la révision faite au dit

rôle par le conseil, la liste originale alphabétique des électeurs de la dite municipalité, pour la dite année 1870, préparée sur le dit rôle par le secrétaire-trésorier, et sur laquelle le conseil a basé sa révision; copie de la dite liste affichée dans son bureau, avis public pour procéder à la révision de la dite liste, et les procédés du conseil pour la révision de la dite liste, avec en outre tous autres papiers ou documents en sa possession relatifs à la dite liste, avec tout autre double de la dite liste qui pourrait être déposé de record dans son bureau, ou en sa possession en sa qualité de secrétaire-trésorier.

POUR:—MM. *Beaubien, David et Mailloux.*

CONTRE:—MM. *Gill et Robert.*

Ainsi la question est résolue affirmativement.

25 novembre 1872.

Membres présents:

M. Gill, Président,

MM. Mailloux,

David,

Robert,

Beaubien.

Proposé par *M. Mailloux*, Qu'attendu que la preuve faite devant ce comité, l'a été sur l'ordre de la majorité du comité, et qu'il n'y a rien dans la loi qui défende au comité de prendre connaissance de la preuve offerte en cette instance;

Vu que la section 80 et suivantes, chapitre 7, des statuts refondus de la ci-devant province du *Canada* n'est pas applicable à l'espace soumis, en autant qu'il ne s'agit pas de *scrutin* ou de discuter la validité de tel vote indiqué, mais bien de décider sur la validité d'une liste électorale elle-même, déclare la dite preuve valable; que considérant, que les formalités essentielles, requises, tant par la loi municipale que par la loi électorale pour la confection du rôle d'évaluation et de la liste électorale, n'ont pas été suivies pour la confection de ces documents dans la paroisse de l'*Islet*, pour l'année 1870, sur lesquelles les pétitionnaires basent leur droit de voter et de pétitionner;

Considérant que les pièces et la preuve au dossier, démontrent qu'il y a dans les procédés, tant du conseil municipal de la paroisse de l'*Islet*, que dans ceux des estimateurs, et du secrétaire-trésorier de la dite paroisse pour l'année 1870, des informalités telles qu'elles frappent de nullité radicale, et le rôle d'évaluation et la liste électorale;

Qu'attendu que le droit de voter à une élection ne peut être reconnu aux citoyens qu'en autant qu'il est constaté par une liste électorale dûment faite, révisée et certifiée selon la loi;

Qu'attendu que les pétitionnaires *Joseph Marc Boucher* et *Louis Marie Caron* ne sont pas des électeurs dûment inscrits sur une liste électorale révisée, et certifiée, conformément au chapitre 6 des statuts refondus de la ci-devant province du *Canada*;

Qu'attendu que, d'après l'esprit et l'ensemble de la loi, ceux-là seuls qui ont légalement voté à une élection, ou qui, ne l'ayant pas fait, avaient droit de le faire, peuvent être admis à pétitionner contre le retour de cette élection;

Qu'attendu que d'après les circonstances de la cause, les pétitionnaires ne paraissent pas avoir contesté le siège du membre siégeant sur des motifs frivoles et vexatoires, il soit résolu: 1^o Que *Joseph Marc Boucher* et *Louis Marie Caron* ne sont pas des pétitionnaires. 2^o Que *Pamphile Gaspard Verreault*, écuyer, le membre siégeant, a été dûment élu pour représenter la division électorale de l'*Islet*, à la dernière élection. 3^o Que la pétition et la défense ne sont frivoles ni vexatoires.

M. Robert propose pour amendement, qu'il soit résolu:

1^o Qu'attendu le défaut par le membre siégeant, *P. G. A. Verreault*, d'avoir remis par lui-même, ses procureurs, ou agents au président de ce comité, les listes des électeurs qu'il entend récuser, en donnant dans les dites listes les divers chefs d'objections, et les notant vis-à-vis les noms des électeurs récusés, ou qu'il entend

récusar, et que les dites listes d'objections n'ont jamais été remises, en aucun temps, au dit président, et que les dites listes n'ont pas été déposées du record dans les archives de ce comité, et n'ont pas été ouvertes à l'inspection de toutes les parties concernées dans la pétition d'élection faite contre le retour du dit membre siégeant.

Qu'attendu que les dites listes, quoique le dit comité spécial n'en ait pas ordonné autrement, n'ont pas été remises en aucun temps au dit président, avant six heures dans l'après-midi du jour, auquel, suivant l'ordre de la Chambre, du dit comité spécial; et que le dit comité s'est réellement assemblé et a procédé dans l'affaire le dit jour, et procédé à plusieurs reprises, et à des jours différents, sans que la remise des dites listes ait été faite par le dit membre siégeant.

Qu'attendu que par la clause 83, chapitre 7, des statuts refondus du *Bas-Canada*, il est statué qu'il ne sera pas pris devant un comité spécial d'élection, aucune preuve contre la validité d'aucun vote, qui ne sera pas compris dans l'une des listes d'objections d'élections remises comme susdits ou contre aucun chef d'objection à aucun électeur nommé dans la dite liste, autre que l'un des chefs allégués contre lui dans la dite liste.

Qu'attendu que les deux pétitionnaires, *Marc Boucher* et *Louis Caron*, ont signé la dite pétition, et qu'ils ont voté aux polls de l'*Islet* à l'élection dont ils se plaignent du retour et rapport, et que le vote de chacun des dits pétitionnaires est inscrit au livre de poll tenu en la paroisse de l'*Islet*, lors de la votation à la dite élection; et qu'attendu qu'il a été prouvé, par *Joseph Octave Pafard*, témoin assigné par ordre de ce comité, que les dits pétitionnaires ont ainsi votés.

Que ce comité est d'opinion que la dite pétition est une pétition d'élection, et que les objections préliminaires, faites par le dit membre siégeant, son procureur ou agent, à l'effet de faire déclarer les dits pétitionnaires inhabiles, à faire maintenir et poursuivre la dite pétition, ne sont pas fondées, et qu'elles doivent être déclarées non-fondées.

Le comité se divise sur cet amendement comme suit :

POUR.—*M. Robert*.

CONTRE.—*MM. Gill, Beaubien, David et Mailloux*.

La motion principale est adoptée sur la division suivante :

POUR.—*MM. Gill, Beaubien, David et Mailloux*.

CONTRE.—*M. Robert*.

Le tout respectueusement soumis.

CHARLES GILL,
Président.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité des subsides, étant lu, la Chambre se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille sept cent cinquante et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil Législatif; indemnité des membres et leur allowance pour frais de route, la somme de \$15,065.00; salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., la somme de \$22,686.00, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-troize mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Assemblée Législative; indemnité des membres et leur allowance pour frais de route, la somme de \$41,000.00; salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., la somme de \$52,400.00, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa

Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du bureau du Greffier en Loi, savoir: salaires du bureau, la somme de 2,600; dépenses contingentes, comprenant un commis surnuméraire et un messenger, la somme de \$845, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Bellerose* informe de plus la Chambre, qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que lundi prochain, la Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 2 Décembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires du "*Montreal Thistle Curling Club*," pour l'année 1872. (*Documents de la Session*, No. 5.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. *Bachand*,—la pétition des Filles de la Charité de l'Hôtel-Dieu de *Saint-Hyacinthe*.

Par M. *Bellingham*,—la pétition de G. J. *McKenzie* et autres, du township d'*Arundel*, comté d'*Argenteuil*, et la pétition de *Thomas D. Shipman* et autres.

Par M. *Dorion*,—deux pétitions du Très-Révérend H. *Millier* et autres, de la ville de *Sorel*; et la pétition de la corporation de la ville de *Sorel*.

Par M. *Pozzer*,—la pétition du Révérend T. L. H. *Grenier* et autres, de la paroisse de *Saint-Elzéar*, comté de *Beauce*.

Par M. *Dugas*,—la pétition du Révérend M. *Charon* et autres, de la paroisse du *Saint-Esprit*; la pétition du Révérend F. *Birtz* et autres, de la paroisse de *Sainte-Julienne*; la pétition du Révérend V. *Clément* et autres, de la paroisse de *Saint-Alexis*; la pétition du Révérend F. X. *Laberge* et autres, de la paroisse de *Saint-Hippolyte*; la pétition du Révérend D. *Maréchal* et autres, de la paroisse de *Saint-Jacques de l'Assommoir*; et la pétition du Révérend P. A. *Laporte* et autres, de la paroisse de *Saint-Patrice de Rawdon*, toutes du comté de *Montcalm*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,—la pétition de *John Yule* et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De *Arthur Lavigne* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*L'Association Musicale de Québec*."

De *J. H. Pangman* et autres, du comté de l'*Assomption* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de Montréal et des Laurentides."

De *P. E. Brossard* et autres, de la paroisse de *Laprairie* ; demandant un acte d'incorporation d'une compagnie pour l'empierrement d'un certain chemin dans la dite paroisse.

De la Maison de Refuge et d'Ecole d'Industrie, *Montréal*,—de la Société du Fonds pour les veuves et les orphelins des Ministres Congrégationalistes, *Montréal*,—du conseil de ville de la ville de *Terrebonne*,—de la Compagnie de Chemin de Fer des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*,—et du maire, des échevins et citoyens de la cité des *Trois-Rivières* ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

Des Syndics des Anciens Cimetières Protestants et de la Compagnie du Cimetière Mont-Royal, *Montréal* ; demandant la passation d'un acte accordant à la Compagnie du Cimetière de *Montréal*, pour l'avenir, l'administration des biens du Cimetière Protestant dans la dite cité.

Du Révérend *J. Graton* et autres, de la paroisse de *Terrebonne* ; demandant à être incorporés comme citoyens de la ville de *Terrebonne*.

De *Edouard Junot* et autres, de la paroisse de *Saint-Félix du Cap-Rouge* ; demandant que la partie de la paroisse de *Saint-Félix du Cap-Rouge*, qui faisait ci-devant partie de la paroisse de *Saint-Augustin*, soit détachée du comté de *Portneuf* et annexée au comté de *Québec*.

De *P. Patoine* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant des amendements à l'acte des licences de *Québec*.

De *Jacques Fournier*, de la paroisse de l'*Ange-Gardien*, comté de *Rouville* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à prélever des droits de péage sur un pont sur la rivière *Yamaska*.

Du Révérend *P. L. Paré* et autres, de la paroisse de l'*Ange-Gardien*, comté de *Rouville* ; demandant la remise des frais du bill demandé par *Jacques Fournier*.

De *Antoine Mayrand*, de la paroisse de *Nicolet* ; demandant la permission exclusive de construire sur la rivière *Nicolet* des bômes, depuis le bout nord de l'*Isle de la Fourche*, en descendant, jusqu'à la terre de l'honorable *J. B. George Proulx*.

De la municipalité du township de l'*Isle d'Alumette*, comté de *Pontiac* ; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Ottawa*.

Du Révérend *J. A. Rainville* et autres, de la paroisse de *Saint-Léon de Standon*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière *Etchemin*, et pour un chemin.

Du Révérend *Th. Brassard* et autres, du comté de *Vaudreuil* ; demandant que le gouvernement fasse l'acquisition de la propriété *Harwood*, pour y installer la prison de réforme.

De *John Reynolds* et autres, du township de *Frampton* ; demandant la remise des argents qu'ils doivent au gouvernement sur les lots de terre qu'ils possèdent dans le 8me rang de *Frampton*.

De *Louis P. Turcotte* ; demandant à la Chambre d'acheter un certain nombre d'exemplaires de son " Histoire du Canada sous l'Union."

De *P. N. Poitevin* et autres, de *Québec*, employés dans les bureaux du proto-notaire de la cour supérieure et du greffier de la cour de circuit ; demandant une augmentation de salaire.

Du Révérend *Jos. Perrault* et autres, de la paroisse de *Sainte-Rose*, de *Marcel Laurin* et autres, de la paroisse de *Sainte-Dorothée*,—du Révérend *N. Larallée* et autres, de la paroisse de *Saint-Vincent de Paul*,—du Révérend *J. Watier* et autres, de la paroisse de *Saint-François de Sales*, toutes du comté de *Laval*,—du Révérend *L. M. Lavallée* et autres, de la paroisse de *Saint-Vincent de Montréal*,—du Révérend *J. Maréchal* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Grâce*,—du Révérend *Jos. Brien* et autres, de la paroisse de la *Nativité*, d'*Horsholm*,—du Révérend *F. Rochette* et autres, de la paroisse de *Sault-au-Récollet*, toutes du comté d'*Horsholm*,—du Révérend *T. Chagnon* et autres, de la paroisse de *Saint-Clet*,—du Révérend *Maurice Roux* et

autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Soulanges*,—du Révérend *C. Dufour* et autres, de la paroisse de *Saint-Ignace*,—du Révérend *J. O. Rémillard* et autres, de la paroisse de *Saint-Polycarpe*, toutes du comté de *Soulanges*,—du Révérend *A. Séguin* et autres, de la paroisse de *Saint-André*, comté d'*Argenteuil*,—du Révérend *T. Thibonau* et autres, de la paroisse du *Patronage de Saint-Joseph*,—du Révérend *L. J. Guyon* et autres, de la paroisse de *Saint-Eustache*,—du Révérend *J. Dequoy* et autres, de la paroisse de *Saint-Hermas*,—du Révérend *Eug. Desmarais* et autres, de la paroisse de *Saint-Piacide*,—du Révérend *J. S. Thérberge* et autres, de la paroisse de *Saint-Augustin*,—du Révérend *L. M. Taillon* et autres, de la paroisse de *Sainte-Monique*,—du Révérend *J. Falvey* et autres, de la paroisse de *Saint-Colomban*, toutes du comté des *Deux-Montagnes*,—du Révérend *H. Beaudry* et autres, de la paroisse de *Saint-Rémi*,—du Révérend *J. B. Champeau* et autres, de la paroisse de *Saint-Michel-Archange*,—du Révérend *J. Primeau* et autres, de la paroisse de *Saint-Patrice de Sherrington*,—du Révérend *C. F. Morrison* et autres, de la paroisse de *Saint-Cyprien*, toutes du comté de *Napierville*,—du Révérend *J. Gaudin* et autres, de la paroisse de *Sainte-Philomène*,—du Révérend *L. L. Pominville* et autres, de la paroisse de *Saint-Jean Chrysostôme*,—du Révérend *L. C. Lussier* et autres, de la paroisse de *Châteauguay*,—du Révérend *G. Blyth* et autres, de la paroisse de *Sainte-Martine*,—du Révérend *C. E. Lemire Marsolais* et autres, de la paroisse de *Saint-Urbain 1er*,—du Révérend *A. Jodoin* et autres, de la paroisse de *Saint-Malachie d'Ormstown*, toutes du comté de *Châteauguay*,—du Révérend *J. O. Chicoine* et autres, de la paroisse de *Saint-Thomas*,—du Révérend *T. L. Brassard* et autres, de la paroisse de *Saint-Paul*,—du Révérend *J. D. Laporte* et autres, de la paroisse de *Saint-Ambroise de Kildare*,—du Révérend *D. A. Gravel* et autres, de la paroisse de *Saint-Jean de Matha*,—du Révérend *P. D. Lajoie* et autres, de la paroisse de *Saint-Charles Borromée de Joliette*,—du Collège de *Joliette*, dans la paroisse de *Saint-Charles Borromée*,—du Révérend *C. Martin* et autres, de la paroisse de *Saint-Alphonse Rodriguez*,—du Révérend *A. Dupuis* et autres, de la paroisse de *Sainte-Elizabeth*,—du Révérend *L. J. Martel* et autres, de la paroisse de *Saint-Félix de Valois*, toutes du comté de *Joliette*,—du Révérend *J. F. Gagnon* et autres, de la paroisse de *Sainte-Geneviève de Berthier*,—du Révérend *J. B. H. Marcotte* et autres, de la paroisse de *Lavaltrie*,—du Révérend *C. Loranjer* et autres, de la paroisse de *Lanoraie*,—du Révérend *U. Archambault* et autres, de la paroisse de *Saint-Barthélemi*,—de *Dieudonné Denys* et autres, de la paroisse de *Saint-Norbert*,—du Révérend *Jos. Plessis Bélair* et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel de Brandon*,—du Révérend *A. Brien* et autres, de la paroisse de *Saint-Cuthbert*, toutes du comté de *Berthier*,—du Révérend *J. M. Mathieu* et autres, de la paroisse de *Sainte-Justine*,—du Révérend *Th. Brassard* et autres, de la paroisse de *Vaudreuil*,—du Révérend *C. Boissonnault* et autres, de la paroisse de *Sainte-Marthe*,—du Révérend *P. Bélanger* et autres, de la paroisse de *Rigaud*,—et du Collège *Bourget*, dans la paroisse de *Rigaud*, toutes du comté de *Vaudreuil*; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de la corporation du collège *Sainte-Marie*, à *Montreal*, pour l'établissement d'une Université à *Montreal*, soient accordées.

Du Révérend *W. Richardson* et autres,—de *James Foster* et autres, toutes du township de *Frampton*,—de *Patrick Cassidy* et autres,—de *John Hurley* et autres, toutes du township de *Cranbourne*,—de *W. Henderson* et autres, de la paroisse de *Saint-Malachie* et autres lieux,—du Révérend *Henri DeBrie* et autres, du township *Langevin*,—du Révérend *J. A. Rainville* et autres, de la paroisse de *Saint-Léon de Standon*, tous du comté de *Dorchester*,—de *Z. Vézina* et autres, du district de *Beauce*,—de *Joseph Hamelin* et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel de Brandon*,—de *Onézime Turenne* et autres, de la paroisse de *Saint-Damien*, toutes du comté de *Berthier*; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Ordonné, Que la pétition de *Thomas D. Shipman* et autres, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de l'Hôtel Cacouna," est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition de *John Yule* et autres, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie Hydraulique et manufacturière de la Rivière Richelieu," est reçue et lue.

L'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, du comité permanent des lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de Québec, présente —

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 30 novembre 1872; demandant copie de toute correspondance entre le Gouvernement Fédéral, le Gouvernement d'Ontario et celui de cette Province, relativement à la sentence arbitrale rendue par l'arbitre d'Ontario et l'arbitre du Gouvernement Fédéral, en septembre 1870, concernant le partage entre Québec et Ontario, du surplus de la dette de la ci-devant province du Canada; et copies de tous ordres en Conseil faits et donnés, et de toutes procédures adoptées par le Gouvernement de Québec, pour parvenir à faire décider la question de la dite sentence arbitrale. (*Documents de la Session, No. 14.*)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 20 novembre 1872, demandant copies de toutes correspondances entre le Gouvernement Fédéral et celui de Québec, relativement aux lois passées par cette Législature, et mises virtuellement de côté, comme étant inconstitutionnelles, par les Cours de Justice en cette Province, et dont parle le discours du trône à l'ouverture de cette Session; et copies de tous ordres en Conseil passés par le Gouvernement de cette Province, pour faire décider, par le plus haut tribunal de l'Empire, les questions constitutionnelles ainsi soulevées. (*Documents de la Session, No. 15.*)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 12 novembre 1872, demandant copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et les Frères de Saint-Vincent de Paul, relativement à la réforme des jeunes délinquants, ainsi qu'une copie du rapport fait par les inspecteurs nommés pour choisir l'endroit le plus propice pour y placer la Prison de Réforme. (*Documents de la Session, No. 16.*)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 11 de novembre 1872, demandant copie des instructions données par le Gouvernement, ou quelques uns des ministres, aux Commissaires et Surintendants de la Police de la province de Québec, concernant l'emploi de cette force à l'occasion des dernières élections générales pour la Chambre des Communes du Canada;

Copie de toutes demandes adressées au Gouvernement, ou à l'un des ministres, ou au Commissaire de la Police pour l'intervention de cette force dans les districts électoraux de la campagne; par qui et sur quelle information écrite la dite force a été requise; le nombre d'hommes expédiés; le montant des dépenses encourues pour cet objet;

Et s'il a été nommé, outre le nombre de ceux régulièrement employés dans le service, d'autres hommes pour faire temporairement le service d'officiers ou d'hommes de police, leur nombre, leurs noms, occupations et résidences, et de plus, copie de tous rapports faits par les dits Commissaire et Surintendants de Police sur ces services spéciaux;

Et aussi, copie de tous Ordres en Conseil faits par le Gouvernement de Québec, et de tous ordres, décisions ou arrangements faits par quelque'un des ministres, les dits Commissaires ou Surintendants de Police, pour réprimer les émeutes qui ont eu lieu dans la cité de Québec, avant et pendant les dites dernières élections, et spécialement le cinq d'août dernier, jour de la votation dans le District Electoral de Québec-Centre. (*Documents de la Session, No. 17.*)

Ordonné, Que les deux premières réponses ci-haut mentionnées soient renvoyées au comité conjoint des impressions de la Législature.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un bill, intitulé : " Acte pour amender le chapitre 32 de la 33e Victoria," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender le chapitre 32 de la 33e Victoria," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Cassidy* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer l'Association de la Bibliothèque de Commerce de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 16 Vict. ch. 57, incorporant la Corporation du Collège Sainte-Marie, à *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Picard* ait la permission d'introduire un bill pour changer le nom de la paroisse de *Saint-Urbain* de *Windsor*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de *Sorel* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Le bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la Compagnie du Pont de *Windsor* et *Brompton* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. *Bellerose*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille sept cent cinquante et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil Législatif; indemnité des membres et leur allowance pour frais de route, la somme de \$15,065.00; salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., la somme de \$22,686.00, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-treize mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Assemblée Législative; pour l'indemnité des membres et leur allowance pour frais de route, la somme de \$41,000.00; salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., la somme de \$52,400.00, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa

Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du bureau du Greffier en Loi, savoir : salaires du bureau, la somme de \$2,600 ; dépenses contingentes, comprenant un commis surnuméraire et un messenger, la somme de \$845, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois ; et les trois premières résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant proposée, que la quatrième résolution soit maintenant lue une seconde fois ;

M. Joly, secondé par M. Marchand, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que, " jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots " cette Chambre est d'opinion qu'il n'est pas expédient d'accorder aucun octroi à la Bibliothèque du Parlement, tant que la magnifique collection de livres, appartenant à cette province, et placés maintenant dans le bureau du Département de l'Instruction Publique, où ils ne sont guère utiles au public, ne sera pas transportés dans la Bibliothèque du Parlement, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pozar,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—17.</i>
<i>Gtrin,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Esinhart,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Irvine (Sol. Gén.),</i>	<i>Quinnet (Proc. Gén.),</i>	<i>Roy,</i>
<i>David,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	<i>Sanders,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>tion,)</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dugas,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>chasse),</i>	<i>Verreault.—40.</i>
<i>Eddy,</i>	<i>Lavallée,</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La dite quatrième résolution étant, lue une seconde fois, est adoptée.

La cinquième et les suivantes, jusqu'à la septième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent trente-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, couvrant l'allocation autorisée par les statuts, et comprenant la force de police provinciale, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gendron fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Gendron informe de plus la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette chambre se forme de nouveau en le dit comité.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en le comité de subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien de la prison de réforme de *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Instruction Publique, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des instituteurs en retraite, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques romaines, pour l'octroi accordé aux *High Schools*, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Université McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Numismatique et d'Archéologie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Chambre des Arts et Manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés d'agriculture, etc., et couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, deux françaises et une anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bellerose fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Bellerose informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 3 Décembre 1872.

M. l'Orateur met devant la chambre,—Etat des affaires des institutions suivantes pour l'année 1872 :

La Société Saint-Jean-Baptiste et la Société Saint-Joseph, toutes deux de *Saint-Joseph de Lévis*. (*Documents de la Session*, No. 5.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Bellerose,—la pétition de *L. R. Masson* et autres.

Par M. Picard,—la pétition de *Benjamin Hurtubise* et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel de Stratford*.

Par M. Lalonde,—la pétition de *Joseph Lalonde* et autres, de la paroisse de *Sainte-Justine de Newton*, et la pétition du Révérend *P. Bélanger* et autres, de la paroisse de *Rigaud*.

L'honorable M. Chouveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de Province de *Québec*, présente,—

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 novembre 1872, demandant copie de toute correspondance relative au déplacement du bureau d'enregistrement du Palais de Justice, dans la cité de *Montréal*, à la rue Saint-Gabriel, comprenant l'avis demandé à l'Architecte de la Puissance, *M. Scott*, ainsi que la pétition des propriétaires fonciers de *Montréal*, protestant contre le déplacement du bureau. (*Documents de la Session*, No. 18.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 13 novembre 1872, demandant un état montrant :

1^o Les noms et résidences des personnes employées sous l'opération des lois qui pourvoient à cadastrer la propriété mobilière dans cette province, pour l'enregistrement des droits réels, depuis quand ces personnes sont ainsi employées, et le salaire payé à chacune d'elles respectivement.

2^o Le prix des maisons ou bureaux loués à cette fin, leur site, et les noms des propriétaires qui en ont touché le loyer.

3^o Les dépenses de toute nature occasionnées pour l'entretien ou maintien des dites maisons ou bureaux, et toutes autres dépenses, frais et déboursés sans exception.

4^o Si aucune des personnes employées à la confection des dits cadastres cumulent différents emplois, soit sous le contrôle du Gouvernement de cette province, soit sous celui du Gouvernement Fédéral, quels sont ces emplois et le salaire attaché à chacun ?

5^o Ce que coûte respectivement chaque cadastre terminé et proclamé, et si les droits prélevés à cette fin sont suffisants; sinon, quelle somme reste à être perçue et payée dans chacune de ces divisions d'enregistrement ?

6^o Les diverses sommes prélevées pour droits d'enregistrements dans chaque division d'enregistrement de cette province où les cadastres ne sont pas encore commencés.

7^e Ces renseignements demandés jusqu'au 1^{er} novembre 1872. (*Documents de la Session, No. 19.*)

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas :

De la Compagnie du Chemin de fer de Jonction des comtés du *Sud-Est* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation,—de *John Pangman* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de *Montréal* et des *Laurentides*."

De *P. E. Brassard* et autres, de *Laprairie* ; demandant un acte d'incorporation d'une compagnie pour l'empierrement d'un certain chemin dans la dite paroisse de *Laprairie*.

De la Société du Fonds pour les Veuves et les Orphelins des Ministres Congrégationalistes à *Montréal*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du conseil-de-ville de la ville de *Terrebonne*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Quant à la pétition d'*Arthur Lavigne* et autres, de *Québec*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Association Musicale de *Québec*,"

Votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger des avis.

Quant à la pétition de *Thomas D. Shipman* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de l'Hôtel *Cacouna*,"

Votre comité trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de donnés, mais vu que la mesure est de nature à favoriser grandement la localité où se trouve cet établissement, la majorité de votre comité est d'opinion de recommander la suspension de la 51^e règle.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour changer les limites de *Québec* et *Portneuf*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Bellerose* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 23 *Victoria*, chapitre 76, intitulé : "Acte pour incorporer le village de *Terrebonne*, et l'ériger en ville."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour amender les divers actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction des comtés du *Sud-Est*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Cassidy* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *George A. Hughes* comme notaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la Compagnie de l'Hôtel *Cacouna*.

Ordonné, Que M. *Bellingham* ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Méthot* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de *Nicolet*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Peltier* (l'*Assomption*), ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de colonisation de *Montréal* et des *Laurentides*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Esinhart* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin macadamisé de *La Prairie*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill concernant les registres de l'état civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés de colonisation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins à lisses de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente quatre mille trois cent quarante-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour la construction ou l'achat d'édifices pour les départements publics, (à être voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'enregistrement de *Montréal*, à la condition que la cité de *Montréal* fournisse un montant égal, (à être voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour la construction de poudrières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quarante-et-une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison pour femmes, *Montréal*, pourvu que la cité de *Montréal* paie un quart du montant, (à être voté de nouveau), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour augmenter la hauteur des murs et pour une maison de garde de la prison de *Montréal*, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, (à être voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un appartement pour une bibliothèque pour le palais de justice de *Sherbrooke*, (à être de nouveau voté), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1-74.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une aile pour le palais de justice des *Trois-Rivières*, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, (à être de nouveau voté), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent dix mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Beauport*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Bellerose* informe, de plus, la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres du l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente,—Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 19 de novembre 1872, demandant un état indiquant le nombre de limites qui ont été concédées depuis le 12 décembre 1871, les noms des concessionnaires, l'étendue en milles carrés de chacune de ces limites, et les primes payées par chaque concessionnaire pour chaque limite ; ainsi qu'une copie de tout document ou correspondance d'une nature quelconque se rapportant aux coupes de bois sous licence sur les terres de la Couronne. (*Documents de la Session*, No. 12.)

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 4 Décembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Sylvestre*,—la pétition du Révérend V. *Plinquet* et autres, de la paroisse de la *Visitation de l'Isle du Paul*, et la pétition du Révérend J. J. *Desautels* et autres, de la paroisse de *Saint-Damien de Brandon*, toutes du comté de *Berthier*.

Par M. *Sanders*,—la pétition du Révérend Frs. *Marcoux* et autres, de la paroisse

de *Saint Régis* ; la pétition du Révérend *F. X. Geoffroy* et autres, de la paroisse de *Saint-Romain de Hemmingford* ; la pétition de *F. Woods* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Huntingdon* ; la pétition du Révérend *J. J. A. Vinet* et autres, de la paroisse de *Saint-Anicet* ; et la pétition du Révérend *Théo. Pepin* et autres, de la paroisse de *Saint-Antoine Abbé*, toutes du comté de *Huntingdon*.

Par *M. Lafontaine*,—la pétition du Révérend *Thos. B. Dagenais* et autres, de la paroisse de *Saint-Edouard*, comté de *Napierville*.

Par *M. Mollieur*,—la pétition d'*Edouard Gibouleau* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame des Anges*, comté de *Missisquoi*.

Par *M. Esinhart*,—la pétition du Révérend *J. Gravel* et autres, de la paroisse de *Laprairie* ; la pétition du Révérend *M. P. T. Hurteau* et autres, de la paroisse de *Saint-Constant* ; la pétition du Révérend *J. Morin* et autres, de la paroisse de *Saint-Jacques le Mineur* ; la pétition du Révérend *J. Lauzon* et autres, de la paroisse de *Saint-Philippe* ; et la pétition du Révérend *J. N. Trudel* et autres, de la paroisse de *Saint-Isidore*, toutes du comté de *Laprairie*.

Par *M. Dugas*,—la pétition du Révérend *P. A. Lapointe* et autres, du township de *Raudon* ; et la pétition du Révérend *M. Mireault* et autres, de la paroisse de *Saint-Calixte*, toutes du comté de *Montcalm*.

Par *M. Lavallée*,—la pétition du Révérend *J. H. St. Jacques* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne* ; et la pétition du Révérend *O. Blanchard* et autres, de la paroisse de *Sainte-Beatrix*, toutes du comté de *Joliette*.

Par *M. LaRoque*,—la pétition du Révérend *J. B. Langlois* et autres, de la paroisse de *Saint-Hubert* ; la pétition du Révérend *G. Thibault* et autres, de la paroisse de *Longueuil* ; et la pétition du Révérend *J. Ed. Dupras* et autres, de la paroisse de *Saint-Basile le Grand*, toutes du comté de *Chambly*.

Par *M. Marchand*,—la pétition du Révérend *N. Barret* et autres, de la paroisse de *Saint-Luc* ; la pétition du Révérend *F. Aubry* et autres, de la paroisse de *Saint-Jean* ; et la pétition du Révérend *G. Lesage* et autres, de la paroisse de *Saint-Valentin*, toutes du comté de *Saint-Jean*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Très-Révérend *H. Millier* et autres, de la ville de *Sorel* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Orphelinat de *Sorel*."

Du Révérend *T. L. H. Grenier* et autres, de la paroisse de *Saint-Elzéar*, comté de *Beauce* ; demandant des amendements au Code Municipal.

Du Très-Révérend *H. Millier* et autres, de la ville de *Sorel* ; demandant de l'aide pour l'Orphelinat de *Sorel*.

Des filles de la Charité de l'Hôtel-Dieu de *Saint-Hyacinthe*,—et de la corporation du collège de *Sorel* ; demandant respectivement de l'aide.

De *G. J. McKenzie* et autres, du township d'*Arundel*, comté d'*Argenteuil* ; demandant de l'aide pour un chemin.

Du Révérend *M. Charron* et autres, de la paroisse de *Saint-Esprit*,—du Révérend *F. Birtz* et autres, de la paroisse de *Sainte-Julienne*, du Révérend *V. Clément* et autres, de la paroisse de *Saint-Alexis*,—du Révérend *F. X. Laberge* et autres, de la paroisse de *Saint-Hippolyte*,—du Révérend *D. Marchal* et autres, de la paroisse de *Saint-Jacques de l'Assommoir*,—et du Révérend *P. A. Laporte* et autres, de la paroisse de *Saint-Patrice de Raudon*, comté de *Montcalm* ; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de la corporation du collège *Ste. Marie*, à *Montréal*, pour l'établissement d'une Université à *Montréal*, soient accordées.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas :

De *Louis-Joseph Demers*, étudiant en loi du township de *Stanbridge* ; demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre Provinciale des Notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du Notariat.

Du maire, et des échevins et citoyens de la cité des *Trois-Rivières* : demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

Des Syndics des anciens Cimetières Protestants, et de la Compagnie du Cimetière Mont Royal ; demandant la passation d'un acte accordant à la Compagnie du Cimetière de *Montréal*, pour l'avenir, l'administration des biens du Cimetière Protestant dans la dite cité.

De la Compagnie du Chemin de Fer des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Jacques Fournier*, de la paroisse de l'*Ange-Gardien*, comté de *Rouville* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à prélever des droits de péage sur un pont sur la rivière *Yamaska*.

De *John Yule* et autres, de *Chambly* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la Rivière *Richelieu*."

Quant à la pétition d'*Antoine Mayrand*, de la paroisse de *Nicolet* ; demandant la permission exclusive de construire, sur la rivière *Nicolet*, des bômes au bout nord de l'Isle appelée *La Fourche*, votre comité trouve que les avis n'ont été donnés que dans la *Gazette Officielle* ; cependant, d'après la déclaration faite par M. *Méthot*, membre de cette Chambre, votre comité est convaincu que les intéressés sont suffisamment informés de la demande, et recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle.

Quant à la pétition de la corporation du Collège Ste. Marie, à *Montréal*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve que les avis n'ont été donnés que dans la *Gazette Officielle* ; cependant, votre comité est convaincu que les intéressés sont suffisamment informés de la demande, et recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle.

Quant à la pétition de la Maison de Refuge et Ecole d'Industrie, *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger des avis.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente, — Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 25 novembre 1872, demandant les dates des dépôts faits par le trésorier de la cité de *Montréal*, pour expropriations, ainsi que les dates, et les noms des personnes qui ont fait application pour les dits dépôts, et les dates respectives des paiements que le Gouvernement a faits aux dites personnes (y ayant droit) depuis 1872. (*Documents de la Session*, No. 20.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 13 novembre 1872, demandant un état du nombre des jeunes gens qui ont étudié comme Elèves-Instituteurs dans les Ecoles Normales de la Province depuis le commencement de l'existence de ces institutions ; le nombre de ceux qui pratiquent actuellement l'enseignement ; le coût total des Ecoles Normales depuis le commencement, le coût par chaque année distincte et le coût par chaque élève pour la Province. (*Documents de la Session*, No. 21.)

Ordonné, Que les réponses en dernier lieu mentionnées, ainsi que la réponse supplémentaire à une adresse du 19 novembre dernier, demandant un état indiquant le nombre de limites qui ont été concédées depuis le 12 décembre 1871, les noms des concessionnaires, l'étendue en milles carrés de chacune de ces limites, et les primes payées par chaque concessionnaire pour chaque limite ; ainsi qu'une copie de tout document ou correspondance d'une nature quelconque se rapportant aux coupes de bois sous licence sur les terres de la Couronne, soient imprimées pour l'usage des membres.

Ordonné, Que la pétition de *Louis P. Turcotte* soit renvoyée au comité permanent des dépenses contingentes.

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre, du 27 novembre dernier, renvoyant la pétition d'*Augustin Laperrière*, de la cité d'*Ottawa*, au comité conjoint de la bibliothèque, soit rescindé.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des dépenses contingentes.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "La Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la rivière *Richelieu*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Malhiot* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la pétition de Sir *Hugh Allan* et autres, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant de l'aide pour la Compagnie Manufacturière de Sucre de *Betteraves* du *Bas-Canada*, est reçue et lue.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des diverses industries de cette province.

Ordonné, Que M. *Gill* ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin à Lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*, et pour ratifier les arrangements faits entre la dite compagnie et la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction des comtés du *Sud-Est* et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Robert* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser *Jacques Fournier*, cultivateur, de l'*Ange-Gardien*, district de *Saint-Hyacinthe*, à exiger des péages sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Yamaska*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Larochelle*, secondé par M. *LeCavalier*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la requête de Messieurs les Curés de *Dorchester*, *Beauce*, etc., relativement à un projet de Colonisation.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que M. *Laurier* et M. *Larochelle* soient ajoutés au comité permanent des diverses industries de cette province.

Le bill pour incorporer la Société Permanente de Construction du district d'*Iberville*, et lui accorder certains pouvoirs, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la ville de *Lachine* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender la 16e Victoria, chapitre 57, incorporant la corporation du Collège *Sainte-Marie*, à *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender l'acte vingt-trois Victoria, chapitre soixante-et-seize intitulé : "Acte pour incorporer le village de *Terrebonne* et pour l'ériger en ville," est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après

axamen, *George A. Hughes* comme notaire, est, en corformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la Compagnie de l'Hôtel Cacouna est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de *Montréal* et des *Laurentides* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille vingt-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais-de-justice et des prisons, imputable au fonds de bâtieses et de jurés pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2me classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3me classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Belmont (pour les ivrognes), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution des sourds-muets catholiques, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution des sourds-muets protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St. Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St. Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accor-

dée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St. Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur Hospice des enfants trouvés, (tant qu'il n'y en aura pas à Québec), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Maison de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St. Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St. Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Refuge pour les Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Sauveur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité (pour l'Asile des enfants trouvés), *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *Saint-Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Lajemmerais, *Varennes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D. de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Sainte-Anne *Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des municipalités (Statuts Refondus, B. C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-neuf mille deux cent soixante-et-seize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le Département des Terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du Clergé, le domaine de la Couronne, la seigneurie de *Lauzon*, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Bellerose* informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Quo demain cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 5 Décembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Peltier* (*l'Assomption*),—la pétition du Révérend *Et. Birs* et autres, de la paroisse de *Saint-Sulpice* ; la pétition de *Louis-Joseph Huot* et autres, de la paroisse de *Saint-Paul l'Ermite* ; la pétition du Collège de *l'Assomption* ; la pétition du Révérend *Fervéol Dorval* et autres, de la paroisse de *l'Assomption* ; la pétition du Révérend *Geo. Laporte* et autres, de la paroisse de *Saint-Lin* ; la pétition du Révérend *L. M. Brassard* et autres, de la paroisse de *Saint-Roch de l'Achigan* ; la pétition du Révérend *D. A. Laporte* et autres, de la paroisse de *Répigny* ; et la pétition du Révérend *Pierre Bédard* et autres, de la paroisse de *l'Epiphanie*, toutes du comté de *l'Assomption*.

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de "The Montreal Young Men's Christian Association."

Par M. *Daigle*,—la pétition du Révérend *M. J. E. Chevigny* et autres, de la paroisse de *Contrecoeur* ; la pétition du Révérend *J. Thoret* et autres, de la paroisse de *Sainte-Julie* ; la pétition du Révérend *F. X. Bourbonnais* et autres, de la paroisse de *Varennes* ; la pétition du Révérend *F. Corbell* et autres, de la paroisse de *Saint-François-Xavier*, toutes du comté de *Verchères*.

Par M. *Lalonde*,—la pétition du Révérend *L. Turcotte* et autres, de la paroisse de *Sainte-Jeanne de l'Île Perrot*, comté de *Faudreuil* ; la pétition de *J. Tremblay* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne* ; et la pétition du Révérend *F. Perrault* et autres, toutes deux du comté de *Jacques-Cartier*.

Par M. *Pozzer*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *Saint-Vital de Lambton*, comté de *Beauce*.

Par M. *Chapleau*,—la pétition du Révérend *T. Dagenais* et autres, de la paroisse de *Saint-Sauveur* ; la pétition du Collège de *Sainte-Thérèse*, dans la paroisse de *Sainte-*

Thérèse ; la pétition du Révérend *L. J. Piché* et autres, de la paroisse de *Terrebonne* ; la pétition du Révérend *L. A. Charlebois* et autres, de la paroisse de *Sainte-Thérèse de Blainville* ; la pétition du Révérend *M. Jasmin* et autres, de la paroisse de *Saint-Janvier de Blainville* ; la pétition du Révérend *Et. Normandin* et autres, de la paroisse de *Lachenaie* ; la pétition du Révérend *P. P. Prud'homme* et autres, de la paroisse de *Sainte-Sophie* ; la pétition du Révérend *M. Thibodeau* et autres, de la paroisse de *Saint-Jérôme* ; la pétition du Révérend *A. Demers* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne des Plaines* ; la pétition du Collège Masson, dans la paroisse de *Terrebonne* ; toutes du comté de *Terrebonne*.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition de la Société de Québec, pour empêcher les cruautés envers les animaux.

Par M. *Méthot*,—la pétition de *Charles Garneau*, sergent-d'armes de l'Assemblée Législative de la province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *L. R. Masson* et autres ; demandant l'incorporation d'une Société Canadienne d'Assurance contre le Feu.

De *Joseph Lalonde* et autres, de la paroisse de *Sainte-Justine de Newton*,—et du Révérend *P. Bélanger* et autres, de la paroisse de *Rigaud* ; demandant respectivement que la prison de réforme soit fixée à *Vaudreuil*.

De *Benjamin Hurtubise* et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel de Stratford*, comté de *Wolfe* ; demandant de l'aide pour un chemin.

Ordonné, Que la pétition de *Charles Garneau*, sergent-d'armes de l'Assemblée Législative de la province de Québec, présentée ce jour, soit maintenant lue.

Et la dite pétition, demandant que la Chambre définisse les pouvoirs du sergent-d'armes, est lue.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre, le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du Très-Révérend *H. Millier* et autres, de la ville de *Sorel* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Orphelinat de *Sorel*, et trouve qu'elle n'est pas de la nature de celles qui exigent des avis.

Quant à la pétition de Messieurs *McDougall & Son*, de la cité des *Trois-Rivières* ; demandant un acte pour la construction d'un pont sur la *Pointe à la Hache*, sur le *Saint-Maurice*, votre comité trouve que les avis requis par la règle n'ont pas été publiés et ne peut, en conséquence, recommander la suspension de la 51^e règle.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de Québec, présente, en conformité d'adresses à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, de la dernière session,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée du 21 décembre 1871 ; demandant un état des terres occupées et concédées en vertu de permis d'occupations du département des terres de la Couronne, enlevées aux colons par le département ou les agents, dans les comtés de *Montmagny* et de *Bellechasse*, depuis le quinze avril dernier ; et spécialement les raisons pour lesquelles ces terres ont été reprises ; si elles ont été revendues ou concédées, à qui, pour quel prix et à quelle époque ; aussi, un état des colons qui, dans les mêmes comtés, sont en arriérages avec le département pour le prix de leurs terres. (*Documents de la Session, No. 22.*)

Aussi,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 21 décembre 1871, demandant un état détaillé du montant des sommes remises depuis le 15 juillet 1867, aux personnes endettées pour le prix des terres achetées du Gouvernement, soit avant, soit après le 1^{er} juillet 1867, indiquant à qui et à quelle époque ces remises ont été faites et pour quelles raisons ; le montant dû par chaque personne et le montant qui lui a été remis ; les numéros des lots et aussi les rangs, townships

et comtés, où sont situés les lots à raison desquelles telles réductions ont été faites. (*Documents de la Session, No. 23.*)

Et de plus,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 novembre 1872, demandant un état spécifiant les demandes faites depuis le 1er juillet 1867, jusqu'à ce jour, pour octroi de grèves, les permis d'occupation et patentes accordés; les noms des personnes, les montants payés ou stipulés, les raisons alléguées pour la concession de ces grèves, l'étendue des terrains concédés, et la date des diverses demandes et des transactions effectives à ce sujet par le Département des Terres de la Couronne. (*Documents de la Session, No. 24.*)

Ordonné, Que M. *Trudel* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 834 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*, et pour faciliter l'application de l'article 2453 du Code Civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *M'thot* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser *Antoine Mayrand, de Nicolet*, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière *Nicolet*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, que M. *Dorion* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Orphelinat de *Sorel*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit : (*Appendice No. 1.*)

L'honorable M. *Laframboise*, secondé par M. *Fournier*, propose,—Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état détaillé des sommes d'argent perçues et payées par le département de l'Instruction Publique de cette province, depuis 1867 jusqu'à ce jour; la date de la réception et du paiement de ces sommes, et les noms des personnes à qui ou pour qui ces paiements ont été faits.

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pozier,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>David,</i>	<i>Lalberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—19.</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Larochele,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>tion),</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Rheame,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Heurn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Malloux,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Malthiot,</i>	<i>Suzyer,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>M'thot,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Verreault.—43.</i>

Ainsi la proposition est résolue dans la négative.

L'honorable M. *Laframboise*, secondé par M. *Fournier*, propose, — Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état complet des sommes provenant de la vente des terres de la Couronne, perçues par le gouvernement de cette province, depuis 1867.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la législature de cette province; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cassidy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour déférer l'instruction et la décision des élections contestées à des juges, et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée Législative de Québec, étant lu;

M. *Fournier*, secondé par M. *Marchand*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, propose, sous forme d'amendement à la question, que le mot " maintenant " soit effacé et que les mots " lundi, le 16 du courant " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Pozar,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gill,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Roy,</i>
<i>David,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier (L'Assomp- tion),</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Verreault.—54.</i>	
<i>Gagnon,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Picard,</i>	

CONTRE :

Messieurs

Chapleau et de Beaujeu.—2.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois lundi, le 16 du courant.

Le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette Province est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de M. *Rhéaume*, M. *Fortin*, M. *Bellingham*, M. *Gérin*, M. *Houde*, M. *Méthot*, M. *Tremblay*, M. *Verreault*, M. *Dorion*, M. *Gill*, et M. *Marchand*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill pour donner des limites à la paroisse de *Saint-Feréol*, pour les fins civiles et municipales est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer *The Stanstead Wesleyan College* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender les divers actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction des comtés du *Sud-Est* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

M. *Bellerose*, du comité des subsides, fait rapport de deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent trente-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, couvrant l'allocation autorisée par les statuts, et comprenant la force de police provinciale, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. *Bellerose*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien de la prison de réforme de *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Instruction Publique, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille trois cents piastres soit

accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des instituteurs en retraite, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, *Québec* et *Montréal*, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques romaines, pour l'octroi accordé aux *High Schools*, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Université *McGill*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Numismatique et d'Archéologie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Chambre des Arts et Manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés d'agriculture, etc., et couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, deux françaises et une anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première et les suivantes, jusqu'à la sixième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La septième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise au voix, que la Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La huitième et les suivantes, jusqu'à la vingt-unième résolution inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La vingt-deuxième résolution et les suivantes, jusqu'à la vingt-cinquième inclusivement, étant lues une seconde fois ;

Ordonné, Que la considération ultérieure des dites résolutions soit remise.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 6 Décembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition de *Thomas Barvis* et *Basile Thérault*, junior, greffier conjoint de la paix pour le district d'*Arthabaska*.

Par M. *Chapleau*,—la pétition de la municipalité du village et de la municipalité de la paroisse de *Saint-Jérôme* ; la pétition de la municipalité du village de *Sainte-Thérèse de Blainville* ; et la pétition du Révérend A. *Nantel* et autres, du collège *Sainte-Thérèse*, toutes du comté de *Terrebonne*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend V. *Pluquet* et autres, de la paroisse de la *Visitation de l'Isle du Pads*,—du Révérend J. J. *Desautels* et autres, de la paroisse de *Saint-Damien de Brandon*, toutes du comté de *Berthier*,—du Révérend Frs. *Marcoux* et autres, de la paroisse de *Saint-Régis*,—du Révérend F. X. *Géoffroy* et autres, de la paroisse de *Saint-Romain de Hemmingford*,—de F. *Woods* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Huntingdon*,—du Révérend J. J. A. *Vinet* et autres, de la paroisse de *Saint-Anicet*, toutes du comté de *Huntingdon*,—du Révérend Théo. *Pepin* et autres, de la paroisse de *Saint-Antoine Abbé*, des comtés de *Huntingdon* et *Châteauguay*,—du Révérend Ths. E. *Dagenais* et autres, de la paroisse de *Saint-Eldouard*, comté de *Napierville*, du Révérend J. *Gravel* et autres, de la paroisse de *Laprairie*,—du Révérend M. P. T. *Hurteau* et autres, de la paroisse de *Saint-Constant*,—du Révérend J. *Morin* et autres, de la paroisse de *Saint-Jacques le Mineur*,—du Révérend J. *Lauzon* et autres, de la paroisse de *Saint-Philippe*,—du Révérend J. N. *Trudel* et autres, de la paroisse de *Saint-Isidore*, comté de *Laprairie*, toutes du comté de *Laprairie*,—du Révérend M. *Mireault* et autres, de la paroisse de *Saint-Culixte*, comté de *Montréal*,—du Révérend J. H. St. *Jacques* et autres, de la paroisse de *Saint-Côme*,—du Révérend O. *Blanchard* et autres, de la paroisse de *Sainte-Beatrix*, toutes du comté de *Joliette*,—du Révérend J. *Thibault* et autres, de la paroisse de *Longueuil*,—du Révérend J. B. *Langlois* et autres, de la paroisse de *Saint-Hubert*,—du Révérend J. Ed. *Dupras* et autres, de la paroisse de *Saint-Basile le Grand*, toutes du comté de *Chambly*,—du Révérend N. *Barret* et autres, de la paroisse de *Saint-Luc*,—du Révérend F. *Aubry* et autres, de la paroisse de *Saint-Jean*,—du Révérend G. *Lesage* et autres, de la paroisse de *Saint-Valentin*, toutes du comté de *Saint-Jean* ; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de la corporation du Collège *Sainte-Marie*, à *Montréal*, pour l'établissement d'une Université à *Montréal*, soient accordées.

De *Edouard Gibouleau* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame des Anges*, comté de *Missisquoi* ; demandant à être annexés au comté d'*Iberville* pour les fins judiciaires, municipales, scolaires et autres.

Du Révérend P. A. *Laporte* et autres, du township de *Rawdon*, comté de *Montcalm* ; demandant de l'aide pour un chemin.

Ordonné, Que la pétition de l'Institut Trafalgar, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation du dit institut, est reçue et lue.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre, le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a soumis à un sous-comité les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, qui en a fait rapport.

Que votre comité a approuvé le dit rapport marqué A, et demande qu'il soit adopté par votre honorable Chambre.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Vendredi, 22 novembre 1872.

Le sous-comité nommé pour examiner les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné les rapports de *G. M. Muir*, écuyer, greffier de la Chambre,—de *E. Simard*, écuyer, assistant-greffier,—de *C. F. Langlois*, écuyer, greffier-en-chef des bureaux,—de *Pierre Chenet* écuyer, maître de poste,—et de *Olivier Robitaille*, messenger-en-chef.

Votre sous-comité croit devoir attirer de nouveau l'attention de votre comité sur le retard survenu dans la distribution des journaux et des statuts, ainsi que des autres documents de cette Chambre, tel que mentionné dans le rapport de l'assistant-greffier, et recommande que les imprimeurs soient strictement tenus d'exécuter leur contrat.

Votre sous-comité est convaincu que l'achat de la papeterie a été fait avec la même économie des autres années, mais il regrette de faire observer qu'une certaine hausse s'est fait sentir dans les prix, ce qui est dû sans doute à l'augmentation du prix du travail et des matériaux.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné la pétition de *L. R. Masson* et autres, du district de *Montréal*; demandant à être incorporés sous le nom de "Compagnie Canadienne d'Assurance contre le Feu," et trouve que les avis requis ont été donnés.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 13 de novembre 1872, demandant un état des sommes employées au repatriement des canadiens émigrés, avec mention de la manière dont ces sommes ont été employées, et indication des noms des agents d'immigration ou de colonisation chargés de cette mission, des montants à eux payés comme salaire, frais de voyages et autres dépenses, et du nombre des familles repatriées. (*Documents de la Session*, No. 25.)

Ordonné, Que la dite réponse soit imprimée pour l'usage des membres.

Ordonné, Quo M. *Bellerose* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil Législatif a passé un bill, intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la colonisation, trente-et-unième Victoria, chapitre vingt, et trente-deuxième Victoria, chapitre treize," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil Législatif a passé un bill, intitulé : " Acte pour valider certains inventaires," auquel il demande le concours de cette Chambre."

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender les actes concernant la colonisation, trente-unième Victoria, chapitre vingt, et trente-deuxième Victoria, chapitre treize," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour valider certains inventaires," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, lundi dernier, le deux du courant.

Et la vingt-deuxième résolution et les suivantes, jusqu'à la vingt-cinquième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. *Bellerose*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés de colonisation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins à lisses de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente quatre mille trois cent quarante-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour la construction ou l'achat d'édifices pour les départements publics, (à être voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'enregistrement de *Montréal*, à la condition que la cité de *Montréal* fournisse un montant égal, (à être voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour la construction de poudrières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quarante-et-une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée

à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison pour femmes, *Montréal*, pourvu que la cité de *Montréal* paie un quart du montant, (à être voté de nouveau), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour augmenter la hauteur des murs et pour une maison de garde de la prison de *Montréal*, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, (à être voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un appartement pour une bibliothèque pour le palais de justice de *Sherbrooke*, (à être de nouveau voté), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une aile pour le palais de justice des *Trois-Rivières*, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, (à être de nouveau voté), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent dix mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Beauport*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première résolution et les suivantes, jusqu'à la quatorzième inclusive, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La quinzième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La seizième résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. *Bellerose*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille vingt-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais-de-justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2me classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3me classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Belmont (pour les ivrognes), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution des sourds-muets catholiques, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution des sourds-muets protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St. Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St. Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St. Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur Hospice des enfants trouvés, tant qu'il n'y en aura pas à *Quebec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accor-

dée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Maison de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St. Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St. Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Refuge pour les Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Sauveur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité (pour l'Asile des enfants trouvés), *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *Saint-Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Cîteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Lajemmerais, *Varenes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D. de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Sainte-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des municipalités (Statuts Refondus, B. C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-neuf mille deux cent soixante-et-seize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le Département des Terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du Clergé, le domaine de la Couronne, la seigneurie de *Lauzon*, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La seconde résolution étant lue une seconde fois, et la question étant proposée : Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution.

M. Joly, secondé par l'honorable M. Holton, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Chambre" soient retranchés, et que les mots "tout en approuvant l'octroi de la somme demandée pour la confection de chemins de colonisation, est d'opinion que cette appropriation ne doit pas être votée en bloc, comme il est maintenant proposé de le faire, mais que cette somme devrait être votée par cette Chambre de manière à ce qu'il apparaisse distinctement dans ce vote quel est l'octroi demandé pour chaque chemin," soient mis à la place.

Et des débats s'en suivent.

Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M., en conformité de la dix-neuvième règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés, sont lus :

Le bill pour transporter le chef-lieu du comté d'*Ottawa*, pour les fins municipales et d'enregistrement d'*Aylmer* à *Hull*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Association de la Bibliothèque de Commerce de Montréal, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Le bill pour amender les actes concernant la compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*, pour confirmer les arrangements faits entre la dite compagnie et la compagnie du Chemin de Fer de Jonction des comtés du *Sud-Est*, et pour d'autres fins, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

La Chambre reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, et reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question, Que la Chambre concourt avec le comité dans la seconde résolution ; lequel amendement était que tous les mots après "Chambre" soient effacés jusqu'à la fin de la question, et que les mots "tout en approuvant l'octroi de la somme demandée pour la confection de chemins de colonisation, est d'opinion que cette appropriation ne doit pas être votée en bloc, comme il est maintenant proposé de le faire, mais que cette somme devrait être votée par cette Chambre, de manière à ce qu'il apparaisse distinctement dans ce vote quel est l'octroi demandé pour chaque chemin," soient mis à la place.

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

M. *Cassidy*, secondé par M. *Bachand*, propose, sous forme d'amendement au dit amendement, que les mots "après cette année" soient insérés entre les mots "est d'opinion que," et les mots "cette appropriation ne devrait pas être votée."

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chapitre 4 des statuts de la province de Québec, appelle *Joseph-Hyacinthe Bellerose*, écuyer, membre pour le district électoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Bellerose* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et l'amendement fait à l'amendement déjà proposé, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bachand,
Cassidy,
Daigle,
David,
de Beaujeu,

Fournier,
Holton,
Joly,
Laberge,

Lafontaine,
Laframboise,
Marchand,
Molleur,

Pozzer,
Robert,
Sylvestre et
Tremblay.—17.

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Mailhot,</i>	<i>Sawyer et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Verreault.—38.</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	
<i>Dorion,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>tion),</i>	
<i>Dugas,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>	
<i>Eddy,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Poupore,</i>	

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la motion principale étant de nouveau proposé.

M. David, secondé par M. de Beaujeu, propose, sous forme d'amendement à l'amendement déjà proposé, que les mots "cette appropriation ne doit pas être votée en bloc, comme il est maintenant proposé de le faire, mais que cette somme devrait être votée par cette Chambre, de manière à ce qu'il apparaisse distinctement dans ce vote quel est l'octroi demandé pour chaque chemin" soient retranchés, et que les mots "tous les travaux excédant quatre cents dollars soient donnés par soumissions et contrats" soient mis à la place.

Et l'amendement fait à l'amendement déjà proposé, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bachand,</i>	<i>Fournier,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre, et</i>
<i>David,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—17.</i>
<i>de Beaujeu,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Pozer,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Mailhot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Joly,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sawyer, et</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Verreault.—38.</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	
<i>Dugas,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>tion),</i>	
<i>Eddy,</i>			

Ainsi, il est résolu dans la négative.

L'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pozer,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—14.</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Lafontaine,</i>		

CONTRÉ :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Dugas,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>La Rue,</i>	<i>Powpore,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LeCavallier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Gill,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>David,</i>	<i>Irvine (Sol. Gén.),</i>	<i>Ouinet (Proc. Gén.),</i>	<i>Verreault.—41.</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	
<i>Dorion,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>tion),</i>	

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la seconde résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La troisième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La quatrième résolution et les suivantes, jusqu'à la soixante-et-septième résolution inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Les soixante-et-huitième et soixante-et-neuvième résolutions étant séparément lues une seconde fois, et la question étant séparément mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le comité dans chacune des dites résolutions, la Chambre se divise, et elles sont résolues dans l'affirmative.

La soixante-et-dixième résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

Les soixante-et-onzième et soixante-et-douzième résolutions étant séparément lues une seconde fois, et la question étant séparément mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le comité dans chacune des dites résolutions, la Chambre se divise, et elles sont résolues dans l'affirmative.

Les soixante-et-treizième et soixante-et-quatorzième résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 9 Décembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital *Saint-Jean d'Iberville*, pour l'année 1872. (*Documents de la Session, No. 5.*)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Eddy*,—la pétition de la municipalité du village d'*Aylmer* ; et la pétition de *W. M. McLean* et autres, du comté d'*Ottawa*.

Par M. *Pozzer*,—la pétition du Révérend *L. Dasylya* et autres, de la paroisse de *Saint-Victor de Tring*, comté de *Beauce*.

Par M. *Larochelle*,—deux pétitions du Révérend *J. A. Rainville* et autres, de la paroisse de *Sainte-Germaine*, comté de *Dorchester*.

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de la Compagnie de Crédit de *Montréal*.
 Par l'honorable M. *Chauveau*,—la pétition des commissaires d'école de la cité de *Montréal*; et la pétition de R. *Trudeau* et autres, de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *The Montreal Young Men's Christian Association*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Thomas Barwis* et *Basile Thérout*, fils, greffier-conjoint de la paix pour le district d'*Arthabaska*; demandant une augmentation de salaire.

De la municipalité du village et de la municipalité de la paroisse de *Saint-Jérôme*,—de la municipalité du village de *Sainte-Thérèse de Blainville*,—et du Révérend A. *Nantel* et autres, du Collège *Sainte-Thérèse*, toutes du comté de *Terrebonne*; demandant respectivement que le bill pour ratifier certains règlements, autorisant la souscription de parts dans le fonds capital de la Compagnie du Chomin à Lisses de Colonisation du Nord de *Montréal*, et pour changer le nom de la dite compagnie, soit adopté.

De J. *Tremblay* et autres,—et du Révérend F. *Perrault* et autres, toutes du comté *Jacques-Cartier*; demandant respectivement que la Prison de Réforme soit fixée à *Vaudreuil*.

De la Société de *Québec*, pour empêcher les cruautés envers les animaux; demandant de l'aide.

De la municipalité de la paroisse de *Saint Vital de Lambton*, comté de *Beauce*; demandant de l'aide pour un chemin.

Du Révérend Et. *Birs* et autres, de la paroisse de *Saint-Sulpice*,—du Révérend *Louis-Joseph Huot* et autres, de la paroisse de *Saint-Paul l'Ermitte*,—du Collège de l'Assomption,—du Révérend *Ferriol Dorval* et autres, de la paroisse de l'Assomption,—du Révérend *Geo. Laporte* et autres, de la paroisse de *Saint-Lin*,—du Révérend L. M. *Brassard* et autres, de la paroisse de *Saint-Roch de l'Achigan*,—du Révérend D. A. *Laporte* et autres, de la paroisse de *Repentigny*,—du Révérend *Pierre Bedard* et autres, de la paroisse de l'Epiphanie, toutes du comté de l'Assomption, du Révérend M. J. E. *Chevigny* et autres, de la paroisse de *Contrecoeur*,—et du Révérend J. *Thioret* et autres, de la paroisse de *Sainte-Julie*,—du Révérend F. X. *Bourbonnais* et autres, de la paroisse de *Varennes*,—du Révérend F. *Corbeil* et autres, de la paroisse de *Saint-François-Xavier*, toutes du comté de *Verchères*,—du Révérend L. *Turcotte* et autres, de la paroisse de *Sainte-Jeanne de l'Île Perrot*, comté de *Vaudreuil*,—du Révérend T. *Dagenais* et autres, de la paroisse de *Saint-Sauveur*,—du Collège de *Sainte-Thérèse*, de la paroisse *Sainte-Thérèse*,—du Révérend L. J. *Piché* et autres, de la paroisse de *Terrebonne*,—du Révérend L. A. *Charlebois* et autres, de la paroisse *Sainte-Thérèse de Blainville*,—du Révérend M. *Jasmin* et autres, de la paroisse de *Saint-Janvier de Blainville*,—du Révérend Et. *Normandin* et autres, de la paroisse de *Lachenaie*,—du Révérend F. P. *Prud'homme* et autres, de la paroisse de *Sainte-Sophie*,—du Révérend M. *Thibodeau* et autres, de la paroisse de *Saint-Jérôme*,—du Révérend A. *Demers* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne des Plaines*,—et du Collège *Masson*, de la paroisse de *Terrebonne*, toutes du comté de *Terrebonne*; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de la corporation du collège *Sainte-Marie*, à *Montréal*, pour l'établissement d'une Université à *Montréal*, soit accordées.

De *Charles Garneau*, Sergent d'Armes de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*; demandant que la Chambre définisse les pouvoirs du Sergent d'Armes.

Ordonné, Que le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes, présenté à cette Chambre vendredi dernier, le six du courant, soit retiré.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a soumis à un sous-comité les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, qui en a fait rapport.

Que votre comité a approuvé le dit rapport marqué A et demande qu'il soit adopté par votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre la résolution suivante et la prie de bien vouloir l'adopter.

Résolu, Que 65 exemplaires de l'ouvrage de *Augustin Laperrière*, de la cité d'*Ottawa*, Décisions des Orateurs de l'Assemblée Législative et de la Chambre des Communes du *Canada*, depuis 1841, jusqu'au mois de juin 1872, soient achetés pour être distribués à chacun des membres de cette Chambre.

—

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Vendredi, 22 novembre 1872.

Le sous-comité nommé pour examiner les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné les rapports de *G. M. Muir*, écuyer, greffier de la Chambre,—de *E. Simard*, écuyer, assistant-greffier,—de *C. F. Langlois*, écuyer, greffier-en-chef des bureaux,—de *Pierre Chenet*, écuyer, maître de poste,—et de *Olivier Robitaille*, messenger-en-chef.

Votre sous-comité croit devoir attirer de nouveau l'attention de votre comité sur le retard survenu dans la distribution des journaux et des statuts, ainsi que des autres documents de cette Chambre, tel que mentionné dans le rapport de l'assistant-greffier, et recommande que les imprimeurs soient strictement tenus d'exécuter leur contrat.

Votre sous-comité est convaincu que l'achat de la papeterie a été fait avec la même économie des autres années, mais il regrette de faire observer qu'une certaine hausse s'est fait sentir dans les prix, ce qui est dû sans doute à l'augmentation du prix du travail et des matériaux.

M. Brillingham, du comité général des élections fait rapport des noms des membres du comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de *Joliette*, auquel il a annexé la pétition y relative à lui renvoyée par la Chambre, et les noms des membres du comité ont été lus comme suit : *H. G. Malhiot*, écuyer, *Jacques Picar*, écuyer, *W. Laurier*, écuyer, *Louis Sylvestre*, écuyer, et *W. Lynch*, écuyer, président.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre, le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *The Trafalgar Institute of Montreal*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve qu'elle n'est pas de la nature de celles qui exigent des avis,

Ordonné, Que l'honorable *M. Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer "*The Trafalgar Institute*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. de Beaujeu* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 31 du code de procédure civile du *Bas Canada* en ce qui concerne certaines pour-suites, *in-formâ pauperis*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable *M. le Solliciteur-Général Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour changer le nom de la division d'enregistrement de *Dorchester*, numéro deux, et le lieu où le bureau d'enregistrement pour la dite division sera tenu.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau ait la permission d'introduire un bill pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des Bois et Forêts.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le bill pour incorporer la Compagnie d'Assurance des Cultivateurs de la province de Québec est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que la pétition de P. N. Poitevin et autres, de Québec, employés dans les bureaux du protonotaire de la cour supérieure et du greffier de la cour de circuit, demandant une augmentation de salaire, soit renvoyée au comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour prévenir les menées corruptrices dans les élections municipales et dans les élections des commissaires et des syndics d'écoles, étant lu ;

M. Fournier, secondé par l'honorable M. Laframboise, propose que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Bellerose, secondé par M. Malhiot, propose, sous forme d'amendement à la question, que le mot " maintenant " soit retranché, et que les mots " de ce jour en trois mois " soient insérés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

Beaubien,	Dorion,	Lalonde,	Ouimet (Proc.-Gén.),
Bellerose,	Dugas,	LaRue,	Peltier (L'Assomp-
Bellingham,	Eddy,	Lavallée,	tion),
Brigham,	Gendron,	LeCavalier,	Pouppore,
Cauchon,	Gérin,	Mailoux,	Robertson,
Chauveau (Québec),	Houde,	Malhiot,	Sawyer et
Chauveau (Rimouski),	Irvine (Sol.-Gén.),	Méthot,	Verreault.—27.

CONTRE :
Messieurs

Bachand,	Gill,	Laframboise,	Rhéaume,
Cassidy,	Hearn,	Larochelle,	Robert,
Daigle,	Holton,	Lynch,	Roy,
de Beaujeu,	Joly,	Marchand,	Sanders,
Fournier,	Lalonde,	Molleur,	Sylvestre et
Théon,	Lafontaine,	Pelletier (Bellechasse),	Tremblay.—24.

Ainsi, l'amendement est résolu dans l'affirmative.

La motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit lu, une seconde fois, de ce jour en trois mois.

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. Robertson, **Résolu**, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre les résolutions suivantes en considération.

Résolu, Qu'il est expédient que le Gouvernement de cette Province achète les propriétés de l'Asile de Beauport aux termes du contrat existant, à dire d'experts, un expert devant être nommé par le Gouvernement et l'autre par les propriétaires actuels de l'Asile, et un tiers-expert par les deux autres experts, en cas de différence d'opinion entre eux et dans le cas où ils ne pourraient s'entendre sur le choix d'un tiers-expert, que le dit tiers-expert soit nommé d'office par le Juge en Chef de la Cour Supérieure de cette Province, sur requête du Procureur-Général.

Résolu, Que le Gouvernement soit autorisé à émettre des débentures au montant requis pour le paiement des dites propriétés payables dans vingt-deux ans, et por-

tant intérêt à raison de huit par cent par année, dont deux par cent iront à former un fonds d'amortissement.

Que le Gouverneur en conseil nomme un directeur gérant, ainsi qu'un secrétaire et tous les médecins et autres officiers et employés nécessaires au fonctionnement du dit Asile, et fixe de temps à autre les traitements et salaires des dits directeurs, secrétaire, médecin, officiers et employés.

Résolu, Qu'il sera tenu un compte des dépenses du dit Asile et qu'après le paiement des dites dépenses et de l'intérêt des dites débentures, si le montant ainsi payé pour l'année fiscale dernière (1870-71) pour le dit Asile, une somme égale à la différence entre ces deux montants sera employée chaque année pour le fonds d'amortissement pour le rachat des dites débentures.

Résolu, Que dans le cas où l'Asile des Aliénés à *Saint-Jean* serait fermé, le montant annuellement payé pour le dit Asile sera pris en considération et ajouté au montant dépensé pour l'Asile de *Beauport* pour les fins de la précédente résolution.

Le bill pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité pour prendre en considération certaine résolution tendant à déclarer qu'il est expédient d'exonérer le gouvernement d'avoir avancé la somme de vingt mille trois cents piastres à certaines municipalités dans les comtés de *Chicoutimi* et *Charlevoix*.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il est expédient d'exonérer les membres du Conseil Exécutif et l'auditeur de cette province, et tous autres officiers et personnes concernés dans l'émission d'un mandat spécial du Lieutenant-Gouverneur, sous l'autorité de la quarante-septième section de l'acte du département du trésor, pour avoir avancé la somme de vingt mille trois cents piastres à certaines municipalités dans les comtés de *Chicoutimi* et *Charlevoix*, à titre de prêt pour achat de grains de semence.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Le bill concernant les cautionnements de certains officiers judiciaires de la province de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant certaines compagnies à fonds social, étant lu;

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender les actes 29 et 30 *Victoria*, chapitre 27, et 32 *Victoria*, chapitre 27, concernant le barreau de la province de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour valider certains inventaires," étant lu;

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 10 Décembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Daigle,—la pétition de Olivier Loiseau et autres, de la paroisse de Saint-Marc, comté de Verchères.

Par M. Laurier,—la pétition d'Alfred Blais et autres, de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, comté d'Arthabaska.

Par M. Dugas,—la pétition d'André Barnèche et autres, du township de Kilkenny ; et la pétition de François Thérien et autres, du township de Kilkenny ; toutes deux du comté de Montcalm.

Par M. Pelletier (Bellechasse),—la pétition du Révérend P. Pouliot et autres, de la paroisse de Saint-Gervais, comté de Bellechasse.

Par M. Lavallée,—la pétition du Révérend J. C. Daignault et autres, du township de Brassard.

Par M. Gill,—la pétition de Wm. Lunan et autres, de la ville de Sorel.

Par M. Gérin,—la pétition de Wm. Stoddard et autres.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre, que l'avis de sept jours requis par la 60^e règle de cette Chambre, soit limité à deux jours seulement, à compter de la date de l'ordre de référence de tous bills privés pour la prise en considération de ces bills par le comité permanent des bills privés, pour le reste de la session, et que la 60^e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills, deux jours après celui de l'affichage.

Votre comité désire recommander de plus, que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au dix-huit du courant, afin de donner à votre comité le temps nécessaire pour l'examen des divers bills qui lui sont référés.

Résolu, Que cette Chambre concourt maintenant dans le dit rapport.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *The Montreal Young Men's Christian Association*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve qu'elle n'est pas de la nature de celles qui exigent des avis.

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de Québec, présente.—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 28 novembre 1872, demandant copie des plaidoyers, jugements et factums contenant les enquêtes dans les causes suivantes :

C. S., district des *Trois-Rivières* : *G. A. Gouin vs. H. Dubord*, jugée en cour supérieure, aux *Trois-Rivières*, le 30 avril 1870 ; en révision à Québec, le 30 juin 1870 ; et en cour du banc de la Reine, en appel, le 18-mars 1871, sous le No. 5.

C. S., district d'Arthabaska, No. 978 : *Alexis Lavigne vs. Louis Dion*, jugée en cour supérieure à Arthabaska, le 11 septembre 1871 ; en cour de révision à Québec, le 5 février 1872 ; et en appel, à Québec, le 7 septembre dernier.

Ordonné, Que la dite réponse soit renvoyée au comité conjoint des impressions de la Législature.

Ordonné, Que la pétition relative à l'élection et rapport pour le district électoral de Joliette, soit renvoyée au comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le dit district.

Ordonné, Que le dit comité s'assemble demain, dans une des chambres de comité de cette Chambre, à onze heures A. M.

L'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, du comité permanent des chemins

de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements à chacun d'eux :

1^o Bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*.

2^o Bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Lévis à Kennébec*.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que l'avis de sept jours, requis par la 60^e règle de cette Chambre, soit limité à deux jours seulement, à compter de la date de l'ordre de référence de tous bills privés pour la prise en considération de ces bills par le comité permanent des bills privés, pour le reste de la session, et que la 60^e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills, deux jours après celui de l'affichage.

Votre comité désire recommander de plus que le délai pour recevoir les rapports sur bills privés, qui expire le 13 du courant, soit prolongé jusqu'au 18 du courant afin de donner à votre comité le temps nécessaire pour l'examen des divers bills qui lui sont référés.

Ordonné, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Sur motion de M. Joly, secondé par l'honorable M. Holton,

Ordonné, Que le greffier de cette Chambre soit chargé de se procurer les actes notariés annexés au rapport du comité des privilèges et élections, et de les faire traduire et imprimer de suite ; et d'employer des assistants surnuméraires, et de s'adresser aux imprimeurs qu'il croira être en état d'exécuter cet ordre avec le plus de promptitude possible.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine ait la permission d'introduire un bill concernant la nomination de conseil de la Reine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la pétition de David Torrance et autres, de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant que le bill pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts au fonds social de la compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord de *Montréal*, et pour changer le nom de la dite compagnie ne devienne pas loi, est lue.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un bill intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques, trente-deuxième Victoria chapitre onze," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques, trente-deuxième Victoria, chapitre onze," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième Victor a, intitulé : " Acte concernant les dépôts judiciaires et autres " ; et après y avoir siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Ordonné, Que le bill, tel qu'amendé, soit ré-imprimé.

L'honorable M. *Robertson*, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaine résolution relativement à la convenance d'exonérer le gouvernement pour avoir avancé une somme de vingt mille trois cents piastres à certaines municipalités dans les comtés de *Chicoutimi* et *Charlevoix*, pour l'achat de grains de semence, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, — Qu'il est expédient d'exonérer les membres du Conseil Exécutif et l'auditeur de cette province, et tous autres officiers et personnes concernés dans l'émission d'un mandat spécial du Lieutenant-Gouverneur, sous l'autorité de la quarante-septième section de l'acte du département du trésor, pour avoir avancé la somme de vingt mille trois cents piastres à certaines municipalités dans les comtés de *Chicoutimi* et *Charlevoix*, à titre de prêt pour achat de grains de semence.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les cautionnements de certains officiers judiciaires de la province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rhéaume* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant certaines compagnies à fonds social ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tremblay* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Tremblay* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour confirmer certains prêts d'argent faits par le Gouvernement, pour achat de grains de semence dans les comtés de *Chicoutimi* et *Charlevoix*, pour légaliser certaines débetures émises par des corporations municipales pour garantir le remboursement des dits prêts, et pour exonérer les membres du Gouvernement Exécutif et autres, d'avoir avancé l'argent pour les dits prêts.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les actes 29 et 30 Vict., chap. 27, et 32 Vict. chap. 27, concernant le barreau de la province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

H. G. *Malhiot*, écuyer, *Jacques Picard*, écuyer, *Wilfred Lawrie*, écuyer, *Louis Sylvestre*, écuyer, Président, *W. W. Lynch*, écuyer, composant le comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illé-

galité de l'élection pour le district électoral de *Joliette*, sont appelés, et étant venus à la table, sont assermentés par le greffier.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender les actes 29 et 30 Vict., chap. 27 et 32 Vict., chap. 27, concernant le barreau de la province de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé: "Acte pour valider certains inventaires;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 32, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour changer les limites des comtés de *Québec* et *Portneuf* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province, étant lu, et la question étant proposée, Que le rapport soit maintenant reçu;

M. *Bachand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en insérant après le mot "permanent," dans la première section, les mots "ou temporaire," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs.

<i>Bachand,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Pozer,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre, et</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.— 25</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>	
<i>Gérin,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>chasse),</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>tion),</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Verreault.—25!</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Lavallée,</i>		

Et les votes étant également divisés, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre,

avec instruction de l'amender en insérant après le mot " permanent, " dans la première section, les mots " ou temporaire. "

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. l'Orateur informe la Chambre, qu'il a reçu aujourd'hui la résignation de l'honorable *Joseph Cauchon*, membre pour le district électoral de *Montmorency*, laquelle est dans les termes suivants :

Québec, 10 décembre 1872.

A l'honorable

J. G. BLANCHET,

Orateur de l'Assemblée Législative.

MONSIEUR,—Comme il paraît y avoir des doutes, dans l'esprit de plusieurs députés, sur mon droit, aux termes du statut, de siéger dans l'Assemblée Législative, parce qu'on serait sous l'impression, à la suite des témoignages donnés devant le comité des privilèges, que j'étais inéligible lors de la dernière élection ; pour couper court à toute difficulté, je vous prie d'informer la Chambre que je résigne par la présente mon siège comme représentant du comté de *Montmorency*, avec la détermination de briguer de nouveau les suffrages du même comté.

J'ai l'honneur d'être,

Avec une haute considération,

Votre tout dévoué serviteur,

JOSEPH CAUCHON.

G. IRVINE, }
E. GÉLIN. } Témoins.

Sur motion de l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

Ordonné, Que M. l'Orateur adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau writ pour l'élection d'un député à l'effet de représenter le district électoral de *Montmorency*, dans le présent Parlement, à la place de l'honorable *Joseph Cauchon*, qui a résigné son siège.

Le bill pour ériger *Saint-Tite des Caps* en municipalité locale est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la société d'abstinence totale et de bénéfices de *Sainte-Brigitte* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer l'Orphelinat de *Sorel* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. *Bachand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose,

Que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la contribution imposée sur les municipalités, en vertu du chapitre 109 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, soit abolie ;

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle dispose des revenus appropriés par statut, et qu'elle ne peut pas être maintenue par cette Chambre à moins d'être recommandée par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur.

M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, puisqu'elle dispose

d'un revenu approprié par statut, et qu'elle aurait dû être recommandée par un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Esinhart,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>David,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Sawyer et</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier (l'Assomp- tion),</i>	<i>Verreault.—30.</i>
<i>Dugas,</i>	<i>LaRue,</i>		

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pozzer,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mirchand,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—20.</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	
<i>Fournier,</i>			

Ainsi la décision de M. l'Orateur est confirmée.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 11 Décembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Méthot*,—la pétition de *E. Beaubien* et autres, du village de *Nicolet*.

Par M. *Bellingham*,—la pétition de l'honorable *W. C. Meredith*, juge en chef, et autres, juges puînés, de la Cour Supérieure de la Province de *Québec*, résidants dans les cités de *Montréal* et *Québec*.

Par M. *LaRoque*,—la pétition de la municipalité du village de *Chambly*.

Par M. *Rhéaume*,—la pétition de *J. B. R. Dufresne*, député protonotaire de la Cour Supérieure à *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la Compagnie de Crédit de *Montréal*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Des Commissaires d'Ecole de *Montréal*,—et de *R. Trudeau* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant respectivement des amendements à la loi des écoles de manière à prélever pour l'avenir une taxe d'un $\frac{1}{2}$ au lieu d'un $\frac{1}{6}$ de cent dans la piastre sur la propriété foncière dans la dite cité.

De la municipalité du village d'*Aylmer*,—et de *Wm. McLean* et autres, du comté d'*Ottawa*; demandant respectivement que le bill pour transporter le chef-lieu du

comté d'*Ottawa*, pour les fins municipales et d'enregistrement, d'*Aylmer* à *Hull*, ne devienne pas loi.

Du Révérend *L. Dasylya* et autres, de la paroisse de *Saint-Victor de Tring*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour un chemin.

Du Révérend *J. A. Rainville* et autres, de la paroisse de *Sainte-Germaine*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de *Cranbourne*.

Du Révérend *J. A. Rainville* et autres, de la paroisse de *Sainte-Germaine*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de *Ware*.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire représenter à votre honorable Chambre, que les imprimeurs chargés de l'impression des bills privés procèdent avec beaucoup de lenteur, et qu'ils retardent par là la marche de ces bills ; qu'il serait désirable que les promoteurs des dits bills eussent droit de les faire imprimer ailleurs, afin d'éviter ces retards.

Ordonné, Que *M. Gendren* ait la permission d'introduire un bill pour obliger les propriétaires de seigneuries à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes, et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Mailloux* ait la permission d'introduire un bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de *M. Bellerose*, secondé par *M. Malhiot*,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Ordonné, Que l'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, trente-cinq *Victoria*, chapitre six.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de *M. Lynch*, secondé par *M. Laurier*,

Ordonné, Que le comité spécial sur la pétition d'élection de *Joliette* ait la permission de s'ajourner jusqu'à vendredi, le 20 du courant, à dix heures A. M., et ce, du consentement du pétitionnaires et du membre siégeant.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant pour l'espace de cinq minutes.

Trois heures trente-neuf minutes P. M.

Ordonné, Que l'honorable *M. Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte du département du Trésor.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable *M. Chauveau*, secondé par l'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera vendredi prochain, elle soit ajournée jusqu'à samedi, à 2 heures P. M., et que ce jour-là, la Chambre siége jusqu'à six heures P. M.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province, étant lu ;

M. *Bachand* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Fortin* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Levis* à *Kennébec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dorion* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Dorion* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé: "Acte pour valider certains inventaires," est, en conformité de l'ordre, lu une troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit:

N. F. BELLEAU.

Le Lieutenant Gouverneur de la province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative des estimés supplémentaires des sommes requises pour les services de l'année fiscale finissant le trente juin mil huit cent soixante et quatorze, et en conformité des dispositions de la 54^{ème} section de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, il recommande ces estimés supplémentaires à l'Assemblée Législative. (*Document de la Session*, No. 13.)

Hôtel du Gouvernement, }
Québec, 11 décembre 1872. }

Ordonné, Que le dit message, ainsi que les estimés supplémentaires qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-huit mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille six cent cinquante-et-une piastres et dix-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1872. (Voir comptes P. de 1872, p. 85.) pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'augmentation des salaires dans les départements publics, depuis le 1^{er} janvier 1873 au 30 juin 1873, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au bureau d'agriculture, pour venir en aide à l'établissement de fermes modèles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée au bureau d'agriculture pour l'achat de machines à broyer la pierre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour le pont sur la rivière *Ottawa*, pourvu que la province d'*Ontario* et le township dans lequel se trouve le pont, fournissent chacun un montant égal et la Puissance \$6,000, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'ouvrage fait par contrat aux palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Québec*, pour les vieillards et les infirmes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Bellerose* informe, de plus, la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 32"; et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Ordonné, Que le bill, tel qu'amendé, soit ré-imprimé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour changer les limites des comtés de *Québec* et *Portneuf*, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise au voix, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour changer les limites des comtés de *Portneuf* et *Québec*, la chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette province est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender les actes 29 et 30 Victoria, chapitre 27, et 32 Victoria, chapitre 27, concernant le Barreau de la Province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender les actes concernant la colonisation, 31 Victoria, chapitre 20, et 32 Victoria, chapitre 13, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill, intitulé : "Acte pour détacher une certaine partie du comté de *Montcalm* et l'annexer à celui de *Terrebonne*," pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement, sans amendement.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 12 Décembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Dugas*,—la pétition de *Narcisse Gamache* et autres, du township de *Kilkenny*, comté de *Montréal*.

Par M. *Méthot*,—la pétition de Dame *Marie Louise Levasseur*, épouse d'*Antoine Mayrand*, de la paroisse de *Nicolet*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Olivier Loiseleur* et autres, de la paroisse de *Saint-Marc*, comté de *Verchères* ; demandant que le bill pour diviser le comté de *Verchères* en deux divisions d'enregistrement, ne devienne pas loi.

De *Wm. Lunan* et autres, de la ville de *Sorel* ; demandant que le bill pour amender l'acte 23 Victoria, chap. 75, concernant l'incorporation de la ville de *Sorel*, ne devienne pas loi.

Du Révérend *P. Pouliot* et autres, de la paroisse de *Saint-Gervais*, comté de *Bellechasse* ; demandant que le gouvernement fasse copier à ses frais les registres de la dite paroisse.

De *Alfred Blais* et autres, de la paroisse de *Saint-Albert de Warwick*, comté d'*Arthabaska* ; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Nicolet*.

De *André Barnèche* et autres,—de *François Thérien* et autres, toutes du township

de *Kilkenny*, comté de *Montcalm*,—de *Wm. Stoddard* et autres,—et du Révérend *J. E. Daigneault* et autres, du township de *Brassard*, comté de *Joliette*; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

L'honorable *M. Robertson*, du comité conjoint des impressions de la Législature, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de présenter, comme son troisième rapport, le rapport du sous-comité ci-après annexé, et marqué A.

A.

Votre sous-comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable *M. Hale* pour son président ;

Qu'il a examiné les documents suivants, et en recommande l'impression pour l'usage des députés et pour les documents de la session, savoir :

N° 14—Réponse à une adresse du 20 novembre 1872 : Correspondance entre le Gouvernement Fédéral, d'*Ontario* et de *Québec*, relativement au partage du surplus de la dette, etc., etc.

N° 15—Réponse à une adresse du 20 novembre 1872 : Copie de toute correspondance relative aux lois passées et virtuellement mises de côté, etc., etc.

Qu'il a aussi examiné les onze documents suivants, et recommande qu'ils ne soient pas imprimés.

N° 7—Réponse à une adresse du 13 novembre 1872 : Correspondance relative à la nomination de juges de paix, pour les paroisses de *Saint-Luc* et *Saint-Bernard de Lacolle*, comtés de *Saint-Jean*, etc., etc.

N° 9—Réponse à une adresse au sujet de la demande d'un congé d'absence par le juge *Mondelet*, etc., etc.

N° 10—Réponse à une adresse : Correspondance relative à la radiation de certains noms de la liste des juges de paix pour *Montmagny*, etc., etc.

N° 17—Réponse à une adresse : Instructions données au surintendant de la police de *Québec*, à l'occasion des dernières élections pour la Chambre des Communes du *Canada*, etc., etc.

N° 18—Réponse à une adresse du 15 novembre 1872 : Correspondance relative à la translation du bureau d'enregistrement de *Montréal*, etc., etc.

N° 19—Réponse à une adresse du 13 novembre 1872 : Noms et résidences des employés à la cadastration, etc., etc.

N° 20—Réponse à une adresse du 25 novembre 1872 : Dates des dépôts faits par le trésorier de la cité de *Montréal*, pour expropriations, etc., etc.

N° 22—Réponse à une adresse du 21 décembre 1871 : Etat des terres occupées et concédées en vertu de permis, dans les comtés de *Montmagny* et de *Bellechasse*, depuis le 15 avril dernier, et reprises, etc., etc.

N° 23—Réponse à une adresse du 21 décembre 1871, relative à l'état du montant des sommes remises, depuis le 15 juillet 1867, aux personnes endettées pour le prix des terres achetées du Gouvernement avant ou après le 1er juillet 1867.

N° 24—Réponse à une adresse du 15 novembre 1872, relative aux demandes faites depuis le 1er juillet 1867, jusqu'à ce jour, pour octroi de grèves, etc., etc.

Pétition de *P. N. Poitevin* et autres, employés dans les bureaux du protonotaire de la cour supérieure, et du greffier de la cour de circuit, etc., etc.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la compagnie d'Assurance des Cultivateurs de la province de *Québec*, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que la pétition de l'honorable *W. C. Meredith* et autres, le juge-onc-het et les juges puinés de la cour supérieure, pour la province de *Québec*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant que dans le cas où le bill pour déferer l'instruc-

tion et la décision des élections contestées à des juges, et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée Législative de Québec, deviendrait loi, le nombre de juges soit augmenté, est reçue et lue.

Ordonné, Que la dite pétition soit imprimée pour l'usage des membres.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de Vital Parent et autres, de la paroisse de Saint-Antoine de la Baie du Febvre ; demandant la passation d'un acte pour permettre au conseil de comté du comté d'Yamaska d'ériger un certain territoire y désigné en une municipalité séparée, et trouve que les avis donnés ne l'ont été qu'en partie ; cependant, d'après les déclarations qui ont été faites à votre comité, il est convaincu que les parties intéressées sont suffisamment instruites de la demande.

M. Rhéaume, du comité spécial sur le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province, présente à la Chambre le rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province, et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de Québec, présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 22 novembre 1872, demandant un état des sommes appropriées cette année pour chemins de colonisation dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, indiquant le montant qui a été dépensé sur ces appropriations, sur quels chemins, l'époque à laquelle les travaux ont été commencés cette année, et quand ils ont été terminés ou suspendus ; ainsi que le nombre et les noms des hommes employés aux travaux de ces chemins dans les dits comtés ; aussi, copie de tous ordres en conseil fixant le montant alloué pour cette fin à chacun des dits comtés. (*Documents de la Session*, No. 27.)

Sur motion de M. Fournier, secondé par l'honorable M. Laframboise,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de faire mettre devant cette Chambre un état indiquant toutes sommes d'argent exigées ou reçues pour traitements, services extras et frais de voyage, ou pour tout autre objet, par les divers assistants ou députés-chefs et autres officiers de département, dans la province de Québec, et spécialement, savoir : l'assistant-commissaire des terres de la Couronne et les divers agents de ce département, l'assistant-commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, le greffier du Conseil Exécutif, l'assistant-secrétaire provincial, l'assistant des greffiers en loi de la Couronne, l'assistant-trésorier, l'auditeur provincial et le secrétaire du Ministère de l'Instruction Publique ou par aucun d'eux, pour services rendus au Gouvernement comme tels assistants ou comme tels officiers de département comme susdit, pour l'année expirée le 1^{er} décembre 1872, indiquant aussi en vertu de quelle autorité (s'il en est) les paiements ont été faits, et les pièces justificatives à cet égard.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Laurier, secondé par M. Bachand, propose, Que cette Chambre se forme maintenant en comité pour prendre en considération la résolution suivante :

Résolu, Que, dans l'opinion de cette Chambre, l'adoption d'un système de concession gratuite (*free grants*), d'un lot des terres incultes, à chaque colon s'établissant actuellement sur ce lot, aurait pour effet d'attirer ici, en nombre considérable, l'immigration étrangère, d'arrêter le flot toujours croissant de l'émigration de notre peuple à l'étranger, et serait le moyen le plus efficace d'attirer et d'accélérer la colonisation du pays.

Et objection étant faite, que la motion est hors d'ordre, en autant qu'elle affecte le revenu public et le domaine public ;

M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle obligerait la Chambre à adopter une législation qui la ferait disposer du revenu et du domaine public sans la recommandation du Lieutenant-Gouverneur.

Et appel étant fait de la décision de l'Orateur, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>LeCavallier,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mailloz,</i>	<i>Roy,</i>
<i>David,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Mailhot,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Peltier (L'Assomp- tion),</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dugas,</i>	<i>LaRoque,</i>		<i>Verreault.—40.</i>
<i>Esinhart,</i>			

CONTRE LA DÉCISION DE L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pozzer,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—19.</i>
<i>Fournier,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province, étant lu ;

M. *Bachand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Chapleau*, secondé par M. *Trudel*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant les mots " ou temporaire," dans la première section du dit bill," soient mis à la place.

Et objection étant faite que la motion en amendement n'est pas dans l'ordre, en autant que la même proposition a déjà été rejetée durant cette session ;

M. l'Orateur décide que la motion en amendement est dans l'ordre, en autant que la même proposition peut se faire à chaque phase d'un bill durant la même session.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chapitre 4 des statuts de la province de Québec, appelle *Joseph-Hyacinthe Bellerose*, écuyer, membre pour le district électoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Bellerose* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beilerose,</i>	<i>Irvine (Sol. Gén.),</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Ouimet (Proc. Gén.),</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Peltier (L'Assomp- tion),</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Eddy,</i>	<i>LeCavalier,</i>		<i>Verreault.—25.</i>
<i>Gendron,</i>	<i>Locke,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse)</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Pozzer,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>David,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—29.</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>Lafontaine,</i>		

Ainsi il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, Quo le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Trudel, secondé par M. Chapleau, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " maintenant, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant après le mot " emploi " le dernier mot de la seconde section du dit acte, les mots suivants :

" Néanmoins, nul membre de l'Assemblée Législative, ni aucun membre du Conseil Législatif, ne perdront le droit d'un siège dans la dite Assemblée Législative ou dans le Conseil Législatif pour avoir rendu, moyennant un honoraire ou des émoluments payés par la Couronne, des services d'une nature exceptionnelle et temporaire, nécessités par des circonstances fortuites et imprévues ou pour la sauvegarde ou la défense d'intérêts publics d'un ordre supérieur, qui ne requièrent pas la nomination d'un officier permanent, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Quo le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill, intitulé : " Acte pour autoriser le Barreau de la province de Québec, à admettre *Alfred Ducloux DeCelles* au nombre de ses membres, " sans amendement.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lévis, et les divers actes qui l'amendent, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la ville de *Nicolet* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour détacher les paroisses de *Saint-Guillaume d'Upton* et *Saint-Bonaventure d'Upton*, du comté de *Drummond* et du district d'*Arthabaska* et les annexer pour toutes fins quelconques au comté d'*Yamaska* et au district de *Richelieu* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender l'acte des licences de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant un contrat que le gouvernement a intention de faire avec les Frères de Saint-Vincent de Paul, pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants.

L'honorable M. *Chauveau* se lève de son siège et dit à la Chambre, que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ayant été informé du sujet des dites résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant un contrat que le gouvernement a intention de faire avec les Frères de Saint-Vincent de Paul, pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que cette Chambre approuve les bases d'un contrat que le gouvernement se propose de faire avec les Frères de Saint-Vincent de Paul pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants tel qu'expliqué dans le document maintenant soumis à cette Chambre et marqué A.

Résolu, Que cette Chambre verra avec plaisir un contrat du même genre et dans des proportions semblables entre le Gouvernement et une maison de réforme ou d'industrie sous contrôle protestant pour les jeunes délinquants protestants.

A.

Les Frères de l'ordre de St. Vincent de Paul s'engagent à prendre sous leurs soins, loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants et tous ceux qui d'après la loi des écoles de réforme ou les autres lois en force en cette province, pouvant être détenus dans les maisons ou écoles de réforme, de faire toutes les dépenses nécessaires pour l'entretien de l'établissement, de fournir et maintenir les ateliers et tout ce qui est nécessaire au travail et à l'enseignement des jeunes délinquants, de payer tout le personnel nécessaire et faire tous les frais de direction et d'administration, y compris le médecin, le chapelain et toutes dépenses quelconques requises pour l'institution, réparations, changement et ameublement—cet engagement sera pour le terme et espace de cinq années à compter de sa date.

2^o Le Gouvernement, aussi longtemps que l'établissement sera installé dans la maison qui est actuellement occupée par les dits Frères dans la cité de *Montréal*, paiera aux dits Frères pour chaque personne qui sera ainsi placée sous leurs soins, une somme de cent quatre-vingt-deux piastres par année; le nombre minimum devant être de cent cinquante pour lequel il sera payé, qu'ils y soient ou non, et si le chiffre en aucune année dépasse deux cents, il ne sera payé que cent soixante piastres pour chaque élève au-dessus de ce nombre.

3° Les Frères s'engagent à bâtir à leurs frais, sur un terrain propre à l'exploitation d'une ferme, une autre maison de réforme dans laquelle sera installé leur établissement d'ici à trois ans, et le choix du site et les plans de construction devant être approuvés par le Gouvernement.

Dès que les jeunes délinquants auront été transportés dans le nouvel établissement, le Gouvernement paiera aux Frères par chaque jeune délinquant, sur le pied de deux cents piastres par année au minimum garanti de cent cinquante, et pour chaque personne au dessus de deux cents, une somme de cent quatre-vingts piastres.

4° Le produit du travail des jeunes délinquants appartiendra aux Frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit, sera employé par eux en primes d'encouragement chaque année, et il sera rendu compte du tout au Gouvernement.

5° Au bout de cinq ans, si le Gouvernement ne veut point continuer, il devra acheter, à dire d'experts, la propriété et le matériel, en donnant avis six mois avant l'expiration des dites cinq années.

Si, à l'expiration des dites cinq années, les dits Frères veulent abandonner le dit contrat, la ferme qui sera alors occupée par les dits Frères pour la dite nouvelle maison de réforme, sera transportée au gouvernement pour le prix de la valeur qu'elle a maintenant, et l'évaluation par arbitre ne s'appliquera qu'aux édifices érigés par les dits Frères pour la dite maison de réforme; les dits Frères doivent être tenus au même avis de six mois.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bellerose fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Bellerose, du comité des subsides fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-huit mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille six cent cinquante-et-une piastres et dix-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1872, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'augmentation des salaires dans les départements publics, depuis le 1 janvier 1873 au 30 juin 1873, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Ordonné, Quo les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

La première et la seconde résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La troisième résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu;

L'honorable M. Robertson, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de Québec, se lève de son siège et dit que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur donne son consentement à la reconsidération, en comité des subsides, de la résolution qui a rapport au bureau de l'agriculture.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Et la dite résolution étant lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider le bureau d'agriculture à établir des fermes modèles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Sur motion de l'honorable M. Robertson, secondé par l'honorable M. Chauveau, les mots " ou par l'achat de chevaux reproducteurs, selon que le bureau décidera," sont ajoutés à la fin de la dite résolution après le mot " modèles."

La résolution qui a rapport aux prisons de réforme étant lue comme suit :

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le transport des prisonniers, de la prison de réforme, et pour rencontrer les dépenses pour leur logement temporaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Sur motion de l'honorable M. Robertson, secondé par l'honorable M. Chauveau, le mot " dix " est retranché, et le mot " cinq " est mis à la place.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bellerose fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Bellerose informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

M. Bellerose, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le transport des prisonniers de la prison de réforme de St. Vincent de Paul, et pour rencontrer les dépenses pour leur logement temporaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider le bureau d'agriculture à établir des fermes modèles, ou pour l'achat de chevaux reproducteurs, selon que le bureau décidera, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée au bureau d'agriculture pour l'achat de machines à broyer la pierre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le pont sur la rivière *Ottawa*, pourvu que la province d'Ontario et le township dans lequel se trouve le pont, fournissent chacun un montant égal et la Puissance \$6,000, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'ouvrage fait par contrat aux palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Québec*, pour les vieillards et les infirmes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Onvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamaëliche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première et la seconde résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La troisième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La quatrième résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La cinquième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, Que cette chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La sixième et les suivantes, jusqu'à la neuvième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Résolu, Que demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte 33 Victoria, chap. 32," est rapporté, et les amendements sont lus comme suit :

Après le préambule, retranchez la clause 1ère, et remplacez-la par les suivantes :

1^o La section 1ère de l'acte 33 Victoria, chapitre 32, est amendée en ajoutant après le mot " route " dans la quatrième ligne de la dite section, les mots " ainsi que toute personne ou personnes qui auront obtenu d'un conseil municipal en vertu d'un règlement passé à cet effet, la permission d'empierrer un chemin ou partie d'un chemin pour en faire un chemin de péage."

2^o La section 2 du dit acte est amendée en ajoutant après le mot " tiers," dans la seconde ligne " ou la permission."

3. La section 3 du dit acte est abrogée et la suivante lui est substituée :

" 3. Un avis que cette requête sera présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil sera publié pendant quinze jours dans un journal anglais et dans un journal français dans la localité la plus voisine, et copie de cet avis sera affichée pendant au moins quinze jours à la porte de l'église de chacune des paroisses où passera le chemin; elle y sera lue à l'issue du service divin du matin, deux dimanches consécutifs, et s'il n'y a pas telle église, elle sera affichée à un endroit public et habituellement fréquenté dans la paroisse."

4. Les mots suivants sont ajoutés à la fin de la dixième section, " et s'ils empierront un chemin ou partie d'un chemin sur lequel des travaux d'empierrement ont déjà été faits, ils n'auront pas droit d'exiger aucun péage d'aucun propriétaire ou propriétaires obligés à l'entretien de telle partie de chemin déjà empierré, ni de leurs employés ou des personnes de leur famille, avant d'avoir payé, à dire d'arbitres, le montant que pourra valoir les travaux déjà faits à ceux qui font de tel chemin un chemin de péage."

5. La section douze est abrogée et la suivante lui est substituée :

12. " Durant un mois à compter de la publication des lettres-patentes, tout propriétaire qui étant obligé au chemin aura droit de prendre autant d'actions qu'il lui plaira, pourvu que les actions par lui ainsi prises n'excèdent pas le montant que lui donnerait la proportion suivante : Le montant total de la valeur des propriétés obligées au chemin est au capital de la compagnie comme la valeur des propriétés obligées au chemin de celui qui veut prendre des parts est au montant qu'il aura droit de prendre en parts, après l'expiration d'un mois comme susdit, si la charte a été obtenue par suite d'une permission accordée en vertu d'un règlement d'un conseil municipal, la balance appartiendra à celui ou ceux qui auront obtenu la charte ; mais dans l'autre cas, les directeurs pourront permettre à toutes personnes, corporations ou municipalités, de prendre tel nombre d'actions qu'ils jugeront convenable, et la balance, qui n'aura pas été ainsi souscrite, sera divisée entre les requé-

rants, proportionnellement à la valeur de chaque terre obligée au chemin si c'est un chemin de front, et proportionnellement à la part d'entretien de chacun si c'est un chemin de route, aucune fraction de part ne sera accordée, mais les directeurs pourront, s'ils le jugent à propos, accorder une part à celui qui aura droit à une fraction."

6. La section 13 du dit acte est amendée en ajoutant après le mot "susdit," dans la 3e ligne, les mots suivants : "Si la charte a été obtenue en vertu d'une requête signée, par les deux-tiers des intéressés au chemin."

7. La section 41 du dit acte est amendée en ajoutant après le mot "péage," dans la 13e ligne, les mots "et celui qui allant chercher du fumier, aura payé un droit de péage, aura droit, en revenant avec la même voiture chargée de fumier, de se faire rembourser ce qu'il aura payé."

8. La section 49 est abrogée.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender les actes concernant la colonisation, trente-unième Victoria, chapitre vingt, et trente-deuxième Victoria, chapitre treize"; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Méthot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 13 Décembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etats des affaires des Institutions suivantes, pour l'année 1872 :—L'Union Saint-Joseph de *Sorel*,—La Salle d'Asile *Saint-Jean d'Iberville*,—et l'Asile de la Providence de *Sainte-Elizabeth*. (*Documents de la Session, No. 5.*)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Rhéaume*,—la pétition de *Louis Jules Bélanger*, député greffier de la cour de circuit, à *Québec*.

Par M. *Lalonde*,—la pétition de M. *Berthiaume* et autres, de la paroisse de *Sainte-Marthe*, comté de *Vaudreuil*.

Par M. *Gendron*,—la pétition de *F. X. Lahaie* et autres, de la paroisse de *Saint-Zéphirin de Courval*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *E. Beaubien* et autres, du village de *Nicolet*; demandant que le bill pour incorporer la ville de *Nicolet* ne devienne pas loi.

De la municipalité du village de *Chambly*; demandant que le bill pour amender la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est ne devienne pas loi, mais soit amendé.

De *J. B. R. Dufresne*, député protonotaire de la cour supérieure, à *Québec*; demandant une augmentation de salaire.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité pour l'examen des livres, comptes et dépenses de cette Chambre.

Que le sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve le dit rapport, et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les résolutions suivantes, et la prie de vouloir bien les adopter :

Résolu, Que ce comité recommande qu'il soit représenté au Gouvernement Fédéral que les frais de port sur les lettres envoyées aux membres de cette Chambre pendant la session, qui ne sont pas payées au bureau d'où elles sont expédiées, devraient être chargées 3 cts. par once au lieu de 5 cts., et que les documents de la Chambre, les statuts et les journaux, les documents de la session, et autres documents imprimés par ordre de la Chambre, devraient en tout temps de l'année, passer franc de port au Bureau de Poste. Les frais de port doivent même être payés d'avance sur les copies des statuts envoyées aux départements à Ottawa et aux membres du Parlement Fédéral, et il est suggéré qu'on s'adresse au département des Postes, en le priant de remédier à cet état de choses.

Résolu, Que ce comité recommande l'achat des livres suivants pour l'usage des traducteurs français :

1. Dictionnaire *F. A. et A. F. Flemming et Tibbins*, édition de 1872, 2 vols.
2. Dictionnaire de la langue française de *E. Littré*, 2 vols.
3. *Laboulaye*—Dictionnaire des manufactures et des arts, 3 vols.
4. *Hoefer*—Dictionnaire d'agriculture, 1 vol.
5. *Burat*—Géologie appliquée, 2 vols.
6. *Montbriou*—Dictionnaire du commerce et des arts, 2 vols.
7. Dictionnaire de l'administration, 1 vol.
8. *L. C. Ragonat*—Vocabulaire symbolique, ang. fr., 1 vol.
9. *Tassis*—Guide du correcteur d'épreuves, 1 vol.
10. *De la Blanchère*—La pêche et les poissons, 1 vol.

RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DES DÉPENSES CONTINGENTES.

Au Comité des Dépenses Contingentes :

Votre sous-comité a examiné avec soin tous les comptes des dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, pour les douze mois, depuis le 1er novembre 1871, jusqu'au 31 octobre 1872, et les a trouvés corrects en tous points. Il a été fort satisfait de la manière dont ces comptes sont tenus par le comptable de cette Chambre.

Votre sous-comité croit devoir rendre compte de l'augmentation de \$6,268.50 dans les dépenses de l'année dernière sur celles de l'année précédente, et il soumet le tableau suivant, qui montre les items sur lesquels l'augmentation a eu lieu :

	\$	cts.
Indemnité des membres.....	1,124	40
Montant de salaires des officiers.....	1,559	87
Arrérages de salaire des officiers dans les deux mois qui ont suivi la confédération, payés par ordre de la Chambre.....	3,316	31
Service extra.....	374	00
Messages.....	231	00
Avertissements et journaux.....	308	22
Dépenses diverses.....	653	82
	\$7,567	62

Items pour lesquels la dépense a été moins considérable.

Papeterie	\$1,223	91
Impressions et reliure.....	75	21
	\$1,299	12

Excédant de la dépense de l'année dernière..... \$6,268 50

Il faut ajouter à cet excédant de dépenses encore au moins douze à quinze cents piastres pour la papeterie, l'avant-dernière année, le compte de cet item se montant à \$1,447 32 ; cette dernière année, il sera encore plus élevé, vu l'augmentation de prix du papier, mais avant le 31 octobre dernier, époque à laquelle s'arrêtent les comptes examinés par le sous-comité, il n'avait été payé que \$223.41 pour papeterie.

Votre sous-comité recommande que l'attention des chefs des différents départements de cette Chambre et des officiers soit attirée sur le montant considérable dépensé en annonces dans les journaux ; il a découvert plusieurs cas où il a été payé des sommes beaucoup trop élevées pour annonces.

L'excédant des dépenses diverses, qui s'élève à \$653.82 est expliqué principalement par la dépense pour le renouvellement de meubles et tapis, qui excède d'environ \$300 celle de l'année précédente, et par le paiement de la somme de \$150, sur l'ordre de la Chambre, pour les frais d'un officier envoyé à Ottawa pour les affaires de la Chambre, et il a été payé par la Chambre, l'année dernière, \$212.10 pour droits de douane sur les livres de la bibliothèque et papeterie, et autres effets destinés à l'usage de la Chambre.

Votre sous-comité recommande que des représentations soient faites au Gouvernement Fédéral, afin d'obtenir une exemption de droits pour ces items destinés à l'usage de la Chambre.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la compagnie de crédit de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis donnés sont suffisants.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour amender les actes concernant la corporation de *Montréal*.

Bill pour incorporer la compagnie du pont de *Windsor* et *Brompton*.

Bill pour incorporer "La Société Permanente de Construction du district d'*Iberville*."

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill, intitulé : "Acte pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds capital de la compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de *Montréal*, et pour changer le nom de la dite compagnie," et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements.

M. *Bachand*, du comité spécial sur le bill pour amender le Code Municipal de la province de *Québec*, fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Sur motion de M. *Bachand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*,
Ordonné, Que le bill pour amender le Code Municipal de la province de *Québec* soit ré-imprimé, tel qu'amendé.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gill* ait la permission d'introduire un bill pour permettre au conseil de comté du comté d'*Yamaska* d'ériger en une municipalité séparée un certain territoire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à un mode plus équitable de contribution au fonds de bâtisses et de jurés par les municipalités.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, trente-cinquième Victoria, chapitre treize.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions, concernant la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses et fermentées.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la colonisation, trente-unième Victoria, chapitre vingt, et trente-deuxième Victoria, chapitre treize, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant un contrat que le Gouvernement a intention de faire avec les Frères de St. Vincent de Paul, pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé ;

Ordonné, Que les dites résolutions soient renvoyées de nouveau à un comité de toute la Chambre, dans le but d'ajouter à la dernière phrase du document marqué (A) après le mot "réforme," là où il se trouve pour la seconde fois, les mots "et le matériel qui sera aussi acheté par le Gouvernement."

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme alors en le dit comité :

(EN COMITÉ.)

Les résolutions adoptées en comité, hier, sont considérées de nouveau, et sont comme suit :

Résolu, Que cette Chambre approuve les bases d'un contrat que le Gouvernement se propose de faire avec les Frères de St. Vincent de Paul pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants, tel qu'expliqué dans le document maintenant soumis à cette Chambre et marqué A.

Résolu, Que cette Chambre verra avec plaisir un contrat du même genre et dans des proportions semblables entre le Gouvernement et une maison de réforme ou d'industrie sous contrôle protestant pour les jeunes délinquants protestants.

A.

Les Frères de l'ordre de St. Vincent de Paul s'engagent à prendre sous leurs soins, loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants et tous ceux qui, d'après la loi des écoles de réforme ou les autres lois en force en cette province, pouvant être détenus dans les maisons ou écoles de réforme, de faire toutes les dépenses nécessaires pour l'entretien de l'établissement, de fournir et maintenir les ateliers et tout ce qui est nécessaire au travail et à l'enseignement des jeunes délinquants, de payer tout le personnel nécessaire, et faire tous les frais de direction et d'administration, y compris le médecin, le chapelain et toutes dépenses quelconques requises pour l'institution, réparations, changement et ameublement—cet engagement sera pour le terme et espace de cinq années à compter de sa date.

2° Le Gouvernement, aussi longtemps que l'établissement sera installé dans la maison qui est actuellement occupée par les dits Frères dans la cité de *Montréal*, paiera aux dits Frères pour chaque personne qui sera ainsi placée sous leurs soins, une somme de cent quatre-vingt-deux piastres par année; le nombre minimum devant être de cent cinquante pour lequel il sera payé, qu'ils y soient ou non, et si le chiffre en aucune année dépasse deux cents, il ne sera payé que cent soixante piastres pour chaque élève au dessus de ce nombre.

3° Les Frères s'engagent à bâtir à leurs frais, sur un terrain propre à l'exploitation d'une ferme, une autre maison de réforme dans laquelle sera installé leur établissement d'ici à trois ans, et le choix du site et les plans de construction devant être approuvés par le Gouvernement.

Dès que les jeunes délinquants auront été transportés dans le nouvel établissement, le Gouvernement paiera aux Frères, par chaque jeune délinquant, sur le pied de deux cents piastres par année au minimum garanti de cent cinquante, et pour chaque personne au-dessus de deux cents, une somme de cent quatre-vingts piastres.

4° Le produit du travail de chaque délinquant appartiendra aux Frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit sera employé par eux en primes d'encouragement chaque année, et il sera rendu compte du tout au Gouvernement.

5° Au bout de cinq ans, si le Gouvernement ne veut point continuer, il devra acheter à dire d'experts, la propriété et le matériel, en donnant avis six mois avant l'expiration des dites cinq années.

Si, à l'expiration des dites cinq années, les dits Frères veulent abandonner le dit contrat, la ferme qui sera alors occupée par les dits Frères pour la dite nouvelle maison de réforme, sera transportée au Gouvernement pour le prix de la valeur qu'elle a maintenant, et l'évaluation par arbitre ne s'appliquera qu'aux édifices érigés par les dits Frères pour la dite maison de réforme et le matériel qui seront achetés par le Gouvernement, les dits Frères doivent être tenus au même avis de six mois.

Résolutions, telles qu'amendées, à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions,

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de "*The English Workingmen's Benefit Society*," pour l'année finissant le 20 mai 1872. (*Documents de la Session*, No. 5.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin à lisses de *Sherbrooke*, des townships de l'*Est* et *Kennébec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Le bill pour autoriser *Antoine Mayrand*, de *Nicolet*, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière *Nicolet* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour

amender la loi relative à la constitution de la cour supérieure ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Lynch* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de un million sept cent vingt-neuf mille six cent deux piastres soit accordé à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques, trente-deux Victoria, chapitre onze," étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pelletier* (*Bellechasse*) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Sur motion de M. *Joly*, secondé par l'honorable M. *Holton*,

Ordonné, Que l'entrée dans les journaux de cette Chambre, du 21 novembre dernier, qui a trait à la motion pour la nomination d'un comité spécial au sujet de l'administration des Terres de la Couronne, en tant qu'elle se rapporte aux limites à bois, soit maintenant lue.

Et la dite entrée étant lue ;

M. *Joly*, secondé par l'honorable M. *Holton*, propose, que la décision de la Chambre prise sur la question précédente soit rescindée.

M. *Chapleau*, secondé par M. *Malhiot*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" soient effacés, et que les mots "cette Chambre ne croit pas devoir prendre de nouveau en considération le vote qu'elle a donné le 21 novembre dernier, concernant la nomination d'un comité sur l'administration des Terres de la Couronne par rapport à la vente des limites à bois," leur soient substitués.

Et des débats s'élevant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chapitre 4, des statuts de la province de Québec, appelle *Joseph Hyacinthe Bellerose*, écuyer, membre pour la division électorale de *Laval*, à le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Bellerose*, en conséquence, prend le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la question sur l'amendement, étant de nouveau proposée,

M. *Bellingham*, secondé par M. *Lynch*, propose, sous forme d'amendement au dit amendement, que les mots "cette Chambre ne croit pas devoir prendre de nouveau

en considération le vote qu'elle a donné le 21 novembre dernier, concernant la nomination d'un comité sur l'administration des terres de la Couronne par rapport à la vente des limites à bois," soient effacés, et que les mots " cette Chambre ayant examiné les réponses aux adresses qui lui ont été faites, concernant les limites à bois, et aussi le rapport du commissaire des terres de la Couronne, et étant convaincue que l'administration actuelle de ces terres a produit des résultats satisfaisants pour cette province, sous les circonstances où le commerce de bois a été exposé jusqu'ici, est prête à prendre en considération les mesures proposées par le Gouvernement pour assurer à la province tout le profit possible de l'impulsion qui a été donnée depuis peu à cette branche importante du commerce," leur soient substitués.

Et des débats s'en suivant.

Et la Chambre continuant de siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 14 décembre 1872.

Et la question sur l'amendement au dit amendement, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Verreault.—41.</i>
<i>Eddy,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	
<i>Einhart,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>tion),</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pozet,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestret et</i>
<i>David,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—19.</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

Et la question principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix ;

Et de nouveaux débats s'en suivant ;

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Alors la question principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix,

" Que cette Chambre ayant examiné les réponses aux adresses qui lui ont été faites, concernant les limites à bois, et aussi le rapport du commissaire des terres de la Couronne, et étant convaincue que l'administration actuelle de ces terres a produit des résultats satisfaisants pour cette province, sous les circonstances où le commerce de bois a été exposé jusqu'ici, est prête à prendre en considération les mesures proposées par le Gouvernement pour assurer à la province tout le profit possible de l'impulsion qui a été donnée depuis peu à cette branche importante du commerce."

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la dernière division.

Ainsi elle est résolue dans l'affirmative.

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à trois heures, samedi matin, s'ajourne jusqu'à deux heures P. M., aujourd'hui.

Samedi, 14 Décembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Gérin*, — la pétition de *Louis Laforce* et autres, de la paroisse de la *Baie*.
Par M. *Laroche*, — deux pétitions du Révérend *J. A. Rainville* et autres, de la paroisse de *Sainte-Germaine du Lac Etchemin* ; deux pétitions du Révérend *W. Richardson* et autres, de la paroisse de *Saint-Malachie*, toutes du comté de *Dorchester*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Marie Louise Levasseur*, épouse de *Antoine Mayrand*, de la paroisse de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour bâtir un pont sur la rivière *Béancour*.

De *Nicolas Gamache*, et autres, du township de *Kilkenny*, comté de *Montcalm* ; demandant de l'aide pour des chemins.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*, et à l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre, le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte 16 Victoria, chapitre 57, incorporant la corporation du collège *Sainte-Marie*, à *Montréal*, ainsi que le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *George A. Hughes* comme notaire, et à l'honneur d'en faire le rapport sans amendements.

Votre comité a de plus examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre, 1^o Bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 76, intitulé : " Acte pour incorporer le village de *Terrebonne*, et pour l'ériger en ville, " 2^o Bill pour incorporer la compagnie de l'hôtel de *Cacouna*.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au seize du courant.

Votre comité désire de plus recommander à votre honorable Chambre, que l'honoraire dû et payé pour le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *George A. Hughes* comme notaire, soit remboursé à ce dernier, vu les circonstances particulières dans lesquelles il se trouve, et qu'instruction soit donnée au greffier des bills privés de lui remettre le dit honoraire.

Sur motion de M. *Cassidy*, secondé par M. *Bachand*,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Le bill pour incorporer la Compagnie d'Assurance des Cultivateurs de la province de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chauveau (Rimouski)* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Chauveau (Rimouski)* fait rapport du bill en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du pont de *Windsor et Brompton* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tremblay* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois mardi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la société permanente de construction du district d'*Iberville* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de *Montréal*, et pour changer le nom de la dite compagnie ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois lundi prochain.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente :—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 29 novembre 1872, demandant un état complet de toutes les terres reprises dans les cantons de *Emberton*, *Ditton* et *Marston*, dans le comté de *Compton*, depuis le premier janvier 1867, avec le montant des paiements faits sur icelles ; demandant les noms des personnes desquelles on les a reprises, à qui vendues, ainsi que la date de telles ventes et de telles reprises. (*Documents de la Session*, No. 28.)

Réponse à une adresse, datée le 4 décembre 1872, demandant une copie de la requête de messieurs les curés de *Dorchester*, *Beauce*, *Bellechasse*, *Montmagny*, etc., etc., relativement à un projet de colonisation pour la province de *Québec*. (*Documents de la Session*, No. 29.)

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour supérieure, étant lu ;

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur Général *Irvine*, propose, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Pozzer*, secondé par M. *Larochelle*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender le dit bill en remplaçant le mot "*Montmagny*," dans la huitième ligne du paragraphe quatre et dans la deuxième ligne du paragraphe cinq, par le mot "*Beauce*," et en remplaçant le mot "*Beauce*," dans la troisième ligne du paragraphe cinq, par le mot "*Montmagny*," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Tremblay*, secondé par M. *Pozzer*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit :

Page 1, clause 4, ligne 8, après le mot "*Saguenay*" insérer le mot "*Chicoutimi*."

Page 1, clause, 5, ligne 3, après le mot "*Beauce*," effacer les mots "celui du district de *Saguenay* les exercera également dans le district de *Chicoutimi*," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix,
Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Bellerose*, du comité des voies et moyens, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de un million sept cent vingt-neuf mille six cent deux piastres soit accordée à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin mil huit cent soixante-et-quatorze, et à certaines autres fins du ressort du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant le contrat que le gouvernement a intention de faire avec les Frères de St. Vincent de Paul, pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Sur motion de l'honorable M. *Laframboise*, secondé par M. *Bachand*,

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'ajouter les mots suivants à la fin d'icelle : " Mais dans le cas où le gouvernement voudra abandonner le dit contrat il ne pourra l'abandonner et effectuer l'achat, en conséquence, qu'après avoir fait ratifier le résultat de l'arbitrage par la Législature. "

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que cette Chambre approuve les bases d'un contrat que le Gouvernement se propose de faire avec les Frères de St. Vincent de Paul, pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants, tel qu'expliqué dans le document maintenant soumis à cette Chambre et marqué A.

Résolu, Que cette Chambre verra avec plaisir un contrat du même genre et dans des proportions semblables entre le Gouvernement et une maison de réforme ou d'industrie sous contrôle protestant pour les jeunes délinquants protestants.

A.

1° Les Frères de l'ordre de St. Vincent de Paul s'engagent à prendre sous leurs soins, loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants et tous ceux qui, d'après la loi des écoles de réforme ou les autres lois en force en cette province, pouvant être détenus dans les maisons ou écoles de réforme, de faire toutes les dépenses nécessaires pour l'entretien de l'établissement, de fournir et maintenir les ateliers et tout ce qui est nécessaire au travail et à l'enseignement des jeunes délinquants, de payer tout le personnel nécessaire, et faire tous les frais de direction et d'administration, y compris le médecin, le chapelain et toutes dépenses quelconques requises pour l'institution, réparations, changement et ameublement—cet engagement sera pour le terme et espace de cinq années à compter de sa date.

2^o Le Gouvernement, aussi longtemps que l'établissement sera installé dans la maison qui est actuellement occupée par les dits Frères, dans la cité de *Montréal*, paiera aux dits Frères pour chaque personne qui sera ainsi placée sous leurs soins, une somme de cent quatre-vingt-deux piastres par année; le nombre minimum devant être de cent cinquante pour lequel il sera payé, qu'ils y soient ou non, et si le chiffre en aucune année dépasse deux cents, il ne sera payé que cent soixante piastres pour chaque élève au-dessus de ce nombre.

3^o Les Frères s'engagent à bâtir à leurs frais, sur un terrain propre à l'exploitation d'une ferme, une autre maison de réforme, dans laquelle sera installé leur établissement d'ici à trois ans, et le choix du site et les plans de construction devant être approuvés par le Gouvernement.

Dès que les jeunes délinquants auront été transportés dans le nouvel établissement, le Gouvernement paiera aux Frères par chaque jeune délinquant sur le pied de deux cents piastres par année au minimum garanti de cent cinquante; et pour chaque personne au dessus de deux cents, une somme de cent quatre vingts piastres.

4^o Le produit du travail des jeunes délinquants appartiendra aux Frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit, sera employé par eux en primes d'encouragement chaque année, et il sera rendu compte du tout au Gouvernement.

5^o Au bout de cinq ans, si le Gouvernement ne veut point continuer, il devra acheter à dire d'experts, la propriété et le matériel, en donnant avis six mois avant l'expiration des dites cinq années.

Si, à l'expiration des dites cinq années, les dits Frères veulent abandonner le dit contrat, la ferme, qui sera alors occupée par les dits Frères pour la dite nouvelle maison de réforme, sera transportée au Gouvernement pour le prix de la valeur qu'elle a maintenant, et l'évaluation par arbitre ne s'appliquera qu'aux édifices érigés par les dits Frères pour la dite maison de réforme et le matériel qui seront achetés par le Gouvernement, les dits Frères doivent être tenus au même avis de six mois.

Mais dans le cas où le Gouvernement voudra abandonner le dit contrat, il ne pourra l'abandonner et effectuer l'achat en conséquence, qu'après avoir fait ratifier le résultat de l'arbitrage par la Législature.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le comité a fait un amendement aux dites résolutions.

Et la question étant proposée, Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Bachand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots " les dites résolutions soient maintenant de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction de les y amender de nouveau, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que cette Chambre approuve les bases d'un contrat que le gouvernement se propose de faire avec les Frères de Saint-Vincent de Paul pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants tel qu'expliqué dans le document maintenant soumis à cette Chambre et marqué A.

Résolu, Que cette Chambre verra avec plaisir un contrat du même genre et dans des proportions semblables entre le Gouvernement et une maison de réforme ou d'industrie sous contrôle protestant pour les jeunes délinquants protestants.

A-

Les Frères de l'ordre de St. Vincent de Paul s'engagent à prendre sous leurs soins, loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants et tous ceux qui d'après la loi des écoles de réforme ou les autres lois en force en cette province, pouvant être détenus dans les maisons ou écoles de réforme, de faire toutes les dépenses nécessaires pour l'entretien de l'établissement, de fournir et maintenir les ateliers et tout ce qui est nécessaire au travail et à l'enseignement des jeunes délinquants, de payer tout le personnel nécessaire et faire tous les frais de direction et d'administration, y compris le médecin, le chapelain et toutes dépenses quelconques requises pour l'institution, réparations, changement et ameublement—cet engagement sera pour le terme et espace de cinq années à compter de sa date.

2^o Le Gouvernement, aussi longtemps que l'établissement sera installé dans la maison qui est actuellement occupée par les dits Frères dans la cité de *Montréal*, paiera aux dits Frères pour chaque personne qui sera ainsi placée sous leurs soins, une somme de cent quatre-vingt-deux piastres par année; le nombre minimum devant être de cent cinquante pour lequel il sera payé, qu'ils y soient ou non, et si le chiffre en aucune année dépasse deux cents, il ne sera payé que cent soixante piastres pour chaque élève au-dessus de ce nombre.

3^o Les Frères s'engagent à bâtir à leurs frais, sur un terrain propre à l'exploitation d'une ferme, une autre maison de réforme dans laquelle sera installé leur établissement d'ici à trois ans, et le choix du site et les plans de construction devant être approuvés par le Gouvernement.

Dès que les jeunes délinquants auront été transportés dans le nouvel établissement, le Gouvernement paiera aux Frères par chaque jeune délinquant, sur le pied de deux cents piastres par année au minimum garanti de cent cinquante, et pour chaque personne au dessus de deux cents, une somme de cent quatre-vingts piastres.

4^o Le produit du travail des jeunes délinquants appartiendra aux Frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit, sera employé par eux en primes d'encouragement chaque année, et il sera rendu compte du tout au Gouvernement.

5^o Au bout de cinq ans, si le Gouvernement ne veut point continuer, il devra acheter, à dire d'experts, la propriété et le matériel, en donnant avis six mois avant l'expiration des dites cinq années.

Si, à l'expiration des dites cinq années, les dits Frères veulent abandonner le dit contrat, la ferme qui sera alors occupée par les dits Frères pour la dite nouvelle maison de réforme, sera transportée au gouvernement pour le prix de la valeur qu'elle a maintenant, et l'évaluation par arbitre ne s'appliquera qu'aux édifices érigés par les dits Frères pour la dite maison de réforme et le matériel qui seront achetés par le Gouvernement, les dits Frères doivent être tenus au même avis de six mois.

Mais dans le cas où le Gouvernement voudra abandonner le dit contrat, il ne pourra l'abandonner et effectuer l'achat en conséquence, qu'après avoir fait ratifier le résultat de l'arbitrage par la Législature.

Dans le cas où nul arrangement ne serait fait à l'expiration des dites cinq années, le dit contrat se continuera d'année en année sujet à être terminé de la manière ci-dessus mentionnée à la fin de chaque année, en par l'une ou l'autre des parties, donnant les six mois d'avis.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Fortin fait rapport que le comité a fait un nouvel amendement aux dites résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Fortin fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender et expliquer l'acte 32 Victoria, chap. 30, intitulé : Acte concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu, et les titres nouveaux postérieurs aux dits cadastres," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, secondé par l'honorable M. Chauveau,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender et expliquer l'acte 32 Victoria, chap. 30, intitulé : Acte concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu, et les titres nouveaux postérieurs aux dits cadastres," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender les actes 29 et 30 Victoria, chap. 27, et 32 Victoria, chap. 27, concernant le barreau de la province de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lafontaine fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Lafontaine fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 13 Décembre 1872.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Daigle, — la pétition de C. V. H. Huot et autres, de la paroisse de Belœil ; la pétition de Nazaire Lecours et autres, de la paroisse de Saint-Antoine ; la pétition de Louis Brunelle et autres, de la paroisse de Varennes ; la pétition du Révérend J. M. Chevigny et autres, de la paroisse de Contrecoeur, et la pétition de E. Chagnon et autres, de la paroisse de Verchères, toutes du comté de Verchères.

Par M. Lafontaine, — la pétition de L. A. Jetté et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Chauveau, — la pétition des commissaires d'écoles catholiques romains de Québec.

Par M. Pozer, — deux pétitions de la municipalité du township de Shenley.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De Louis Jules Bélanger, député-greffier de la cour de Circuit à Québec ; demandant une augmentation de salaire.

De *M. Berthiaume* et autres, de la paroisse de *Sainte-Marthe*, comté de *Vaudreuil*; demandant que la prison de réforme soit fixée à *Vaudreuil*.

De *F. X. Lahaie* et autres, de la paroisse de *Saint-Zéphirin de Courval*,—et de *Louis Laforce* et autres, de la paroisse de *LaBaie*; demandant respectivement qu'aucune partie du territoire des dites paroisses n'en soit détachée pour les fins municipales.

Deux pétitions du Révérend *J. A. Rainville* et autres, de la paroisse de *Sainte-Germaine du Lac Etchemin*,—et deux pétitions du Révérend *W. Richardson* et autres, de la paroisse de *Saint-Malachie*, toutes du comté de *Dorchester*; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer le collège *Wesleyen* de *Stanstead*;

Bill pour donner des limites à la paroisse de *Saint-Feréol*, pour les fins civiles et municipales;

Bill pour ériger *Saint-Tite des Caps* en municipalité locale;

Bill pour incorporer la Société d'Abstinence de Bénéfice de *Ste. Brigitte*.

Votre comité a aussi examiné le bill pour amender l'acte incorporant l'Association de la Bibliothèque du Commerce de *Montréal*, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

M. David, du comité spécial sur le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics, fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

M. Bellingham, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal et des Laurentides*, et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que *M. Hearn* ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes concernant la corporation de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable *M. le Procureur Général Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable *M. Chauveau*, secondé par l'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet*,

Résolu, Quo, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la taxe d'écoles dans la cité de *Montréal*.

Résolu, Quo, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la réserve d'une partie des terres à la disposition de la Couronne pour l'entretien du culte religieux.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente,—Répondre à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 12 de novembre 1872, demandant les noms de toutes personnes qui ont été nommées par le Gouvernement de *Québec*, comme agents ou autres employés du bureau d'émigration, depuis le premier janvier 1870; la date de leurs nominations, le lieu où ils sont placés, le montant du salaire ou autre rémunération payée à chacun, et les instructions données à ces agents ou employés. (*Boltonnein n° 23*)

Ordonné, Que la dite réponse soit renvoyée au comité conjoint des deux chambres sur les impressions de la Législature.

Le bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par M. *David*, le bill est amendé comme suit:

Page 5, clause 11, sous-section 1, ligne 7, effacez le mot "et" et insérez les mots "et cinquième" après le mot "quatrième."

Résolu, Que le bill, tel qu'amendé, passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour ratifier certains règlements, autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de *Montréal*, et pour changer le nom de la dite compagnie, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit: "Acte pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de *Montréal*."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LaRue* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 16 Victoria, chapitre 57, incorporant la corporation du collège Ste. Marie à *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *George A. Hughes* comme notaire; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Roy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour

amender l'acte vingt-trois Victoria, chapitre soixante-et-seize, intitulé : " Acte pour incorporer le village de *Terrebonne*, et pour l'ériger en ville ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Malhiot* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie de l'hôtel *Cacouna* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cassidy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour incorporer la compagnie d'hôtel de *Cucouna*. "

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin macadamisé de *Laprairie* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour autoriser *Jacques Fournier*, cultivateur, de l'*Ange-Gardien*, district de *Saint-Hyacinthe*, à prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Yamaska*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender l'acte pour incorporer " *The Trafalgar Institute* " est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour permettre au conseil de comté du comté d'*Yamaska*, d'ériger en municipalité un certain territoire, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Sur motion de M. *Méthot*, secondé par M. *Chapleau*,

Ordonné, Que la pétition de *Charles Garneau*, sergent d'armes de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, demandant que la Chambre définisse les pouvoirs du sergent-d'armes, soit renvoyé au comité permanent des dépenses contingentes.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Bellerose*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre toute la correspondance qui a eu lieu entre le Gouvernement et les syndics de chemins à barrières de *Montréal*, en vue de faire disparaître les droits de péage sur les chemins macadamisés entre *Montréal* et le *Sault-au-Récollet*, et aussi celui à l'entour de la Montagne.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *Bellerose*, secondé par M. *Malhiot*,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le troisième rapport du comité des dépenses contingentes.

M. Joly, secondé par M. Marchand, propose, Qu'il soit nommé par cette chambre un comité spécial pour s'enquérir des circonstances sous lesquelles le contrat de l'asile des aliénés de Beauport a été renouvelé pendant l'automne de 1871, avec instruction de faire rapport, et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bachand,</i>	<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Holton,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Pozer,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>David,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—21.</i>
<i>Einhart,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rhéalme,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Quimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Verreault.—38.</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	
<i>Eddy,</i>	<i>Larochele,</i>	<i>tion),</i>	

Ainsi il est résolu dans la négative.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province, étant lu ;

M. Rhéalme, secondé par M. Verreault, propose, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour détacher les paroisses de *Saint-Guillaume d'Upton* et *Saint-Bonaventure d'Upton*, du comté de *Drummond* et du district d'*Arthabaska*, et pour les annexer pour toutes fins quelconques au comté d'*Yamaska* et au district de *Richelieu*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lafontaine fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Lafontaine fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour déferer l'instruction et la décision des élections contestées à des juges, et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée Législative de *Québec*, étant lu ;

M. Fournier, secondé par l'honorable M. Holton, propose, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Pozér,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Tremblay et</i>
<i>Grill,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	<i>Trudel.—29.</i>
<i>Holton,</i>			

CONTRE :
Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Dugas,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille et</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Sawyer.—14.</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gendron,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender le chap. 76 des statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie, et l'étude de l'anatomie, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 2123 et 2124 du code civil du Bas-Canada, étant lu ;

M. Molleur, secondé par M. Lafontaine, propose, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

L'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, secondé par M. Chapleau, propose, sous forme d'amendement, que le mot " maintenant " soit retranché, et que les mots " de ce jour en trois mois " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Esinhart,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Pozér,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Irvine (Sol. Gén.),</i>	<i>Mailloir,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>David,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Ouimet (Proc. Gén.),</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dugas,</i>	<i>LaRogue,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	<i>Verreault.—40.</i>

CONTRE :
Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Laurier,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Robert et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre.—13.</i>
<i>Fournier,</i>			

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,
Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois de ce jour en trois mois.

L'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*, propose, Que le trésorier de la province soit autorisé à payer aux employés des différents départements du Gouvernement Civil, qui n'ont pas reçu d'augmentation de salaire dans les estimés votés durant la présente session de cette Chambre, sous forme de bonus, un montant égal à un mois de salaire, pris sur les diverses appropriations pour l'année courante, et entré dans les comptes publics en la manière ordinaire; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette province; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Le bill pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la chambre pour demain.

Le bill concernant la nomination de Conseil de la Reine est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour confirmer certains prêts d'argent faits par le Gouvernement pour achat de grains de semence dans les comtés de *Chicoutimi* et de *Charlevoix*, pour légaliser certaines débetures émises par des corporations municipales, pour garantir le remboursement des dits prêts, et pour exonérer les membres du Gouvernement Exécutif et autres, pour avoir avancé l'argent pour les dits prêts, étant lu;

Et la question étant mise aux voix, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois; la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et la troisième lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 17 Décembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre le rapport du comité conjoint de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

A l'honorable Assemblée Législative :

Le comité conjoint de la bibliothèque a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné attentivement le compte de dépenses de la bibliothèque, et l'a trouvé correct et bien tenu.

Sur l'appropriation votée l'année dernière, il restait encore, le premier novembre dernier, une balance en caisse de \$1,119.70.

Votre comité croit qu'il est de son devoir d'accorder au bibliothécaire M. *Lemay*,

et au comptable M. *Simoneau*, un traitement égal à celui des autres chefs de bureau. Ces Messieurs occupent, en effet, des positions importantes et pleines de responsabilité. Cependant, comme votre comité ne croit pas pouvoir régler le traitement de M. *Simoneau*, sans en référer au comité des dépenses contingentes, il a l'honneur d'appeler l'attention de ce comité sur sa résolution.

Votre comité croit aussi agir sagement en proposant de porter à \$500 par année le salaire du messenger de la bibliothèque, et de nommer un assistant-bibliothécaire avec un salaire annuel de \$600.

Votre comité a trouvé la bibliothèque dans un bon ordre, bien qu'elle laisse un peu à désirer, et il a la confiance qu'aussitôt après l'impression du catalogue, elle sera tenue dans un ordre parfait.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de F. B. *Mathews* et autres.

Par M. *Robert*,—la pétition du Révérend H. *Provençal* et autres, de la paroisse de *Saint-Césaire*.

Par l'honorable M. *Chauveau*,—la pétition du bureau protestant des commissaires d'école de *Québec*.

Par M. *Chapleau*,—la pétition du Révérend F. X. *Laberge* et autres, de la paroisse de *Saint-Hippolyte*.

Ordonné, Que la pétition de F. B. *Mathews* et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ; et la dite pétition, demandant que l'acte 24 Victoria, chapitre 96, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie hydraulique et des bassins de *Montréal*," soit remis en vigueur et amendé, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition du Révérend H. *Provençal* et autres, de la paroisse de *Saint-Césaire*, présentée aujourd'hui, soit reçue et lue ; et la dite pétition, demandant que le bill pour amender les divers actes concernant la compagnie du chemin de fer de Jonction des comtés du Sud-Est devienne loi, est reçue et lue.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender les actes concernant la compagnie du chemin à liasses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*, et pour ratifier les arrangements faits entre la dite compagnie et la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est, et pour d'autres fins, et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin à liasses de *Sherbrooke*, des townships de l'*Est* et *Kennebec*, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendements.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour incorporer la ville de *Lachine*.

Bill pour incorporer l'Asile des Orphelins de *Sorel*.

Bill pour changer le chef-lieu du comté d'*Ottawa*, d'*Aylmer* à *Hull*, pour les fins municipales et d'enregistrement.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour confirmer certains prêts d'argent faits par le gouvernement pour achat de grains de semence dans les comtés de *Chicoutimi* et de *Charlevoix*, pour légaliser certaines débetures émises par des corporations municipales, pour garantir le remboursement des dits prêts, et exonérer les membres du Gouvernement Exécutif et autres pour avoir avancé l'argent pour les dits prêts, étant lu ;

L'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*, propose, Que

le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente des liqueurs spiritueuses, étant lu ;

L'honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, informe alors la Chambre que Son Excellence a été informée du sujet des dites résolutions, et les recommande à la considération de la Chambre.

L'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*, propose, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

Le bill pour incorporer la compagnie du pont de *Windsor* et *Brompton* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le *Stanstead Wesleyan College* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour donner des limites à la paroisse de *Saint-Ferréol* pour les fins civiles et municipales ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour ériger *Saint-Tite des Caps* en municipalité locale ; et après y avoir siégé quelque temps,

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la société d'abstinence totale et de bénéfice de *Sainte-Brigitte*; et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fournier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte pour incorporer l'Association de la Bibliothèque de Commerce de *Montréal*, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte pour incorporer les membres de l'association de la bibliothèque de commerce de *Montréal*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de *Montréal* et des *Laurentides*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gérin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour incorporer le Chemin de Fer des *Laurentides*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LaRoque* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Résolu, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour incorporer la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la rivière *Richelieu* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Le bill pour changer le nom de la paroisse de *Saint-Urbain de Windsor* est, en

en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes relatifs à la Corporation de la Cité de Québec, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour détacher, pour les fins judiciaires, le comté de *Bellechasse* du district de *Montmagny*, et l'annexer au district de *Québec*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour détacher, pour les fins judiciaires, le comté de *Bellechasse* du district de *Montmagny*, et l'annexer au district de *Québec*," lesquels sont les comme suit :

1^o Dans le préambule du dit bill, première ligne, retrancher le mot " du," et le remplacer par les mots suivants " de la paroisse de *Beaumont*, dans le."

2^o Dans la première clause, à la première ligne, ajouter après le mot " prochain" les mots suivants " la paroisse de *Beaumont* dans." Retrancher aussi le dernier mot de la 4^e ligne de la dite clause et le premier de la 5^e ligne, et les remplacer par les mots suivants " la dite paroisse de *Beaumont*, dans le."

3^o Dans la seconde clause, à la 2^e ligne, retrancher les mots suivants " le dit comté de *Bellechasse*," et les remplacer par les mots suivants " la dite paroisse de *Beaumont*."

4^o Que le titre du bill soit : " Acte pour détacher pour les fins judiciaires, la paroisse de *Beaumont*, dans le comté de *Bellechasse*, du district judiciaire de *Montmagny* et l'annexer au district de *Québec*."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois, demain.

Le comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente de liqueurs spiritueuses est continué.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que nul ne vendra ni ne troquera des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées en plus grande quantité que trois gallons ou une douzaine de bouteilles à la fois, sans licence accordée par l'officier du revenu, sous l'autorité du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

2. *Résolu*, Qu'il sera payé à l'officier du revenu, pour chaque telle licence, par la personne qui la prendra, un droit de trente piastres.

3. *Résolu*, Que le droit ainsi payé, sera versé entre les mains du trésorier, et formera partie du fonds de revenu consolidé de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité pour prendre en considération certaine résolution concernant la taxe d'école de la cité de *Montréal*.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'à l'avenir, la corporation de *Montréal* paiera, pour l'entretien des écoles dans la dite cité, au lieu d'une somme égale à un dixième de centin dans la

piastre sur la valeur totale de la propriété foncière imposable pour les fins scolaires, dans la dite cité, une somme égale à un cinquième de centin dans la piastre sur la valeur totale de la dite propriété foncière,

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cassidy fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'ordre du jour, pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente des limites à bois, étant lu ;

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de Québec, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de ces résolutions et les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'à l'avenir, toutes limites à bois comprises dans le territoire vacant de la couronne, appartenant à cette province, seront vendues publiquement à l'enchère.

2. *Résolu*, Que ces ventes, présidées par un officier du département des terres de la couronne, ou toute autre personne ayant reçu instruction du commissaire des terres à cet effet, auront lieu tous les ans, à l'endroit et de la manière précisés dans l'avis qui en sera donné dans la *Gazette Officielle*, lequel sera publié au moins deux mois antérieurement à la date de la vente.

3. *Résolu*, Que cet avis contiendra une description des limites à vendre, leur situation et la mise à prix qui sera fixée pour chacune d'elles; et qu'il sera aussi déposé au département des terres ou au bureau de l'agent des bois, pour la localité où cette vente devra avoir lieu, un plan du territoire où se trouvent situées les dites limites et celles avoisinantes; ce plan demeurant sujet à l'examen du public durant tout le temps qui s'écoulera entre la publication de l'avis et le jour fixé pour la vente.

4. *Résolu*, Du premier février mil huit cent soixante-troize, tout colon de bonne foi ayant acheté de la couronne un ou plusieurs lots propres à la culture, n'excédant point toutefois deux cents acres en superficies, ayant payé, lui ou ses auteurs, au moins deux versements sur le prix d'achat de ces terres, étant résidant depuis au moins six mois sur les dits lots et y ayant rempli ou étant à remplir *bona fide* les conditions d'établissement requises pour l'obtention d'un titre complet de propriété, pourra obtenir du commissaire des terres de la couronne un permis d'exploitation pour tous les bois croissant sur les dits lots.

5. *Résolu*, Que tous les montants payés pour droits de coupe de bois, sous l'autorisation de ces permis, seront mis au crédit des lots pour lesquels ils ont été donnés, jusqu'à leur paiement complet, mais que tout surplus n'excédant point le prix d'achat joint aux intérêts, appartiendra à la couronne.

6. *Résolu*, Que tous les règlements concernant l'exploitation des sucreries sur les terres de la Couronne sont abrogés, et qu'à dater du premier février prochain, le commissaire des terres pourra disposer de ces lots, propres seulement à la dite exploitation, sans obliger les acquéreurs à y remplir les conditions d'établissement. Que ces ventes, lesquelles, en aucun cas, ne pourront comprendre plus de deux cents acres chacune, devront se faire d'après une évaluation spéciale déterminée par les agents, après inspection faite, et à un prix ne pouvant être moindre que trente centins et ne devant pas excéder une piastre par acre.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chapleau* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur certaines résolutions proposées concernant la réserve d'une partie de terres à la disposition de la Couronne pour l'entretien du culte religieux, étant lu ;

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, informe la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de ces résolutions et les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'il est expédient que, en addition aux fins pour lesquelles le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à mettre à part et à approprier les terres de la Couronne, en vertu de la quatorzième section de l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre onze, le dit Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à mettre à part et approprier telles terres de la Couronne qu'il jugera convenable pour devenir un lieu de culte public, c'est-à-dire un lieu sur lequel on pourra construire une église, chapelle ou convertir en cimetière.

2. *Résolu*, Que chaque fois que, sous l'autorité de la vingtième section de cet acte, le commissaire des terres de la Couronne révoquera aucune vente, permis d'occupation, tenure par bail ou licence, une telle révocation constituera une confiscation pleine et entière de toutes sommes de deniers payées pour l'achat, la concession, l'occupation ou la tenure par bail, ou pour paiement en entier ou en partie, ou pour toutes dépenses ou améliorations faites ; mais le dit commissaire pourra, en tout temps, accorder toute compensation ou indemnité qu'il croira être juste et équitable.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Trudel*, en conformité de l'ordre fait, rapport du bill pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième Victoria, intitulé : " Acte concernant les dépôts judiciaires et autres," et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*, le bill est amendé en ajoutant à la fin d'icelui la clause suivante :

" 8. Le présent acte viendra en force le premier jour de janvier mil huit cent soixante-et-treize "

Résolu, Que le bill, avec l'amendement, passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*,

Résolu, Que les ordres du Gouvernement aient préséance chaque jour jusqu'à la fin de la session.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 18 Décembre 1872.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — États des affaires de la Compagnie du Chemin à Barrières de l'*Isle-Jésus*, et de la Société Historique de *Montréal*, toutes deux pour l'année 1872. (*Documents de la Session*, N^o 5.)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Des Commissaires d'Ecole Catholiques Romains de *Québec* ; demandant la passation d'un acte, confirmant un certain compromis entre les dits commissaires et la corporation de la cite de *Québec*.

De *L. A. Jetté* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant l'abrogation de l'acte 24 *Victoria*, chapitre 24, concernant la vaccine.

De *C. H. V. Huot* et autres, de la paroisse de *Belœil*, — de *Nazaire Lecours* et autres, de la paroisse de *Saint-Antoine*, — de *Louis Brunelle* et autres, de la paroisse de *Yarennes*, — du Révérend *J. M. Chevigny* et autres, de la paroisse de *Contrecoeur*, — et de *E. E. Chagnon* et autres, de la paroisse de *Verchères*, toutes du comté de *Verchères* ; demandant respectivement que le bill pour diviser le comté de *Verchères* en deux divisions d'enregistrement, ne devienne pas loi.

Deux pétitions de la municipalité du township de *Shenley*, comté de *Beauce* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender les divers actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction des comtés du *Sud Est*, et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

L'honorable M. *Robertson*, du comité conjoint des impressions de la Législature, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de présenter avec son quatrième rapport, le rapport marque " B," de son sous-comité, et le recommande à votre considération.

Votre comité recommande qu'un comité, composé des honorables MM. *Ferrier*, *Beaudry*, *Robertson* et de MM. *Marchand* et *Gérin*, soit nommé pour préparer un projet de contrat pour les impressions et la reliure, à être exécutées à *Québec*, des documents de la Législature, savoir :

Procès-Verbaux de l'honorable Conseil Législatif,
Votes et Délibérations de l'Assemblée Législative,
Bills, " "
Journaux des deux Chambres,
Documents de la Session,
Statuts, *Gazette Officielle*.

Que ce sous comité reçoive instruction d'accepter la plus basse soumission avec des cautions suffisantes.

Que les conditions de tel projet de contrat, les prix exceptés, soient soumises au comité conjoint sur les impressions et mises devant les Chambres, afin d'autoriser le sous-comité à faire tel contrat, après que des avis demandant des soumissions auront été publiés.

B.

Votre sous-comité a l'honneur de vous faire rapport :

Qu'il a examiné les sept documents suivants, et recommande qu'ils ne soient pas imprimés, savoir :

No. 5.—Etat des affaires des Institutions de Bienfaisance et de Charité.

No. 6.—Rapports Municipaux, etc., etc.

No. 16.—Correspondance échangée entre le Gouvernement et les Frères de St. Vincent de Paul, relativement à la réforme des jeunes délinquants.

No. 26.—Copie des plaidoiries, jugements et factums concernant les enquêtes dans les causes de la Cour Supérieure du district des *Trois-Rivières*, G. A. Gouin et J. Dubord, etc.

No. 27.—Réponse à une adresse—Sommes appropriées, cette année, pour les chemins de colonisation dans les comtés de *Montmagny* et de *L'Écluse*, indiquant le montant qui a été dépensé sur ces appropriations, etc.

No. 28.—Réponse à une adresse—Etat de toutes les terres reprises dans les cantons de *Emberton*, *Ditton* et *Marston*, dans le comté de *Compton*.

No. 29.—Réponse à une adresse—Copie de la requête de Messieurs les Curés de *Dorchester*, *Beauce*, *Montmagny*, etc., etc., relativement à un projet de colonisation dans la Province de *Québec*, etc., etc.

Votre sous-comité recommande :—Que la réponse à une adresse (*Document No. 30*)—"Agents et autres employés nommés au bureau d'immigration depuis le premier janvier 1871, etc., etc.," soit imprimée pour l'usage des députés et comme document de la session.

Votre sous-comité recommande encore :—Que l'impression du rapport de l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, document No. 2, et les estimés et états, document No. 13, faite par l'ordre de l'honorable Trésorier, et l'autre par l'ordre de l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, soient approuvés.

Votre sous-comité recommande aussi, au sujet des avis à faire publier dans les journaux : Que le tarif de huit centins par ligne pour la première insertion, et deux centins par ligne pour les insertions subséquentes, caractère Mignonne ou Nonpareil, est considéré comme suffisamment rémunérateur—Qu'il soit suivi à l'avenir par les officiers des deux Chambres et que rien de plus ne soit payé pour cette fin.

Sur motion de M. Malhiot, secondé par M. de Beaujeu,

Ordonné, Que, pendant le reste de la session, les bills rapportés du comité permanent des bills privés, soient placés sur les ordres, le même jour qu'ils auront été rapportés; afin qu'ils puissent y être considérés en comité de toute la Chambre.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour amender la 20e Victoria, chapitre 129, intitulé : "Acte pour faire des dispositions plus amples pour l'incorporation de la ville des *Trois Rivières*."

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Lévis*.

Bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de *Sorel*.

Bill pour incorporer la compagnie du chemin macadamisé de *Laprairie*.

Votre comité a aussi examiné le bill pour changer le nom de la paroisse de *Saint-Urbain* de *Windsor*, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant la juridiction de trois juges de la cour supérieure en révision.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 32," étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cassidy fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait de nouveaux amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Chapleau fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus comme suit :

Retranchez la première clause du dit bill, et remplacez-la par les suivantes :

1. La première section de l'acte 33 Victoria, chapitre 32, est amendée en ajoutant après le mot "route," dans la quatrième ligne de la section, les mots "ainsi que toute personne ou personnes qui auront obtenu d'un conseil municipal en vertu d'un règlement passé à cet effet, la permission d'empierrier un chemin ou partie d'un chemin pour en faire un chemin de péage ;—"

2. Après le mot "tiers," dans la seconde ligne de la section 2, les mots "ou la permission."

3. La section 5 est abrogée et remplacée par la suivante : "5. Un avis que cette requête sera présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil sera publiée pendant quinze jours dans un journal anglais et dans un journal français dans la localité la plus voisine, et copie de cet avis sera affichée pendant au moins quinze jours, à la porte de l'église de chacune des paroisses où passera le chemin ; elle y sera lue à l'issue du service divin du matin, deux dimanches consécutifs, et s'il n'y a pas telle église, elle sera affichée à un endroit public et habituellement fréquenté dans la paroisse.

4. A la fin de la section 10, les mots suivants sont ajoutés : "et s'ils empierrent un chemin ou partie d'un chemin sur lequel des travaux d'empierrement ont déjà été faits, ils n'auront pas droit d'exiger aucun péage de tout propriétaire ou propriétaires obligés à l'entretien de telle partie de chemin déjà empierri, ni de leurs employés ou des personnes de leur famille, avant d'avoir payé, à dire d'arbitres, le montant qui pourra valoir les travaux déjà faits, à ceux qui font de tel chemin un chemin de péage."

5. La section 12 est abrogée et la suivante lui est substituée : "12. Durant un mois à compter de la publication des lettres patentes, tout propriétaire qui était obligé au chemin aura droit de prendre autant d'actions qu'il lui plaira, pourvu que les actions par lui ainsi prises n'excèdent pas le montant que lui donnerait la proportion suivante : Le montant total de la valeur des propriétés obligées au chemin est au capital de la compagnie, comme la valeur des propriétés obligées au chemin de celui qui veut prendre des parts est au montant qu'il aura droit de prendre en parts ; après l'expiration d'un mois comme susdit, si la charte a été obtenue par suite d'une permission bien accordée en vertu d'un règlement d'un conseil municipal, la balance appartiendra à celui ou ceux qui auront obtenu la charte ; mais, dans l'autre cas, les directeurs pourront permettre à toutes personnes, corporations ou municipalités, de prendre tel nombre d'actions qu'ils jugeront convenable, et la balance qui n'aura pas été ainsi souscrite sera divisée entre les requérants, proportionnellement à la valeur de chaque terre obligée au chemin, si c'est un chemin de front, et proportionnellement à la part d'entretien de chacun si c'est un chemin de route. Aucune fraction de part ne sera accordée, mais les directeurs pourront, s'ils le jugent à propos, accorder une part à celui qui aura droit à une fraction.

6. Après le mot "susdit," dans la 3e ligne de la section 13, les mots suivants sont ajoutés : "si la charte a été obtenue en vertu d'une requête signée par les deux-tiers des intéressés au chemin."

7. Les mots "et celui qui, allant chercher du fumier, aura payé un droit de péage,

aura droit, en revenant avec la même voiture chargée de fumier, de se faire rembourser ce qu'il aura payé," sont ajoutées après le mot "péage," dans la 13e ligne de la section 41.

8. La section 49 est abrogée.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill, avec les amendements, passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill avec plusieurs amendements, auxquels elle demande leur concours.

M. Bellerose, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions, concernant la vente des liqueurs spiritueuses, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que nul ne vendra ni ne troquera des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées en plus grande quantité que trois gallons ou une douzaine de bouteilles à la fois, sans licence accordée par l'officier du revenu, sous l'autorité du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

2. *Résolu*, Qu'il sera payé à l'officier du revenu, pour chaque telle licence, par la personne qui la prendra, un droit de trente piastres.

3. *Résolu*, Que le droit, ainsi payé, sera versé entre les mains du Trésorier, et formera partie du fonds de revenu consolidé de cette province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Métivat,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Eddy,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	<i>Sawyer et</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>tion),</i>	<i>Sylvestre.—42.</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse)</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>de Beaujeu,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Fourmier,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>Pozet et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Tremblay.—16.</i>

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que l'honorable M. Robertson ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Cassidy, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaine résolution concernant la taxe des écoles de la cité de *Montréal*, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'à l'avenir, la corporation de *Montréal* paiera, pour l'entretien des

écoles dans la dite cité, au lieu d'une somme égale à un dixième de centin dans la piastre, sur la valeur totale de la propriété foncière imposable pour les fins scolaires dans la dite cité, une somme égale à un cinquième de centin dans la piastre sur la valeur totale de la dite propriété foncière.

Ordonné, Que la dite résolution soit maintenant lue une seconde fois.

Et la dite résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, Que la Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise; et elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau ait la permission d'introduire un bill concernant la taxe des écoles dans la cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Chapleau, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente des limites à bois, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'à l'avenir, toutes limites à bois comprises dans le territoire vacant de la Couronne, appartenant à cette province, seront vendues publiquement à l'enchère,

2. *Résolu*, Que ces ventes, présidées par un officier du département des terres de la Couronne, ou toute autre personne ayant reçu instruction du commissaire des terres à cet effet, auront lieu tous les ans, à l'endroit et de la manière précisés dans l'avis qui en sera donné dans la *Gazette Officielle*, lequel sera publié au moins deux mois antérieurement à la date de la vente.

3. *Résolu*, Que cet avis contiendra une description des limites à vendre, leur situation et la mise à prix qui sera fixée pour chacune d'elles; et qu'il sera aussi déposé au département des terres ou au bureau de l'agent des bois, pour la localité où cette vente devra avoir lieu, un plan du territoire où se trouvent situées les dites limites et celles avoisinantes : ce plan demeurant sujet à l'examen du public durant tout le temps qui s'écoulera entre la publication de l'avis et le jour fixé pour la vente.

4. *Résolu*, Du premier février mil huit cent soixante-treize, tout colon de bonne foi ayant acheté de la Couronne un ou plusieurs lots propres à la culture, n'excédant point toutefois deux cents acres en superficie, ayant payé, lui ou ses auteurs, au moins deux versements sur le prix d'achat de ces terres, étant résidant depuis au moins six mois sur les dits lots et y ayant rempli ou étant à y remplir *bona fide* les conditions d'établissement requises pour l'obtention d'un titre complet de propriété, pourra obtenir du commissaire des terres de la Couronne un permis d'exploitation pour tous les bois croissant sur les dits lots.

5. *Résolu*, Que tous les montants payés pour droits de coupe de bois, sous l'autorisation de ces permis, seront mis au crédit des lots pour lesquels ils ont été donnés, jusqu'à leur paiement complet, mais que tout surplus n'excédant point le prix d'achat joint aux intérêts, appartiendra à la Couronne.

6. *Résolu*, Que tous les règlements concernant l'exploitation des sucreries sur les terres de la Couronne sont abrogés, et qu'à dater du premier février prochain, le commissaire des terres pourra disposer de ces lots, propres seulement à la dite exploitation, sans obliger les acquéreurs à y remplir les conditions d'établissement. Que ces ventes, lesquelles, en aucun cas, ne pourront comprendre plus de deux cents acres chacune, devront se faire d'après une évaluation spéciale déterminée par les agents, après inspection faite, et à un prix ne pouvant être moindre que trente-centins et ne devant pas excéder une piastre par acre.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. Bachand, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions concernant la réserve d'une partie des terres à la disposition du gouvernement, pour l'entretien du culte religieux, fait rapport de deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il est expédient que, en addition aux fins pour lesquelles la

Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à mettre à part et à approprier les terres de la Couronne, en vertu de la quatorzième section de l'acte de cette province; trente-deux Victoria, chapitre onze, le dit Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à mettre à part et approprier telles terres de la Couronne qu'il jugera convenables, pour devenir un lieu de culte public, c'est-à-dire un lieu sur lequel on pourra construire une église, chapelle, ou convertir en cimetière.

2. *Résolu*, Que chaque fois que, sous l'autorité de la vingtième section de cet acte, le commissaire des terres de la Couronne révoquera aucune vente, permis d'occupation, tenure par bail ou licence, une telle révocation constituera une confiscation pleine et entière de toutes sommes de deniers payées pour l'achat, la concession, l'occupation ou la tenure par bail, ou pour paiement en entier ou en partie, ou pour toutes dépenses ou améliorations faites; mais le dit commissaire pourra, en tout temps, accorder toute compensation ou indemnité qu'il croira être juste et équitable.

Et la question étant mise aux voix, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois;

M. *Fournier*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyés à un comité de toute la Chambre pour en retrancher la seconde résolution et y insérer la suivante à la place:

"La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée, et la suivante y est substituée:

"Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, location ou bail, ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des terres de la Couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de la dite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au commissaire des terres de la Couronne d'inclure, dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation; et pourvu aussi qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre," soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chapitre 4 des Statuts de la Province de Québec, appelle *Joseph Hyacinthe Bellerose*, écuyer, membre pour le district électoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Bellerose* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre; se forme en comité sur le bill pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin à Lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*, et pour ratifier certains arrangements faits entre la dite

compagnie et la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction des comtés du *Sud-Est*, et pour d'autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laurier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du Chemin à Lisses de *Sherbrooke*, des townships de l'*Est* et *Kennébec* ; et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la ville de *Lachine* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour incorporer la corporation de la ville de *Lachine*."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'Orphelinat de *Sorel* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rhéaume* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rhéaume* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour changer le chef-lieu du comté d'*Ottawa*, pour les fins municipales et d'enregistrement, d'*Aylmer* à *Hull* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Méthot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour transporter le chef-lieu du comté d'*Ottawa*, pour les fins municipales et d'enregistrement, d'*Aylmer* à *Hull*.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender les statuts 12 Viet., chap. 183 et l'acte 23, chap. 125, con-

cernant l'incorporation de la nouvelle compagnie du gaz de *Montréal* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés, et la règle de cette Chambre qui a rapport aux deux jours d'affichage des bills, est suspendue à l'égard de ce bill.

Les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* pour l'annexer à celui de *Québec*," sont, en conformité de l'ordre, lus une seconde fois ; et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le Conseil Législatif dans les dits amendements, la Chambre se divise, et elle est résolue dans la négative.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, l'honorable M. *Holton*, M. *Joly* et M. *Pelletier* (*Bellechasse*), pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif à une conférence, pour lesquelles cette Chambre n'a pas concouru dans les dits amendements.

L'honorable M. *Chauveau*, du comité spécial nommé pour préparer les raisons, à offrir au Conseil Législatif à une conférence, pour lesquelles cette Chambre n'a pas concouru dans les amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* pour l'annexer à celui de *Québec*," fait rapport que le comité a préparé une raison en conséquence, laquelle est lue comme suit :

"Parcequ'il n'est pas dans l'intérêt d'une seule paroisse, mais de tout le comté de *Bellechasse* d'être annexé au district judiciaire de la cité de *Québec*, où sont transigées et faites journellement toutes les affaires publiques et privées des habitants du dit comté de *Bellechasse*, et que la distance à parcourir pour aller à *Montmagny*, pour une grande partie du comté, est bien plus grande que celle qu'ils ont pour venir à *Québec*."

La dite raison, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Résolu, Qu'une conférence avec le Conseil Législatif est désirable, afin de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans les amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* et l'annexer à celui de *Québec*."

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, l'honorable M. *Holton*, M. *Joly* et M. *Pelletier* (*Bellechasse*), se rendent au Conseil Législatif et demandent la dite conférence.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les divers actes concernant la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du *Sud-Est*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trenblay* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*; et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cassidy* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Et la question étant mise aux voix, Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Gérin*, secondé par M. *Méthot*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'y amender comme suit : Page 2, section 2, après les mots "pour permettre au dit

conseil " insérez les mots : " après qu'il y aura été autorisé par règlement voté par la majorité des contribuables dûment inscrits sur le rôle " soient mis à la place.

Et des débats s'en suivait ;

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui, à la question, Quo les résolutions concernant la réserve d'une partie des terres à la disposition de la couronne, pour l'entretien du culte religieux, soient maintenant lues une seconde fois ; lequel amendement était que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots " de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre pour en retrancher la seconde résolution et y insérer la suivante à la place " :

" La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée et la suivante y est substituée :

" Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le Commissaire des Terres de la Couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un Juge de la Cour Supérieure de la Province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de la dite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au Commissaire des Terres de la Couronne d'inclure dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours, qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation ; et pourvu aussi qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre, " soient mis à la place.

Et la question sur l'amendement étant de nouveau proposé ;

M. *Laurier*, secondé par M. *Lynch*, propose, sous forme d'amendement au dit amendement, que les mots

" La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée et la suivante y est substituée :

" Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, location ou bail ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le Commissaire des Terres de la Couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un Juge de la Cour Supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée, et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de la dite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au Commissaire des Terres de la Couronne d'inclure dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours, qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation ; et pourvu aussi qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre, " soient retranchées, et que les mots, " aucun permis de location ne sera révoqué par le Commissaire des Terres de la Couronne à moins qu'avis n'ait été au préalable donné au concessionnaire de montrer cause sous un mois pourquoi tel permis ne serait pas révoqué. Cet avis

devra être signifié au concessionnaire, et, s'il est absent de la province, devra être publié dans les deux langues, deux fois, dans la *Gazette Officielle*, " soient mis à la place.

Et de nouveaux débats s'en suivant.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chapitre 4 des statuts de la Province de Québec, appelle *Joseph-Hyacinthe Bellerose*, écuyer, membre pour le district électoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Bellerose* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*, *Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette Province.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 19 décembre 1872.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la nomination de Conseil de la Reine ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le bill concernant les registres de l'état civil est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre à sa prochaine séance, aujourd'hui.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et forêts, étant lu ;

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*, propose, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre à sa prochaine séance, aujourd'hui ; et les résolutions rapportées du comité de toute la Chambre, hier, concernant la vente des limites à bois, sont renvoyées à ce comité.

Le bill pour amender l'acte de cette province, trente-cinquième Victoria, chapitre six, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte du Département du Trésor est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte de cette province, trente-cinquième Victoria, chapitre treize, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender le chapitre 76 des statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie et l'étude de l'anatomie; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Laberge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors.

Jeudi, 13 Décembre 1872.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Des commissaires des écoles protestantes de Québec; demandant la passation d'un acte pour confirmer un certain compromis entre les dits commissaires et la corporation de la cité de Québec.

Du Révérend F. X. Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte; demandant de l'aide pour un chemin.

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de Québec, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du ministre de l'Instruction Publique, pour l'année 1871 et pour partie de 1872. (*Documents de la Session, No. 3.*)

Ordonné, Que le dit rapport soit renvoyé au comité conjoint des impressions de la Législature.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le rapport du comité conjoint de la bibliothèque du Parlement.

Ordonné, Que l'état d'affaires de la Société Historique de *Montréal* soit imprimé pour l'usage des membres.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et leur a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour autoriser *Jacques Fournier* à prélever des taux de péages sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Yamaska*.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Institut *Trafalgar*.

Bill pour permettre au conseil de comté du comté d'*Yamaska*, d'ériger un certain territoire en une municipalité séparée.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que, comme il a été prouvé devant votre comité que le pont construit par le dit *Jacques Fournier* est d'une grande utilité aux habitants de cette localité ou des localités environnantes, qui éprouveraient de graves inconvénients si le pont n'était pas construit, l'honoraire de \$100 pour l'introduction du dit bill ne soit pas exigé.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill pour autoriser *Jacques Fournier* à prélever des taux de péage sur le pont qu'il a construit sur la rivière *Yamaska*, soit remboursé.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la rivière *Richelieu*, et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. *Robertson*, l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, l'honorable M. *Holton*, M. *Joly*, M. *Bellerose*, M. *Bachand* et M. *Gendron*, pour aider M. l'Orateur à reviser les règles et règlements de cette Chambre, pour en faire rapport de temps à autre ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Etant fait lecture de l'ordre du jour, pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement déjà fait à la question, Que les résolutions concernant la réserve d'une partie des terres à la disposition de la Couronne pour l'entretien du culte religieux, soient maintenant lues une seconde fois ; lequel amendement était que les mots après " maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots " soient de nouveau renvoyés à un comité de toute la Chambre, pour en retrancher la seconde résolution et insérer la suivante à la place :

" La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée et la suivante y est substituée :

" Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, location ou bail, ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des terres de la Couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour supérieure de la province de *Québec*, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée, et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de la dite terre n'avait jamais existé. Il sera

loisible au commissaire des terres de la Couronne d'inclure, dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler telle vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours, qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation ; et pourvu aussi, qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre," soient mis à la place ; et lequel amendement au dit amendement était que les mots :

" La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée, et la suivante y est substituée :

" Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, location ou bail, ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des terres de la Couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler toute vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de la dite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au commissaire des terres de la Couronne d'inclure, dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours, qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation ; et pourvu aussi, qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre," soient effacés, et que les mots " aucun permis de location ne sera révoqué par le commissaire des terres de la Couronne à moins qu'avis n'ait été au préalable donné au concessionnaire de montrer cause, sous un mois, pourquoi tel permis ne serait pas révoqué. Cet avis devra être signifié au concessionnaire, et s'il est absent de la province, devra être publié dans les deux langues, deux fois, dans la *Gazette Officielle*," soient mis à la place.

Et la question sur l'amendement au dit amendement, étant de nouveau proposée ;
Et de nouveaux débats s'en suivant.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en Chancellerie ;

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif consent à la conférence demandée au sujet de l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, pour l'annexer à celui de Québec," et nommeront des délégués pour rencontrer, demain à 4 heures, dans la salle des conférences du Conseil Législatif, ceux nommés par l'Assemblée Législative.

Et ensuite il se retire.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

L'ordre du jour, pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement proposé, hier, à la question ; Que le rapport du comité de toute la Chambre, sur le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*, soit maintenant reçu, lequel amendement était, que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots " le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'y amender de la manière suivante : " Page 2

section 2, après les mots " pour permettre au dit conseil, " insérez les mots suivants : " après qu'il y aura été autorisé par règlement voté par la majorité des contribuables dûment inscrits sur le rôle, " soit mis à la place.

Et l'amendement étant de nouveau proposé, cet amendement ainsi que la motion originale sont retirés du consentement de la Chambre.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Chapleau* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Lévis* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gérin* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gérin* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Lévis* et les divers actes qui l'amendent.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de *Sorel* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chauveau (Rimouski)*, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant mise aux voix, Que le rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

M. *Chauveau (Rimouski)*, fait rapport du bill, en conséquence.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville *Sorel* ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin à barrières de *Laprairie* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Molleur* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Molleur* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour incorporer la compagnie du chemin à macadamiser de la paroisse de *Laprairie*.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour changer le nom de la paroisse de *Saint-Urbain de Windsor* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Méthot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser *Jacques Fournier*, cultivateur, de l'*Ange Gardien*, district de *Saint-Hyacinthe*, à prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Yamaska* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gill* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour autoriser *Jacques Fournier*, cultivateur, de l'*Ange-Gardien*, district de *Saint-Hyacinthe*, à exiger des péages sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Yamaska*.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte pour incorporer le "*Trafalgar Institute*" ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour permettre au conseil de comté du comté d'*Yamaska* d'ériger en municipalité séparée un certain territoire ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LaRoque* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *LaRoque* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière *Richelieu* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rhéaume* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rheame* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité pour prendre en considération et faire rapport sur l'augmentation du salaire de certains officiers de l'Assemblée Législative.

Que le sous-comité a fait rapport, marqué A, à votre comité, du résultat de son examen.

Que votre comité approuve le dit rapport, et demande à votre Honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre Honorable Chambre les résolutions suivantes :

Résolu, Que le Greffier en Loi et son Assistant n'étant pas officiers de cette Chambre, votre comité ne peut pas convenablement recommander une augmentation de salaire en leur faveur, autrement leur cas aurait été pris en considération.

Résolu, Qu'après avoir pris en considération la requête du Sergent-d'Armes, votre comité décide que les règlements de la Chambre donnent au Sergent-d'Armes l'autorité sur le Messager-en-Chef et tous les officiers subalternes de la Chambre, et leur enjoint de lui obéir.

A.

Le sous-comité nommé pour prendre en considération et faire rapport sur l'augmentation du salaire de certains officiers de l'Assemblée Législative, a l'honneur de faire rapport :

Que votre sous-comité a examiné avec soin la liste des employés qui lui a été soumise avec l'augmentation de salaire proposée pour rémunérer leurs services, et a fait tout en son pouvoir pour distribuer l'augmentation de salaire proposée de manière à récompenser la somme de travail fait par chacun et le temps employé à ce travail, ainsi que la responsabilité qui revient à chaque bureau.

Au meilleur de son jugement il recommande que le salaire des officiers suivants soit augmenté comme suit :

SALAIRE DES OFFICIERS, COMMIS ET MESSAGERS.

L. Simoneau, Comptable, à la somme de.....	\$1,200 par année.
C. F. Langlois, Greffier des Bureaux.....	1,200 "
C. J. Ardouin, commis.....	700 "
Alex. Boulanger, do	700 "
C. J. Pettigrew, do	700 "
Thomas Prendergast, do.....	700 "
Ed. Demers, Secrétaire de l'Orateur.....	800 "
J. B. Duggan, Assistant-Traducteur Anglais.....	900 "
Benoit Marquette, Assistant-Traducteur Français.....	900 "
Bureau Turcotte, Assistant-Traducteur Français.....	700 "
Louis Fortier, Assistant, Journal Français.....	800 "
Joseph Whydden, Assistant, Journal Anglais.....	800 "
L. P. Lemay, Bibliothécaire	1,200 "

Chs. Garneau, Sergent-d'Armes.....	\$1,200 par année.
Pourvu qu'il quitte les appartements qu'il occupe dans la Chambre en recevant le montant de ce salaire.	
Pierre Chenet, Maître de Poste	700 "
Louis Morel, Assistant et Messenger.....	600 "
Ol. Robitaille, Messenger-en-Chef.....	800 "
Alfred Pelletier, do de l'Orateur.....	500 "
Martial Roy.....	450 "
Ed. Littlejohn.....	450 "
Joseph Trudel.....	450 "
Simeon Gagné.....	450 "
Jacques Morin.....	450 "
Etienne Gauvreau.....	450 "

Quant aux clerks surnuméraires, votre comité recommande que leur salaire soit augmenté de \$2.50 par jour à \$3.00 par jour pendant la session, excepté ceux d'entre eux qui sont employés à la traduction des documents, qui devraient recevoir \$4.00 par jour, pendant la session.

Que le salaire des messagers de la session soient augmenté de \$1.50 à \$2.00.

Que le salaire des pages soit augmenté de \$1.00 à \$1.50.

Que celui des laveuses soit augmenté de quarante centins à cinquante centins par jour, et les laveuses permanentes de \$141.40 par année à \$160.

Quant au changement dans la liste soumise, le sous-comité en laisse la considération au comité général, et prend la liberté de faire remarquer, en terminant, que, à mesure que des vacances se présenteront parmi les employés de la Chambre, si ces vacances ne sont pas remplies, le montant du salaire ainsi épargné sera reparti parmi les employés sans empiéter sur les affaires de la Chambre, cela permettrait au comité d'offrir une autre augmentation de salaire à quelques employés qui l'auraient méritée. Ce que le sous-comité ne croit pas devoir recommander à présent.

Il sera du devoir du principal officier de la Chambre, de voir si cette suggestion peut être mise à effet.

Sur motion de M. Bellerose, secondé par M. Chapleau,

Résolu. Que cette partie du quatrième rapport des dépenses contingentes qui a rapport au Sergent-d'Armes, ainsi que la pétition de cet officier, soit renvoyée au comité spécial, nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les règles et règlements de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. Robertson,

Résolu. Que demain, cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions pour venir en aide à certaines compagnies de chemins de fer au moyen de subsides ou d'octrois de terre.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé, hier, à l'amendement déjà proposé à la question, Que les résolutions concernant la réserve d'une partie des terres à la disposition de la Couronne, pour l'entretien du culte religieux, soient maintenant lues une seconde fois; lequel amendement était que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre pour en retrancher la seconde résolution, et insérer la suivante à la place :

"La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par lo présent révoquée et la suivante y est substituée :

"Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, location ou bail ou licence d'occupation, a été ou est faite

par erreur ou méprise, le Commissaire des Terres de la Couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un Juge de la Cour Supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée, et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de la dite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au Commissaire des Terres de la Couronne d'inclure dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours, qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation; et pourvu aussi qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre, soient mis à la place; lequel amendement au dit amendement déjà proposé était que les mots :

"La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée, et la suivante y est substituée :

"Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, location ou bail, ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des terres de la Couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de la dite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au commissaire des terres de la Couronne d'inclure, dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation; et pourvu aussi qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre, soient effacés et que les mots "aucun permis de location ne sera révoqué par le Commissaire des Terres de la Couronne à moins qu'avis n'ait été au préalable donné au concessionnaire de montrer cause sous un mois pourquoi tel permis ne serait pas révoqué. Cet avis devra être signifié au concessionnaire, et, s'il est absent de la province, devra être publié dans les deux langues, deux fois, dans la *Gazette Officielle*," soient mis à la place.

Et l'amendement au dit amendement étant mis aux voix ;

Et de nouveaux débats s'en suivant ;

M. *Marchand*, secondé par l'honorable M. *Holton*, propose, Que les débats soient ajournés.

La dite motion est retirée du consentement de la Chambre.

Et les débats continuant.

Et l'amendement au dit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bachand,
Cassidy,
Daigle,
Fournier,
Gill,
Holton,

Joly,
Laberge,
Lafontaine,
Marchand,
Laurier,

LeCavalier,
Lynch,
Mailloux,
Marchand,
Molleur,

Pelletier (Bellechasse),
Pozier,
Robert,
Sylvestre et
Tremblay. - 21.

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Dugas,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Langévin,</i>	<i>tion),</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Esinkhart,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>David,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sauvay et</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Trudel.—36.</i>
<i>Dorion,</i>			

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale, étant proposé ;

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*, propose, sous forme d'amendement, que les mots " en retrancher la seconde résolution et y insérer la suivante à la place :

" La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée et la suivante y est substituée :

" Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location, ou bail, ou licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, ou location, ou bail, ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le Commissaire des Terres de la Couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un Juge de la Cour Supérieure de la Province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de la dite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au Commissaire des Terres de la Couronne d'inclure dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours, qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation ; et pourvu aussi qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émission d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre, " soient effacés, et que les mots " pour les amender comme suit :

" Pourvu que tels octrois n'excédant pas cinquante acres dans aucun des townships, s'il n'y a lors de l'octroi qu'une seule dénomination religieuse dans tel township suffisamment nombreuse pour profiter de tel octroi ; et cent acres, pour être divisés entre les différentes dénominations religieuses s'il y en a plus d'une.

" Pourvu que, chaque fois qu'un billet de location aura été annulé il en sera donné avis dans la *Gazette Officielle*, et cet avis sera affiché à la porte de l'église la plus rapprochée du lot ou des lots dont le billet de location aura été annulé ; et il sera loisible au porteur du dit lot ou lots, dans les soixante jours qui suivront la publication et l'affichage de telle notice, d'en appeler au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, et le Commissaire des Terres de la Couronne ne disposera pas du dit lot ou lots en faveur d'aucune personne jusqu'à ce que le dit délai soit expiré, ou l'appel, s'il y en a, est décidé, " soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant ;

M. *Fournier*, secondé par M. *Marchand*, propose, Que les débats soient ajournés.

La dite motion est retirée du consentement de la Chambre.

Et la Chambre continuant de siéger après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 20 décembre 1872.

Et des débats continuant.

Et l'amendement au dit amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principale, ainsi amendée, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise et elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Qu'il est expédient que, en addition aux fins pour lesquelles le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à mettre à part et à approprier les terres de la Couronne, en vertu de la quatorzième section de l'Acte de cette Province, trente-deux Victoria, chapitre onze, le dit Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à mettre à part et approprier telles terres de la Couronne qu'il jugera convenables, pour devenir un lieu de culte public, c'est-à-dire un lieu sur lequel on pourra construire une église, chapelle ou convertir en cimetière.

Résolu, 2. Que chaque fois que, sous l'autorité de la vingtième section de cet acte, le Commissaire des Terres de la Couronne révoquera aucune vente, permis d'occupation, tenure par bail ou licence, une telle révocation constituera une confiscation pleine et entière de toutes sommes de deniers payées pour l'achat, la concession, l'occupation ou la tenure par bail, ou pour paiement en entier ou en partie, ou pour toutes dépenses ou améliorations faites; mais le dit commissaire pourra, en tout temps, accorder toute compensation ou indemnité qu'il croira être juste et équitable.

Pourvu que tels octrois n'excèdent pas cinquante acres dans aucun township, s'il ny a, lors de tel octroi, qu'une seule dénomination religieuse dans le dit township pour profiter de tel octroi; et cent acres, à être répartis entre les différentes dénominations religieuses quand il y en a plus d'une.

Pourvu que chaque fois qu'un billet de location aura été annulé, il en sera donné avis dans la *Gazette Officielle*, et cet avis sera affiché à la porte de l'église la plus rapprochée du lot ou des lots dont le billet de location aura été annulé; et il sera loisible au possesseur du dit lot ou lots, dans l'espace de soixante jours de la date de telle publication et affichage de tel avis, d'en appeler au Lieutenant-Gouverneur en conseil, et le Commissaire des Terres de la Couronne ne disposera d'aucun lot ou lots en faveur d'aucune autre personne, jusqu'à ce que le dit délai soit expiré, ou l'appel, s'il y en a, soit décidé.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Trudel fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Trudel fait rapport des résolutions, en conséquence, et elles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Qu'il est expédient que, en addition aux fins pour lesquelles le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à mettre à part et à approprier les terres de la Couronne, en vertu de la quatorzième section de l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre onze, le dit Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à mettre à part et approprier telles terres de la Couronne qu'il jugera convenables, pour devenir un lieu de culte public, c'est-à-dire un lieu sur lequel on pourra construire une église, chapelle ou convertir en cimetière.

Résolu, 2. Que chaque fois que, sous l'autorité de la vingtième section de cet acte, le commissaire des terres de la Couronne révoquera aucune vente, permis

d'occupation, tenure par bail ou licence, une telle révocation constituera une confiscation pleine et entière de toutes sommes de deniers payées pour l'achat, la concession, l'occupation ou la tenure par bail, ou pour paiement en entier ou en partie, ou pour toutes dépenses ou améliorations faites; mais le dit commissaire pourra, en tout temps, accorder toute compensation ou indemnité qu'il croira être juste et équitable.

Pourvu que tels octrois n'excèdent pas cinquante acres dans aucun township, s'il n'y a, lors de tel octroi, qu'une seule dénomination religieuse dans le dit township pour profiter de tel octroi; et cent acres, à être répartis entre les différentes dénominations religieuses quand il y en a plus d'une.

Pourvu que chaque fois qu'un billet de location aura été annulé, il en sera donné avis dans la *Gazette Officielle*, et cet avis sera affiché à la porte de l'église la plus rapprochée du lot ou des lots dont le billet de location aura été annulé; et il sera loisible au possesseur du dit lot ou lots, dans l'espace de soixante jours de la date de telle publication et affichage de tel avis, d'en appeler au Lieutenant-Gouverneur en conseil, et le commissaire des terres de la Couronne, ne disposera d'aucun lot ou lots en faveur d'aucune autre personne, jusqu'à ce que le dit délai soit expiré, ou l'appel, s'il y en a, soit décidé.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

La première résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

La seconde résolution étant lue une seconde fois, et la question étant proposée, Que cette Chambre concourt dans la dite résolution;

M. *Marchand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" soient retranchés, jusqu'à la fin de la question, et que les mots "dans l'opinion de cette Chambre, il n'est pas expédient que la révocation faite par le commissaire des terres de la Couronne sous l'autorité de la 20e section de l'acte de cette province, 32 Vict., chap. 11, d'aucune vente, concession, bail ou permis, ou licence, amène la confiscation pleine et entière de tous les deniers payés par les acheteurs, concessionnaires, locataires ou occupants, ou d'aucuns frais et améliorations faites par eux," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bachand,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pozar,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Tremblay.—18.</i>
<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Quimet (Proc.-Gén.),</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Esinhart,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>tion),</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Poupoire,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Gérin,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>David,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Boude,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sawyer et</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Trudel.—37.</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Lalonde,</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concourt dans dites résolutions, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour amender les lois concernant l'administration des terres de la Couronne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un bill intitulé : "Acte pour amender la 26e Victoria, chap. 62, intitulé : "Acte pour incorporer la Maison Protestante d'industrie et de refuge de *Montréal*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé : "Acte pour étendre les dispositions de l'Acte de la ci-devant Province du *Canada*, passé dans la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé : "Acte pour incorporer la société du fonds des veuves et des orphelins des ministres congrégationalistes," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé : "Acte pour investir la Compagnie du Cimetière Mont-Royal des anciens Cimetières Protestants dans la cité de *Montréal*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 35e Victoria, chap. 36, intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Crédit de *Montréal*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chap. 59 intitulé : "Acte pour incorporer *The Montreal Young Men's Christian Association*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé : "Acte pour remettre en vigueur et amender l'acte incorporant la Compagnie Hydraulique et des Bassins de *Montréal*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Lévis à Kennébec*," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Joly*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour investir la compagnie du cimetière Mont Royal des anciens cimetières protestants dans la cité de *Montréal*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Joly*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender l'acte 35 Victoria, chapitre 36, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie de crédit de *Montréal*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Joly*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du *Canada*, passé dans la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé : "Acte pour incorporer la société du fonds des veuves et des orphelins des ministres congrégationalistes," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Sur motion de M. *Beaubien*, secondé par M. *Lavallée*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour remettre en vigueur et amender l'acte incorporant la Compagnie Hydraulique et des Bassins de *Montréal*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Lévis à Kennébec*," lequel est lu comme suit :

Ajouter à la fin du bill les mots suivants, qui deviendront la clause 8.

" 8. Le présent acte deviendra en force à compter de sa passation."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Joly*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé : " Acte pour incorporer *The Montreal Young Men's Christian Association*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Joly*,

Ordonné Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender la 26e Victoria, chapitre 62, intitulé : " Acte pour incorporer la maison protestante d'industrie et de refuge de *Montréal*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections, étant lu ;

Et la question étant proposée, Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Fournier*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender de manière à donner à un juge tous les pouvoirs pour entendre et décider les élections contestées, avec un droit d'appel de sa décision sur les questions de loi aussi bien que de fait, à la cour supérieure siégeant comme cour de révision," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Fournier*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit :

" Clause 5, ligne 2, page 1, après le mot " rapporte," insérer les mots " quoique les listes électorales sur lesquelles son nom est inscrit comme voteur, soient faites légalement ou non.

" Clause 5, sous-section 2, ligne 2, après le mot " élection," insérer les mots " ou

quelques personnes prétendant avoir été candidat à telle élection," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. Fournier, secondé par l'honorable M. Laframboise, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beaubien fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. Fournier, secondé par l'honorable M. Laframboise, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant les clauses 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40 du dit bill, et en y substituant les suivantes :

" DU DÉSISTEMENT ET DE L'ANNULATION DES PÉTITIONS D'ÉLECTION.

" 38. Une pétition d'élection sous l'autorité de cet acte, ne sera pas retirée sans le consentement de la cour ou du juge, sur une application spéciale qui sera faite, en la manière, au temps et au lieu fixés.

" Nulle telle application de l'intention du pétitionnaire de retirer sa pétition, ne sera faite avant qu'un avis n'ait été donné dans le district électoral auquel la pétition se rapporte, en la manière indiquée dans la section.

" Toute personne qui aurait pu être pétitionnaire, au sujet de l'élection à laquelle la pétition se rapporte, lors de la demande de désistement, pourra s'adresser à la cour ou au juge pour se faire substituer comme pétitionnaire à celui qui désire retirer la pétition ; la cour, ou le juge, pourront, s'ils le croient convenable, substituer, comme pétitionnaire, tel requérant comme susdit, et pourront, de plus, si le désistement proposé est dans l'opinion de la cour ou du juge occasionné par une convention ou une considération malhonnêtes, ordonner que le cautionnement donné de la part du premier pétitionnaire demeure comme garantie des frais qui pourront être encourus par le pétitionnaire substitué, et que le premier pétitionnaire soit tenu de payer les frais du pétitionnaire substitué jusqu'au montant de la somme spécifiée dans tel cautionnement.

" Si aucun ordre n'est donné relativement au cautionnement fourni par le premier pétitionnaire, il sera donné par le pétitionnaire substitué, avant de procéder sur sa pétition et dans le temps prescrit après l'ordre de substitution, un cautionnement s'élevant au même montant que celui qui serait requis dans le cas d'une nouvelle pétition, et soumis aux mêmes conditions.

" Outre les conditions susdites, un pétitionnaire substitué sera dans la même position, autant que possible, et sera sujet aux mêmes obligations que le premier pétitionnaire.

" Si une pétition est retirée, le pétitionnaire sera tenu de payer les frais du défendeur, à moins que la cour en ordonne autrement. Quand il se trouve plus d'un pétitionnaire, il ne sera fait aucune application pour retirer une pétition, si ce n'est avec le consentement de tous les pétitionnaires.

" 39. Dans tous cas de désistement d'une pétition d'élection sous l'autorité de cet acte, la cour ou le juge fera rapport à l'Orateur, si dans son opinion, le désistement d'une telle pétition est le résultat d'une menée corrompue, ou s'il a été fait en considération du retrait de toute autre pétition, et dans ce cas, il devra faire connaître les circonstances accompagnant le désistement.

" 40. Une pétition d'élection, sous l'autorité de cet acte, deviendra nulle par la mort d'un pétitionnaire unique, ou du survivant de plusieurs pétitionnaires.

" 41. Si, avant ou pendant l'instruction d'une pétition d'élection, sous l'autorité du présent acte, il surgit dans la cause du défendeur, aucun des faits suivants, savoir :

" (1.) S'il meurt ;

" (2.) Si l'Assemblée Législative a décidé que son siège est vacant ;

" (3.) S'il donne, dans le temps et de la manière prescrits, avis à la cour ou au juge, qu'il n'a pas intention de s'opposer ou de s'opposer davantage à la pétition ;

" Avis que tel fait est survenu, sera donné dans la division à laquelle la pétition se rapporte et dans le temps prescrit après l'avis, toute personne qui aurait pu être pétitionnaire, au sujet de l'élection à laquelle la pétition se rapporte, peut s'adresser à la cour ou au juge pour être admise comme défendeur pour s'opposer à la pétition, ou à telle partie d'icelle qui n'a pas encore été jugée, et telle personne, sur telle demande, sera admise à s'opposer à la pétition ou à toute partie de la pétition qui n'aura pas été jugée, et toute telle personne ainsi admise, sur telle demande, soit avec le défendeur, s'il y a un défendeur, soit au lieu et place du défendeur, et tout nombre de personnes, n'excédant pas trois, pourront être aussi admises, et si aucun de tels faits survient durant l'instruction de la pétition, le juge ajournera la procédure, dans le but de permettre qu'avis soit donné qu'un tel fait est survenu, dans les conditions plus haut mentionnées.

" 42. Un défendeur qui a donné l'avis prescrit, qu'il n'a pas l'intention de s'opposer à, ou de continuer à s'opposer à la pétition, ne pourra comparaitre ou agir comme partie intéressée contre telle pétition, dans aucune procédure qui s'y rapporte, et il ne pourra siéger ou voter dans l'Assemblée Législative, jusqu'à ce que l'Assemblée Législative ait pris connaissance du rapport fait sur la pétition, et la cour ou le juge, devra, dans tous les cas où un tel avis a été donné, dans le temps et de la manière voulus, en faire rapport à l'Orateur."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Fournier*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant à la fin des sections 42 et 43, les mots " et ne pourra être nommé à aucun emploi par la Couronne ou par le Lieutenant-Gouverneur, dans la province de *Québec*, ni pour remplir aucune charge municipale," et en ajoutant en outre dans la 45e section, les mots suivants : " aucune personne coupable d'aucune des offenses mentionnées dans les première, seconde et troisième sections du dix-septième chapitre de la vingt-troisième *Victoria*, sera en outre et en sus des pénalités imposées par le dit acte, condamné pour chacune des dites offenses à un emprisonnement n'excédant pas douze mois, et de pas moins de trois mois," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La motion principale étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'honorable M. *Laframboise* fait rapport du bill, en conséquence.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 20 Décembre 1872.

M. *Chapleau*, en conformité de l'ordre, fait rapport du bill concernant la nomination de Conseil de la Reine.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'honorable M. *Laframboise*, secondé par M. *Bachand*, propose, Que le dit bill soit amendé en en retranchant la 3e clause et y substituant la suivante :

"Tout Conseil de la Reine ainsi nommé, qui a, aura été ou sera Procureur-Général ou Solliciteur-Général, aura seul tel rang ou préséance parmi les membres du barreau qui lui seront donnés par les dites lettres-patentes ; " la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son cours.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre, le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants de l'honorable Conseil Législatif, référés à ce comité, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement :

Bill pour amender l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé : " Acte pour incorporer *The Montreal Young Men's Christian Association*."

Bill pour amender l'acte 35 Victoria, chapitre 36, intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Crédit de *Montréal*."

Bill pour amender l'acte 26 Victoria, chapitre 62, intitulé : " Acte pour incorporer la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge de *Montréal*."

Bill pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du *Canada*, passé dans la 23e année du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour incorporer la Société du Fonds des Veuves et des Orphelins des Ministres Congrégationalistes."

Bill pour investir la compagnie du cimetière Mont Royal, les anciens cimetières protestants dans la cité de *Montréal*."

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill pour autoriser *Antoine Mayrand*, de *Nicolet*, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière *Nicolet*.

Bill pour amender les Statuts 12 Victoria, chapitre 183, et l'acte 23 Victoria, chapitre 125, concernant l'incorporation de la nouvelle Compagnie du Gaz de *Montréal*.

A l'heure fixée, les députés choisis par cette Chambre, pour rencontrer les députés nommés par le Conseil Législatif, dans une conférence au sujet de l'amendement fait par leurs Honneurs au bill intitulé : " Acte pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, et l'annexer à celui de *Québec*," assistent à la conférence.

Et étant de retour ;

M. *Pelletier (Bellechasse)*, fait rapport que les députés de cette Chambre se sont rendus à la dite conférence et ont remis aux députés nommés par le Conseil Législatif, la raison pour laquelle cette Chambre n'a pas adopté l'amendement du Conseil Législatif.

Et remarque ayant été faite que cette Chambre n'a pas suspendu ses procédés, durant la dite conférence ;

Sur motion de M. *Joly*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil Législatif pour informer leurs Honneurs, que cette Chambre regrette que, par inadvertance, elle a

négligé de suspendre ses procédés pendant la conférence qui vient d'avoir lieu entre un comité de l'honorable Conseil Législatif et un comité de cette Chambre, sur certains amendements au bill pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, l'honorable M. *Holton*, l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, M. *Pelletier* (*Bellechasse*) et M. *Joly*, portent le dit message à l'honorable Conseil Législatif.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

Cinq heures et un quart P. M.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour légaliser un compromis entre les commissaires d'école et la corporation de la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,
Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain à 3 heures P. M., et qu'alors elle siège jusqu'à minuit.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, — Rapport du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1871, et pour les six mois finissant le 30 juin 1872. (*Documents de la Session*, No. 4.)

Et aussi, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le cinquième rapport des inspecteurs de prisons, asiles, etc., pour l'année 1872. (*Documents de la Session*, No. 31.)

Ordonné, Que le dit rapport soit renvoyé au comité conjoint des impressions de la Législature.

Ordonné, Que la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 13 novembre dernier, demandant un état des sommes employées au repatriement des Canadiens émigrés, avec mention de la manière dont ces sommes ont été employées, et indication des noms des Agents d'Immigration ou de Colonisation chargés de cette mission, des montants à eux payés comme salaire, frais de voyages et autres dépenses, et du nombre des familles repatriées, soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre, et aussi comme document de la session.

Le bill pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Sur motion de M. *Fournier*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, le bill est amendé comme suit :

Page 4, clause 11, lignes 1 et 2. Retranchez les mots " par le protonotaire en présence " et insérez les mots " sous la direction, " et à la fin de la dite clause, insérez les mots suivants " il sera loisible au juge d'ordonner aux parties de s'assurer des services d'un sténographe pour prendre telle preuve, si l'on peut se procurer les services de tels sténographes."

Résolu, Que le bill tel qu'amendé passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette province, étant lu ;

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*, propose, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

M. *Bellerose*, secondé par M. *Méthot*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "cette Chambre se formera en le dit comité d'hui à un mois," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse)</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Esinkhart,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Grin,</i>	<i>Mailhot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	<i>Verreault.—33.</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Larocheille,</i>	<i>tion),</i>	
<i>Dorion,</i>	<i>LaRoque,</i>		
<i>Dugas,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Pozer,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Irvine (Sol. Gén.),</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Outmet (Proc. Gén.),</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Gill,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Tremblay.—25.</i>
<i>Holton,</i>			

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre se formera en le dit comité, de ce jour en un mois.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender l'acte 26 Victoria, chapitre 62, intitulé : "Acte pour incorporer la maison protestante d'industrie et de refuge de *Montréal* ;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant Province du *Canada*, passé dans la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé : "Acte pour incorporer la société du fonds des veuves et des orphelins des

ministres congrégationalistes " ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour investir la compagnie du cimetière Mont Royal des anciens cimetières protestants, dans la cité de *Montréal* ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Backand* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif intitulé : Acte pour amender l'acte 35e Victoria, chapitre 36, intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Crédit de *Montréal* " ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cassidy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé : " Acte pour incorporer *The Montreal Young Men's Christian Association* ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser *Antoine Mayrand*, de *Nicolet*, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière *Nicolet* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Eddy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les statuts 12 Victoria, chapitre 183, et l'acte 23 Victoria, chapitre 125, concernant l'incorporation de la nouvelle compagnie du gaz de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pozar* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender la charte de la nouvelle compagnie du gaz de *Montréal* et divers autres actes amendant la dite charte. "

Ordonné, Que la Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour éta-

blir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et forêts ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robitaille* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Robitaille* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en Chancellerie :

M. L'ORATEUR,

Le Conseil Législatif communique à cette Chambre les résolutions suivantes, passées par leurs Honneurs, les Conseillers Législatifs.

Résolu, Que le Conseil Législatif a reçu avec plaisir le message de l'Assemblée Législative, relatif à la conférence qui a eu lieu aujourd'hui.

Résolu, Que les raisons données par les délégués de l'Assemblée Législative ne paraissent pas suffisantes pour induire le Conseil Législatif à changer son opinion.

Et alors il se retire.

Le bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du Gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin, mil huit cent soixante et quatorze, et à certaines autres fins du ressort du service public, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Trudel* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Le bill pour pourvoir à un mode plus équitable de contribution au fonds de bâtisses et de jurés par les municipalités locales est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lavallée* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Lavallée* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant la taxe des écoles dans la cité de Montréal, étant lu ;

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*, propose, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et la Chambre continuant de siéger après minuit, samedi matin ;

Samedi, 21 décembre 1872.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender le Code Municipal de la province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que le bill pour amender de nouveau l'acte des licences de *Québec* soit ré-imprimé, tel qu'amendé.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de *Québec*," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de *Québec*," lequel est lu comme suit :

Dans la version française du dit bill, page 4, ligne 40, clause 15, retrancher le mot "propositions" et insérer le mot "proportions."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement, sans amendement.

Le bill pour amender l'article 31 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*, en ce qui concerne certaines poursuites *in forma pauperis*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 21 Décembre 1872.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

Du Révérend *J. B. Villeneuve* et autres, de la paroisse de *Saint-Victor de Tring*, comté de *Beauce* ; demandant de permettre aux personnes qui ont défriché des terres, sans avoir encore obtenu leur permis d'occupation, de pouvoir conserver le bois sur leur terre.

L'honorable *M. Laframboise*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et leur a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour amender de nouveau les dispositions des différents actes concernant la corporation de la cité de *Québec*.

Bill pour incorporer la ville de *Nicolet*.

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, du comité permanent des lois expirantes, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour continuer pour un temps limité les différents actes y mentionnés, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Sur motion de M. *Lynch*, secondé par M. *Laurier*,

Résolu, Qu'il soit permis au comité spécial, nommé pour juger du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection et du retour pour le district électoral de *Joliette*, de s'ajourner jusqu'au 2e jour de la 3e session de ce Parlement, à midi, et ce, du consentement du pétitionnaire et du membre siégeant.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant pour l'espace de cinq minutes.

3 heures 37 minutes P. M.

Le bill pour amender de nouveau l'acte des Licences de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Sur motion de M. *Lynch*, secondé par M. *Brigham*, le bill est amendé en insérant après la première section du dit bill, la section suivante :

"La section cinquante-et-une (51) de l'acte des licences de *Québec* est, par le présent acte, abrogée."

Résolu, Que le bill tel qu'amendé passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées pour venir en aide à certaines compagnies de chemins de fer, au moyen de subsides ou d'octroi de terres, étant lu ;

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé du sujet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que nonobstant toute chose à ce contraire contenue dans l'acte de cette province, 32 Victoria, chapitre 52, chaque fois qu'une moitié continue d'aucun des chemins de fer ci-dessous mentionnés, ou aucune partie continue de tels chemins de fer, d'une longueur de pas moins de vingt-cinq milles, sera terminée ou en opération, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, sur la demande de la compagnie, payer pour chaque telle moitié, ou pour aucune telle longueur de chemin, le montant total du subside mentionné dans le dit acte, en proportion au nombre de milles ainsi complétés.

2. *Résolu*, Que ce paiement pourra être fait, soit en espèces, soit au moyen de débentures capitalisées du Gouvernement, et les dispositions des sous-sections quatre, cinq, six, sept et huit de la section cinq du dit acte s'appliqueront aux dites débentures, de la même manière qu'aux débentures converties, mentionnées dans les dites sous-sections, et assujettira la compagnie et le chemin de fer, et toutes les propriétés et dépendances d'iceux, aux mêmes obligations, conditions et liens auxquels elles auraient été assujetties, dans le cas où le paiement du subside annuel, ou des débentures auraient été émises en vertu du présent acte.

Les dits chemins à lisses étant :

La compagnie du chemin à lisses de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*.

La compagnie du chemin à lisses de *Waterloo* et *Magog*.

La compagnie du chemin à lisses de *Missisquoi* et de la *Vallée de la Rivière Noire*. (*Missisquoi and Black River Valley Railway Company*).

La compagnie du chemin à lisses de la frontière de *Québec*. (*The Quebec Frontier Railway Company*).

Les opérations seront commencées sur chacun des dits chemins à lisses dans deux ans, et complétées dans les cinq années à partir de cette date.

3. *Résolu*, Qu'il est expédient d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à octroyer à "la compagnie du chemin à lisses de la Baie des Chaleurs" pour la construction de son chemin à lisses partant d'un endroit sur le chemin de fer Inter-colonial, dans le voisinage de la rivière *Matapédia*, jusqu'à *New-Carlisle* et la baie de *Paspébiac*, et pour sa continuation jusqu'au bassin de *Gaspé*, passant aussi près que possible de *Percé*, 10,000 acres de terres, pour chaque mille de tel chemin à lisses, les dites terres devant être choisies dans les limites des comtés de *Rimouski*, *Gaspé* et *Bonaventure*.

4. *Résolu*, Qu'il est expédient que le dit octroi de terres soit fait aux conditions suivantes :

1^o Que le Gouvernement ne soit pas tenu de faire les dits octrois avant que les dits chemins à lisses aient été complétés et mis en opération, à son entière satisfaction.

2^o Que, néanmoins, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, lorsqu'il aura été constaté que la dite compagnie est activement engagée dans l'exécution de ses travaux, de lui accorder pour chaque vingt-cinq milles complétés du dit chemin, un octroi de terres correspondant à telle longueur de chemin.

5. *Résolu*, Qu'il est expédient d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à octroyer à la compagnie de Colonisation du Nord de *Montréal*, en vue d'aider à la construction de cette partie du chemin, reliant *Aylmer* à la *Rivière Creuse* (*Deep River*), 10,000 acres de terres pour chaque mille de la longueur de la dite portion du chemin à lisses, et que les dits octrois devront être pris dans les limites de cette section des terres de la Couronne, dans les comtés d'*Argenteuil*, *Ottawa* et *Pontiac*.

6. *Résolu*, Que le Gouvernement ne soit pas tenu de faire tel octroi, avant que la dite section du dit chemin à lisses d'*Aylmer* à la *Rivière Creuse* (*Deep River*), soit complétée et mise en opération à son entière satisfaction.

7. *Résolu*, Qu'il sera néanmoins laissé à la discrétion du Lieutenant-Gouverneur en conseil, lorsqu'il aura été démontré que la dite compagnie est activement engagée dans l'exécution des travaux, d'octroyer à la dite compagnie, aussitôt que vingt cinq milles de la dite section de chemin auront été parachevés, une partie des dites terres proportionnée à la dite longueur de chemin.

8. *Résolu*, Que dans le cas où la dite compagnie ci-dessus mentionnée, n'aura pas *bonâ fide* commencé à construire cette partie du dit chemin, entre *Aylmer* et la *Rivière Creuse* (*Deep River*), dans les deux ans qui suivront le premier jour de janvier prochain, alors et dans ce cas, la dite compagnie perdra tous ses droits au dit octroi de terres.

9. *Résolu*, Que le délai accordé à la compagnie de Colonisation du Nord de *Montréal*, par la dix-septième section de l'acte trente-quatre Victoria, chapitre vingt-et-un, soit prolongé jusqu'au premier jour de mai de l'année mil huit cent soixante-et-quinze, et que, dans le cas où la dite compagnie n'aura pas commencé à construire son chemin à lisses dans la période de temps mentionnée, elle perdra tous ses droits à un octroi de terres en vertu du dit acte et en vertu du présent acte.

10. *Résolu*, Que le délai accordé à la compagnie du chemin de fer International, par la section quatre de l'acte trente-cinq Victoria, chapitre vingt-trois, soit prolongé jusqu'au 1^{er} de janvier mil huit cent soixante-et-quatorze.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bellerose* fuit, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que nonobstant toute chose à ce contraire contenue dans l'acte de

cette province, 32 Victoria, chapitre 52, chaque fois qu'une moitié continue d'aucun des chemins de fer ci-dessous mentionnés, ou aucune partie continue de tels chemins de fer, d'une longueur de pas moins de vingt-cinq milles, sera terminée ou en opération, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, sur la demande de la compagnie, payer pour chaque telle moitié, ou pour aucune telle longueur de chemin, le montant total du subside mentionné dans le dit acte, en proportion au nombre de milles ainsi complétés.

2. *Résolu*, Que ce paiement pourra être fait, soit en espèces, soit au moyen de débentures capitalisées du Gouvernement, et les dispositions des sous-sections quatre, cinq, six, sept et huit de la section cinq du dit acte s'appliqueront aux dites débentures, de la même manière qu'aux débentures converties, mentionnées dans les dites sous-sections, et assujettira la compagnie et le chemin de fer, et toutes les propriétés et dépendances d'iceux, aux mêmes obligations, conditions et liens auxquels elles auraient été assujetties, dans le cas où le paiement du subside annuel, ou des débentures auraient été émises en vertu du présent acte.

Les dits chemins à lisses étant :

La compagnie de chemin à lisses de *Philipsburg, Farnham et Yamaska*.

La compagnie de chemin à lisses de *Waterloo et Magog*.

La compagnie de chemin à lisses de *Missisquoi* et de la *Vallée de la Rivière Noire*. (*Missisquoi and Black River Valley Railway Company*.)

La compagnie de chemin à lisses de la frontière de *Québec*. (*The Quebec Frontier Railway Company*.)

Les opérations seront commencées sur chacun des dits chemins à lisses dans deux ans, et complétées dans les cinq années à partir de cette date.

3. *Résolu*, Qu'il est expédient d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à octroyer à "la compagnie de chemin à lisses de la *Baie des Chaleurs*" pour la construction de son chemin à lisses partant d'un endroit sur le chemin de fer Inter-colonial, dans le voisinage de la rivière *Matapédia*, jusqu'à *New-Carlisle*, et la baie de *Paspébiac*, et pour sa continuation jusqu'au bassin de *Gaspé*, passant aussi près que possible de *Perce*, 10,000 acres de terres, pour chaque mille de tel chemin à lisses, les dites terres devant être choisies dans les limites des comtés de *Rimouski, Gaspé* et *Bonaventure*.

4. *Résolu*, Qu'il est expédient que le dit octroi de terres soit fait aux conditions suivantes :

1^o Que le Gouvernement ne soit pas tenu de faire les dits octrois avant que les dits chemins à lisses aient été complétés et mis en opération, à son entière satisfaction.

2^o Que, néanmoins, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, lorsqu'il aura été constaté que la dite compagnie est activement engagée dans l'exécution de ses travaux, de lui accorder pour chaque vingt-cinq milles complétés du dit chemin, un octroi de terres correspondant à telle longueur de chemin.

5. *Résolu*, Qu'il est expédient d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à octroyer à la compagnie de Colonisation du Nord de *Montréal*, en vue d'aider à la construction de cette partie du chemin, reliant *Aylmer* à la *Rivière Creuse* (*Deep River*), 10,000 acres de terres pour chaque mille de la longueur de la dite portion du chemin à lisses, et que les dits octrois devront être pris dans les limites de cette section des terres de la Couronne, dans les comtés de *Argenteuil, Ottawa* et *Pontiac*.

6. *Résolu*, Que le Gouvernement ne soit pas tenu de faire tel octroi, avant que la dite section du dit chemin à lisses d'*Aylmer* à la *Rivière Creuse* (*Deep River*), soit complétée et mise en opération à son entière satisfaction.

7. *Résolu*, Qu'il sera néanmoins laissé à la discrétion du Lieutenant-Gouverneur en conseil, lorsqu'il aura été démontré que la dite compagnie est activement engagée dans l'exécution des travaux, d'octroyer à la dite compagnie, aussitôt que vingt-cinq milles de la dite section de chemin auront été parachevés, une partie des dites terres proportionnée à la dite longueur de chemin.

8. *Résolu*, Que dans le cas où la dite compagnie ci-dessus mentionnée, n'aura pas *bona fide* commencé à construire cette partie du dit chemin entre *Aylmer* et la

Rivière Creuse (Deep River), dans les deux ans qui suivront le premier jour de janvier prochain, alors et dans ce cas, la dite compagnie perdra tous ses droits au dit octroi de terres.

9. *Résolu*, Que le délai accordé à la compagnie de Colonisation du Nord de *Mont-réal* par la dix-septième section de l'acte trente-quatre *Victoria*, chapitre vingt-et-un, soit prolongé jusqu'au premier jour de mai de l'année mil huit cent soixante-et-quinze, et que, dans le cas où la dite compagnie n'aura pas commencé à construire son chemin à lisses dans la période de temps mentionnée, elle perdra tous ses droits à un octroi de terres en vertu du dit acte et en vertu du présent acte.

10. *Résolu*, Que le délai accordé à la compagnie du chemin de fer International, par la section quatre de l'acte trente-cinq *Victoria*, chapitre vingt-trois, soit prolongé jusqu'au premier de janvier mil huit cent soixante-et-quatorze.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour venir en aide à certaines compagnies de chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour pourvoir à un mode plus équitable de contribution au fonds de bâtieses et de jurés, par les municipalités locales, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Le bill pour changer le nom de la division d'enregistrement de *Dorchester*, numéro deux, et le lieu où le bureau d'enregistrement de la dite division sera tenu, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender la loi concernant la juridiction de trois juges de la Cour Supérieure en Révision, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, en renvoyé à un comité de toute la Chambre pour aujourd'hui.

L'honorable M. *Robertson*, du comité conjoint des impressions de la Législature, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de présenter pour son cinquième rapport le rapport marqué "C," de son sous-comité, ci-annexé.

Votre comité recommande que le gouvernement soit chargé de demander, par annonces dans les journaux, des soumissions, suivant la formule ci-jointe, et d'accorder le contrat au plus bas soumissionnaire, pourvu qu'il donne des cautions responsables pour le montant mentionné dans la formule.

Rapport C, du sous-comité du comité conjoint sur les Impressions.

Votre sous-comité a pris connaissance d'une partie des comptes d'impression de l'année écoulée, tels que soumis par le Greffier avec son rapport ci-joint ; il est convaincu de l'exactitude de l'un et de l'autre.

Votre sous-comité recommande que le rapport de l'Instruction Publique et le rapport des Inspecteurs de prison soient imprimés comme documents de la session, outre 3,000 exemplaires français et 2,000 exemplaires anglais du premier, et 750

exemplaires français et 550 exemplaires anglais du second pour la distribution respective ordinaire.

Formule de soumission pour les Impressions de la Législature, etc.

Québec,

Bureau du comité-conjoint des impressions des deux Chambres de la Législature de la province de Québec.

Des soumissions cachetées pour le contrat des impressions, etc., requises pour les deux Chambres de la Législature, seront reçues à l'Assemblée législative, quand le s'assemblera pour les ouvrir. Le contrat devra commencer le et se terminer . Pour plus amples informations, on pourra s'adresser au greffier du comité des impressions, Chambre d'Assemblée, Québec.

Documents pour l'impression desquels on demande des soumissions :

Procès-verbaux du Conseil Législatif.
Votes et délibérations de l'Assemblée Législative.
Bills.
Journaux des deux Chambres.
Documents de la Session.
Statuts et *Gazette Officielle*.
Journal de l'Instruction Publique.
Journal of Education.

	IMPRESSION.	
1	2	3
Composition, par M. Ens.	Ré-impression de bills après la troisième lecture, y compris le changement des notes marginales et l'ouvrage de la presse, avec dix exemplaires surnuméraires sur beau papier, par Page.	Impression des Statuts, les caractères ayant été tenus debout, y compris les changements, les corrections et les notes marginales, par M. Ens.
4	5	6
Matière reproduite dans la <i>Gazette Officielle</i> , par M. Ens.	Ouvrage de la presse, par marque de 250 exemplaires de (<i>Tobem</i>) 8 pages 8vo. papier grand ruisin ou papier ministre.	Changements, par heure.
7	8	9
Changements d'entêtes, par feuille de 8 pages.	Pour changer les procès-verbaux du Conseil Législatif, et leur donner la forme du journal, par No.	Pliage, par feuille.

10	11	12
Pliage et brochage, (y compris l'insertion des tableaux,) par feuillet, bien, y compris la composition, le tirage et le papier, tant par exemplaire que par feuille.	Couvrir les pamphlets en couvrant le Ministère, quadruple, de bonne qualité.	Papier pour la Gazette, papier lité, 39 lbs. par rame.
PAPIER.		
13	14	15
Grand Raisin No. 1. Bonne qualité, 26 lbs. par rame; des échantillons devront accompagner les soumissions.	Papier Ministre, No. 2. Qualité ordinaire, 13 lbs. par rame; des échantillons devront accompagner les soumissions.	Livraison de la Gazette Officielle, une partie au bureau de l'Imprimeur de la Reine, une partie au bureau de Poste de Québec, selon les instructions, y compris le pliage, la couverture et l'adresse, par cent exemplaires.
\$	cts.	\$ cts.
		Do de de numéros surnuméraires de la Gazette Officielle, par cent exemplaires.

RELIURE.

	\$	cts.
Journaux, Appendices ou Documents de la Session. Demi reliure en monton, côtés en toile, étiquettes en lettres dorées, par volume de 600 pages, et en proportion pour un plus grand nombre de pages, et aussi, donner les prix pour un ouvrage surnuméraire, tel que insertion des tableaux, cartes, etc.		
Demi reliure en monton, côtés en lettres dorées, par volume de 600 pages.....		
Pour chaque 8 pages additionnelles.....		
Insertion des tableaux, chaque.....		
Do cartes, ".....		
Demi reliure en veau, côtés en toile, étiquettes en lettres dorées.....		
Par volume de 600 pages.....		
Pour chaque 8 pages additionnelles.....		
Insertion des tableaux, chacun.....		
Do cartes, ".....		
On bien, un prix par volume de 600 pages, y compris toute espèce d'ouvrage surnuméraire.		

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT POUR LES IMPRESSIONS.

1° Les ouvrages d'impression seront compris sous trois titres : *simple, catalogue et tabulaire.*

2° *Matière Simple*, comprendra toute matière ordinaire dans les journaux, appendices et documents de la session, y compris les listes de division et les index, et sera imprimée en caractères Petit Romain (*Long Primer*), et chargée à un seul prix.

3° *Ouvrage de Catalogue*, comprendra toute matière exigeant deux lignes en travers et deux lignes du haut en bas de la page, devant être chargée à un prix et demi.

4° *Les ouvrages Tabulaires*, comprendront toute matière exigeant au moins deux lignes en travers et trois lignes du haut en bas de la page, et devant être chargée à deux prix. Les lignes du haut et du bas de chaque page, dans les ouvrages ci-dessus, ne devant pas être comptées.

5° *Les ouvrages de Catalogue et Tabulaires*, seront imprimés en caractères Mignonne (*Minion*), ou en tous autres caractères qui seront prescrits par le greffier du comité.

6° Les votes et délibérations des deux Chambres, ainsi que les ordres du jour dans les deux langues, devront être imprimés en caractères Petit Romain (*Long Primer*), et délivrés à huit heures et demie du matin du jour qui suivra chaque séance, la correction des épreuves devant être faite par l'imprimeur.

7° Les bills, dans la forme des statuts, devront être imprimés en caractères Philosophie (*Small Pica*), avec des notes marginales en caractères Mignonne (*Minion*). Les caractères devant être gardés debout pour l'impression des statuts.

8° Les journaux et appendices devront être complétés par les soumissionnaires dans l'espace de deux mois après la fin de chaque session, et les statuts, un mois après la fin de la session.

9° Les documents de la session devront être complétés par le soumissionnaire dans l'espace de trois mois après la clôture de chaque session, et les statuts, un mois après la clôture de la session.

10° On pourra exiger du soumissionnaire de tenir debout autant de pages qu'il sera jugé nécessaire sans aucune autre compensation que le prix alloué pour la composition.

11° On ne fera aucune allowance pour les pages en blanc, ni pour les corrections ordinaires, les heures de retard ou délais, ni aucune autre charge, excepté celles qui sont contenues dans la formule ci-dessus. On ne devra pas espacer la matière sans un ordre spécial.

12° Les feuilles imprimées des journaux, appendices, documents de la session et statuts devront être livrées à l'entrepreneur de la reliure sans paiement supplémentaire.

13° La *Gazette Officielle* sera publiée dans les deux langues, en regard, en Petit Texte (*Brevier*), tel que réglé par un ordre en conseil. Le soumissionnaire sera responsable pour la correction des épreuves. Les documents livrés à l'imprimeur jusqu'à 4 heures P. M., du jour précédant celui de la publication, devront paraître dans le numéro du lendemain. Les caractères devront être distincts et bons, l'encre noire et de bonne qualité, et tout l'ouvrage devra être exécuté suivant les règles de l'art de chaque spécialité, à l'entière satisfaction des deux Chambres, etc.

14° L'imprimeur devra fournir au greffier du comité des impressions, une liasse complète de l'ouvrage fait, avec le prix distinctement écrit sur le dossier.

15° Les charges faites pour les changements ne seront allouées que pour la copie incorrecte, et elles ne seront calculées que pour le temps de fait et nécessairement employé par le compositeur.

16° L'imprimeur livrera les imprimés aux différents bureaux des deux Chambres sans charge supplémentaire, en la manière prescrite par les officiers autorisés à cette fin, excepté la *Gazette Officielle*.

CONDITIONS DU CONTRAT POUR LA RELIURE.

17° Les journaux, les appendices et les documents de la session, seront livrés par le relieur dans l'espace d'un mois, et les statuts, au nombre de 1,500 par semaine, après la livraison de la dernière feuille de chacun d'eux, et il sera responsable de la garde de tous les imprimés qu'il aura reçus, et devra rembourser, à ses frais, les pertes qui pourraient survenir après avoir reçu ces imprimés. Il devra livrer ces documents, sans charge supplémentaire, aux différents bureaux des deux chambres.

18° Les matériaux employés dans la reliure devront être semblables aux échantillons exhibés dans le bureau du greffier des impressions, et tels que mentionnés dans le contrat.

19° Dans tous les cas, on retiendra vingt pour cent, jusqu'à ce que l'ouvrage soit entièrement terminé.

20° Si le soumissionnaire était en retard dans l'exécution de l'ouvrage, le comité se réserve le droit de faire faire le même ouvrage ailleurs, en déduisant la différence de son compte, si différence il y a.

21° Les entrepreneurs relèveront de l'auditeur des comptes dans toutes les questions; les différents seront réglés par des arbitres.

22° Les entrepreneurs pour l'impression, le papier et la reliure fourniront deux bonnes cautions, au montant de quatre mille piastres, pour la due exécution du contrat. Le nom des cautions accompagnera les soumissions.

Ils seront également tenus d'assurer à sa valeur entière toute la matière imprimée qu'ils auront en mains et déposer la police d'assurance (approuvée) entre les mains de l'officier préposé à cette fin.

N. B.—Tous les ouvrages mentionnés plus haut devront être faits au lieu où la Législature siège, et en la manière détaillée dans le contrat.

Les soumissionnaires auront le contrat pour l'impression en anglais et en français, la reliure et le papier.

Le greffier du comité des impressions, dans chaque cas, indiquera la qualité de papier dont on devra faire usage pour l'impression des documents.

Rapport du Greffier du comité conjoint des impressions.

Au Président et aux membres du comité conjoint sur les impressions.

J'ai l'honneur de vous soumettre une partie des comptes d'impressions de l'année écoulée. Le montant est de \$5,832.93.

La balance sera mise devant votre honorable comité aussitôt que les imprimeurs auront terminé leur ouvrage; elle s'élèvera à près de \$6,000.00.

Les comptes sont accompagnés de pièces justificatives au nombre de 693 : 139 sont pour l'honorable Conseil Législatif, et 554 pour l'Assemblée Législative.

Le coût des impressions se répartit comme suit : \$584.80 pour l'honorable Conseil Législatif, et \$5,248.13 pour l'Assemblée Législative.

Quand, durant la session dernière, l'honorable comité conjoint sur les impressions a ordonné de distribuer les documents publics aux sénateurs et aux députés fédéraux, les comptes publics et le rapport de l'honorable commissaire des terres de la Couronne avaient été imprimés, et le tirage pour les documents de la session avait été fait pour l'usage suivi depuis la seconde session du premier Parlement. Il a fallu imprimer de nouveau ces deux documents, et augmenter de \$664.77 la dépense pour les impressions.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission d'introduire un bill pour l'érection civile des paroisses de *Saint-Pierre* de la *Pointe aux Esquimaux*, et de *Saint-Ubalde*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Chauveau, du comité permanent de l'Agriculture, Immigration et Colonisation, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que c'est l'opinion de ce comité que parmi les moyens les plus propres à encourager efficacement l'amélioration de l'Agriculture, celui qui doit être placé en premier lieu et encouragé de préférence à tout autre, après les primes pour les terres les mieux tenues, c'est la création ou le développement dans cette Province, et même dans chaque comté, d'industries agricoles telles que manufactures de sucre de betterave, fromageries, féculeries, industrie linière, etc.

En conséquence, pour arriver d'une manière plus efficace à ce but, ce comité croit devoir suggérer :

1° Qu'il soit permis et même suggéré aux sociétés d'Agriculture d'affecter pendant un certain nombre d'années, une partie ou même toutes les allocations annuelles employées jusqu'à présent aux expositions de comté, à encourager directement, dans chaque comté, l'établissement de telles industries, de manière à donner aux cultivateurs l'occasion d'adopter la culture des espèces de produits les plus rémunérateurs et les moyens de tirer de ces produits le meilleur profit possible, en laissant à chaque société locale le choix des industries particulières qui conviennent d'avantage à chaque localité.

Parmi les moyens d'encourager l'établissement de ces industries, ce comité croit devoir suggérer les suivantes :

1^o Donner des primes à ceux qui établissent les premières manufactures, jusqu'au nombre requis pour les besoins de chaque comté; notamment une allocation libérale pour encourager l'établissement de l'industrie du sucre de betterave;

2^o Donner des primes à ceux qui produiront annuellement le plus de matière première pour alimenter ces manufactures, tel que le plus de quintaux de betterave, de gallons de lait, de livres de lin, etc.

3^o Donner des primes à ceux qui produiront la plus grande quantité de ces objets manufacturés.

II. Ce comité verrait aussi avec la plus grande satisfaction le vote d'un estimé convenable pour promouvoir l'encouragement de ces industries.

III. Comme toute impulsion sérieuse à donner aux industries appliquées à l'art agricole ne saurait manquer d'être affectée par les tarifs, et que ces industries ont besoin de toute la protection qui peut leur être donnée convenablement, votre comité, bien que le sujet ne soit point du ressort de notre Législature locale, croit devoir attirer fortement l'attention des membres de cette Chambre et de la Province sur ce grand intérêt national et exprimer l'espoir qu'il sera toujours considéré comme un élément de la plus haute importance dans la Législation Douanière du Parlement Fédéral.

IV. Votre comité recommande aussi fortement, qu'il soit fait une allocation suffisante pour assurer l'établissement d'un Haras Provincial, pourvu que les propriétaires du Haras prennent l'engagement de vendre à des prix convenables des chevaux aux sociétés d'agriculture qui désireront en acheter.

Votre comité recommande aussi fortement l'encouragement et le développement de l'instruction agricole, la multiplication des fermes modèles, l'encouragement de l'Agriculture, de l'Horticulture, de la culture des arbres fruitiers, de la silviculture, etc., etc.

Enfin, dans le but de faire connaître à toute la population des campagnes les véritables principes de l'Agriculture, il est opportun de faire apprendre un petit manuel d'agriculture à tous les enfants, tant garçons que filles, qui fréquentent les écoles, académies, collèges et couvents recevant une allocation du Gouvernement dans cette Province.

Votre comité représente qu'il est désirable que l'enseignement d'un semblable manuel d'agriculture, soit obligatoire dans toutes les écoles de la Province, que des prix spéciaux soient offerts pour l'étude de l'Agriculture dans toutes ces écoles, que les inspecteurs d'écoles soient chargés de veiller avec le plus grand soin à son introduction générale et requis d'en faire, dans leur rapport annuel, une mention spéciale pour chacune des écoles et dans leur circonscription.

Que cette question de l'instruction agricole dans nos écoles, etc., soit étudiée chaque année par le comité d'Agriculture, et que les succès obtenus ou les raisons d'insuccès soient mentionnés spécialement dans le rapport du comité à la Législature.

À sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus :

Le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé : " Acte pour incorporer *The Montreal Young Men's Christian Association*," est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que la Chambre a passé le bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la ville de Nicolet; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend

le fauteuil, et M. Fortin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau les actes relatifs à la corporation de la cité de Québec; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. M-thot fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les registres de l'état civil; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chapleau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Chapleau fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

L'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, propose, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant proposée, Que le bill passe, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour légaliser un compromis entre les commissaires d'école et la corporation de la cité de Québec est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi.

Le bill pour amender l'article 31, du code de procédure civile du Bas-Canada, en ce qui concerne certaines poursuites *in formâ pauperis*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chauveau (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender la loi concernant la juridiction de trois juges de la cour supérieure en révision; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bellerose fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Bellerose fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender le Code Municipal de la province de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Verreault fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Verreault fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

M. Bachand, secondé par l'honorable M. Laframboise, propose, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Gendron, secondé par M. Chapleau, propose, sous forme d'amendement, Que tous les mots après " soit," jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots " de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, dans le but de l'amender en insérant les mots suivants à la fin de la dernière clause :

" Que l'article 280 du Code Municipal soit amendé en retranchant après le mot " désignés " les suivants, " par le président de l'élection ou " soient mis à la place.

L'honorable M. Holton, secondé par M. Joly, propose, Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Et objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre, en autant que cette Chambre a résolu, hier, de siéger jusqu'à minuit aujourd'hui.

M. l'Orateur décide que les mots " et que la Chambre siège jusqu'à minuit," ont été insérés dans l'ajournement d'hier par erreur, les mots de l'ajournement étaient " jusqu'à demain à 3 heures P. M.," et qu'une motion d'ajournement est toujours dans l'ordre.

La dite motion d'ajournement est alors retirée, du consentement de la Chambre.

Et la question sur l'amendement étant de nouveau proposée ;

M. Roy, secondé par M. Bachand, propose, sous forme d'amendement au dit amendement, Que les mots " et insérant à la place, les mots : par lot en présence des électeurs, si c'est par le président " soient ajoutés à la fin d'icelui.

Et la question étant mise aux voix, Que ces mots soient ajoutés au premier amendement, elle est résolue dans l'affirmative.

Et la question étant mise aux voix sur l'amendement à la question principale ainsi amendée, elle est résolue dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;

Résolu, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'y amender en insérant les mots suivants à la fin de la dernière clause :

" Que l'article 280 du Code Municipal soit amendé en retranchant après le mot " désignés, " les mots " par le président de l'élection ou " et en insérant à la place les mots " par lot en présence des électeurs, si c'est par le président. "

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Malhiot fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : Acte concernant le cautionnement de certains officiers judiciaires de la province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième *Victoria*, intitulé : " Acte concernant les dépôts judiciaires et autres. "

Bill intitulé : " Acte concernant certaines compagnies à fonds social. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*. "

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie de l'Hôtel de *Cacouna*. "

Bill intitulé : " Acte pour changer les limites des comtés de *Portneuf* et de *Québec*. "

Et de plus, le Conseil Législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 33 *Victoria*, chapitre trente-deux, sans amendement. "

Et de plus, le Conseil Législatif a passé un bill intitulé : " Acte pour incorporer l'association musicale de *Québec*, " auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 16 *Victoria*, chapitre 57, incorporant la corporation du collège *Sainte-Marie, à Montréal*, " avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour incorporer la société permanente de construction du district d'*Iberville*, et lui accorder certains pouvoirs, " avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs* " avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, " lequel est lu comme suit :

Dans la version anglaise, dans la cédule à la 5e ligne, retranchez le mot " with " et le remplacez par le mot " to. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la société permanente de construction du district d'*Iberville*, et lui accorder certains pouvoirs, " lesquels sont lus comme suit :

Page 2, section 4, ligne 32, retranchez le mot " d'un, " et le remplacez par les mots " de trois. "

Page 4, section 5, ligne 50, retranchez le mot " dix, " et le remplacez par le mot " vingt. "

Page 4, clause 11 est effacée.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif à la version anglaise du bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 18

Victoria, chapitre 57, incorporant la corporation du collège *Sco. Marie, à Montréal*, lequel est lu comme suit :

Dans la clause 2, à la ligne 24, après le mot "in" ajoutez le mot "annual."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Sur motion de *M. Chapleau*, secondé par *M. Malhiot*,

Ordonné, Que le bill, du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour incorporer l'association musicale de *Québec*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, étant lu ;

L'honorable *M. Chauveau*, secondé par l'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet*, propose, que le dit ordre soit déchargé ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender l'acte des licences de *Québec*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour déferer l'instruction et la décision des élections contestées à des juges, et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée Législative de *Québec*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des Officiers Publics ; et après y avoir siégé pendant quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Robitaille* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau lundi prochain.

Ordonné, Que le dit bill soit ré-imprimé, tel qu'amendé.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte de cette Province, 35 Victoria, chapitre 8, intitulé : "Acte pour amender certains articles du Code Municipal de la Province de *Québec*," étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

Le bill pour amender l'acte 31 Victoria, chapitre 15, des Statuts de la Province de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 834, du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*, et pour faciliter l'application de l'article 2453 du Code Civil du *Bas-Canada*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour changer le *chef-lieu* du district judiciaire de *Kamouraska*, étant lu ;

M. Mailoux, secondé par *M. Gendron*, propose, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et objection étant faite, que cette mesure aurait dû être recommandée à la considération de l'Assemblée par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, *M. l'Orateur* décide comme suit :

Je suis d'opinion qu'en autant que pour mettre ce bill en opération, il faudrait

un octroi de la Législature, et qu'il n'a pas reçu la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, il n'est pas dans l'ordre.

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,
Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, à midi.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 23 Décembre 1872.

M. *Gendron*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire le rapport suivant :

Qu'il a examiné avec soin les comptes publics qui lui ont été soumis par la Chambre, ainsi que les autres questions qui s'y rattachent, et s'est permis de faire quelques suggestions concernant les affaires publiques ; ces suggestions ont été adoptées, et votre comité a adopté les résolutions suivantes :

Que dans l'opinion de votre comité, la somme de \$3,579.77 remise au département de l'Instruction Publique par l'Université-Laval, le 1er mars 1872, doit être remboursée au trésorier qui en rendra compte à la Chambre.

Qu'en autant qu'il appert par les documents fournis à votre comité par le département de l'Instruction Publique, que le système de tenue des livres de comptes y est défectueux, votre comité est d'opinion, qu'il est désirable que l'honorable Trésorier mette quelques-uns des officiers de son département au service du Département de l'Instruction Publique pour y faire adopter le système de tenue des livres en parties doubles.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. *Malhiot* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelui.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelui.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour légaliser un compromis entre les commissaires d'école et la corporation de la cité de Québec ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Roy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender les lois concernant l'administration des terres de la Couronne est, en conformité de l'ordre, lu une seconde, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Larochelle* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*, propose, Que le rapport soit maintenant reçu;

M. *Bachand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, aux fins de l'amender, en en retranchant la clause 9 et insérant la suivante à la place :

"9. Chaque fois que le Commissaire des Terres de la Couronne jugera qu'il est expédient de révoquer, sous l'autorité de la vingtième section du dit acte, des ventes ou *permis de location*, de terrains situés dans une ou plusieurs municipalités, il fera publier au moins une fois dans la *Gazette Officielle* une liste des terrains dont il aura l'intention de révoquer la vente ou *permis de location*, avec un avis, qu'après deux mois de telle publication, il pourra révoquer telle vente ou *permis*.

"Et, en effet, à l'expiration des dits deux mois après telle publication, il sera loisible au dit commissaire de révoquer aucune des dites ventes ou *permis de location*, si les conditions sous lesquelles les dites ventes ou *permis* ont été faites ou données n'ont pas été remplies à cette date, ou si aucun arrangement n'a été pris avec le Commissaire.

"Il sera du devoir du Secrétaire-Trésorier d'aucune municipalité locale, dans laquelle se trouve situé aucun terrain mentionné dans la dite liste, aussitôt après avoir reçu le numéro de la *Gazette Officielle* contenant les dits avis et liste, de lire à la porte de l'église ou chapelle, un dimanche, après le service divin du matin, s'il y a tel service divin et telle église ou chapelle dans la municipalité, le dit avis et la dite liste des terrains mentionnés comme étant situés dans la municipalité dont il est le Secrétaire-Trésorier et d'afficher les dits avis et liste dans son bureau," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pozet et</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—14.</i>
<i>Gill,</i>	<i>Lafontaine,</i>		

CONTRE :
Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rhéaume,</i>	<i>Verreault.—29,</i>
<i>Fortin,</i>			

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question étant de nouveau proposé, Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Fournier*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots suivants : "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender on en retranchant la 4e clause" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Pozzer,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	<i>Tremblay.—14.</i>
<i>Holton,</i>	<i>Laframboise,</i>		

CONTRE :
Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Dorion,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mailhot,</i>	<i>Sawyer</i>
<i>Chauveau (Québec),</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Chauveau (Rimouski),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Verreault.—31.</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Poupore,</i>	

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le rapport soit maintenant reçu ;
M. *Joly*, secondé par l'honorable M. *Holton*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour l'amender en insérant les mots "à l'exception des actes qui annuleront les billets de location," à la fin de la 4e clause," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans la négative, sur la même division que la dernière.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'honorable M. *Laframboise*, secondé par M. *Bachand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour y ajouter les mots suivants à la fin de la sixième clause : "Pourvu toujours que telle section n'affectera pas aucun jugement, ni aucune cause pendante et rendue devant une cour de justice compétante, contraire aux dispositions de la présente clause," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chauveau (Rimouski)* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. *Chauveau (Rimouski)* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill passe, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative,

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer l'association musicale de Québec, " et a l'honneur d'en faire rapport avec un amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics et pour constituer un conseil des arts et manufactures, " auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de Montréal " avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, secondé par l'honorable M. Chauveau,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics, et pour établir un conseil des arts et manufactures, " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de Montréal, " lesquels sont lus comme suit :

Page 3, section 7, ligne 26. Après le mot " cité " retranchez le mot " et " et insérez les mots " ils auront un en-tête de manière à désigner on termes généraux l'objet et les fins pour lesquels ils seront respectivement émis et ils. "

Page 3, section 7, ligne 27. Après le mot " montants, " insérez les mots " et avec telles corrections quant à l'époque et au mode du rachat. "

Page 4, section 9, ligne 11. Après le mot " acte " retranchez le mot " laquelle " et insérez les mots " et à cette fin la dite corporation réalisera chaque année au moyen de taux et autrement des fonds et revenus et la. "

Page 4, section 9, ligne 12. Après le mot " cent, " insérez les mots " avec l'intérêt accumulé sur icelle, s'il est nécessaire. "

Page 4, section 9, ligne 18. Après le mot " d'amortissement " insérez les mots " ainsi que tout intérêt à accumuler sur icelle. "

Page 4, section 9, ligne 25. Après le mot ditto " insérez les mots " soit par versement annuel au moyen d'achats ou autrement selon que le dit comité l'ordonnera. "

Page 5, section 11, ligne 34. Retranchez les mots " en totalité, " et insérez le mot " collectivement. "

Page 5, section 11, sous-section 3, ligne 39. Après les mots " trente-sept " insérez les mots " et par la première section de l'acte de la dite province, trente-cinq Victoria, chapitre trente-deux. "

Page 5, section 11, sous-section 3, ligne 40. Retranchez les mots " en totalité " et insérez le mot " collectivement. "

Le paragraphe suivant sera la douzième section :

" 12. 1^o Il est par le présent déclaré et statué que la corporation de la dite cité était et est par les actes plus haut cités et plus amplement énumérés dans la partie II de la cédule annexée à cet acte, (laquelle cédule sera censée faire partie de cet acte) puis en rapport avec cet acte, autorisée à emprunter les sommes mentionnées dans cette cédule et pas plus, les fins et les termes pour lesquels et auxquels les dites sommes ont été et sont autorisées à être empruntées étant aussi mentionnées

de sorte que le montant collectif que la dite corporation, lors de la passation de cet acte, est autorisée à emprunter ou à devoir (on sus des actions ou parts formant le fonds consolidé de la cité de *Montréal*, lequel fonds est spécifié dans la partie I de la dite cédule) est de cinq millions trois cent soixante mille piastres, argent de cette province et pas plus."

"2. Les personnes qui prêteront de l'argent à la dite corporation ne seront pas tenues ni n'auront le droit de s'enquérir quant à l'observance par celle-ci d'aucune des dispositions de cet acte, ni ne seront tenues de voir à la manière de disposer de tels argents ou d'aucune partie d'iceux, ni ne seront responsables d'aucune perte ou détournements de tel argent."

Page 5, la clause 12 devient la clause 13.

Page 5, la même clause, ligne 46. Après le mot "pourvu" insérez les mots "que nul tel règlement n'aura l'effet de créer des nouveaux quartiers ou de changer les limites des quartiers actuels de la dite cité et."

Page 5, clause 13, ligne 43. Après le mot "des" retranchez les mots "deux tiers" et remplacez-les par les mots "trois-quarts."

Page 7, clause 13, ligne 37. Retranchez les mots "deux tiers" et remplacez-les par les mots "trois-quarts."

Page 7, la clause 13, devient la clause 14.

Page 7, clause 14, ligne 46. Après les mots "les," retranchez les mots "deux tiers" et les remplacez par les mots "trois quarts."

Page 8, la clause 14 devient la clause 15.

do la clause 15 devient la clause 16.

do la clause 16 devient la clause 17.

Page 9, la clause 17 devient la clause 18.

do la clause 18 devient la clause 19.

Page 10, la clause 19 devient la clause 20.

Page 10, clause 20, ligne 22. Après le mot "dix" retranchez le mot "sept" et insérez le mot "huit."

Page 10, la clause 20 devient la clause 21.

do la clause 21e devient la 22e.

do la 22e devient la 23e, et la 23e devient la 24e.

Ce qui suit sera la 25e clause:

"25. Cet acte sera mis en force aussitôt après sa passation.

La cédule ci-annexée fera partie de l'acte pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal*.

CÉDULE MENTIONNÉE DANS CET ACTE.

1re PARTIE.

FONDS CONSOLIDÉ DE LA CITÉ DE MONTRÉAL.

	Montant.	Durée.	Intérêt 0/0 par année.	Fonds d'amor- tissement 0/0 par année.
	Dollars.			
A. Fonds capital de l'Aqueduc de Montréal.....	3,000,000	Perpétuelle.....	7	Aucun.
B. Fonds capital de la propriété publique de Montréal.....	1,000,000	"	7	Aucun.
C. Débentures à terme de Montréal.....	1,000,000	Payable à 25		

2me PARTIE.

POUVOIRS D'EMPREUNTER PAR ANNEE.

ACTES.	BUT.	Montant autorisé.	Durée. *	Maximum de l'intérêt 9 1/2 par année.	Fonds d'amortissement 0,70 par année.
31 Vict., C. 37, S. 16.....	Hôtel-de-Ville.....	\$ 250,000	25	7	2
32 Vict., C. 70, S. 20... 35 Vict., C. 32, S. 6.... Cet acte.....	Parc Mont-Royal....	1,000,000	25	7	2
32 Vict., C. 70, S. 24... 35 Vict., C. 32, S. 17... Cet acte.....	Aqueduc.....	1,000,000	25	7	2
34 Vict., C. 37, S. 5.... 35 Vict., C. 32, S. 1.... Cet acte.....	Chemins de fer.....	1,500,000		Aucun.	Déterminé.
34 Vict., C. 37, S. 3.....	Divers.....	710,000	25	7	2
35 Vict., C. 32, S. 18.....	Chicago.....	50,000	25	7	2
Le présent acte.....	Divers.....	850,000	40 - 25	7	1 ou 2
Total.....		\$5,360,000			

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Groffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable *Joseph Cauchon* ayant présenté l'indenture de son élection pour le district électoral de *Montmorency*, et ayant préalablement prêté serment, suivant la loi, et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,

Résolu, Qu'en admettant l'honorable *Joseph Cauchon*, élu pour représenter le district électoral de *Montmorency*, à prendre son siège, en produisant seulement en double son indenture, sans le retour de l'indenture du Groffier de la Couronne en Chancellerie, et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique, d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — Rapport du comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les règles et règlements de cette Chambre, lequel est la comme suit :

Qu'à l'avenir, on sus de l'honoraire de \$100 payable lors de l'introduction d'un bill privé, par la partie qui l'introduit, elle devra payé \$2 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante cents par page pour la correction et la révision, laquelle somme formera partie des fonds de la Chambre.

Préséance sera donnée dans telles traductions :

1. Aux mesures du gouvernement.
2. Aux bills privés.
3. Aux bills publics entre les mains des membres.

Les chefs du département des traducteurs seront responsables de ces traductions, et il leur sera alloué une somme additionnelle pour la traduction, la correction et la révision des bills privés qui sera jugée équitable.

* Quant aux portions des montants autorisés par les notes antérieures non encore prélevés, les états mentionnés dans ces trois colonnes sont sujets aux dispositions contenues dans cet acte.

Quant à ce qui concerne la pétition du Sergent-d'Armes, votre comité considère que les règles de la Chambre maintenant en force sont suffisantes.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour venir en aide à certaines compagnies de chemins de fer, étant lu ;

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Malhiot* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour accorder de l'aide à certaines compagnies de chemins de fer."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent requises pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874, et pour d'autres fins se rattachant au service public, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Joly*, — la Pétition de *Ferdinand Lefrançois*, cultivateur, et de *Gaspard Dorion*, navigateur, de la paroisse du *Château Richer*, et de *François-Xavier Garneau*, senior, de la paroisse de l'*Ange-Gardien*, cultivateur, tous trois électeurs dûment inscrits sur la liste de la division électorale de *Montmorency*, et qualifiés à voter à l'élection d'un membre qui a eu lieu aujourd'hui, pour représenter la dite division dans l'Assemblée Législative de la province de *Québec*.

Et motion étant faite et secondée, Que la dite pétition soit maintenant reçue ;

Et objection étant faite, que la motion n'est pas dans l'ordre, et que la pétition ne peut pas être reçue.

M. l'Orateur décide, que la réception et la lecture de la pétition soient retardées jusqu'à demain, les raisons données pour la réception immédiate n'étant pas suffisamment urgentes.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante :

A l'honorable J. G. *Blanchet*, Orateur de l'Assemblée Législative.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que c'est mon intention, si l'état des affaires publiques le permet, de proroger la présente session de la Législature de cette province demain, à trois heures P. M.

Je suis, monsieur l'Orateur,

Votre obéissant serviteur,

HOTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 23 décembre 1872. }

N. F. BELLEAU,
Lieutenant-Gouverneur.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour investir la compagnie du cimetière Mont Royal des anciens cimetières protestants, dans la cité de *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Le bill pour amender de nouveau les dispositions des différents actes relatifs à la corporation de la cité de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer l'association musicale de *Québec* ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gendron* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Le bill pour l'érection civile des paroisses de *Saint-Pierre de la Pointe-aux-Ésquimaux* et de *Saint-Ubalde* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Robitaille*,

Ordonné, Que le comité permanent des bills privés ait permission de siéger pendant la vacance de six heures à sept heures et demie P. M., aujourd'hui.

Ordonné, Que la réponse à une adresse du 19 du courant ; demandant copie de la correspondance entre le gouvernement, ou aucun des ministres, et certains juges de paix pour *Montmagny*, concernant la radiation de leur nom de la liste des juges de paix du dit district, soit imprimée pour l'usage des membres.

L'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*, propose, Que cette Chambre concourt dans le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

M. *Chauveau* (*Rimouski*), seconde par M. *Robitaille*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots " le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes soit amendé en élevant le salaire de M. *Buteau Turcotte*, assistant traducteur français, à la somme de \$900 au lieu de \$700, tel que fixé par le dit rapport, " soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, prie *Joseph Adolphe Chapleau*, écuyer, membre pour la division électorale de *Terrebonne*, de prendre le fauteuil, pendant son absence momentanée.

M. *Chapleau* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

M. *Lynch*, en conformité de l'ordre, fait rapport du bill pour amender le Code Municipal de la province de *Québec*, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Montréal* et des *Laurentides*, " et y a fait divers amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour l'érection civile des paroisses de *Saint-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux* et *Saint-Ubalde* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LaRue* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Pelletier (Bellechasse)*, secondé par M. *Bachand*,

Résolu, Que la résolution adoptée par cette Chambre, mercredi, le 18 du courant, désapprouvant les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* et l'annexer à celui de *Québec*, soit rescindée.

Résolu, Que cette Chambre concourt avec le Conseil Législatif dans les dits amendements.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement qui a été aujourd'hui proposé à la question, que cette Chambre concourt dans le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes ; lequel amendement était, que tous les mots après " que, " jusqu'à la fin de la question, soient effacés ; et que les mots " le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes soit amendé, en élevant le salaire de M. *Buteau Turcotte*, assistant traducteur français, à la somme de \$900 au lieu de \$700, tel que fixé dans le dit rapport, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

M. *Chapleau*, secondé par M. *Laroche*, propose, sous forme d'amendement au dit amendement, que les mots " amendé, on élevant le salaire de M. *Buteau Turcotte* à la somme \$900 au lieu de \$700, tel que fixé dans le dit rapport " soient retranchés, et que les mots " renvoyé à M. l'Orateur, avec pouvoir d'y faire les changements mentionnés dans les listes préparées par lui et soumises au comité des dépenses contingentes, " soient mis à la place.

Et ce dernier amendement, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Et la question, étant mise aux voix, sur l'amendement proposé à la question principale, ainsi amendée, elle est résolue dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes soit renvoyé à M. l'Orateur, avec pouvoir d'y faire les changements mentionnés dans les listes préparées par lui, et soumises au comité des dépenses contingentes.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*, et pour ratifier certains arrangements faits entre la dite compagnie et la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction des comtés du *Sud-Est* et pour d'autres fins, " avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte pour incorporer le "*Trafalgar Institute*" avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre."

De plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau la loi concernant l'Education en cette Province," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender les divers actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction des comtés du *Sud-Est*," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer des *Laurentides*," avec plusieurs amendements, auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant la compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*, et pour ratifier certains arrangements faits entre la dite compagnie et la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du *Sud-Est*" et pour d'autres fins, lesquels sont lus comme suit :

Page 3, clause 3, ligne 7, après le mot "plus" insérez le mot "de."

Page 4, clause 9, ligne 32, après le mot "trouvent" ajoutez le mot "dans."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte pour incorporer le "*Trafalgar Institute*," lequel est lu comme suit :

Dans la version anglaise, page 1, clause 2, ligne 27, après le mot "*denomination*" insérez le mot "*whatever*."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau la loi concernant l'Education en cette Province," lequel est lu comme suit :

Dans la version anglaise. Que le titre du bill soit : "An Act respecting the School Taxes in the city of *Montreal*."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender les divers actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction des comtés du *Sud-Est*," lequel est lu comme suit :

Dans la version anglaise, page 2, section 5, ligne 23, après le mot "*right*" insérez le mot "*to*."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des *Laurentides*," lesquels sont lus comme suit :

Dans le préambule, retranchez les mots "*Firmin Dugas*, M. P. P., *Joseph Adolphe Chapleau*, M. P. P., *Peter S. Murphy*, *Onulphe Pelletier*."

Page 5, clause 11, effacez les mots "*Firmin Dugas, M. P. P., Joseph Adolphe Chapleau, M. P. P., Peter S. Murphy, Onulphe Pelletier.*"

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois demain.

Sur motion de M. Joly, secondé par M. Marchand,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, tous les papiers et documents se rapportant à la décision donnée le 5 décembre 1871, par l'honorable Ministre de l'Instruction Publique, dans l'appel d'*Etienne Théodore Paquet* et autres, de la paroisse de *Saint-Agapit*, contre la résolution des commissaires d'école de la dite paroisse.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité sur le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics, étant lu ;

L'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Marchand*, propose, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Et objection étant faite que la Chambre ayant ordonné la réimpression de ce bill, la motion n'est pas dans l'ordre ;

M. l'Orateur décide, qu'en conséquence de l'ordre de la Chambre ordonnant la réimpression du dit bill, et qu'il ne l'a pas été, la motion n'est pas dans l'ordre.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 31 Victoria chapitre 15 des Statuts de la Province de *Québec*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, et pour constituer un conseil des arts et manufactures ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à onze heures A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un bill intitulé : "Acte concernant l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 52, pour la protection des oiseaux insectivores et autres utiles à l'agriculture," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte concernant l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 52, pour la protection des oiseaux insectivores et autres, utiles à l'agriculture," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre s'ajourne alors.

Mardi, 24 Décembre 1872.

Ordonné, Que la pétition de *Ferdinand Lefrançois*, cultivateur, et de *Gaspard Dorion*, navigateur, de la paroisse du *Château-Richer*, et de *François-Xavier Garneau*, senior, de la paroisse de l'*Ange-Gardien*, cultivateur, et tous trois électeurs, dûment inscrits sur la liste électorale de la division électorale de *Montmorency*, et qualifiés à voter à l'élection d'un membre qui devait avoir lieu aujourd'hui, pour l'élection d'un membre pour représenter la dite division dans l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant que *Pierre Gosselin*, de la paroisse de *Saint-Laurent*, *Île d'Orléans*, écuyer, notaire public et registrateur, soit sommé de comparaître à la barre de cette Chambre pour y rendre compte de sa conduite comme officier-rapporteur pour la division électorale de *Montmorency*, est reçue et lue.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente.—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 12 novembre 1872; demandant un état indiquant toutes sommes d'argent exigées ou reçues pour traitements, services, extras et frais de voyage, ou pour tout autre objet, par les divers assistants ou députés-chefs et autres officiers du département, dans la province de *Québec*, et spécialement, savoir: l'assistant-commissaire des terres de la Couronne et les divers agents de ce département, l'assistant-commissaire de l'agriculture et des travaux publics, le Greffier du Conseil Exécutif, l'assistant-secrétaire provincial, l'assistant des Greffiers en Loi de la Couronne, l'assistant-trésorier, l'auditeur provincial et le secrétaire du ministère de l'Instruction Publique, ou par aucun d'eux, pour services rendus au Gouvernement comme tels assistants ou comme tels officiers de département comme susdit, pour l'année expirée le 1er décembre 1872, indiquant aussi en vertu de quelle autorité (s'il en est) les paiements ont été faits, et les pièces justificatives à cet égard. (*Documents de la Session*, No. 32.)

Et de plus.—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 18 novembre 1872, demandant un état indiquant les municipalités dans la province qui ont payé la contribution pour les petits jurés, en vertu de la clause 15, du chapitre 109, des statuts refondus du *Bas-Canada*, et celles qui ne l'ont point payée; mentionnant combien il a été payé par chaque municipalité, et les arrérages dûs par chacune d'elles, et combien il serait dû par chaque municipalité, si rien n'avait été payé par chacune d'elles. (*Documents de la Session*, No. 33.)

Ordonné, Que la réponse en dernier lieu mentionnée soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Ordonné, Que la réponse à une adresse, datée le 4 décembre 1872, demandant copie de la requête de Messieurs les curés de *Dorchester*, *Beauce*, etc., relativement à un projet de colonisation, soit imprimée pour l'usage des membres.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,

Ordonné, Que M. l'Orateur, dans les trois jours de l'ouverture de la prochaine session de cette Chambre, présente un état en détail de l'augmentation des salaires accordée aux officiers et employés de cette Chambre, montrant, pour chacun, le salaire actuel et l'augmentation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent requises pour subvenir à certaines dépenses du Gouverne-

ment Civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874, et pour d'autres fins se rattachant au Service Public," sans amendement.

Les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des *Laurentides* sont, en conformité de l'ordre, lus une seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le Conseil Législatif dans les dits amendements, elle est résolue dans la négative.

Sur motion de M. *Chapleau*, secondé par M. *Peltier* (*l'Assomption*),

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil Législatif, informant leurs Honneurs, que cette Chambre a désapprouvé les amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des *Laurentides*," pour les raisons suivantes :

1^o Le capital considérable dont la souscription est autorisée par cet acte, et dont une partie devra plus tard être souscrite par les municipalités représentées par les personnes dont les noms ont été retranchés comme directeurs provisoires.

2^o L'octroi considérable promis par le Gouvernement comme subside à la compagnie, et qui demande la garantie de protection auxquels ont droit les comtés représentés par les messieurs dont les noms ont été retranchés du bureau de direction provisoire de la dite compagnie.

3^o Le nombre trop limité de directeurs provisoires pour leur permettre convenablement, pour l'intérêt bien entendu de la compagnie, le *quorum* nécessaire en vertu de l'acte tel qu'amendé, comprenant la totalité des directeurs provisoires.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender le statut 12 Victoria, chap. 183, et l'acte 23 Victoria, chap. 125, concernant la nouvelle compagnie du gaz de *Montréal*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la ville de *Nicolet*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin à barrières de la paroisse de *Laprairie*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la corporation de la ville de *Lachine*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de *Sorel*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections," lesquels sont lus comme suit :

Page 2, ligne 33, après le mot "les," insérez le mot "quinze."

do ligne 39, retranchez les mots "à son sujet," et insérez à leur place les mots "de sa part."

Page 2, ligne 42, après le mot "les" ajoutez le mot "huit."

Page 10, ligne 31, après le mot "les" ajoutez le mot "trois."

Page 11, ligne 1, ajoutez avant le mot "années" le mot "deux."

do ligne 9, après le mot "les" ajoutez le mot "trois."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender le Statut 12 Victoria, chapitre 183, et l'acte 23 Victoria, chapitre 125, concernant l'incorporation de la nouvelle compagnie du Gaz de *Montréal*," lesquels sont lus comme suit :

Page 2, clause 7, retranchez le dernier mot de la dite clause et le remplacez par les mots " soixante-dix-neuvième."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de *Sorel*, lesquels sont lus comme suit :

Page 5, la clause 17 est retranchée et remplacée par la suivante :

" 17. Le secrétaire-trésorier en ouvrant son rôle de perception pour l'année mil huit cent soixante-et-douze, ne changera point la taxe imposée pour la construction de l'aqueduc sur les fermes ou établissements agricoles situés en dehors des limites suivantes, savoir : en dehors de la ligne nord-est de la terre connue sur le plan de la dite ville et les rôles de cotisation comme étant le numéro 23 du rang nommé " chenail du Moine " et en dehors de la ligne sud-est de cette autre terre connue sur le dit plan et les dits rôles de cotisation, comme étant le tel No. 25 du rang nommé sud *Richelieu* et il en agira ainsi chaque année, ensuite pour tout le temps que durera la dite taxe à l'avenir comme les dites fermes ou établissements agricoles en sont et demeureront exemptées, mais néanmoins toutes parties des dites fermes qui sont actuellement concédées ou baillées ou vendues en lots à bâtir, ou le seront par la suite, deviendront sujettes et soumises à la dite taxe, pourvu que la dite corporation soit en état de fournir de l'eau sur tels lots et non autrement."

La clause suivante est ajoutée après la 18e.

" 19. Le présent acte pourra être opposé à toutes causes actuellement pendantes devant aucune cour de justice, mais les frais encourus sur icelle cause seront payés par la dite corporation."

Ordonné, Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois, et renvoyés au comité permanent des bills privées.

Résolu, Que cette Chambre suspende ses procédés durant la séance du dit comité.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la ville de *Nicolet*," lesquels sont lus comme suit :

Page 1, clause 2, ligne 38, après le mot " à " retranchez les mots " dix huit " et les remplacez par le mot " douze."

Page 1, clause 2, ligne 40, après le mot " à " retranchez le mot " vingt " et le remplacez par le mot " quatorze."

Page 4, clause 8, ligne 26, retranchez le mot " janvier " et le remplacez par " mai."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la corporation de la ville de *Lachine*," lesquels sont lus comme suit :

1^o La clause 13 est retranchée.

2° Toutes les clauses à partir de la clause 14 inclusivement, reculent d'un chiffre jusqu'à la clause 56 inclusivement.

3° Ajouter une dernière clause comme suit : " Le présent acte deviendra en force à partir de sa sanction."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin à barrières de la paroisse de *Laprairie*," lesquels sont lus comme suit :

Page 14, clause 32, ligne 7, après le mot " d'icelui " insérez les mots " et pourvu aussi que les taux ci-dessus soient payés pour le droit d'aller et de revenir sur le dit chemin, sans autre charge."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

M. *Verreault*, conformément à l'ordre, fait rapport du bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte intitulé : Acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics, et pour constituer un conseil des arts et manufactures," et les amendements sont lus comme suit :

La clause 3 est amendée en retranchant après le mot " conseil " dans la 2me ligne, les mots " et seront choisis parmi les industriels marquants de la province, et parmi ceux qui par leurs études spéciales et leurs connaissances scientifiques seront en état de contribuer au développement des arts et manufactures en cette Province."

La clause 16 est retranchée.

La clause 9 est amendée en ajoutant après le mot " mobiliers," dans la 2me ligne, les mots " et biens immeubles."

La clause 16 est amendée en retranchant après le mot " conseil," dans la 5me ligne, les mots " et du Commissaire de l'Agriculture."

La clause 20 est amendée en retranchant après le mot " par," dans la 3me ligne, les mots " voie d'élection comme susdit dans une assemblée régulière ou dans une assemblée spécialement convoquée à cet effet " et les remplacez par " le Lieutenant-Gouverneur en conseil."

Les clauses 32, 33 et 34 sont retranchées.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill, avec les amendements, passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec plusieurs amendements, auxquels elle demande leur concours.

Ordonné, Que la réponse à une adresse datée le 15 novembre 1872 ; demandant un état spécifiant les demandes faites depuis le 1er juillet 1867, jusqu'à ce jour, pour octroi de grève, permis d'occupation et patentes accordés ; les noms des personnes, les montants payés ou stipulés, les raisons alléguées pour la concession de ces grèves, l'étendue des terrains concédés, et la date des diverses demandes et des transactions effectives à ce sujet par le département des terres de la Couronne, soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

L'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Joly*, propose, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill passe, et que le titre soit: "Acte pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics," la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de Sorel," et y a fait divers amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que les dits amendements soient renvoyés à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hearn fait rapport que le comité a examiné ces amendements, et lui a enjoint de les rapporter sans amendement.

Résolu, Que cette Chambre concourt avec le Conseil Législatif dans les dits amendements, ainsi amendés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements en y faisant plusieurs amendements, auxquels elle demande leur concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour l'érection civile des paroisses de Saint-Pierre de la Pointe aux Esquimaux et de Saint-Ubalde," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender le Code Municipal de la province de Québec," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé: "Acte pour l'érection civile des paroisses de Saint-Pierre de la Pointe aux Esquimaux et de Saint-Ubalde," lequel est lu comme suit:

Page 2, ce qui suit deviendra la clause 2.

"2. Ce bill deviendra en force le premier janvier mil huit cent soixante-et-treize."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé: "Acte pour amender le Code Municipal de la province de Québec," lesquels sont lus comme suit:

Page 5, clause 30, ligne 46, ajouter ce qui suit: l'article 1081 du dit Code est amendé en insérant après le premier alinéa du dit article les mots suivants: "la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre de la Pointe aux Esquimaux,"

Page 2, alinéa 17, ligne 11, après le mot "montant" retranchez les mots "vendu au" et le remplacez par les mots "reçu du."

Ajoutez ce qui suit après la clause 25.

L'article 836 du dit Code est amendé en substituant aux mots "un chemin municipal" les mots "chemins de front."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendements:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Kennébec* et des cantons du *Sud-Est* et de *Sherbrooke*."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société de Bénéfice et d'Abstinence de *Sainte-Brigitte*."

Bill intitulé: "Acte pour définir les limites de la paroisse de *Saint-Feréol* pour les fins civiles et municipales."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer d'*Yamaska*, *Farnham* et *Philipsburg*."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, 35 *Victoria*, chap. 13."

Bill intitulé: "Acte pour amender les actes vingt-neuf et trente *Victoria*, chap. vingt-sept, et trente-deux *Victoria*, chap. vingt-sept, concernant le Barreau de la Province de *Québec*."

Bill intitulé: "Acte pour confirmer certains prêts d'argent faits par le Gouvernement pour l'achat de grains de semence dans les comtés de *Chicoutimi* et *Charlevoix*, pour légaliser certaines débentures émises par les corporations municipales, pour assurer le remboursement des dits prêts, et pour indemniser les membres du Gouvernement Exécutif et autres, pour avoir avancé l'argent pour les dits prêts."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, trente-cinquième *Victoria*, chap. six."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte du Département du Trésor."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs."

Bill intitulé: "Acte concernant la nomination de Conseils de le Reine."

Bill intitulé: "Acte pour amender le chap. soixante-et-seize des Statuts Réfondus du *Canada*, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie, et l'étude de l'anatomie."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte vingt-trois *Victoria*, chapitre soixante-et-seize, intitulé: "Acte pour incorporer le village de *Terrebonne* et pour l'ériger en ville."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *George A. Hughes*, comme notaire."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer les membres de l'Association de la Bibliothèque de Commerce de *Montréal*."

Bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la division d'enregistrement de *Dorchester*, numéro deux, et le lieu où le bureau d'enregistrement de la dite division sera tenu."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les dispositions des différents actes relatifs à la corporation de *Québec*."

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant la juridiction des trois juges de la Cour Supérieure en révision."

Bill intitulé: "Acte pour amender les lois concernant l'administration des Terres de la Couronne."

Bill intitulé: "Acte concernant les registres de l'état civil."

Bill intitulé: "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Levis* et les divers actes qui l'amendent."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*."

Bill intitulé: "Acte pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds capital de la Compagnie du Chemin à Lisses de Colonisation du Nord de *Montréal*."

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure."

Bill intitulé: "Acte pour ériger *St. Tite des Caps* en municipalité."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser *Jacques Fournier*, cultivateur, de l'*Anges-Gardiens*, district de *Saint-Hyacinthe*, à exiger des péages sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Yamaska*."

Bill intitulé : " Acte pour permettre au conseil de comté du comté d'*Yamaska*, d'ériger en municipalité séparée un certain territoire."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte des Licences de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour légaliser le compromis fait entre les Commissaires d'Ecoles et la Corporation de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie Manufacturière et Hydraulique de la rivière *Richelieu*."

Bill intitulé : " Acte pour détacher les paroisses de *Saint-Guillaume d'Upton* et *Saint-Bonaventure d'Upton*, du comté de *Drummond* et du district d'*Arthabaska*, et les annexer pour toutes fins quelconques au comté d'*Yamaska* et au district de *Richelieu*."

Bill intitulé : " Acte pour changer le nom de la paroisse de *Saint-Urbain de Windsor*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du pont de *Windsor et Brompton*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le " *Stanstead Wesleyan College*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " l'*Orphelinat de Sorel*."

Bill intitulé : " Acte pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et forêts."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs."

Bill intitulé : " Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 31 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*, en ce qui concerne certaines poursuites *in forma pauperis*."

Bill intitulé : " Acte pour accorder une aide à certaines compagnies de chemins de fer."

Bill intitulé : " Acte pour établir le chef-lieu du comté d'*Ottawa*, à l'endroit connu sous le nom du village de *Hull*, dans le dit comté, pour les fins municipales et d'enregistrement."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser *Antoine Mayrand*, *Charles McCaffrey* et *Francis McCaffrey*, de *Nicolet*, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière de *Nicolet*."

Et de plus le Conseil Législatif a adopté les amendements fait par cette Chambre au bill intitulé : Acte pour amender l'acte intitulé : " Acte concernant le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics et pour constituer un conseil des arts et manufactures," sans amendement.

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt* écuyer, gentilhomme, huissier de la Verge Noire.

M. L'ORATEUR,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Chambre, que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence, qui a donné, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Acte pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure.

Acte pour amender le chapitre 32, de la 33e Victoria.

Acte pour détacher, pour les fins judiciaires, la paroisse de *Beaumont* dans le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, et l'annexer au district de *Québec*.

Acte pour autoriser le barreau de la Province de *Québec* à admettre *Alfred Duclos Decelles* au nombre de ses membres.

Acte pour détacher une certaine partie du comté de *Montcalm* et l'annexer au comté de *Terrebonne*, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Acte pour valider certains inventaires.

Acte pour amender les actes concernant la Colonisation, trente-unième *Victoria*, chapitre vingt, et trente-deuxième *Victoria*, chapitre treize.

Acte concernant le cautionnement de certains officiers judiciaires de la Province de *Québec*.

Acte concernant certaines Compagnies à Fonds Social.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin à lisses de *Lévis* et *Kennebec*.

Acte pour changer les limites des comtés de *Portneuf* et de *Québec*.

Acte pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

Acte pour incorporer "La Compagnie d'Assurance des Cultivateurs de la province de *Québec*."

Acte pour incorporer "La Société Permanente de Construction du district d'*Iberville*, et lui accorder certains pouvoirs."

Acte pour incorporer la Compagnie d'Hôtel de *Cacouna*.

Acte pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième *Victoria*, intitulé: "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres."

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*.

Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la *Baie des Chaleurs*.

Acte pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal*.

Acte pour confirmer certains prêts d'argent faits par le gouvernement pour l'achat de grains de semence dans les comtés de *Chicoutimi* et de *Charlevoix*, et pour légaliser certaines débetures émises par les corporations municipales pour garantir le remboursement des dits prêts et pour exonérer les membres du gouvernement exécutif et autres pour l'avance de sommes d'argent pour les dits prêts.

Acte pour incorporer la Société d'Abstinence Totale et de Bénéfice de *Sainte-Brigitte*.

Acte pour donner des limites à la paroisse de *Saint-Ferdol* pour les fins civiles et municipales.

Acte pour détacher les paroisses de *Saint-Guillaume d'Upton* et *Saint-Bonaventure d'Upton* du comté de *Drummond* et du district d'*Arthabaska*, et les annexer pour toutes fins quelconques au comté de *Yamaska* et au district de *Richelieu*.

Acte pour autoriser la chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, *George A. Hughes* comme notaire.

Acte pour amender l'acte 16 *Victoria*, chapitre 57, incorporant la corporation du collège *Sainte-Marie*, à *Montréal*.

Acte pour amender l'acte pour incorporer les membres de l'Association de la Bibliothèque de Commerce de *Montréal*.

Acte pour amender l'acte vingt-sixième *Victoria*, chapitre soixante deux, intitulé: "Acte pour incorporer la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge de *Montréal*, (*The Montreal Protestant House of Industry and Refuge*)."

Acte pour amender l'acte du Département du Trésor.

Acte pour amender l'acte de cette province trente-cinquième *Victoria*, chapitre treize.

Acte pour amender l'acte de cette province trente-cinquième *Victoria*, chapitre six.

Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie du Chemin à Lisses de *Sherbrooke*, des Townships de l'*Est* et *Kennebec*.

Acte pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens de mineurs.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*.

Acte pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de *Montréal*.

Acte pour investir la compagnie du cimetière *Mont-Royal* des anciens cimetières protestants, dans la cité de *Montréal*.

Acte concernant la nomination de conseils de la Reine.

Acte pour changer le nom de la paroisse de *Saint-Urbain de Windsor*.

Acte pour incorporer la compagnie du pont de *Windsor et Brompton*.

Acte pour amender différents actes incorporant la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est (*South Eastern Counties Junction Railway Company*.)

Acte pour incorporer "l'Orphelinat de *Sorel*."

Acte pour incorporer "l'Association Musicale de *Québec*."

Acte pour amender l'acte pour incorporer le *Trafalgar Institute*.

Acte pour transporter le chef-lieu du comté d'*Ottawa*, pour les fins municipales et d'enregistrement, de *Aylmer* à *Hull*.

Acte pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées corruptrices aux élections.

Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*.

Acte pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin à Lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*, et pour ratifier certains arrangements faits entre la dite compagnie et la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est, et pour d'autres fins.

Acte pour amender le chapitre 76 des statuts refondus du *Canada*, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie, et l'étude de l'anatomie.

Acte pour incorporer le "*Stanstead Wesleyan College*."

Acte concernant la taxe des écoles dans la cité de *Montréal*.

Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Acte pour amender l'article 31 du Code de Procédure Civile du *Bas-Canada*, en ce qui concerne certaines poursuites *in forma pauperis*.

Acte pour incorporer la corporation de la ville de *Lachine*.

Acte pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de *Sorel*.

Acte pour amender les Actes 29 et 30 Victoria, chapitre 27, et 32 Victoria, chapitre 27, concernant le Barreau de la Province de *Québec*.

Acte pour permettre au conseil de comté du comté d'*Yamaska* d'ériger en municipalité séparée un certain territoire.

Acte pour amender la charte de la nouvelle Compagnie du Gaz de *Montréal*, et divers autres actes amendant la dite charte.

Acte pour ériger *Saint-Tite des Caps* en municipalité locale.

Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des *Laurentides*.

Acte pour amender l'acte vingt-trois Victoria, chapitre soixante-seize, intitulé : "Acte pour incorporer le village de *Terrebonne* et pour l'ériger en ville."

Acte pour incorporer la ville de *Nicolet*.

Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin à Macadamiser de la paroisse de *Laprairie*.

Acte concernant les registres de l'état civil.

Acte pour incorporer la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la rivière *Richelieu*.

Acte pour autoriser *Jacques Fournier*, cultivateur, de l'*Ange-Gardien*, district de *Saint-Hyacinthe*, à exiger des péages sur un pont qu'il a construit sur la rivière *Yamaska*.

Acte pour autoriser *Antoine Mayrand*, *Charles McCaffrey* et *Francis McCaffrey*, de *Nicolet*, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière *Nicolet*.

Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de *Lévis* et les divers actes qui l'amendent.

Acte pour changer le nom de la division d'enregistrement de *Dorchester*, numéro deux, et le lieu où le bureau d'enregistrement de la division sera tenu.

Acte pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et forêts. Acte pour amender la loi concernant la juridiction de trois juges de la Cour Supérieure en Révision.

Acte pour amender de nouveau l'Acte des Licences de *Québec*.

Acte pour amender les lois concernant l'administration des Terres de la Couronne.

Acte pour légaliser un compromis entre les Commissaires d'Ecole et la corporation de la cité de *Québec*.

Acte pour accorder de l'aide à certaines Compagnies de Chemins à Lisses.

Acte pour l'érection civile des paroisses de *Saint-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux* et de *Saint-Ubalde*.

Acte pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens de mineurs.

Acte pour amender " l'Acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics, " et constituer un conseil des arts et manufactures.

Acte pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du *Canada*, passé dans la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour incorporer la société du fonds des veuves et des orphelins des ministres congrégationalistes. "

Acte pour amender l'acte 35 *Victoria*, chapitre 36, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie de crédit de *Montréal*. "

Acte pour amender l'acte 34 *Victoria*, chapitre 59, intitulé : " Acte pour incorporer *The Montreal Young Men's Christian Association*. "

Acte concernant l'acte 27 et 28 *Victoria*, chapitre 52, pour la protection des oiseaux insectivores et autres utiles à l'agriculture.

Acte pour amender de nouveau les dispositions des différents actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Acte pour amender le Code Municipal de la province de *Québec*.

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative adresse la parole à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

Au nom de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, je présente un bill intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin mil huit cent soixante-et-quatorze, et à certaines autres fins du ressort du service public, " auquel je prie humblement Son Excellence de donner sa sanction.

La sanction royale est alors donnée à ce bill dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Excellence de prononcer le discours suivant aux deux Chambres :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je suis heureux de vous féliciter sur l'application et l'assiduité avec lesquelles vous vous êtes occupés des mesures qui vous ont été soumises.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides, et je verrai à ce que le meilleur usage soit fait des sommes mises à la disposition du Gou-

vernement. Les octrois considérables de subsides et de terres que vous avez votés pour de nouvelles compagnies de chemins de fer, contribueront, je l'espère, à développer puissamment les ressources de la province. Ajouté ce que la Législature a déjà fait dans les sessions précédentes, cette libéralité placera notre pays au nombre de ceux qui font le plus d'efforts pour le progrès matériel.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Acceptez les vœux que je forme pour votre bonheur et celui de vos familles, et pour le maintien de la paix et de l'harmonie nécessaires aux progrès véritables d'une nation.

Alors l'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif, et

Messieurs de l'Assemblée Législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, de proroger cette Législature Provinciale jusqu'à samedi, le premier jour de février prochain, pour être alors ici tenue ; et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à samedi, le premier jour de février prochain.

APPENDICE.

N° 1.—PREMIER RAPPORT du Comité Spécial Permanent des Privilèges et Elections.

PREMIER RAPPORT

DU

COMITÉ PERMANENT DES PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 5 décembre 1872.

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que le vingt-trois novembre dernier, il s'est réuni pour prendre en considération la déclaration de M. Joly : " Que l'honorable député de Montmorency était un des propriétaires de l'asile des aliénés de Beauport, et comme tel, avait un contrat avec le Gouvernement lorsqu'il a été élu membre de cette Chambre aux dernières élections générales " qui lui a été référée par votre honorable Chambre.

Qu'à des séances subséquentes de votre comité, les témoins suivants ont été entendus : Cyrias Pelletier, écuyer, John Strang, écuyer, N. P., John Alfred Charlebois, écuyer, N. P., Jean Etienne Landry, écuyer, M. D., Clément Vincelette, écuyer, Edward O'Brien, écuyer, N. P., William Bignell, écuyer, N. P., et François Elzéar Roy, écuyer, M. D.

Que votre comité, à sa dernière séance, a adopté la résolution suivante :

Que ce comité fasse rapport à la Chambre de ses procédés et des témoignages entendus devant lui.

Votre comité, conformément à cette résolution, et pour l'information de votre honorable Chambre, produit, avec le présent rapport, le *procès-verbal* des séances de ce comité et les documents suivants :

- 1° Bref d'élection pour la division électorale de Montmorency.
- 2° Proclamations de l'officier-rapporteur.
- 3° Commission, serment et certificat de prestation de serment du clerc d'élection.
- 4° Serment et certificat de prestation de serment de l'officier-rapporteur.
- 5° Rapport de l'officier-rapporteur.
- 6° Témoignage pris devant le dit comité.

DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ.

23 novembre 1872.

Membres présents :—Les honorables MM. Cauchon, Ouimet, Holton et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Fortin, Fournier, Joly, Lynch et Poupore.
Sur motion de M. Lynch, l'honorable M. Ouimet est nommé président de ce comité.

Sur motion de M. Joly, ordre est donné au Greffier du comité de notifier les témoins suivants :—Le Greffier en Chancellerie, et MM. F. E. Roy, J. E. Landry, James Douglas, Clément Vincelette, Alexandre Lemoine, A. H. Verret, J. A. Charlebois et Laurent Catelier, de comparaître devant le comité le 25 novembre courant.

25 novembre 1872.

Membres présents :—Les honorables MM. Irvine, Ouimet, Holton, et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly et Lynch.

L'honorable M. Irvine fait motion :

Que ce comité s'ajourne à mercredi prochain, le 27 novembre courant.

Cette motion est mise aux voix et perdue.

Sur motion de M. Joly, les honorables MM. P. J. O. Chauveau et Joseph Cauchon sont priés de vouloir bien comparaitre demain devant ce comité, afin de donner leurs témoignages dans l'affaire de la déclaration de M. Joly, référée à ce comité, ainsi que les Messieurs dont suivent les noms : J. A. Charlebois, écuyer, Philippe Huot, écuyer, William Bignell, écuyer, Edward O'Brien, écuyer, et John Strang, écuyer.

L'honorable M. Holton fait motion,—Que l'honorable M. Cauchon soit notifié, que ce comité continuera demain l'enquête dans l'affaire de la déclaration de M. Joly, référée à ce comité.

La motion est adoptée.

M. Joly fait motion que les témoins soient assermentés.

La motion est adoptée.

26 novembre 1872.

Membres présents :—Les honorables MM. Irvine, Ouimet, Holton et MM. Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch et Bachand.

M. R. Allyn, avocat, comparait comme conseil pour l'honorable M. Cauchon. MM. John Strang, J. A. Charlebois et Jean E. Landry sont assermentés et donnent leurs dépositions.

27 novembre 1872.

Membres présents :—Les honorables MM. Irvine, Ouimet, et MM. Bachand Bellerose, Bellingham, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch et Rhéaume.

Le Dr. Landry est de nouveau assermenté et examiné.

MM. Edward O'Brien, C. Vincelette et Philippe Huot sont assermentés et donnent leurs témoignages.

28 novembre 1872.

Membres présents :—Les honorables MM. Irvine, Ouimet, Holton, et MM. Bachand, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch, Poupore et Rhéaume.

M. Joly déclare qu'il n'a plus de témoins à faire entendre.

Sur demande de M. Allyn, le comité s'ajourne au lendemain, avec l'entente expresse que M. Allyn déclarera au comité quel plaidoyer il entend faire à l'encontre de la déclaration de M. Joly, et procédera de suite à son enquête.

29 novembre 1872.

Membres présents :—Les honorables MM. Irvine, Ouimet, Holton, et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch, Poupore et Rhéaume.

M. Allyn, au nom de l'honorable M. Cauchon, déclare qu'il n'entend faire aucun plaidoyer à l'encontre de la question maintenant devant le comité, ni faire entendre de témoins, et qu'il s'en rapporte entièrement à la décision de ce comité.

M. Bellingham fait motion que ce comité est d'opinion que la déclaration faite par l'honorable membre pour Lotbinière, et référée par la Chambre à ce comité, a été pleinement justifiée par la preuve amenée par lui devant ce comité.

Cette motion est adoptée.

M. Chapleau fait motion, que le Dr. F. E. Roy soit maintenant examiné comme témoin.

L'honorable M. Holton propose en amendement, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots suivants soient ajoutés : " Après que l'honorable Jos. Cauchon aura été entendu comme témoin."

L'amendement est mis aux voix et perdu.

La motion principale est alors adoptée.

30 novembre 1872.

Membres présents :—Les honorables MM. Irvine, Ouimet et Holton, et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch et Poupore.

M. le Dr. F. E. Roy est assermenté et donne son témoignage.

2 décembre 1872.

Membres présents :—Les honorables MM. Irvine, Ouimet, et MM. Bachand, Bellingham, Cassidy, Fortin, Fournier, Joly et Poupore.

Examen du Dr. Roy continué et terminé.

Sur la proposition de l'honorable M. Holton,

Ordre est donné au Greffier du comité de mentionner au *procès-verbal* des séances de ce comité, que l'honorable M. Cauchon, ayant été invité à comparaître comme témoin devant le comité, n'a pas comparu, et n'a pas réclamé devant ce comité son privilège de membre de la Chambre pour ne pas comparaître.

5 décembre 1872.

Membres présents :—Les Honorables MM. Irvine, Ouimet, Holton, et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch et Poupore.

M. Joly fait motion :

Qu'il soit résolu, Que ce comité est d'opinion que la question qui lui a été soumise est sujette aux dispositions de la 32^e Vict. ch. 3, section 4, et le 1^{er} paragraphe de la section 5, qui statuent dans les termes suivants :

" Nulle personne ayant ou possédant, entreprenant ou exécutant directement ou indirectement, seule, ou avec une autre, par elle-même ou par l'intermédiaire d'un syndic ou tierce-partie, un contrat ou marché avec un officier ou département public de la Province, ou de la Puissance, se rattachant au service public de cette Province, ou de la Puissance, ou en vertu duquel les deniers publics de la Province, ou de la Puissance, devront être payés pour aucun service, ouvrage, matière, ou chose,—ne sera nommé Conseiller Législatif, ni ne sera éligible comme membre de l'Assemblée Législative, ni dans l'un ou l'autre cas ne siégera ni ne votera en cette qualité.

5^e. " Si une personne, déclarée inéligible, aux termes du présent acte, comme membre de l'Assemblée Législative, est néanmoins élue et rapportée comme membre d'icelle, son élection et rapport seront nuls et de nul effet."

Qu'il a été établi, d'après les dispositions de la loi ci-dessus citées,

Que l'honorable Joseph Cauchon n'était pas éligible comme membre de l'Assemblée Législative de la Province de Québec aux dernières élections générales pour la dite Assemblée.

Que votre comité recommande respectivement que l'élection et le rapport du dit honorable Joseph Cauchon pour le district électoral de Montmorency soient déclarés nuls et de nul effet par votre Honorable Chambre.

L'honorable M. Irvine propose en amendement,

Qu'il soit résolu, Que ce comité fasse rapport à la Chambre de ses procédés et des témoignages entendus devant lui.

L'amendement de l'honorable M. Irvine, étant mis aux voix, est adopté sur division.

Le tout respectueusement soumis.

GÉDÉON OUIMET,
Président,

N. F. BELLEAU.

CANADA,
Province de Québec.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A PIERRE GOSSELIN, écuyer, registrateur, officier-rapporteur de la division électorale de Montmorency, en la province de Québec,—Salut :

CONSIDÉRANT que, par l'avis du Conseil Exécutif de notre province de Québec, nous avons ordonné que notre Assemblée Législative de Québec s'assemblât dans notre cité de Québec, mercredi, le deuxième jour d'août, pour délibérer sur les grandes et importantes affaires qui nous concernent ainsi que notre dite province de Québec.

NOUS VOUS COMMANDONS, en conséquence, et vous enjoignons fortement, après avoir lancé une proclamation dans la division électorale de Montmorency, en notre dite province de Québec, sur réception de ce bref, fixant un jour et un lieu pour l'élection d'un membre devant représenter la dite division électorale de Montmorency, dans notre Assemblée Législative de Québec, de faire choisir en toute liberté et franchise, aux dits jour et lieu, un membre ou représentant, le plus habile et le plus digne, pour représenter la dite division électorale de Montmorency, dans notre Assemblée Législative de Québec, par ceux qui seront présents au dit jour d'élection qui sera fixé par telle proclamation, et d'enjoindre à la dite personne ainsi élue de se rendre à la dite Assemblée Législative, de manière à ce que le dit membre ou représentant, soit muni d'amples et suffisants pouvoirs pour lui-même et les bourgeois de la dite division électorale de Montmorency, pour faire et approuver tout ce qui, par la faveur de Dieu, pourra là et alors être prescrit par le conseil commun de notre dite province, à l'égard des dites affaires, afin que, à défaut de tels pouvoirs, ou à raison de l'élection irrégulière de tel membre ou représentant, les dites affaires ne puissent en aucune manière rester inachovées.

Et nous voulons que, après que ce choix aura été fait comme susdit, vous fassiez et transmettiez avec toute la diligence convenable, et conformément à la loi promulguée à cet égard, votre rapport à notre Greffier de la Couronne en Chancellerie pour la province de Québec, avec notre présent bref.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau de notre dite province de Québec ; Temoïn, Notre Fidèle et Bien Aimé l'honorable Sir Narcisse-Fortunat Belleau, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de notre province de Québec.

A notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité de Québec, en notre dite province, le vingt-neuvième jour de mai, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-onze, et dans la trente-quatrième année de notre règne.

(Par ordre,) L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

Reçu ce bref le 31ème jour de mai 1871.

P. GOSSELIN,
Officier-Rapporteur.

élections par le Greffier de la Couronne en Chancellerie, ce 25 novembre 1872.
Cas. P. L.,
(Signé,) Greffier des Comités.

PROCLAMATION.

Division électorale du comté de Montmorency, province de Québec, savoir :—

Avis public est par la présente proclamation donné aux électeurs de la division électorale du comté de Montmorency, qu'en obéissance au writ de Sa Majesté, à moi adressé, daté à Québec, le vingt-neuvième jour du mois de mai courant, je requiers la présence des dits électeurs à la porte de l'église dans la paroisse de l'Ange-Gardien, le neuvième jour du mois de juin prochain, à onze heures de l'avant-midi, aux fins d'élire une personne pour les représenter dans l'Assemblée Législative de cette province; et qu'en cas de demande et octroi d'un poll en la manière voulue par la loi, tel poll sera ouvert le seizième et dix-septième jour du mois de juin prochain, entre neuf heures avant-midi et cinq heures de l'après-midi, chaque jour, dans chacune des paroisses de Saint-Laurent, Saint-Jean, Saint-François, Sainte-Famille, Saint-Pierre, Laval, l'Ange-Gardien, Château-Richer, Sainte-Anne, Saint-Joachim et Saint-Féréol. Et du contenu de la présente proclamation, toute personne est requise de prendre connaissance et de se gouverner en conséquence.

Donné sous mon seing, en la paroisse de Saint-Laurent, le trentième jour du mois de mai, de l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze.

P. GOSSELIN,
Officier-Rapporteur.

PROCLAMATION.

Electoral division of the county of Montmorency, Province of Quebec, Canada, to wit:—

Public notice is hereby given to the electors of the electoral division of the county of Montmorency, that in obedience to Her Majesty's Writ to me directed, and bearing date, the twenty-ninth day of the month of May instant, I require the presence of the said electors, at the church door, in the parish of l'Ange-Gardien, on the ninth day of the month of June next, at eleven o'clock in the forenoon, for the purpose of electing a person, to represent them in the Legislative Assembly of this Province of Quebec; and that in case a Poll be demanded and allowed in the manner by law prescribed, such poll will be open on the sixteenth and seventeenth day of the month of June next, in each of the parishes of St. Laurent, St. Jean, St. François, Ste. Famille, St. Pierre, Laval, l'Ange-Gardien, Chateau Richer, Ste. Anne, St. Joachim and St. Féréol. And of all which every person is hereby required to take notice and govern himself accordingly.

Given under my hand, at the parish of St. Laurent, the thirtieth day of the month of May, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy-one.

P. GOSSELIN,
Returning Officer.

A JEAN BAPTISTE EUDOR GOSSELIN, Etudiant,

demeurant en la ville de Québec.

Sachez, qu'en ma qualité d'officier-rapporteur pour la division électorale de Montmorency, à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, je vous ai nommé et vous nomme par les présentes mon clerk d'élection pour agir en cette qualité suivant la loi à la prochaine élection de la dite division électorale pour un membre de l'Assemblée Législative de Québec, laquelle élection sera par moi ouverte le neuvième jour du mois de juin.

Donné sous mon seing, à St. Laurent Isle d'Orléans, ce premier jour du mois de juin, en l'année mil huit cent soixante-et-onze.

P. GOSSELIN,
Officier-Rapporteur.

Produit devant le comité des privilèges et élections par le Greffier en Chef, le 25 novembre 1872.
Chas. P. LINDSAY,
G. C. C.

Je soussigné, Jean Baptiste Eudore Gosselin, nommé clerc d'élection pour la division électorale de Montmorency à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, jure solennellement que j'agirai en la qualité de clerc d'élection, et aussi en la qualité d'officier-rapporteur, si le cas y échet, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection. Ainsi Dieu me soit en aide.

J. B. E. GOSSELIN,
Clerc d'élection.

Je, soussigné, certifie par les présentes que le septième jour du mois de juin, Jean Baptiste Eudore Gosselin, clerc d'élection pour la division électorale de Montmorency à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, a prêté et signé devant moi le serment d'office requis en pareil cas d'un clerc d'élection, par la trente-troisième section du sixième chapitre des Statuts Refondus du Canada.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

P. GOSSELIN,
Officier-Rapporteur.

Je, soussigné, Pierre Gosselin, officier-rapporteur pour la division électorale du comté de Montmorency, jure solennellement que je suis qualifié suivant la loi pour agir en la qualité d'officier-rapporteur pour la dite division électorale du comté de Montmorency, à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, et que j'agirai en cette qualité fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection. Ainsi Dieu me soit en aide.

P. GOSSELIN,
Officier-Rapporteur.

Je, soussigné, certifie par les présentes que le trentième jour du mois de mai, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-onze, Pierre Gosselin, officier-rapporteur, pour la division électorale du comté de Montmorency, à l'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de Québec, a prêté et signé devant moi le serment d'office requis en pareil cas d'un officier-rapporteur par la trente-deuxième section du sixième chapitre des statuts refondus du Canada.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

GEO. THÉO. TREMBLAY,
J. P.

RAPPORT.

En vertu d'un bref d'élection pour la division électorale de Montmorency, dans la Province de Québec, dans la Puissance du Canada, daté le vingt-neuvième jour de mai mil huit cent soixante-et-onze, à moi adressé, je déclare par le présent l'honorable Joseph Cauchon, écuyer, dûment élu à l'Assemblée Législative de Québec, pour la division électorale de Montmorency.

Signé et scellé ce neuvième jour de juin mil huit cent soixante-et-onze.

(L. S.)

P. GOSSELIN,
Officier-Rapporteur.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Le Comité des Privilèges et Elections.

Témoignages pris devant le comité concernant la motion de M. Joly au sujet de l'honorable M. Cauchon, 25 novembre.

CYRIL PELLETIER, écuyer, Greffier de la Couronne en Chancellerie, dépose et dit :

Je produis et dépose devant le comité tous les papiers que j'ai en ma possession concernant l'élection de la division électorale de Montmorency, pour l'année mil huit cent soixante-et-onze, savoir : 1° Le bref d'élection pour la dite division, émané le vingt-neuf mai mil huit cent soixante-et-onze, et adressé à Pierre Gosselin, écuyer, registrateur, 2° Proclamation de l'officier-rapporteur. 3° Commission, serment, et certificat de prestation de serment d'un clerc d'élection. 4° Serment et certificat de prestation de serment de l'officier-rapporteur. 5° Rapport par l'officier-rapporteur sur le dit bref d'élection, déclarant élu, pour la dite division, l'honorable Joseph Cauchon, en date du 9 juin mil huit cent soixante-et-onze.

La présente déposition ayant été lue au témoin, il y a persisté et a signé.

H. CYR. PELLETIER.

MARDI, 25 novembre 1872.

En réponse à M. Joly,—

JOHN STRANG, N. P., de la cité de Québec, dépose et dit :—Je produis une minute en conformité à la minute maintenant produite et la dite copie est marquée "A."

JOHN STRANG.

JEAN ALFRED CHARLEBOIS, N. P., de la cité de Québec, assermenté :

M. Joly.—Voulez-vous produire un protêt, ratifié par vous, à la demande de l'honorable Joseph Cauchon ?

Le témoin—(M. Charlebois.) Je m'objecte, également avec mon confrère, qui m'a précédé, à produire ce document, vu que ce n'est pas un acte enregistré.

Le comité a débouté l'objection.

Le témoin—Je produis ici un protêt fait par l'honorable Joseph Cauchon, adressé au Dr. Landry en date du 4 avril 1872.—Je déclare sous serment que la copie de ce protêt que je mets devant le comité est une copie authentique. Il est marqué "Exhibit B."—La dite copie est conforme à la minute que j'ai produite. Je produis un acte rédigé en français, intitulé : "Contrat entre l'hon. Joseph Cauchon et le Dr. F. E. Roy, en date du 24 octobre 1872. —Je certifie que ceci est une copie conforme à la minute maintenant produite devant le comité et qui est marquée "Exhibit C."

J. A. CHARLEBOIS.

JEAN ETIENNE LANDRY, M. D., assermenté :

Je suis un des propriétaires de l'asile Beauport. J'ai été l'un des propriétaires depuis 1863.—Je suis propriétaire de la moitié de l'asile, à certaines conditions sujettes à un droit de *remerciement*.—J'ai d'abord acheté sur la part qui m'appartient un quart (intérêt) de Mme Dr. Frémont. Le Dr. Douglas a acheté un autre quart de la propriété qu'il m'a vendu vers la fin de l'année 1865. Je crois que le contrat de vente a été fait le dernier jour de l'année 1865. J'entrai en possession de la moitié de l'établissement le 1er janvier 1866. Il existait à cette époque un contrat entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile. Il était fait pour huit ans et expirera l'année prochaine. Ce contrat fut fait et passé le 21 avril 1865. Le document qui

vient de m'être montré me semble être conforme à un document que j'ai reçu à la date qui est indiquée, et décrit comme "Exhibit B" 4 avril 1872.

M. Joly—Sous quelles circonstances ce protêt vous a-t-il été servi ?

M. Richard Alleyn, Conseil pour M. Cauchon s'objecte à cette question dans les termes suivants : Je fais objection parce qu'elle a rapport à des circonstances postérieures à la date de l'accusation portée contre l'honorable député de Montmorency. M. Alleyn discute la question.

M. Holton s'oppose à l'argument, soutenant que la question est parfaitement dans l'ordre.

M. Joly est du même avis, prétendant qu'il a le droit de faire connaître tous les faits au comité.

M. Bellingham—Dit que pour être dans l'ordre, le comité n'aurait jamais dû recevoir ce document. Il était daté du mois d'avril 1872, tandis que l'élection n'a eu lieu qu'en 1871.

L'honorable M. Irvine—Dit que le document produit constituait une excellente preuve. Les messieurs qui l'ont produit ont bien fait. C'est un document qui constate que certains revenus appartenaient au monsieur en faveur de qui le protêt a été fait.

L'objection à cette question a été déboutée.

M. Joly—Sous quelles circonstances ce protêt vous a-t-il été servi ?

Dr. Landry (le témoin)—A l'occasion d'une difficulté qui s'est élevée entre l'honorable Joseph Cauchon et le Dr. Roy.

M. Joly—Quelle était la raison de cette difficulté ?

Le témoin—La défense que m'avait faite le Dr. Roy de payer de l'argent à l'honorable M. Cauchon.

M. Joly—Quelle était la cause de cette difficulté ?

Le témoin—Vers le mois de mars dernier, lors de son retour des États-Unis, le Dr. Roy me demanda si j'avais donné de l'argent à l'honorable M. Cauchon, et je lui répondis que oui. Il (le Dr. Roy) me défendit alors de lui en donner d'avantage, en me disant que si M. Cauchon avait besoin d'argent il pouvait s'adresser à lui (le docteur.) En retournant en ville, je rencontrai M. Cauchon et lui fit part de ce qu'on m'avait dit. M. Cauchon répondit :—Il faut alors que je le voie au sujet de mon hypothèque. Le lendemain, je reçus le protêt qui vient de m'être montré, marqué (B.)

M. Joly—Est-ce qu'il vous dit alors qu'il était propriétaire ?

Le témoin—Non ; pas alors.

M. Joly—Depuis le mois de janvier 1866, le Dr. F. E. Roy reçut-il un salaire de £400 par année à l'asile, et qui lui a payé ce salaire ?

Le témoin—A ma connaissance, je ne puis pas dire si le Dr. Roy a reçu un salaire de l'asile, et s'il l'a reçu, qui le lui a payé.

M. Joly—Le Dr. Roy vous a-t-il jamais dit qu'il avait reçu ce salaire ?

Sur objection faite, la question est retirée.

M. Joly—Avant la date du protêt du 4 avril 1872, aviez-vous payé et livré à l'honorable Joseph Cauchon, tous les profits et revenus de l'asile Beauport, tels qu'il les réclame dans le protêt : et sinon tous les profits et revenus, quelles parts et parties d'iceux ?

Le témoin—J'avais donné de l'argent à M. Cauchon pendant que le Dr. Roy était aux États-Unis.

M. Joly—Combien ?

Le témoin—Deux mille piastres.

M. Joly—Avez-vous donné de l'argent à M. Cauchon avant cette époque ?

Le témoin—Je puis répondre que je n'ai, en aucun temps, donné d'argent à M. Cauchon ; mais pendant l'absence du Dr. Roy aux Etats-Unis, M. Cauchon me demanda un jour si je voulais lui donner de l'argent—\$2,000 - Je lui dis : Je ne peux vous en donner maintenant—Je puis vous laisser avoir \$1,000, et quand je recevrai le reste—l'autre argent du Gouvernement—je pourrai vous laisser avoir les autres mille piastres. J'ordonnai que cette somme lui fut donnée.

M. Joly—Avant le paiement de cette somme de \$2,000, avez-vous jamais payé M. Cauchon, ou lui avez-vous fait donner de l'argent ?

Le témoin—Je ne lui ai jamais donné d'argent ou ordonné qu'il lui en fut payé. Tout l'argent payé l'a été au nom du Dr. Roy, son nom figurant sur l'acte comme propriétaire de l'asile. Tout l'argent provenant de l'asile est chargé au Dr. Roy, comme l'était même cette somme de \$2,000.

M. Joly—Depuis le 1er janvier 1866, en quelles mains l'argent provenant de l'octroi du Gouvernement à l'asile a-t-il été placé ?

Le témoin—Je partageais avec Roy, les emplois de l'asile, et je suis chargé moi-même du département des finances.

M. Joly—L'argent était-il placé entre vos mains ?

Le témoin—Il était déposé à la banque, et retiré sur la signature du Dr. Landry. L'argent était ordinairement déposé à la banque par le Dr. Vincelette, notre gardien, qui est aussi notre teneur de livres.

M. Joly—Au crédit de qui l'argent était-il déposé à la banque ?

Le témoin—A mon crédit et celui du Dr. Roy.

M. Joly - Pouvez-vous constater, de mémoire, les différentes sommes reçues par vous des commissaires de l'asile de Beauport depuis le mois de janvier 1866, et la manière dont ces différentes sommes ont été employées par vous jusqu'à l'époque du protêt ?

Le témoin—Non ; mais vous les trouverez dans les comptes publics. Les différentes sommes d'argent reçues du gouvernement étaient déposées à la banque ; après que toutes les dépenses de l'asile avaient été payées, la balance était divisée entre les propriétaires de l'asile—entre moi et le Dr. Roy.

M. Joly—Dit qu'il demanderait qu'un ordre fut donné au témoin de produire, le lendemain, un état des différentes sommes et paiements mentionnées dans cette question.

M. Holton—Saviez-vous, ou aviez toute raison de croire que M. Cauchon avait un intérêt dans le contrat passé entre le Gouvernement et les propriétaires de l'asile, autre que celui d'un créancier hypothécaire ordinaire sur une propriété, pour des avances faites—s'il avait quelqu'intérêt dans les revenus et profits de l'asile, en vertu du contrat avec le Gouvernement ?

Le témoin—Comme je l'ai dit dans la première partie de mon interrogatoire, je n'en sais rien personnellement.

M. Holton—Avez-vous quelque raison de croire qu'il en était ainsi ?

Le témoin—Ce que j'en sais, m'a été dit.

M. Holton - Par qui ?

Le témoin—Le Dr. Roy m'a dit qu'il n'était pas lui-même propriétaire.

Après des objections de la part de messieurs Irvine, Chapleau et Alleyn, et une discussion, la question ci-dessus est décidée selon la volonté du comité.

M. Holton demande—Si en aucun temps, l'honorable M. Cauchon a dit au témoin que lui (M. Cauchon) avait un intérêt dans l'asile de Beauport—s'il avait un intérêt autre que celui d'un créancier hypothécaire.

Le témoin—Depuis la difficulté survenue entre M. Cauchon et le Dr. Roy, c'est

à-dire l'automne dernier, M. Cauchon m'a dit qu'il était propriétaire de l'asile—co-propriétaire avec moi.

M. Holton—Vers quelle époque vous a-t-il dit cela ?

Le témoin—Autant que je m'en souviens, cela pouvait être vers le mois d'octobre 1871. C'était peu de temps avant le départ du Dr. Roy pour les États-Unis.

M. Cassidy—A quel propos vous a-t-il parlé de cela. Était-ce au sujet des profits que rapportait l'asile.

Le témoin—C'était au sujet de la difficulté survenue entre lui et le Dr. Roy.

M. Cassidy—Quand M. Cauchon vous a demandé les deux mille piastres dont il a été déjà question, quelle raison vous donna-t-il pour demander cette somme ?

Le témoin—Il ne me donna pas de raison, mais je savais qu'il lui était dû de l'argent, soit comme créancier hypothécaire, soit comme propriétaire.

M. Cassidy—Avez-vous dit tout ce que vous savez au sujet de cette affaire ?

Le témoin—Je sais beaucoup de choses par ouï-dire.

A M. Fournier—

La réponse enregistrée dans le protêt, est la réponse que j'y ai faite. La raison principale pour laquelle je fis réponse au protêt, est que j'avais également reçu du Dr. Roy une défense de payer aucun argent à M. Cauchon, et sachant qu'il existait une difficulté entre les deux parties, je déclarai que je déposerais dans une banque l'argent dû à mon co-propriétaire, et que je le payerais lorsque j'en recevrais l'ordre de la cour devant laquelle l'action était pendante.

M. Cassidy—Après avoir reçu le protêt en question, avez-vous rencontré M. Cauchon, et lui avez-vous parlé du contenu du protêt ?

Le témoin—Je le rencontrai plusieurs fois et lui parlai du protêt. C'est alors que M. Cauchon me dit qu'il était propriétaire de l'asile.

M. Joly—Vous avez dit que c'était en octobre 1871, qu'il vous dit qu'il était propriétaire ?

Le témoin—Il me parla alors, et plusieurs fois depuis, de la difficulté existante. Le différend n'origina pas chez M. Cauchon. La première nouvelle que j'en eus me vint du Dr. Roy, frère de mon co-propriétaire, qui m'arrêta dans la rue et me parla de choses qui devaient avoir lieu.

M. Chapleau—Avons-nous bien compris que vous disiez que M. Cauchon vous avait dit qu'il était associé ou co-propriétaire à une époque postérieure au protêt ?

Le témoin—En 1871, je commençai à entendre parler des difficultés qui allaient survenir dans l'asile ; mais le commencement de cette histoire ne me fut pas dit par M. Cauchon, mais par le frère du Dr. Roy.

A M. Chapleau,—

Le Témoin—Expliqua—Si j'ai dit précédemment dans ma déposition que M. Cauchon m'avait dit en 1871, vers le mois d'octobre de cette année, qu'il était co-propriétaire de l'asile, j'ai voulu dire que j'appris alors du Dr. Louis Roy qu'une difficulté devait survenir dans ou concernant l'asile, au sujet du droit de propriété. Ce fut à l'époque que je reçus le protêt ou vers ce temps, que M. Cauchon me dit qu'il était propriétaire.

M. Allyn—Le Dr. Roy vous a-t-il demandé de donner de l'argent à M. Cauchon avant son départ pour les États-Unis en novembre 1871 ?

Le Témoin—Je ne m'en souviens pas.

J. E. LANDRY.

Le comité s'ajourne à une heure, jusqu'à dix heures et demie, mercredi matin (27.)

MERCREDI, 27 novembre 1872.

Audition du Dr. Landry—suite.

M. *Chapleau*—N'est-il pas vrai que vous avez toujours traité et considéré le Dr. Roy comme votre co-propriétaire de l'Asile de Beauport, et que vous lui avez toujours parlé dans le même sens ?

Dr. *Landry*—Oui, puisque les contrats étaient en son nom.

M. *Chapleau*—N'est-il pas vrai que toutes les sommes d'argent que vous receviez pour le dit établissement étaient payées, sur votre reçu, J. L., et celui du Dr. Roy, sur les deux reçus réunis ?

Le témoin—Oui.

M. *Chapleau*—Pouvez-vous mentionner quelqu'autre document, à part du protêt qui vous a été signifié et qui vous est montré, qui pourrait indiquer que le Dr. Roy n'était pas co-propriétaire, ou qu'est-ce qui pourrait produire cette conviction ?

Le témoin—Oui.

M. *Chapleau*—N'est-il pas vrai que le Dr. Roy a toujours agi dans la conduite de l'asile comme étant sous-co-propriétaire ou associé ?

Le témoin—Oui.

M. *Chapleau*—N'êtes-vous pas maintenant créancier d'une hypothèque de \$8,000, dont le Dr. Roy est le débiteur ; ayant pour cela, hypothéqué pour la dite somme, la moitié indivise du dit asile ?

Le témoin—Oui.

M. *Chapleau*—N'est-il pas vrai que vous n'avez pas demandé, et que vous ne demandez pas d'autre garantie pour le paiement de la dite somme, que l'hypothèque de la dite moitié indivise de la dite propriété appartenant au Dr. Roy ?

Le témoin—Je n'ai pas demandé d'autre garantie.

M. *Joly*—Pouvez-vous nous donner la date de l'hypothèque consentie en votre faveur, par le Dr. Roy ?

Le témoin—Je pense que ce fut le 25 novembre 1870.

M. *Joly*—Pourquoi cette hypothèque fut-elle donnée ?

Le témoin—En considération de la somme de £2,000, que j'avais prêtée au Dr. Roy.

M. *Joly*—Pouvez-vous dire dans quel but il avait emprunté ces £2,000 ?

Le témoin—Oui. La part que j'achetai du Dr. Douglas, était hypothéquée par lui-même, et en vertu de l'acte, j'étais tenu de payer le capital seulement, sur lequel l'hypothèque de cette part serait déchargée. Le Dr. Roy, en achetant la propriété, avait accepté les dettes et les hypothèques, et s'était conséquemment rendu responsable de l'hypothèque sur ma part. Je voulais payer le capital, mais je ne pouvais pas le faire, tant que l'hypothèque resterait sur ma part. Pour pouvoir décharger toute la propriété, ou du moins ma propre part, la propriété entière étant hypothéquée, il fallut emprunter \$18,000 de la banque, si je ne me trompe pas, pour payer cette hypothèque, ou un tiers de l'hypothèque entière sur la propriété, et toutes les hypothèques sur ma part à l'exception de celle de Madame Frémont, au montant de £2000. Madame Frémont en vendant cette part au Dr. Douglas, il y a quelques années, était demeurée créancière pour la somme de £2000 qui ne lui avait pas été payée par le Dr. Douglas, et elle avait, en conséquence, une hypothèque. Ce fut pour payer cette hypothèque que je prêtai £2000 au Dr. Roy, afin de me mettre en état de payer le capital.

M. *Joly*—Vous avez dit que vous avez toujours considéré le Dr. Roy comme étant propriétaire de la moitié de l'asile ; pouvez-vous expliquer, en quelle qualité il recevait un salaire annuel de \$1,600 ?

Le témoin—J'ai dit dans mon témoignage d'hier que j'ignorais personnellement que le Dr. Roy recevait un salaire annuel.

M. Joly—Qu'attendez-vous par connaissance personnelle ?

Le témoin—Je veux dire, que je ne le savais seulement que sur ouï-dire.

M. Joly—Pouvez-vous faire connaître celui de qui vous l'avez entendu dire ?

Le témoin—Je l'ai ouï-dire par le Dr. Roy lui-même, et par M. Cauchon.

M. Joly—Y eût-il jamais quelque partie de ce salaire annuel de \$1,600 payée à même votre part ?

Le témoin—Non.

M. Joly—Comment avez-vous appris du Dr. Roy qu'il recevait un salaire ?

Le témoin—Dans la conversation, le Dr. Roy m'a dit qu'il recevait un salaire, et M. Cauchon m'a dit qu'il lui en payait un. Depuis que la présente difficulté existe, M. Cauchon m'a dit qu'il était le propriétaire, et qu'il payait un salaire au Dr. Roy. Le Dr. Roy m'a dit aussi qu'on lui payait un salaire.

M. Joly—Pour quels services recevait-il ce salaire ?

Le témoin—Il m'a dit qu'il payait un salaire de £400 au Dr. Roy, pour rendre dans l'asile les services que lui, (M. Cauchon) aurait été dans l'obligation de rendre lui-même comme co-propriétaire. Je désire ajouter à ce que je vous ai déjà dit hier, Messieurs les membres du comité, que je considérais le Dr. Roy propriétaire, parce que tous les actes étaient passés en son nom.

M. Joly—Laisant de côté toute question d'actes, pouvez-vous dire, sous votre serment, que vous considériez le Dr. Roy comme co-propriétaire ?

Le témoin—Je ne l'ai pas considéré comme co-propriétaire de l'asile.

M. Joly—Qui considériez-vous comme co-propriétaire ?

Le témoin—M. Cauchon.

M. Bellingham—Agissiez-vous dans l'asile comme si le Dr. n'était co-propriétaire ?

Le témoin—J'ai toujours agi avec le Dr. Roy comme s'il était co-propriétaire, et M. Cauchon n'a jamais fait un acte dans l'asile en qualité de propriétaire.

M. Bellingham—Comment avez-vous pu concilier votre manière d'agir envers le Dr. Roy comme co-propriétaire, avec l'aveu qu'il vous a fait qu'il ne l'était pas ?

Le témoin—J'ai agi ainsi, parce que les actes étaient passés en son nom et parce que le contrat était fait en son nom et au mien.

M. Lynch—Malgré que les actes fussent passés au nom du Dr. Roy, saviez-vous que M. Cauchon était votre co-propriétaire véritable ?

Le témoin—Oui.

J. E. LANDRY.

Jeudi, 28 novembre 1872.

EDWARD O'BRIEN, assermenté :—

Je produis l'exhibit "D," convention entre les commissaires de l'Asile des Aliénés de Beauport et les Drs. Douglas et Landry, en date du 21 avril 1865, et aussi une copie authentique des dits actes—laquelle est une copie exacte de la minute.

E. O'BRIEN.

CLÉMENT VINCELETTE, assermenté :—

M. Joly—Depuis quand êtes-vous employé à l'asile de Beauport ?

Le témoin—Depuis le mois de septembre 1864. Je suis employé en qualité de

préfet, et je suis chargé de la régie intérieure et extérieure de l'établissement. Je tiens les livres de l'établissement pour le Dr. Landry, un des co propriétaires, qui contrôle les finances.

Je fais des entrées de toutes les sommes payées, reçues et dépensées, jusqu'au dernier sou. Je sais qu'une convention a été faite entre les commissaires de l'asile de Beauport et les Drs. Douglas et Landry, en 1865, pour le contrat de l'asile de Beauport. Je ne l'ai jamais lu.

Je sais qu'il existait une promesse de vente, par le Dr. Douglas au Dr. Roy, des deux tiers de la part du Dr. Douglas dans l'asile de Beauport, faite le 29 de décembre 1865. Le Dr. Roy me fit voir l'endossement. Cette promesse fut suivie d'un acte de vente régulier entre les mêmes parties, le 5 mai 1866.

M. Joly—Vous avez dit que vous teniez les livres de comptes de l'asile; êtes-vous disposé à donner le montant des profits nets de l'asile, divisés par les co-propriétaires, depuis le 1er janvier 1866 et le 4 avril 1872?

M. Allyn objecte à la question comme n'ayant aucun rapport avec la cause instruite.

Après discussion, la question est retirée.

M. Joly—Le Dr. Roy recevait-il un salaire de £400 par an?

Le témoin—Mes livres n'en font aucune mention.

M. Joly—Est-il à votre connaissance que le Dr. Roy recevait un salaire de £400.

Le témoin—J'ai entendu cette matière souvent discutée.

M. Joly—Par quelle personne l'avez-vous entendu dire?

Le témoin—Le Dr. Roy me l'a dit dans une occasion.

M. Joly—Quand?

Le témoin—Il y a 3 ou 4 ans.

M. Joly—Dans quelle capacité vous dit-il qu'il recevait un salaire?

Le témoin—Je ne sais pas. Je supposai qu'il recevait un salaire pour le rémunérer des visites qu'il était tenu de faire à l'asile.

M. Joly—Vous a-t-il donné aucunes explications?

Le témoin—Il me dit seulement qu'il avait un salaire de £400 par année.

M. Joly—M. Cauchon vous a-t-il jamais donné des ordres ou instructions, au sujet de l'administration de l'asile, ou de l'exécution de vos devoirs dans l'exercice de vos fonctions?

Le témoin—Non. Je n'ai pas connu M. Cauchon dans l'asile. Il ne m'a jamais donné aucunes instructions au sujet du gouvernement de l'établissement de manière à me faire croire qu'il était propriétaire.

M. Joly—Avez-vous jamais payé aucun montant d'argent, en votre qualité d'administrateur de l'asile, à M. Cauchon?

Le témoin—Dans une occasion, j'accompagnais le Dr. Roy, et je le vis prendre une somme d'environ \$4,000 et la donner à M. Cauchon. Le Dr. Roy, dans cette occasion, m'avait demandé de l'accompagner.

M. Joly—En quelle année?

Le témoin—C'était en 1866 ou 1867.

M. Joly—Avez-vous donné directement ce montant au Dr. Roy, ou comment le lui remit-il?

Le témoin—Le chèque était signé par le Dr. Landry, et avait été remis au Dr. Roy, et nous allâmes à la banque ensemble.

M. Joly—Est-ce vous qui déposiez en banque les sommes déposées en faveur des propriétaires ?

Le témoin—Le Dr. Roy me disait de faire les dépôts des bénéfices de l'asile quelquefois en son propre nom, et, quelquefois aussi, au nom de M. Cauchon. Les livres contiennent l'exposé des dépôts que je fais, avec les noms des personnes auxquelles ils sont destinés. Ma mémoire ne me permet pas de donner exactement le chiffre des revenus et profits placés au crédit de M. Cauchon, cependant je puis dire que les sommes placées à son crédit sont plus considérables que celles qui le sont en faveur du Dr. Roy. Je puis déclarer certainement que j'ai déposé beaucoup plus de sommes d'argent au crédit de M. Cauchon, et j'ai toujours agi ainsi d'après les ordres du Dr. Roy.

M. Joly—Quand avez-vous commencé à placer ces dépôts au crédit de M. Cauchon ?

Le témoin—Je l'ai fait tout le temps de mon administration—depuis l'époque où le Dr. Roy est devenu l'un des propriétaires, jusqu'à l'automne de 1871. Je puis en avoir déposé de nouveau, depuis, mais je ne m'en souviens plus.

C. VINCELETTE.

PHILIPPE HUOT, N. P., assermenté :—Je produis trois copies de trois obligations différentes, par F. E. Roy, en faveur de l'honorable Joseph Cauchon. L'une est datée du 29 décembre 1865; la seconde est datée du 3 de mars 1866, et l'autre, ou la troisième, est datée du 11 novembre 1868. Elles sont marquées respectivement, "B," "F," "G." Ce sont les vraies copies des originaux, que je présente aussi au comité.

P. HUOT.

Samedi, 30 novembre 1872.

DR. FRANÇOIS ELZÉAR ROY, assermenté :

M. Chapleau—Êtes-vous l'un des propriétaires de l'asile de Beauport ?

Le témoin—Je le suis.

M. Chapleau—Avec qui êtes-vous propriétaire ?

Le témoin—Avec le Dr. Landry.

M. Chapleau—Le Dr. Landry qui a été examiné ici ?

Le témoin—Oui.

M. Chapleau—Depuis quelle époque êtes-vous propriétaire ?

Le témoin—Depuis le 1er janvier 1866.

M. Chapleau—Depuis cette date avez-vous cessé d'être co-propriétaire, comme il est établi déjà, de la moitié de l'établissement ?

Le témoin—Non.

M. Chapleau—Étiez-vous le seul propriétaire de cette moitié ?

Le témoin—Oui.

M. Chapleau—Quand le contrat des commissaires du dit asile de Beauport, maintenant existant, fut fait entre vous et votre co-propriétaire ?

Le témoin—Cet acte fut fait avant que je fusse devenu propriétaire de l'asile avec le Dr. Douglas et d'autres.

M. Chapleau—Ce contrat, je crois, existe encore ?

Le témoin—Oui.

M. Chapleau—A quelle époque expirera-t-il ?

Le témoin—Le printemps prochain.—J'ai acquis mes droits du Dr. Douglas.

A M. Bellingham—Le témoin (répond)—Lorsque ce contrat fut passé, le Dr. Douglas était représenté par son fils, James Douglas.

M. Chapleau—Le contrat avait été fait verbalement entre vous et le père ?

Le témoin—Lorsque j'étais médecin visiteur de l'asile, j'ai eu fréquemment l'occasion de voir le Dr. Douglas. Dans l'un de nos entretiens, il fit la remarque qu'il était devenu très-âgé, et qu'il était fatigué des tracasseries qu'il endurait, et il songeait à se retirer de l'administration de l'asile.

M. Bellingham—Quelles étaient ces tracasseries dont il parlait ?

Le témoin—Je compris que le gouvernement entier de l'établissement l'occupait beaucoup et lui causait beaucoup d'anxiété.

M. Bellingham—Il n'était pas au pays quand l'acte a été passé ?

Le témoin—Il avait laissé le pays.

Le docteur Douglas m'a fait entendre, dans d'autres conversations que j'eus avec lui après cela, qu'il était très-sérieux dans son désir de vendre.

M. Chapleau—Vous rappelez-vous le prix que vous avez payé pour votre moitié ?

Le témoin—\$108,000.

M. Chapleau—Vous avez été obligé d'emprunter de l'argent ?

Le témoin—Oui. J'ai emprunté de l'argent de M. Cauchon. Il y avait dans le temps sur la propriété, des hypothèques que j'étais obligé de payer ou de faire disparaître, conformément aux conditions de mon achat. Les hypothèques ont été radiées. L'argent ayant été emprunté d'autres personnes.

M. Chapleau—Pourriez-vous donner, au meilleur de votre connaissance, le montant à vous prêté par M. Cauchon ou par lui payé pour la radiation de la dite hypothèque sur la dite propriété, depuis le temps de votre achat jusqu'au 24 octobre dernier ?

Le témoin—A peu près \$36,000.

M. Chapleau—Avez-vous jamais dit au Dr. Landry que vous n'étiez pas propriétaire de la moitié de l'asile ?

Le témoin—Je lui ai dit, sous certaines circonstances, quelque chose, (dans un certain sens que je vais expliquer.)

Après avoir vu le Dr. et M. Douglas, je m'adressai à M. Cauchon pour avoir de l'argent. Ma proposition était celle-ci.—Que je devrais être l'acheteur des intérêts du Dr. Douglas dans l'asile de Beauport, et que je devais être administrateur de l'établissement. Que de son côté (M. Cauchon), fournirait les fonds nécessaires pour l'achat, et que, pour les risques qu'il courait dans cette transaction, je lui donnerais une part des profits que je recevrais comme propriétaire de l'asile. Il ne fit aucune remarque ; je présurai qu'il acceptait ma proposition. Quelques jours après, le Dr. Douglas, partant du pays pour l'Europe, me dit qu'il avait laissé dans les mains de son fils un pouvoir de procureur pour parfaire la vente. Après son départ, j'eus une conversation avec le Dr. Landry, qui désirait acheter un quart de l'asile ; il dit qu'il serait très-heureux de m'avoir avec lui comme propriétaire. Il me recommanda de voir M. Douglas aussitôt que possible. Après cela, ayant confiance en M. Cauchon, et reconnaissant son habileté dans les affaires, je le priai de voir M. Douglas, et c'est après cette entrevue que M. Cauchon, parlant de la difficulté qu'il avait à se procurer des fonds, et des risques considérables qu'il courait, me fit comprendre la position subordonnée qu'il me destinait. Frustré dans mon projet, et me voyant menacé de perdre une bonne transaction que je considérais mienne, je refusai d'abord toutes les propositions ; cependant ayant consulté, je décidai de faire l'arrangement suivant avec M. Cauchon : Que je serais l'acheteur d'une moitié de l'asile de Beau-

port—quo j'aurais l'administration et recevrais une rémunération—quo M. Cauchon fournirait les fonds nécessaires, et qu'après le paiement des intérêts des différents créanciers hypothécaires, je lui donnerais la balance des montants d'argent que je recevrais comme propriétaire de l'asile, et ainsi couvrir le risque qu'il avait couru. En outre, j'offris un bonus de \$10,000 à M. Cauchon, au moyen d'une hypothèque, en compensation pour le cas échéant que les profits lui seraient enlevés. Et de plus, il fut expressément entendu que M. Cauchon n'aurait pas le droit d'exiger de moi le paiement du montant de sa réclamation hypothécaire, aussi longtemps qu'il retirerait ma part des profits. L'automne dernier, je fis un voyage aux États-Unis, à mes propres frais, non pour éviter une investigation, mais dans l'intérêt de l'institution—pour me perfectionner comme spécialiste dans le traitement des maladies mentales. Avant mon départ, je laissai des ordres à M. Vincelette de remettre à M. Cauchon, pour moi, les sommes qui pourraient m'arriver comme propriétaire. A mon retour, je révoquai ces ordres, me réservant l'administration de mes affaires personnelles, ainsi que je l'avais fait par le passé, et je fis part de cette résolution au Dr. Landry. Dans une conversation que j'eus avec lui, il me dit que M. Cauchon lui avait demandé de l'argent. Je répliquai que je n'autoriserais pas le Dr. Landry à donner à M. Cauchon aucun argent en mon nom, et je lui dis que s'il (M. Cauchon) avait besoin de fonds do s'adresser à moi. J'insistai auprès du Dr. Landry pour lui faire comprendre que je ne refusais pas, en aucune manière, de l'argent à M. Cauchon, mais que je voulais qu'il s'adressa à moi s'il désirait avoir de l'argent. Je résidais alors dans l'asile, étant revenu avec empressement, lorsque j'appris la résignation du médecin de la maison. Je reçus le jour suivant, je crois, une lettre de l'avocat de M. Cauchon, demandant le paiement immédiat du montant de son hypothèque. Je fus informé, à mon arrivée à la ville, que cette lettre avait été laissée au pont par le Dr. Landry. Vû qu'il était expressément entendu que M. Cauchon ne pourrait posséder le droit de me demander le paiement de son hypothèque, aussi longtemps qu'il recevrait les profits et les revenus, et comme ces profits ne lui avaient jamais été refusés, je me considérais alors libéré de toutes espèces de conventions privées avec M. Cauchon. Cependant, ne voulant pas entrer en difficulté, j'essayai immédiatement de me procurer des fonds pour payer M. Cauchon. J'étais sur le point de conclure les arrangements nécessaires pour obtenir ces fonds, et je me trouvais encore dans les délais accordés par l'avocat de M. Cauchon, lorsque je reçus un bref de sommation pour le montant de l'hypothèque. Je devrais déclarer ici que M. Cauchon était alors absent lorsque ce bref me fut signifié. Je fus informé par un ordre de son agent que M. Cauchon me traînerait devant les cours; je suivis jusque là. Ce bref eut l'effet de détruire mon crédit. Il y avait une poursuite. Lorsque je dis au Dr. Landry que M. Cauchon était le propriétaire, et c'était dans ce sens: Qu'ayant seulement la propriété nue de l'asile, et ne jouissant pas de tous les avantages de l'association, aussi longtemps que je n'aurais pas à payer à M. Cauchon le montant de son hypothèque, que je ne me considérais pas moi-même en possession entière des profits. Cependant, sur le serment que j'ai prêté, je n'ai rien voulu dire qui pût me priver d'aucun de mes droits à la propriété de l'établissement.

M. Chapleau—Pendant tout l'espace de temps que vous avez été propriétaire, comme vous l'avez dit, est-ce que M. Cauchon lui-même vous a toujours considéré comme propriétaire et détenteur de l'asile, et dans les lettres privées qu'il vous écrivait, vous traitait-il toujours en cette qualité de propriétaire?

Le témoin—Oui: dans une correspondance privée.

M. Chapleau—Payez-vous encore à M. Cauchon pour ses risques en considération du capital qu'il a fourni, aucune partie ou part dans les profits et revenus de l'asile?

Le témoin—Non. La masse de nos transactions a été réglée par l'acte (*deed*) d'arrangement produit devant le comité, et marqué exhibit "C," lequel acte a été passé en ma qualité de propriétaire, seul et légitime.

M. Chapleau—Êtes-vous encore le contracteur avec les commissaires du dit acte, pour leur nouveau contrat? En avez-vous un autre?

Le témoin—Oui, mais il n'est pas encore en force; il viendra en opération le printemps prochain.

M. Chapleau—Quand ce contrat a-t-il été fait?

Le témoin—Dans l'été de 1871.

M. Chapleau—Est-ce que M. Cauchon a aucun intérêt quelconque dans ce dernier contrat?

Le témoin—Non.

M. Chapleau—A-t-il en quelque chose à faire avec ce contrat?

Le témoin—Pas à ma connaissance.

M. Chapleau—Est-ce M. Cauchon qui est allé vous voir, et vous a demandé d'entrer dans la transaction concernant l'achat de l'asile de Beauport; ou, n'est-il pas un fait que vous êtes allé vous-même chez lui, pour lui demander s'il consentirait à fournir les fonds nécessaires?

Le témoin—Je suis allé chez M. Cauchon moi-même, pour le premier contrat.

M. Irvine—Référant à l'arrangement privé dont vous avez parlé, comme existant entre vous et M. Cauchon autrefois, vous ai-je compris quand vous avez déclaré que vous aviez arrangé ou consenti à lui donner tous les profits, après que l'intérêt sur l'hypothèque serait payé, et nécessairement votre propre rémunération? Y avait-il une entente qui vous permettait de vous considérer libre de M. Cauchon en lui payant le montant du capital?

Le témoin—Oui, le bonus et le montant qu'il avait avancé. J'avais le droit, en aucun temps, de le payer, et de me libérer de lui.

M. Holton—Jusqu'au temps où M. Cauchon fut remboursé de ses avances, n'était-il pas jusqu'à cette époque en pleine jouissance des revenus et profits.

Le témoin—Jusqu'à ce que je l'eusse payé entièrement.

M. Cassidy—Vous l'avez payé entièrement?

Le témoin—Oui.

M. Holton—Ainsi, d'après votre arrangement, M. Cauchon avait la jouissance des fruits et revenus de votre part depuis la date de son acquisition, jusqu'au 24 octobre dernier?

Le témoin—Jusqu'au mois d'avril dernier seulement.

M. Irvine—Vous admettez qu'il percevait les profits jusqu'au temps où le procès fut intenté?

Le témoin—Oui. J'ai compris que le but du procès était de détruire mon crédit.

M. Joly—Y avait-il quelque document passé entre vous et M. Cauchon, renfermant l'arrangement que vous prétendez avoir fait avec M. Cauchon à l'époque où le contrat de vente fut fait en votre faveur?

Le témoin—Non. Et il n'y avait aucun écrit quelconque dans le temps.

M. Joly—Pouvez-vous expliquer pourquoi un arrangement de cette nature, dans lequel vous aviez d'aussi grands intérêts, et qui a duré aussi longtemps, n'était pas dressé par écrit?

Le témoin—Parce que je croyais que M. Cauchon avait des garanties hypothécaires.

M. Joly—Quel était votre salaire annuel? Était-il de £400?

Le témoin—Je retenais £400 par année pour mon immunité.

M. Joly—Qu'entendez-vous par le mot immunité?

Le témoin—Compensation pour mes services.

M. Joly—Quels services?

Le témoin—Comme compensation jusqu'à ce que j'eusse moi-même les revenus et les profits de l'asile.

M. Joly—N'est-il pas vrai, que les fruits et revenus de l'asile consistaient en sommes payées par le Gouvernement aux propriétaires de l'asile, suivant leur contrat avec le Gouvernement?

Le témoin—Oui.

M. Joly—N'est-il pas vrai, que depuis le 1er janvier 1866, jusqu'au 4 avril 1872, l'honorable M. Joseph Cauchon recevait tous les revenus et les profits provenant du contrat entre les propriétaires de l'asile et le Gouvernement, excepté les £400 que vous reteniez, ainsi que l'intérêt sur l'hypothèque, et la part du Dr. Landry?

Le témoin—Je transmettais à M. Cauchon, après paiement de l'intérêt aux créanciers hypothécaires, et après avoir retenu mes £400, tous les fruits et revenus provenant du contrat fait avec le Gouvernement, comme ma part.

F. E. Roy, M. D.

M. Joly—Pouvez-vous dire combien M. Cauchon a reçu durant cette période,—c'est-à-dire, depuis le 1er janvier 1866, jusqu'au 4 avril 1872, temps où le protêt a été signifié.

Le Solliciteur-Général Irvine—Objecte, pour la raison que la déclaration du montant exact ne changeait pas la cause.

M. Joly—Réplique et maintient l'à-propos et la concurrence de la question.

Après discussion, le comité se divise sur la question,—Cette question sera-t-elle posée? Laquelle est rejetée par la voix prépondérante du président—(l'honorable Procureur-Général.)

M. Joly—Quand vous vous êtes obligé, en vertu du contrat du 24 octobre 1872, à payer à M. Cauchon la somme de \$50,000, ne lui aviez-vous pas payé, avant ce temps, plus que le montant de l'obligation que vous aviez consenti en sa faveur, y compris l'intérêt?

M. Irvine—Objecte, parce que cette question est la même que celle qui vient d'être décidée par le comité.

A une heure P. M., le comité s'ajourne, jusqu'à lundi.

LUNDI, 2 décembre 1872.

WILLIAM BIGNELL écuyer, de Québec, notaire public, étant dûment assermenté, déclare ce qui suit:

Je produis ici des copies de: 1^o Une promesse de vente par James Douglas, écuyer, à F. E. Roy, écuyer, en date du 29 décembre 1869, et marqué exhibit "H." 2^o Acte de transport de James Douglas, écuyer, en faveur de François E. Roy, écuyer, en date du 5 mai 1866, et marqué exhibit "I." Sous mon serment, je déclare ces deux copies, que je mets devant ce comité, authentiques et conformes aux minutes qui ont été passées par moi et que je produis ici.

W. BIGNELL.

MERCREDI, 4 décembre 1872.

Dr. Roy—Transquestionné:

M. Joly—Quand vous vous êtes obligé, par l'acte du 12 octobre 1872, à payer \$50,000 à l'honorable M. Cauchon, ne lui aviez-vous pas payé, avant cette époque, plus que le montant des obligations consenties par vous en sa faveur, avec l'intérêt sur icelles?

M. Irvine—J'objecte à cette question, et la discussion a pour résultat de soumettre la question du comité, qui le prononça dans l'affirmative, six votant pour et quatre contre.

Le témoin—Comme je l'ai déjà dit, à l'exception des sommes payables comme intérêt et mon propre salaire, les profits étaient donnés à M. Cauchon. La somme de \$50,000 mentionnée dans l'acte, était pour rencontrer les hypothèques, c'est comme cela que la chose était entendue, tous les profits lui étaient donnés, et je devais de plus payer les hypothèques.

A. M. Joly—

Le témoin répond—J'ai payé plus que les montants des différentes obligations consenties par moi en faveur de M. Cauchon avec les intérêts sur icelles.

M. Joly—Pour quelle raison avez-vous entrepris de payer la somme de \$50,000, sachant que vous aviez déjà payé toutes les obligations dues par vous à M. Cauchon avec les intérêts ?

Le témoin—Je considérais que l'argent donné auparavant à M. Cauchon, lui était dû en vertu des conditions spéciales entre nous, qu'il recevrait les revenus ; et le dernier arrangement était pour rencontrer les hypothèques qui lui étaient dues.

M. Joly—N'est-il pas vrai que le montant ainsi reçu par M. Cauchon s'élevait au moins à \$75,000 avant la transaction du 24 octobre dernier ?

Le témoin—Pas autant que cela.

M. Joly—A combien s'élevait-il ?

Le témoin—Entre \$45,000 à \$50,000.

M. Joly—Vous voulez dire que ces \$45,000 à \$50,000 représentaient les profits nets reçus par M. Cauchon, déduction faite de l'intérêt payé par lui sur les hypothèques et votre salaire de £400 ?

Le témoin—Oui.

M. Joly—Voulez-vous dire la somme totale reçue par M. Cauchon pendant ce temps ?

Le témoin—J'ai payé moi-même l'intérêt aux créanciers, à l'exception de deux fois, quand M. Cauchon le paya pour moi.

M. Joly—Vous avez dit qu'au meilleur de votre connaissance le montant que M. Cauchon vous avait prêté, ou qu'il avait payé pour racheter les dites hypothèques sur la dite propriété, du commencement de janvier 1866 au 24 octobre dernier, s'élevait à près de \$38,000 ?

Le témoin—Oui, l'argent réellement déboursé, en déduisant les profits.

M. Joly—Vous avez consenti quatre hypothèques à M. Cauchon ?

Le témoin—Oui.

M. Joly—La première hypothèque était du 29 décembre 1865, et il y apparaît qu'elle a été donnée ou consentie par vous pour \$20,000. Quelle somme de ce montant de \$20,000 a été payée par M. Cauchon ?

Le témoin—\$10,000, les autres \$10,000 étaient le bonus mentionné dans mon examen.

M. Joly—La seconde hypothèque est datée, trois mars 1866, pour \$12,000. Quel montant M. Cauchon vous a-t-il donné sur cette somme ?

Le témoin—Je crois qu'il me donna \$10,000, cet argent était destiné au Dr. Douglas.

M. Joly—Il y a une troisième hypothèque du 11 novembre 1868, pour \$8,600—Quelle part de cette somme M. Cauchon vous a-t-il donnée ?

Le témoin—Celle-ci était pour la balance accumulées des profits que M. Cauchon

devait recevoir par les clauses de notre arrangement privé. Il paya ce montant au Dr. Douglas pour faire radier une hypothèque, du même montant, que le Docteur Douglas possédait sur l'asile, et alors je donnai moi-même une hypothèque du même montant.

M. Joly—Le 12 de septembre 1870, vous avez consenti une quatrième obligation à M. Cauchon de \$18,000. Quelle partie de cette somme vous a-t-il réellement payée, à vous ou à votre crédit ?

Le témoin—Le montant entier par un billet qu'il me donna.

M. Joly—Était-ce pour éteindre quelques-unes des hypothèques qu'il avait sur l'asile ?

Le témoin—Oui.

M. Joly—En faveur de quelle personne ?

Le témoin—En faveur du Dr. Douglas, c'était la balance du montant qui lui était encore due sur le prix d'achat. M. Cauchon me donna son billet pour ce montant, et je l'endossai.

M. Bellingham—Vous avez dit dans votre examen en chef que M. Cauchon ne devait pas avoir le droit d'exiger le paiement de ses hypothèques, aussi longtemps que vous continuerez à lui permettre de retirer votre part des profits ; maintenant, y avait-il une proposition en sens inverse, ou était-il compris que si en aucun temps vous lui payiez ses hypothèques, ses droits aux profits devraient être éteints ?

Le témoin—Oui, immédiatement.

M. Bellingham—Ainsi à l'instant où l'acte fut signé, le montant étant payé par vous, la transaction entre vous était expirée ?

Le témoin—Oui.

M. Bellingham—Les profits que vous lui avez payés, en d'autres mots, auraient été un intérêt très élevé sur un prêt ?

M. Joly—Niez-vous que vous ayez dit au Dr. Landry que M. Cauchon était le propriétaire de l'asile, et que vous ne l'étiez pas ?

Le témoin—Je ne nie pas cela.

M. Joly—Avez-vous fait cette remarque au Dr. Landry plus d'une fois ?

Le témoin—Cela se peut. Je me souviens que dans une occasion où M. Cauchon avait besoin d'argent, j'écrivis une lettre au Dr. Landry à ce sujet, et je lui dis alors que l'argent demandé ne l'était pas pour moi. Je n'ai jamais admis que je ne possédais pas la jouissance entière de la propriété, que je n'avais aucun droit aux profits.

M. Joly—Avez-vous donné cette explication dans votre lettre ?

Le témoin—Je ne l'ai pas fait, no me croyant pas obligé à cela.

M. Joly—Nest-il pas vrai que les difficultés survenues entre vous et M. Cauchon surgirent, par ses prétentions qu'il était le propriétaire de l'asile ?

Le témoin—Il peut avoir prétendu qu'il était propriétaire, mais jamais devant moi, et pas avec moi. S'il m'avait en aucune occasion signifié de semblables prétentions, je lui aurais fait comprendre la position qu'il occupait.

M. Joly—Lorsque le contrat de l'asile de Beauport a été renouvelé l'automne dernier, M. Cauchon vous a-t-il jamais parlé de ce renouvellement ?

Le témoin—Oui.

M. Joly—Qu'a-t-il dit à ce sujet ?

Le témoin—Qu'il espérait que nous les propriétaires aurions le contrat.

M. Joly—A-t-il dit autre chose à ce sujet ? Quand vous dites qu'il n'avait rien à

faire avec le nouveau contrat, je voudrais savoir ce que vous entendez par les mots "à ma connaissance?"

Le *témoin*—Je ne l'ai pas vu agir.

M. Joly—Vous a-t-il dit qu'il agissait?

Le *témoin*—Je dis qu'il nous aiderait à obtenir le contrat.

M. Joly—De quelle manière vous a-t-il aidé à obtenir le contrat?

Le *témoin*—Je ne sais pas, à moins que ce ne soit par son influence.

M. Joly—Par son influence auprès de qui?

Le *témoin*—Auprès du Gouvernement.

M. Bellingham—Comme journaliste, ou comme député au Parlement?

Le *témoin*—Comme député et comme journaliste, je crois.

M. Joly—N'est il pas à votre connaissance qu'une somme d'argent considérable, provenant des revenus de l'asile de Beauport a été payée, afin d'obtenir le renouvellement du contrat?

Le *témoin*—J'ai payé à M. Cauchon l'argent faisant partie d'une part du revenu. Je ne sais ce qu'il en a fait.

M. Joly—Est-ce que M. Cauchon ne vous a pas dit qu'il avait payé certaines sommes afin d'obtenir le renouvellement du contrat, et qu'il avait donné ces sommes comme contribution à un fonds établi dans le but d'aider le Gouvernement à remporter les élections de 1871?

M. Irvine et M. Bellingham s'objectent à la question, et MM. Joly et Holton maintiennent.

Après quelques discussions, le comité, par un vote de six pour et quatre contre, décide que la question doit être posée au témoin.

Le *témoin*—M. Cauchon m'a dit, autant que je m'en rappelle, qu'il avait aidé ses amis dans les élections.

M. Joly—Qu'avez-vous compris ce qu'il voulait dire par les mots "aider ses amis"?

Le *témoin*—Je compris qu'il voulait dire "le parti conservateur"; il n'a pas mentionné de noms.

M. Joly—Qu'avez-vous compris par le mot "aider"?

Le *témoin*—Qu'il avait souscrit pour les élections.

M. Bellingham—Vous voulez dire sa propre élection?

Le *témoin*—La sienne et celles des autres.

M. Joly—N'a-t-il pas mentionné le montant qu'il avait souscrit?

Le *témoin*—Non. Il m'a dit qu'il avait souscrit très-largement.

M. Bellingham—Qu'est-ce que vous considérez souscrire très-largement eu égard à ses moyens (à M. Cauchon.)

Le *témoin*—Une contribution de \$5,000 à \$6,000.

M. Holton—Cette souscription était-elle destinée à des élections particulières ou à un fonds général?

Le *témoin*—Il ne mentionna personne, et ne me donna pas d'explications.

M. Bellingham—Savez-vous que l'élection de M. Cauchon lui a coûté deux fois cette somme?

Le *témoin*—Oui.

Un député—Pas son élection de Montmorency, mais son élection de Québec-Centre.

M. *Bellingham*—Dois-je comprendre qu'avant votre voyage aux États-Unis comme vous l'avez dit vous n'aviez pas les connaissances nécessaires pour traiter les maladies mentales ?

Le *témoin*—J'étais aussi capable qu'aucun de mes prédécesseurs ; mais je suis d'avis qu'on peut toujours s'instruire et acquérir des connaissances.

M. *Bellingham*—Possédiez-vous les connaissances nécessaires pour traiter les maladies mentales quand vous avez acheté votre part dans l'asile ?

Le *témoin*—Oui—autrement je n'aurais pas accepté la position.

M. *Bellingham*—Avez-vous fait des études spéciales auparavant ?

Le *témoin*—J'ai fait moi-même des études spéciales.

M. *Bellingham*—Où avez-vous obtenu un diplôme ?

Le *témoin*—A Toronto, où j'ai étudié.

M. *Bellingham*—Si vous n'aviez pas fait des études professionnelles spéciales des maladies mentales vous n'auriez pas acheté une part ?

Le *témoin*—Je ne veux pas dire cela, mais je dis que la meilleure école pour les spécialistes est le contact journalier qu'ils ont avec les patients, et c'est la seule école.

M. *Bellingham*—Était-ce une spéculation commerciale ou le désir d'acquérir des connaissances professionnelles plus approfondies, qui vous a engagé à devenir co-propriétaire.

Le *témoin*—Ce sont peut-être ces deux raisons ?

F. E. Roy,

M. D.

Le comité s'ajourne alors jusqu'à jeudi, le 5 courant.

DOCUMENTS NOTARIÉS,

("EXHIBITS," &c.)

LE DOUZIÈME JOUR de Septembre, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-dix.

PAR DEVANT les Notaires Publics soussignés, dûment commissionnés et assermentés dans et pour la province de Québec, dans la Puissance du Canada, et résidant en la cité de Québec, dans la dite province, furent présents PERSONNELLEMENT l'honorable JOSEPH CAUCHON, de la dite cité de Québec, président du Sénat, de première part.

Et FRANÇOIS ELZÉAR ROY, écuyer, médecin et chirurgien, de la dite cité de Québec, de seconde part.

Entre lesquelles parties il a été convenu et arrêté :

Que la partie de seconde part a reconnu et confessé, et reconnaît et confesse, par les présentes, être dûment et légitimement endettée, envers la dite partie de première part, de la somme de dix-huit mille piastres, cours actuel de cette province, pour valeur reçue pour une somme égale d'argent prêtée, payée et avancée par la dite partie de première part à la dite partie de seconde part, avant la passation du présent acte, et que la partie de seconde part reconnaît, par les présentes, avoir reçue dont quittance.

Laquelle dite somme, de dix-huit mille piastres, le dit François Elzéar Roy a promis, et promet, s'oblige et s'engage, par les présentes, lui ou ses hoirs ou ayant-cause, de rendre et rembourser au dit Joseph Cauchon, ses hoirs ou ayant-cause, avec les intérêts sur icelle, au taux de huit par cent par année, payable semi-annuellement les premiers jours de janvier et de juillet chaque année, jusqu'à l'entier et parfait paiement de la dite somme principale, et le premier paiement des dits intérêts devra être fait le premier de janvier prochain.

Et pour assurer le paiement de la dite somme de dix-huit mille piastres, et les intérêts échus ou à échoir, sur icelle, comme susdit, la dite partie de seconde part hypothèque spécialement la propriété immobilière ci-dessous décrite, savoir :

Sa moitié indivise de toute cette propriété immobilière connue sous le nom de « l'Asile des aliénés de Beauport, » située au lieu appelé *la Canardière*, près de la cité de Québec, contenant cinq arpents de front, sur vingt-quatre arpents en profondeur, le tout plus ou moins, bornée en front par la rivière Saint-Laurent, en arrière par la propriété ci-après désignée, d'un côté au nord-est par un chemin ou route en partie pris sur la moitié nord-est de la dite propriété, ce qui a diminué la largeur de la dite propriété, et de l'autre côté au sud-ouest par la propriété de James Douglas, écuyer, avec les bâtisses, améliorations et autres édifices dessus construits, circonstances et dépendances, sans aucune réserve ni exception, sauf et excepté une portion de la moitié nord-ouest du dit immeuble, à être prise à l'extrémité inférieure, près du fleuve Saint-Laurent, contenant dix acres, dix rods et quatre perches avec la tannerie et les édifices dessus construits, tel que le tout est maintenant clôturé et occupé par M. Richardson, ou ses représentants. Aussi, la moitié indivise d'une autre propriété immobilière, située au même endroit, contenant un arpent de front, plus ou moins, sur environ six arpents de profondeur, bornée en front à l'est par le dit chemin ou route, conduisant de la route de Beauport à celle du petit village qui se trouve en arrière, vers l'ouest par la propriété du Séminaire de Québec, joignant d'un côté

vers le sud à la propriété ci-dessus décrite, et sur l'autre côté au nord à Jean Parent ou ses représentants.

Et comme sûreté collatérale, la dite partie de seconde part promet et s'oblige, par les présentes, elle, ses hoirs et ayant-cause, à faire assurer les édifices hypothéqués, comme garantie du paiement de la somme principale, pour une somme d'au moins dix-huit mille piastres, à quelque compagnie d'assurance solvable et acceptée par le dit Joseph Cauchon, à maintenir la dite assurance en force jusqu'à l'entier et parfait paiement de la dite somme principale, et à transporter la police de la dite assurance, et toutes les polices et reçus en renouvellement d'icelle, au dit Joseph Cauchon, et il est convenu par les présentes que, dans le cas où un incendie viendrait détruire ou endommager tout ou partie des édifices construits sur les immeubles hypothéqués, pour assurer le paiement de la dite somme d'argent et les intérêts, la dite partie de seconde part pourra employer l'argent reçu de la dite assurance à réparer ou à reconstruire les dits édifices, mais le tout, cependant, sous le contrôle du dit Joseph Cauchon.

Dont acte fait et passé, en la cité de Québec, dans le bureau de John Strang, le notaire soussigné, au jour et en l'année ci-dessus mentionnés, sous le numéro six cent quarante-quatre.

En foi de quoi, les dites parties ont signé les présentes avec et en présence du notaire soussigné, après lecture faite conformément à la loi.

(Signé,)

F. E. Roy,
M. D.

"

JOSEPH CAUCHON,

"

JOHN STRANG,
N. P.

Vrai copie de la minute demeurée
de record en mon étude. Un }
mot rayé, nul.

JOHN STRANG,
N. P.

Le quatrième jour d'avril, de l'an mil huit cent soixante-et-douze, avant-midi.

A la réquisition de l'honorable Joseph Cauchon, président du Sénat de la Puissance du Canada, résidant en la cité de Québec.

Nous, J. A. Charlebois, notaire public, pour la province de Québec, résidant en la cité de Québec, soussigné,

Nous sommes exprès transporté au domicile de Jean Etienne Landry, écuyer, médecin, de la cité de Québec, où étant et parlant au dit J. E. Landry, en personne :

Nous avons dit, déclaré et signifié ce qui suit :

Qu'il est spécialement chargé du département des finances de l'Asile de Beauport ;

Que François Elzéar Roy, écuyer, médecin, de la cité de Québec, aurait défendu et ordonné au dit J. E. Landry, écuyer, en sa dite qualité, de payer, donner ou livrer aucune somme d'argent provenant des fruits et revenus de l'Asile de Beauport, au dit honorable Joseph Cauchon ;

Que le dit F. E. Roy, écuyer, n'avait aucun droit de faire cette défense, parce que les fruits et revenus de l'Asile de Beauport appartiennent et sont payables au dit honorable Joseph Cauchon, comme lui le dit J. E. Landry, écuyer, le sait.

En conséquence, nous le Notaire soussigné avons demandé, notifié et sommé le dit J. E. Landry, d'avoir à payer et livrer au dit honorable Joseph Cauchon, tous les fruits et revenus de l'Asile de Beauport, après les dépenses payées, comme il l'a fait jusqu'à ce jour, et de ne livrer aucune des dites sommes d'argent au dit F. E. Roy ;

Qu'à défaut, par lui, le dit J. E. Landry, de se conformer à la présente sommation, il s'exposait à payer deux fois, en donnant et livrant, au dit F. E. Roy, des sommes d'argent qui ne lui appartiennent pas, et que nous protestions pour toutes pertes, frais, dépens, dommages et intérêts, comme, par les présentes, nous protestons pour tout refus ou négligence du dit J. E. Landry de se conformer à la présente sommation.

A quoi le dit J. E. Landry a répondu: "Je ne puis actuellement donner une réponse définitive, mais je me propose de déposer l'argent appartenant à l'autre" co-propriétaire dans une banque où il restera jusqu'à ce que la cour ait décidé à "qui il appartient."

Ce fut ainsi fait, signifié et déclaré en la cité de Québec, les jour, mois et an susdits, sous le numéro cinq cent treize.

En foi de quoi, nous avons signé les présentes, après lecture faite, le dit J. E. Landry ayant refusé de signer, et nous lui avons laissé une copie authentique des présentes, afin qu'il ne puisse plaider cause d'ignorance.

(Signé,) J. A. CHARLEBOIS,
N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

J. A. CHARLEBOIS,
N. P.

PARDEVANT J. A. CHARLEBOIS, Notaire Public, pour cette partie de la Puissance du Canada, appelée la province de Québec, résidant en la cité de Québec, soussigné.

FURENT PRÉSENTS, l'honorable JOSEPH CAUCHON, écuyer, avocat, et l'un des membres des Communes du Canada, résidant en la cité de Québec, d'une part;

Et FRANÇOIS ELZÉAR ROY, écuyer, médecin, de la cité de Québec, d'autre part.

LESQUELS nous ont dit et déclaré qu'ils désirent régler amiablement, par les présentes, les comptes courants, transactions, affaires d'argent, et billets flottants, obligations notariées, les procès et poursuites judiciaires pendants entre eux, en conséquence ils font les conventions, stipulations et transactions qui suivent:

La présente transaction devra être considérée par les parties, leurs héritiers et ayant-cause, comme un règlement final et définitif de tous leurs comptes courants, transactions, affaires d'argent, billets flottants, obligations notariées, procès et poursuites judiciaires qui concernent l'Asile de Beauport, ou toutes autres affaires et transactions qui ont existé entre eux jusqu'à ce jour, sans que pour aucune cause quelconque d'erreur, de fait, de droit, ou d'oubli, l'une ou l'autre des parties, leurs héritiers et ayant-cause, puissent revenir contre l'autre et exercer contre elles aucuns recours quelconques.

Balance et règlement étant fait de tous comptes qui existaient entre eux pour les causes et les raisons susdites, il a été reconnu par les parties que le dit François Elzéar Roy, écuyer, était endetté envers le dit honorable Joseph Cauchon, de la somme de cinquante-huit mille six cent piastres dont huit mille six cent piastres ont été payées au dit honorable Joseph Cauchon, dès avant l'exécution des présentes, ainsi que ce dernier le reconnaît, dont quittance d'autant en faveur du dit François Elzéar Roy, écuyer.

Quant à la balance, qui se monte à la somme de cinquante mille piastres, le dit honorable Joseph Cauchon reconnaît avoir reçu présentement à vu et en présence de nous dit notaire, en espèces comptées et réellement délivrées, au dit François Elzéar Roy, écuyer, 1° La somme de quatre mille piastres; dont quittance.

2° La somme de douze mille quinze piastres et quatre vingt-deux centins, balance d'un billet promissoire en date du quinze septembre mil huit cent soixante-et-onze, dû par le dit honorable Joseph Cauchon, et ondossé par le dit François Elzéar Roy,

écuyer, et actuellement échu et payable à la Banque d'Union, lequel billet a été ce jour retiré par le dit François Elzéar Roy, écuyer à l'entier acquit et décharge du dit honorable Joseph Cauchon.

Et quant à la balance dûe comme résultat du présent règlement, par le dit François Elzéar Roy, écuyer, au dit honorable Joseph Cauchon, et qui se monte à la somme de *trente-trois mille neuf cent quatre vingt-quatre piastres et dix-huit centins*, elle sera payable avec intérêt à sept pour cent, comme suit :

1° *Deux mille piastres*, dans une année à dater de ce jour.

2° *Huit mille piastres*, le vingt-quatrième jour d'octobre, mil huit cent soixante dix-huit.

3° *Huit mille piastres*, le vingt-quatrième jour d'octobre, mil huit cent quatre-vingt.

4° *Huit mille piastres*, le vingt-quatrième jour d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-un.

5° Et la balance, *sept mille neuf cent quatre-vingt-quatre piastres et dix-huit centins*, le vingt-quatrième jour d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-deux, comme parfait et dernier paiement du capital.

Les intérêts sur la somme qui restera dûe seront payables semi-annuellement, le vingt-quatrième jour d'avril, et le vingt-quatrième jour d'octobre de chaque année.

Et pour assurer le paiement de la susdite somme de trente-trois mille neuf cent quatre-vingt-quatre piastres et dix-huit centins, le dit François Elzéar Roy, écuyer, a spécialement hypothéqué en faveur du dit honorable Joseph Cauchon : 1° La moitié indivise de toute cette propriété immobilière connue sous le nom de « l'Asile des aliénés de Beauport » située au lieu appelé la Canardière, près de la cité de Québec, contenant cinq arpents de front, sur vingt-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins, borné en front par la rivière Saint-Laurent, en arrière par la propriété ci-après désignée, bornée d'un côté au nord-est par un chemin ou route faisant partie du côté nord-est de la dite propriété et de l'autre côté au sud-ouest par la propriété de James Douglas, écuyer, avec les bâtisses, améliorations et autres édifices dessus construits, circonstances et dépendances, à l'exception toutefois d'une portion de la moitié nord-est du dit immeuble, à être pris à l'extrémité inférieure, près du fleuve Saint-Laurent, contenant dix acres, deux rods et quatre perches, avec la tannerie et les édifices dessus construits, tel que le tout est actuellement clôturé et appartenant à M. Richardson.

2° La moitié indivise d'une autre propriété immobilière, située au même endroit, contenant un arpent en front, sur six arpents de profondeur, bornée en front à l'est par le chemin conduisant de la route de Beauport au petit village qui se trouve en arrière, vers l'ouest par la propriété du Séminaire de Québec, joignant d'un côté vers le sud à la propriété ci-dessus décrite, et sur l'autre côté au nord à Jean Parent ou ses représentants.

Et comme sûreté collatérale, envers le dit honorable Joseph Cauchon, le dit François Elzéar Roy, écuyer, s'oblige à lui transporter la balance non actuellement transportée des polices d'assurances effectuées sur le dit Asile de Beauport et dépendances.

Et dans le cas où un incendie viendrait à détruire tout ou partie des édifices construits sur les immeubles hypothéqués, le ou les montants des polices d'assurances transportées au dit honorable Joseph Cauchon, et qui seront retirées des compagnies d'assurance, pourront être employés totalement à rebâtir et reconstruire toute la partie des édifices détruits ou endommagés par l'incendie.

Il est convenu que le dit François Elzéar Roy, écuyer, aura le droit de dévancer, à son option, la date des paiements ci-dessus fixés, pourvu que chaque montant ainsi payé d'avance se monte à la somme de mille piastres chaque au moins.

Il est aussi convenu, que dans le cas où le gouvernement de la province de Québec, se prévaudrait du privilège qu'il s'est réservé de faire l'acquisition de l'asile des aliénés de Beauport, aux termes du contrat qui existe entre les propriétaires et le gouvernement, le montant ou balance alors dû au dit honorable Joseph Cauchon,

lors de l'acquisition du dit asile par le gouvernement, lui sera payé en entier, à même le prix de vente perçu du gouvernement, sans autre délai.

Le dit François Elzéar Roy, écuyer, est reconnu par le dit honorable Joseph Cauchon comme étant actuellement et ayant toujours été seul, vrai et légitime propriétaire de l'Asile de Beauport, quant à une moitié indivise. Et lui, le dit François Elzéar Roy, écuyer, reconnaît le dit honorable Joseph Cauchon comme n'étant, et n'ayant toujours été, qu'un simple créancier hypothécaire.

Convenu que chaque partie se retire et met hors de cour et de procès, à chacun ses frais.

Il est convenu entre les parties aux présentes, que le recours du dit honorable Joseph Cauchon, contre le dit François Elzéar Roy, écuyer, pour le recouvrement de la susdite somme de trente-trois mille neuf cent quatre-vingt-quatre piastres et dix-huit centins, et intérêt sur icelle, devra se borner et sera limité aux immeubles ci-dessus décrits, appartenances et dépendances, ainsi qu'aux effets mobiliers, meubles meublants, roulant de la terre et meubles généralement quelconques de l'asile, sans qu'il puisse exercer aucun autre recours sur ces meubles ou immeubles, le tout néanmoins sans révocation, ni dérogation, aux hypothèques créées par quatre obligations suivantes, savoir : une première en date du vingt-neuf décembre, mil huit cent soixante-et-cinq, une seconde en date du trois mars, mil huit cent soixante-et-six, une troisième en date du onze novembre, mil huit cent soixante-et-huit, passée devant Ph. Huot, notaire, à Québec, et une quatrième en date du douze septembre, mil huit cent soixante-et-dix, devant M^{re}. Strang, notaire, à Québec, le présent acte devant être considéré comme une simple reconnaissance de la balance due sur les quatre obligations ci-dessus mentionnées.

Et comme de temps à autre pendant le cours des transactions les parties se sont procurées de l'argent au moyen de billets signés, et ondossés par l'une ou l'autre, et vu que ces billets sont maintenant tous échus, le dit honorable Joseph Cauchon se porte garant envers le dit F. E. Roy, écuyer, de tout tel billet dont il pourrait être le faiseur, et qui pourrait se trouver entre les mains des tiers par la faute du dit honorable Joseph Cauchon, et pareillement le dit F. E. Roy, écuyer, se porte garant envers le dit honorable Joseph Cauchon, de tout tel billet dont il pourrait être le faiseur, et qui pourrait se trouver entre les mains des tiers, par la faute du dit F. E. Roy.

Et pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leurs demeures actuelles.

DONT ACTE, FAIT ET PASSÉ en la cité de Québec, au bureau du chemin de fer de la Rive Nord, le vingt-quatrième jour d'octobre, mil huit cent soixante-et-douze, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-dix.

EN FOI DE QUOI les parties ont signé les présentes avec et en présence du notaire soussigné, après lecture faite.

(Signé,)

JOSEPH CAUCHON

"

F. E. ROY, M. D.

J. A. CHARLEBOIS, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.—Un renvoi est bon, trois mots rayés sont nuls.

J. A. CHARLEBOIS,
N. P.

LE VINGT-ET-UNIÈME JOUR D'AVRIL, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-cinq.

PARDEVANT les notaires publics soussignés, admis et assermentés dans et pour le Bas-Canada, et résidant dans la cité de Québec.

FURENT PRÉSENTS : L'honorable Louis Massue, Joseph Painchaud, Errol Boyd

Lindsay, Alexandre Benjamin Sirois, Daniel McGie et Joseph Bowles, écuyers, tous de la dite cité de Québec, commissaires de l'Asile des aliénés de Beauport, agissant de cette part en leur dite qualité, et pour et au nom et de la part de Sa Majesté, d'une part;

Et James Douglas, écuyer, du lieu appelé la Canardière, dans la paroisse de Saint-Roch de Québec, et Jean Etienne Landry, écuyer, de la dite cité de Québec, seuls propriétaires de l'Asile des aliénés de Beauport et surintendants médicaux de la dite institution, d'autre part;

Lesquelles dites parties ont convenu et arrêté, entre elles, ce qui suit, savoir :

Attendu que par contrat fait et passé, pardevant LeMoine et son confrère, notaires, le seizième jour de mai, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent cinquante-sept, les surintendants médicaux et propriétaires de l'Asile des aliénés de Beauport ont pris le contrat de l'entretien des aliénés du dit asile, aux termes et conditions spécialement mentionnés dans le dit contrat.

Et attendu que les dits propriétaires du dit asile, en considération des changements considérables qu'ils ont fait, tout récemment, à la bâtisse actuelle de l'asile, et de l'érection d'une nouvelle bâtisse, dans le voisinage de la première, à des frais considérables, afin d'offrir au nombre toujours croissant des patients le confort désirable, ont demandé que leur dit contrat fut prolongé à un terme plus éloigné; et attendu que Son Excellence le Gouverneur-Général, en Conseil, a bien voulu approuver la prolongation du dit contrat, aux termes et sujet aux clauses, charges et conditions ci-après stipulées.

En conséquence, les présentes et nous les notaires soussignés attestons que le dit contrat ou convention en date du seize mai, mil huit cent cinquante-sept, sera et est par le présent prolongé pour une période de huit années, à compter du premier jour de mai prochain, avec les amendements suivants, et sujet aux clauses, charges, réserves et restrictions ci-après mentionnées, savoir :

Le nombre des patients sera élevé de quatre cent, où il est aux termes du contrat actuel, à cinq cent cinquante au minimum, et à six cent cinquante au maximum.

Et pour assurer le paiement de la dite somme de vingt mille piastres et des intérêts à accroître sur icelle, le dit François Elzéar Roy a hypothéqué, et hypothèque spécialement, par les présentes: 1^o La moitié indivise de toute cette propriété immobilière connue sous le nom de « l'Asile des aliénés de Beauport, » située au lieu appelé la Canardière, près de la cité de Québec, contenant cinq arpents de front, sur vingt-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins, bornée en front par la rivière Saint-Laurent, en arrière par la propriété ci-après désignée, d'un côté au nord-est par un chemin ou route, en partie prise sur la moitié nord-est de la dite propriété, ce qui a diminué la largeur d'icelle, et de l'autre côté au sud-ouest par la terre de James Douglas, écuyer, avec les bâtisses, améliorations et autres édifices dessus construits, circonstances et dépendances, à l'exception, toutefois, d'une portion de la moitié nord-est du dit immeuble, à être prise, à l'extrémité inférieure, près du fleuve Saint-Laurent, contenant dix acres, deux rods et quatre perches, avec la tannerie et les édifices dessus construits, tel que le tout est actuellement clôturé et occupé par M. Richardson. 2^o La moitié indivise d'une autre propriété immobilière, située au même endroit, contenant un arpent en front, sur environ six arpents de profondeur, bornée en front à l'est par le chemin conduisant de la route de Beauport au petit village qui se trouve en arrière, à l'ouest par la propriété du Séminaire de Québec, joignant d'un côté vers le sud la propriété ci-dessus décrite, et de l'autre côté au nord à la propriété Jean Paront ou à ses représentants.

Il est bien entendu et convenu, par et entre les dites parties, que le dit honorable Joseph Cauchon, ses héritiers et ayant-cause, n'aura aucun recours personnel, ni aucun autre recours ou réclamation hypothécaires, contre le dit François Elzéar Roy, pour le recouvrement des dits vingt mille piastres, actuellement empruntées par lui, mais seulement contre les propriétés immobilières ci-dessus décrites, et non autrement.

Car ainsi, etc.

Fait et passé en la dite cité de Québec, en la maison et résidence du dit honorable Joseph Cauchon, au jour et en l'année ci-dessus mentionnées, sous le numéro cinq mille trois cent vingt-huit, les parties ayant apposé leur signature aux présentes, après lecture faite, conformément à la loi.

(Signé,)

F. E. Roy,

M. D.

"

JOSEPH CAUCHON,

"

LOUIS LECLEERC, N. P.

"

PHIL. HUOT, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée
de record en mon étude. Quatre
mots rayés, nuls.

PHIL. HUOT, N. P.

CE TROISIÈME JOUR, de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-six.

PARDEVANT NOUS, notaires publics sousignés, résidant en la cité de Québec, dans la province du Canada.

FURENT PRÉSENTS: François Elzéar Roy, écuyer, médecin et chirurgien, de Québec :

Qui a reconnu et confessé, et qui reconnaît et confesse, par les présentes, être dûment et légitimement endetté envers l'honorable Joseph Cauchon, de Québec, avocat et membre de l'Assemblée Législative, présent à cet acte, et l'acceptant pour lui-même, ses hoirs et ayant-cause, en la somme de douze mille piastres, cours actuel de cette province, pour une somme égale d'argent prêtée et avancée au dit François Elzéar Roy, par le dit honorable Joseph Cauchon, avant la passation du présent acte, de laquelle somme le dit François Elzéar Roy accuse réception, par les présentes.

Laquelle dite somme, le dit François Elzéar Roy s'est engagé et obligé, et, par les présentes, s'engage et s'oblige, lui, ses hoirs, curateurs, administrateurs et ayant-cause, de bien et dûment payer au dit honorable Joseph Cauchon, ou ordre, à demande, avec les intérêts dûs sur icelle, au taux de huit par cent, par année, à compter de ce jour, et jusqu'au parfait paiement de la dite somme principale, les dits intérêts étant payables annuellement.

Et pour assurer le paiement de la dite somme de douze mille piastres, et des intérêts à accroître sur icelle, le dit François Elzéar Roy a hypothéqué, et hypothèque spécialement, par les présentes :

1^o La moitié indivise de toute cette propriété immobilière, connue sous le nom de « l'Asile des aliénés de Beauport » située au lieu appelé la Canardière, près de la cité de Québec, contenant cinq arpents de front, sur vingt-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins, bornée en front par la rivière Saint-Laurent, en arrière par la propriété ci-après désignée, d'un côté au nord-est par un chemin ou route, en partie pris sur la moitié nord-est de la dite propriété, ce qui a diminué la largeur d'icelle, et de l'autre côté au sud-ouest par la terre de James Douglas, écuyer, avec les bâties, améliorations et autres édifices dessus construits, circonstances et dépendances, à l'exception, toutefois, d'une portion de la moitié nord-est du dit immeuble à être prise à l'extrémité inférieure, près du fleuve Saint-Laurent, contenant dix acres, deux rods et quatre perches, avec la tannerie et les édifices dessus construits, tel que le tout est actuellement clôturé, et appartenant à M. Richardson.

2^o La moitié indivise d'une autre propriété immobilière, située au même endroit, contenant un arpent en front, sur environ six arpents de profondeur, bornée en front à l'est par le chemin conduisant de la route de Beauport au petit village qui se trouve en arrière, à l'ouest par la propriété du Séminaire de Québec, joignant d'un côté vers le sud la propriété ci-dessus décrite, et de l'autre côté au nord à la propriété de Jean Parent ou ses représentants.

Étant bien arrêté et convenu, par et entre les dites parties, que le dit honorable

Joseph Cauchon, ses héritiers et ayant-cause, n'auront aucun recours personnel, ni aucun recours ni aucune réclamation hypothécaires, contre le dit François Elzéar Roy, pour le recouvrement de la dite somme de douze mille piastres, présentement empruntée par lui, si ce n'est contre les propriétés immobilières, ci-dessus décrites, et non autrement.

Car ainsi, etc.

FAIT ET PASSÉ en la dite cité de Québec, dans le bureau de Philippe Huot, l'un de nous dits notaires, au jour et en l'année ci-dessus mentionnées, sous le numéro cinq mille quatre cent vingt-quatre, les dites parties ayant signé les présentes, après lecture faite, conformément à la loi.

(Signé,)

JOSEPH CAUCHON

F. E. ROY, M. D.

E. G. CANNON, N. P.

PHILIPPE HUOT, N. P.

Vraie copie de la minute }
demeurée de record }
en mon étude.

PHILIPPE HUOT, N. P.

LE VINGT-NEUVIÈME JOUR de décembre, en l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-cinq.

PARDEVANT nous, notaires publics soussignés, dûment commissionnés et assermentés, résidant dans la cité de Québec, province du Canada.

FURENT PRÉSENTS: James Douglas, écuyer, médecin et chirurgien, de la cité de Québec, agissant au dit contrat par le Révérend James Douglas, de la cité de Québec, son procureur en loi, dûment autorisé, à cette fin, par procuration, passée pardevant nous, notaires soussignés, le troisième jour de novembre dernier, d'une part;

Et François Elzéar Roy, écuyer, médecin, de la cité de Québec, d'autre part.

Lesquelles dites parties ont arrêté, déclaré, stipulé et convenu, entre elles, ce qui suit, savoir :

Le dit James Douglas a promis, et promet par les présentes, vendre et transporter, au dit François Elzéar Roy, ses héritiers et ayant-cause, avec garanties de toutes dettes, douaires, hypothèques, évictions, aliénations, substitutions et tous autres empêchements et troubles quelconques; et le dit François Elzéar Roy promet d'acheter, du dit James Douglas, la moitié indivise de toute la propriété connue sous le nom de « l'Asile des aliénés, » située au lieu appelé la Canardière, près de la cité de Québec, contenant cinq arpents de front, sur vingt-quatre de profondeur, le tout plus ou moins, bornée en front par la rivière Saint-Laurent, en arrière par la propriété foncière ci-après décrite, d'un côté au nord-est par le chemin ou route, en partie prise sur la moitié nord-est de la dite propriété, ce qui en a diminué la largeur, et de l'autre côté, au sud-ouest, par la propriété du dit James Douglas, la ligne de division, la séparant de la dite propriété, est tracée sur le plan annexé à la promesse de vente ci-dessus mentionnée et suivant laquelle ligne la propriété du dit James Douglas est bornée à un point particulier par la rivière désignée sous le nom de la rivière de la Cabane aux Taupières, mais sans aucun droit à la dite rivière qui appartiendra entièrement aux propriétaires de l'asile, avec les diverses bâtisses et améliorations dessus construites, et une moitié ou part indivise de tous et chacun des accessoires, outils de forme, meubles et effets généralement quelconques, appartenant au dit asile, avec tous les bestiaux, chevaux, et autres animaux vivants, le combustible de toutes espèces, effets, denrées et marchandises achetées pour le dit établissement, et généralement tous articles et choses se trouvant sur les dites propriétés, sans aucune exception, ni réserve, sauf et excepté une portion de la moitié nord-est de la dite propriété à être prise à l'extrémité inférieure d'icelle,

près de la rivière Saint-Laurent, contenant dix acres, deux rods et quatre perches, avec la tannerie et les bâtisses dessus construites, telle qu'elle est actuellement clôturée, appartenant et occupée par M. Richardson.

Aussi la moitié indivise d'une autre propriété, située au même endroit, contenant un arpent de front sur environ six arpents de profondeur, bornée en front, à l'est par le chemin conduisant de la route de Beauport à celle du petit village situé en arrière, à l'ouest par la propriété des Messieurs du Séminaire de Québec, joignant d'un côté, vers le sud, à la propriété ci-dessus décrite, et de l'autre côté, au nord, à la propriété de Jean Parent ou de ses représentants.

Aussi une moitié indivise de tous les loyers, revenus, profits et émoluments, qui pourront provenir du dit asile, à dater du premier janvier prochain—le vendeur se les réservant jusqu'à cette date.

Il est convenu, qu'en considération de la cession, par le dit James Douglas, du droit de se servir de la susdite rivière, il aura le droit de prendre et recevoir une provision d'eau, à même les réservoirs du dit asile, en la manière qu'elle lui est fournie actuellement, par des tuyaux qui seront entretenus à ses frais, laquelle eau sera fournie tant que le dit James Douglas, ou son fils, le dit Révérend James Douglas, seront en possession de la propriété voisine, connue sous le nom de *Glen Alla*, mais dans le cas de vente de la dite propriété, par aucun d'eux, le dit droit cessera d'exister.

La susdite propriété appartenant au dit James Douglas, de la manière suivante, savoir : La moitié sud-ouest de la propriété en premier lieu décrite, par l'achat fait d'icelle, conjointement avec feu Joseph Morrin et Charles James Frémont, écuyers, par un contrat de vente de Thomas Conrad Lee, écuyer, passé devant nous, notaires publics soussignés, le deuxième jour de novembre, de l'année mil huit cent quarante-huit, conformément à la déclaration du dit James Douglas, au bas du dit acte, en faveur des dits feu Joseph Morrin et Charles James Frémont : et l'autre moitié d'icelle, ayant été acquise conjointement avec les dits Joseph Morrin et Charles James Frémont, de Osborne L. Richardson, par contrat passé devant Hossack et son collègue, notaires, le vingt-septième jour de novembre, de l'année mil huit cent cinquante-cinq, et la propriété en dernier lieu ci-dessus décrite, ayant été achetée comme susdit, à une vente par le shérif, le vingt-et-unième jour de février, de l'année mil huit cent cinquante-et-un.

Laquelle vente, tel que susdit, le dit James Douglas promet, par les présentes, de faire en faveur du dit François Elzéar Roy, pour et en considération du prix ou somme de cent huit mille piastres, cours actuel de cette province, en acompte de laquelle le dit James Douglas reconnaît avoir reçu, lors de la passation des présentes, la somme de dix mille piastres, laissant une balance de quatre-vingt-dix-huit mille piastres, que le dit François Elzéar Roy promet payer comme suit, savoir :

A Dame Cécile Panet, veuve du dit feu Charles James Frémont, pour et à l'acquit du dit James Douglas, la somme de huit mille piastres, comme et pour la balance due en vertu d'un contrat de vente, de la dite Dame Cécile Panet, en faveur du dit James Douglas, passé devant nous, les notaires soussignés, le vingt-neuvième jour de juillet, de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-trois, et payable conformément aux termes du dit contrat de vente.....

\$ 8,000 00

Aux héritiers et représentants, de droit, de feu George Burns Symes, écuyer, également pour et à l'acquit du dit James Douglas, la somme de trente-deux mille piastres, étant le montant d'une obligation passée devant S. J. Glackmeyer et son collègue, notaires, le vingt-deuxième jour d'octobre, de l'année mil huit cent soixante-quatre, laquelle somme payable aux termes de la dite obligation.....

32,000 00

A Thomas McGreevy, écuyer, de la cité de Québec, également pour et à l'acquit du dit James Douglas, la somme de vingt-deux mille piastres, étant le montant d'une obligation passée devant nous, notaires soussignés, le deuxième jour de novembre dernier, laquelle somme payable aux termes de la dite obligation.....

22,000 00

Au dit James Douglas, le quinzième jour de février prochain, la somme de deux mille piastres.....	2,000 00
Au dit James Douglas, le quinzième jour de février prochain, la somme de deux mille piastres.....	2,000 00
Au dit James Douglas, le premier jour de mai prochain, la somme de six mille piastres.....	6,000 00
A diverses personnes, créancières du dit asile, la moitié des dettes courantes dûes par le dit asile, estimées et évaluées en tout à quatorze mille piastres, mais dans le cas où elles excéderaient cette somme, l'excédant serait déduit par le dit François Elzéar Roy de la balance, attribuant au dit James Douglas la somme de sept mille piastres, dans les proportions dûes à chacun, étant la part du dit James Douglas dans les dettes courantes contre le dit asile.....	7,000 00
Et finalement, au dit James Douglas, à cinq années de la date des présentes, la balance du dit prix de vente, étant la somme de dix-neuf mille piastres, ou toute autre somme qui pourrait être reconnue dûe après le règlement des dettes courantes.....	19,000 00
	\$98,000 00

avec les intérêts sur les portions du dit prix de vente revenant au dit James Douglas, au taux de sept pour cent par an, payable semi-annuellement, à compter de la date des présentes, et pour assurer le paiement des dites diverses sommes d'argent; il est convenu que le dit James Douglas aura le privilège hypothécaire de *bailleur de fonds* sur les terrains et propriétés ci-dessus décrits: et comme sûreté collatérale, dans le cas d'incendie, il est convenu que le dit François Elzéar Roy, pourra et devra, dans et par le contrat de vente qui sera passé en exécution des présentes comme ci-après mentionné, être tenu d'assurer et de garder sous police d'assurance, les différentes bâtisses érigées sur le dit terrain, de manière à répondre aux obligations du dit James Douglas, à l'égard des créanciers hypothécaires ci-dessus mentionnés, de la même façon qu'il est tenu d'y répondre par les contrats susdits, et également pour la somme complémentaire de dix-neuf mille piastres ou moins, suivant le cas, et de lui assigner la police pour la dernière somme; mais dans le cas d'incendie, le dit James Douglas convient de laisser les sommes d'argent qui reviendraient, en vertu des dites polices d'assurance, entre les mains du dit acheteur, sur garantie qui lui sera fournie, que les dites sommes d'argent seront employées à la reconstruction des édifices détruits. Et les dites parties conviennent entre elles et elles s'engagent par les présentes, l'une envers l'autre, en aucun temps qu'elles en seront requises, après le premier jour de mai prochain, à signer et à passer devant notaires, un bon et valable contrat de vente des propriétés susdites, conformément à l'intention et à la signification des présentes, à prendre effet de ce jour, et dans le cas où le dit François Elzéar Roy manquerait de signer le dit contrat de vente, le dit premier jour de mai prochain, ou après aussitôt, qu'il en sera requis, conformément aux présentes, alors et dans ce cas, la présente promesse de vente deviendra nulle et de nul effet, et le dit François Elzéar Roy sera tenu, dès lors, de remettre le dit James Douglas en possession des propriétés susdites et de tous les accessoires, meubles, articles, effets et marchandises susdites, et sera de plus forfait et subira la perte de toute somme ou sommes d'argent antérieurement payées par lui en vertu des présentes: et dans le cas où le dit James Douglas manquerait de son côté de signer le dit contrat, il s'engage alors à payer au dit François Elzéar Roy, la somme de vingt mille piastres, et en même temps de lui rembourser toutes sommes d'argent qui lui auraient été payées ou qu'il aurait reçues jusqu'à cette date; pourvu toutefois, et il est déclaré et convenu, que dans le cas où le défaut par le dit François Elzéar Roy, de signer le dit contrat originierait du refus du gouvernement de consentir au dit contrat, qu'alors et dans ce cas, le dit François Elzéar Roy ne perdra pas les sommes d'argent ainsi payées par lui, mais qu'au contraire, il aura droit d'en exiger le remboursement du dit James Douglas, qui, dans ce cas, promet de lui rendre les dites sommes.

Il est en outre déclaré et convenu, que le dit François Elzéar Roy, connaît parfaitement le contrat passé par le dit James Douglas et le Dr. J. E. Landry avec le gouvernement, et que le dit François Elzéar Roy accepte par les présentes toutes les conditions contenues dans les dits contrats passés devant A. LeMoine et son collègue, notaires, le vingt-et-unième jour d'avril dernier, et qu'il abandonne par les présentes tout recours contre le dit James Douglas par suite d'aucune action du gouvernement qui pourrait intervenir comme conséquence des conditions du dit contrat, et qu'il promet de remplir les obligations du dit James Douglas, en vertu des dits contrats jusqu'à concurrence d'une moitié.

Et finalement, il est convenu que le dit François Elzéar Roy devra et pourra, en vertu des présentes, entrer immédiatement en possession des propriétés ci-dessus décrites, ainsi que de leurs dépendances, et en outre, qu'après la passation du dit contrat de vente, il aura droit d'exiger du dit James Douglas, le loyer pour un espace de huit années de la ferme désignée sous le nom de "*Lane*" joignant à l'asile, et de cette portion de la ferme voisine connue sous le nom "*d'Eturgeon*," tel que possédées et tenues actuellement par le dit asile, en vertu d'un contrat et aux mêmes termes et conditions, avec en outre le droit d'acheter en préférence à toutes autres personnes, aux mêmes conditions, au cas de vente d'icelles par le dit James Douglas, étant déclaré et convenu que les propriétaires du dit asile ont déjà le droit de changer le cours de la rivière sur la dite ferme "*Lane*," et de la faire passer entièrement sur la dite terre de l'asile comme ils pourront le juger à propos.

Et pour l'exécution des présentes, les dites parties ont élu domicile en leur résidence respective susdite, auxquels endroits, etc.

FAIT ET PASSÉ en la dite cité de Québec, au bureau de William Bignell, un de nous dits notaires, le jour et en l'année ci-dessus mentionnés, sous le numéro quatre mille huit cent sept. En foi et en témoignage duquel les parties, après lecture faite, ont apposé aux présentes, leurs noms et signatures respectifs, en présence des notaires soussignés.

(Signé,)	J. DOUGLAS, Jnr.,
	(Comme Procureur de J. Douglas.)
"	F. E. ROY, M. D.,
"	L. PRÉVOST, N. P.,
"	WM. BIGNELL, N. P.,

Comme il appert par la minute }
demeurée de record dans mon }
bureau, et dont les présentes }
sont la copie certifiée.

WM. BIGNELL, N. P.

LE SIXIÈME JOUR DE MAI, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-six.

PARDEVANT nous notaires publics, soussignés, dûment commissionnés et assermentés, résidant dans la cité de Québec, dans la province du Canada.

FURENT PRÉSENTS: James Douglas, écuyer, médecin et chirurgien, de la cité de Québec, agissant à cet acte par l'intermédiaire du Révérend James Douglas, de la cité de Québec, son procureur en loi, dûment autorisé à toutes les fins d'icelui, dans et par une procuration passée devant nous, notaire soussigné, le troisième jour de novembre dernier, d'une part;

Et François Elzéar Roy, écuyer, médecin, de la cité de Québec, d'autre part.

Lesquelles dites parties, dans le but d'effectuer certaine promesse de vente, passée entre eux, devant nous notaires soussignés, le vingt-neuvième jour de décembre dernier, ont arrêté, déclaré, stipulé et convenu, de part et d'autre, en la manière suivante, savoir: que le dit James Douglas donne, cède, vend, transporte et abandonne, avec garantie contre toutes réclamations, demandes, dettes, douaires,

hypothèques, évictions, aliénations, substitutions, et tous autres empêchements et troubles généralement quelconques, au dit François Elzéar Roy, acceptant pour lui, ses hoirs et ayant-cause, la moitié indivise de toute cette propriété connue sous le nom de « l'Asile des aliénés de Beauport, » sise et située à l'endroit appelé la Canardière, près de la cité de Québec, contenant cinq arpents de front, sur vingt-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins, borné en front par la rivière Saint-Laurent, en arrière par la propriété immobilière ci-après désignée, d'un côté, au nord-est, par le chemin ou route, en partie pris sur la moitié nord-est de la dite propriété, ce qui en diminue la largeur d'autant, et de l'autre côté, au sud-ouest, par la propriété du dit James Douglas, mais sans aucun droit à la dite division est tracée, sur le plan annexé à la promesse de vente ci-dessus mentionnée, et suivant laquelle la propriété du dit James Douglas est bornée à un point particulier, à la rivière de la Cabane aux Taupières, mais sans aucun droit à la dite rivière, qui appartiendra entièrement aux propriétaires du dit asile, avec les diverses bâtisses et améliorations dessus construites, et une moitié ou part indivise de tous les accessoires, outils de ferme, meubles et effets généralement quelconques, appartenant au dit asile, avec tous les bestiaux, chevaux, et autres animaux vivants, le combustible de toute espèce, les effets, denrées et marchandises achetés pour le dit établissement, et généralement tous les articles et choses se trouvant sur les dites propriétés, tel que le tout était et est resté le premier jour de janvier dernier, lequel jour le dit acheteur a pris possession des dites propriétés, et desquelles il se déclare content et satisfait, sauf et excepté toutefois, une portion de la moitié nord-est de la dite propriété, à être prise à l'extrémité inférieure d'icelle, près de la rivière Saint-Laurent, contenant dix acres, deux rods et quatre perches, avec la tannerie et les bâtisses dessus construites, telle que clôturée, appartenant et occupée par M. Richardson.

Aussi, la moitié indivise d'une autre propriété, située au même endroit, contenant un arpent de front, sur environ six arpents de profondeur, bornée en front, à l'est, par le chemin ou route conduisant de la route de Beauport à celle du petit village situé en arrière, à l'ouest par la ferme des Messieurs du Séminaire de Québec, joignant d'un côté au sud à la propriété ci-dessus décrite, et de l'autre côté au nord à la propriété de Jean Parent ou de ses représentants.

Aussi, la moitié indivise de tous les loyers, revenus, profits et émoluments qui proviennent du dit asile, depuis le premier jour de janvier dernier.

Il est, par les présentes, convenu qu'en considération de la cession, par le dit James Douglas, du droit de se servir de la susdite rivière, il aura le droit de prendre et recevoir une provision d'eau à même les réservoirs du dit asile, en la manière qu'elle est actuellement conduite à sa résidence, au moyen de tuyaux, à être entretenus par lui, laquelle eau devra être fournie tant que le dit James Douglas, ou son fils, le dit Révérend James Douglas, seront en possession de la propriété désignée sous le nom de *Glen Aila*, mais dans le cas de vente, par l'un ou l'autre, de la dite propriété, ce droit sera aboli.

La propriété susdite, appartenant au dit James Douglas, comme suit, savoir : La moitié sud-ouest de la propriété en premier lieu décrite, par achat d'icelle, conjointement avec feu Joseph Morrin et Charles James Frémont, écuyers, par un contrat de vente de Thomas Conrad Lee, écuyer, passé devant nous, notaires soussignés, le deuxième jour de novembre, de l'année mil huit cent quarante-huit, suivant la déclaration du dit James Douglas, au bas du dit contrat en faveur des dits feu Joseph Morrin et Charles James Frémont, et l'autre moitié d'icelle, pour l'avoir acquise conjointement avec les dits Joseph Morrin et Charles James Frémont de Osborn L. Richardson, par contrat passé devant maître Hossack et son collègue, notaires, le vingt-septième jour de novembre, de l'année mil huit cent cinquante-cinq, et la propriété en dernier lieu ci-dessus mentionnée, pour l'avoir achetée en la manière susdite, à une vente par le shérif, le vingt-et-unième jour de février, en l'année mil huit cent cinquante-et un.

Et à l'effet que le dit François Elzéar Roy, ses héritiers et ayant cause prennent possession et détiennent les dites terres et autres propriétés ci-dessus cédées et vendues, à son et à leur usage et bénéfice exclusifs, à dater d'aujourd'hui et à toujours,

le dit James Douglas, par les présentes se dessaisit et se dépossède d'icelles en entier en faveur du dit François Elzéar Roy, ses héritiers et ayant cause, consentant et satisfait de ce que le dit François Elzéar Roy, ses héritiers et ayant cause, soient mis en bonne et due possession d'icelles, en vertu des présentes.

La présente vente et livraison est ainsi faite pour et en considération du prix ou somme de cent huit mille piastres, cours actuel du Canada, en acompte d'icelle, le dit James Douglas reconnaît avoir reçu lors de la passation des présentes et antérieurement la somme de vingt mille piastres, dit cours, laissant une balance de quatre vingt huit mille piastres, laquelle, le dit François Elzéar Roy promet par les présentes de payer comme suit :

A Dame Catherine Panet, veuve du dit feu Charles James Frémont, pour et à l'acquit du dit James Douglas, la somme de huit mille piastres, comme et pour la balance due, en vertu d'un contrat de vente de la dite Dame Cécile Panet, en faveur du dit James Douglas, passé devant nous les notaires soussignés, le vingt-neuvième jour de juillet, de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-trois, et payable conformément aux termes du dit contrat de vente \$ 8,000 00

Aux héritiers et représentants, de droit, de feu George Burns Symes, écuyer, également pour et à l'acquit du dit James Douglas, la somme de trente-deux mille piastres, étant le montant d'une obligation passée devant S. I. Glackmeyer et son collègue, notaires, le vingt-deuxième jour d'octobre de l'année mil huit cent soixante-quatre, laquelle somme payable aux termes de la dite obligation 32,000 00

A Thomas McGreery, écuyer, de la cité de Québec, également pour et à l'acquit du dit James Douglas, la somme de vingt-deux mille piastres, étant le montant d'une obligation passée devant nous, notaires soussignés, le deuxième jour de novembre dernier, laquelle somme payable aux termes de la dite obligation 22,000 00

A diverses personnes, créancières du dit asile, la moitié des dettes courantes, dûes par le dit asile, estimées et évaluées, en tout, à quatorze mille piastres, mais dans le cas où elles excéderaient cette somme, l'excédant serait déduit par le dit François Elzéar Roy, de la balance revenant au dit James Douglas, et si elles étaient moins élevées que cette somme alors la différence à être ajoutée à la dite balance 7,000 00

Et finalement au dit James Douglas, à cinq années de la date des présentes, la balance du dit prix de vente, étant la somme de neuf mille piastres, ou toute autre somme qui pourrait être reconnue due, après le règlement des dettes courantes 19,000 00

\$88,000 00

avec intérêt sur la dite somme ou balance en dernier lieu mentionnée revenant au dit James Douglas, au taux de sept par cent par année à compter du dit vingt-neuvième jour de décembre dernier, payable semi annuellement.

Et pour assurer le paiement de la dite somme sus-mentionnée, de quatre-vingt huit mille piastres et les intérêts à accroître sur icelle, le dit François Elzéar Roy hypothèque spécialement en faveur du dit James Douglas par privilège de bailleur de fonds, les propriétés immobilières ci-dessus décrites et vendues.

Et comme sûreté collatérale, dans le cas d'incendie, le dit François Elzéar Roy promet et s'engage par les présentes à assurer et à garder sous police d'assurance, les diverses bâtisses construites sur les susdites propriétés, de manière à remplir les obligations du dit James Douglas envers les créanciers hypothécaires de la dite propriété ci-dessus nommées, de la même manière qu'il est tenu de le faire par les obligations et les actes de vente susdits, et aussi pour la dite balance ou la somme en dernier lieu mentionnée de dix-neuf mille piastres ou moins, suivant le cas, et de lui attribuer la police pour cette dernière somme, mais dans le cas d'incendie, le dit James Douglas consent à laisser les sommes d'argent lui revenant en vertu des dites assurances, entre les mains du dit François Elzéar Roy, ses héritiers ou ayant cause,

pourvu qu'on lui donne des garanties que les dites sommes d'argent seront employées à la reconstruction des édifices détruits.

Il est par les présentes déclaré et convenu entre les parties que le dit François Elzéar Roy est parfaitement au fait du contrat passé par le dit James Douglas et le Dr. J. E. Landry avec le gouvernement, et que le dit François Elzéar Roy accepte par les présentes toutes les conditions mentionnées dans le dit contrat passé devant Maître A. LeMoine et son collègue, notaires, le vingt-et-unième jour d'avril de l'année mil huit cent soixante-cinq, et par les présentes renonce à tout recours contre le dit James Douglas, à raison d'aucun acte du gouvernement à intervenir au sujet des conditions du dit contrat, et il promet de remplir les obligations du dit James Douglas, y contenues, de la même manière que ce dernier y est tenu.

Et finalement, il est convenu que le dit James Douglas devra signer, et il promet de signer, à demande, en faveur du dit François Elzéar Roy, un bail pour huit années, à dater du vingt-neuvième jour de décembre dernier, de la ferme connue sous le nom de "Lane", joignant l'asile, et aussi cette portion de la ferme voisine connue sous le nom de "d'Eturgeon" telles que possédées et détenues sous bail par les propriétaires du dit asile et aux mêmes termes et conditions, avec le droit réservé au dit François Elzéar Roy d'acheter les dites propriétés, en préférence à toutes autres personnes aux mêmes conditions, au cas de vente d'icelles par le dit James Douglas, étant déclaré et convenu que les propriétaires du dit asile ont le droit, avec ou sans le dit bail, de changer le cours de la rivière sur la dite ferme connue sous le nom de "Lane" et de la faire passer entièrement sur le dit terrain de l'asile, suivant qu'ils le jugeront convenable et lorsqu'il leur plaira de le faire.

Et pour l'exécution des présentes, les dites parties ont élu domicile par les présentes à leurs résidences respectives, auxquelles places, etc.

FAIT ET PASSÉ en la cité de Québec, dans le bureau de William Bignol, l'un de nous, notaires soussignés, au jour et en l'année ci-dessus mentionnée, sous le numéro quatre mille neuf cent trente-et-un, en foi et en témoignage duquel les dites parties ont apposé et souscrit leurs noms et signatures au bas des présentes en présence de nous, notaires soussignés, après lecture faite.

(Signé,)	JAMES DOUGLAS,
	Par son procureur J. Douglas, junr.
"	F. E. ROY, M. D. E.,
"	L. PROVOST, N. P.,
"	WM. BIGNELL, N. P.

Vraie copie de la minute }
demeurée de record }
dans mon étude.

WM. BIGNELL, N. P.

INDEX

DU

SIXIÈME VOLUME.

36 VICTORIA, 1872.

A DRESSES.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Relatives à—

1. *Arbitrage* :—Pour copie de toute correspondance entre le Gouvernement Fédéral, le gouvernement d'Ontario et celui de cette province, relativement à la sentence arbitrale rendue par l'arbitre d'Ontario et l'arbitre du Gouvernement Fédéral, en septembre 1870, concernant le partage entre Québec et Ontario du surplus de la dette de la ci-devant province du Canada, 28. Voir *Documents*, 2.

Bois :

2. Pour un état de toutes les demandes ou applications placées maintenant devant le gouvernement ou devant le département des Terres de la Couronne, depuis le 11 décembre jusqu'à cette date, pour obtenir des licences pour exploiter les limites de bois, 14. Voir *Documents* 24, 25.
3. Pour un état indiquant le nombre de limites qui ont été concédées depuis le 12 décembre 1871, les noms des concessionnaires, l'étendue en milles carrés, et les primes payées par chaque concessionnaire pour chaque limite ; ainsi qu'une copie de tout document, etc., se rapportant aux coupes de bois sous licence sur les terres de la Couronne, 27. Voir *Documents*, 25.
4. *Cadastres* :—Demandant un état indiquant les noms et résidences des personnes employées sous l'opération des lois qui pourvoient à cadastrer la propriété mobilière dans cette province, pour l'enregistrements des droits réels, depuis quand ces personnes ont ainsi employées, et le salaire payé à chacune d'elles respectivement, etc., etc., 18. Voir *Documents*, 4.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR—*Suite*.

5. *Chemins de Colonisation* :—Pour un état des sommes appropriées cette année pour chemins de colonisation dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, indiquant le montant qui a été dépensé sur ces appropriations, sur quels chemins, l'époque à laquelle les travaux ont été commencés cette année, et quand ils ont été terminés ou suspendus, 37. Voir *Documents*, 5.
6. *Colonisation* :—Pour copie de la requête de Messieurs les Curés de Dorchester, Beauce, etc., relativement à un projet de colonisation, 77. Voir *Documents*, 6.
8. *Députés-Chefs et autres Officiers de Département* :—Pour un état indiquant toutes sommes d'argent exigées ou reçues pour traitements, services extras et frais de voyage, ou pour tout autre objet, pour les divers assistants ou députés-chefs et autres officiers de département, dans la province de Québec, 114. Voir *Documents*, 9.
9. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au discours de Son Excellence à l'ouverture de la session, 6. Motion adoptée, 7. Comité chargé de rédiger l'adresse ; Rapportée, 7. Ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les membres du Conseil Exécutif, 8. Réponse, 12.
10. *Ecoles Normales* :—Demandant un état du nombre des jeunes gens qui ont étudié comme élèves-maîtres dans les écoles normales de la province, depuis le commencement de l'existence de ces institutions ; le nombre de ceux qui pratiquent actuellement l'enseignement ; le coût total des écoles normales depuis le commencement ; le coût par chaque année distincte, et le coût de chaque élève pour la province, 18. Voir *Documents*, 10.
11. *Emigration* :—Pour un état indiquant les noms de toutes personnes qui ont été nommées par le gouvernement de Québec, comme agents ou autres employés du bureau d'émigration, depuis le premier janvier 1870 ; la date de leur nomination, le lieu où ils sont placés, le montant du salaire ou autre rémunération payés à chacun, et les instructions données à ces agents ou employés, 15. Voir *Documents*, 11.
12. *Enquêtes* :—Pour copie des plaidoyers, jugements et factums contenant les enquêtes dans les causes suivantes : G. A. Gouin, vs. H. Dubord, Trois-Rivières ; Alexis Lavigne, vs. Louis Dion, Arthabaska, 55. Voir *Documents*, 12.
13. *Grains de semence* :—Pour copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement au sujet des prêts d'argent faits à diverses municipalités, ou à certains particuliers, pour achat de grains de semence, dans le cours de l'hiver et du printemps derniers, etc., etc., 21. Voir *Documents*, 14.
14. *Grèves* :—Pour un état spécifiant les demandes faites depuis le 1er de juillet 1867, jusqu'à ce jour, pour octroi de grèves, les permis d'occupation et patentes accordés ; les noms des personnes, les montants payés ou stipulés, les raisons alléguées pour la concession de ces grèves, l'étendue des terrains concédés, et la date des diverses demandes et des transactions effectives à ce sujet par le département des terres de la Couronne, 21. Voir *Documents*, 16.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR — *Suite.*

15. *Immigration* :—Demandant un état des sommes employées au repatriement des canadiens émigrés, avec mention de la manière dont ces sommes ont été employées, et indication des noms des agents d'immigration ou de colonisation chargés de cette mission, des montants à eux payés comme salaire, frais de voyages et autres dépenses, et du nombre des familles repatriées, 18. Voir *Documents*, 17.

Juges de Paix :

16. Pour copie de toutes correspondances avec le gouvernement, relativement à la nomination de juges de paix dans les paroisses de Saint-Luc et de Saint-Bernard de Lacolle, comté de Saint-Jean, depuis le premier janvier 1871, 18. Voir *Documents*, 23.
17. Pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou quelqu'un des ministres, et certains juges de paix de Montmagny, au sujet de la radiation de leurs noms de la liste des juges de paix de ce district, 27. Voir *Documents*, 22.
18. *Lois* :—Pour copies de toutes correspondances entre le Gouvernement Fédéral et celui de Québec, relativement aux lois passées par cette législature, et mises virtuellement de côté, comme étant inconstitutionnelles, par les cours de justice en cette province, et dont parle le discours du trône à l'ouverture de cette session, 29. Voir *Documents*, 26.
19. *Mondelet, Charles* :—Pour copies de toute la correspondance entre le Gouvernement Provincial, ou aucun membre du dit gouvernement, et le Gouvernement de la Puissance, ou aucun membre d'icelui, concernant l'application de l'honorable Charles Mondelet, l'un des juges de la cour supérieure du Bas-Canada, pour un congé d'absence ; et toutes copies de la correspondance entre le Gouvernement Provincial ou aucun membre d'icelui, et l'honorable Charles Mondelet, sur le même sujet, 21. Voir *Documents*, 27.

Montréal :—

20. *Bureau d'enregistrement* :—Pour copie de toute correspondance relative au déplacement du bureau d'enregistrement du palais de justice, dans la cité de Montréal, à la rue Saint-Gabriel, comprenant l'avis demandé à l'architecte de la puissance, M. Scott, ainsi que la pétition des propriétaires fonciers de Montréal, protestant contre le déplacement du bureau, 21. Voir *Documents*, 28.
21. *Chemins macadamisés* :—Pour copie de la correspondance qui a eu lieu entre le Gouvernement et les syndics de chemins à barrières de Montréal, en vue de faire disparaître les droits de péage sur les chemins macadamisés entre Montréal et le Sault-au-Récollet, et aussi celui à l'entour de la Montagne, 136.
22. *Dépôts pour expropriations* :—Demandant les dates des dépôts faits par le trésorier de la cité de Montréal, pour expropriations, ainsi que les dates, et les noms des personnes qui ont fait application pour les dits dépôts, et les dates respectives des paiements que le gouvernement a fait aux dites personnes (y ayant droit) depuis 1872, 40. Voir *Documents*, 29.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR—Suite.

23. *Petits Jurés* :—Demandant un état indiquant les municipalités dans la province qui ont payé la contribution pour les Petits Jurés, en vertu de la clause 15, du chap. 109 des statuts refondus du Bas-Canada, et celles qui ne l'ont point payés ; mentionnant combien il a été payé par chaque municipalité, et les arrérages dûs par chacune d'elles, et combien il serait dû par chaque municipalité, si rien n'avait été payé par chacune d'elles, 22. Voir *Documents*, 32.
24. *Police* :—Pour copie des instructions données par le gouvernement ou quelques-uns des ministres aux commissaires et surintendants de la police de la province de Québec, concernant l'emploi de cette force à l'occasion des dernières élections générales pour la Chambre des Communes du Canada, 13. Voir *Documents*, 33.
25. *Prison de Réforme* :—Pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les Frères de Saint-Vincent de Paul, relativement à la réforme des jeunes délinquants, ainsi qu'une copie du rapport fait par les inspecteurs nommés pour choisir l'endroit le plus propice pour y placer la prison de réforme, 15. Voir *Documents*, 35.
26. *St. Agapit* :—Demandant tous les papiers et documents se rapportant à la décision donnée le 5 décembre 1871, par l'honorable Ministre de l'Instruction Publique, dans l'appel d'Etienne Théodore Paquet et autres, de la paroisse de Saint-Agapit, contre la résolution des commissaires d'école de la dite paroisse, 200.
27. *Terres* :—Pour un état complet de toutes les terres reprises dans les cantons de Emberton, Ditton et Marston, dans le comté de Compton, depuis le premier janvier 1867, 59. Voir *Documents*, 39.
28. *Terres publiques* :—Demandant un état des terres publiques impropres à la colonisation, mais riches en bois, qui ont été mises en réserves comme terres à bois—indiquant l'étendue de terres réservées et leur situation, 50.

AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS :—

1. Rapport du Commissaire. Voir *Documents*, 1.
2. Bill pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux Publics et pour constituer un conseil des arts et manufactures ; du Conseil ; Lu les 1^{re} et 2^e fois, et renvoyé à un comité général, 193. Considéré et amendé, 200. Rapporté ; Passé avec amendements, 204. Adoptés par le Conseil, 207. S. R., 210. (36 Vict., c. 7.)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 12. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; quorum réduit à neuf membres, 22. Second rapport, 184.

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE :—Voir *Assemblée Législative*.

AMENDEMENTS :—Voir *Questions*.

ARTHABASKA :—Pétition demandant un octroi annuel pour le collège d'Arthabaskaville, 19.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE :

1. Rapports des membres élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, 2.
2. La Chambre se rend auprès de Son Excellence :—A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la session, 1. A la clôture de la session, 207.
3. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 5.

Réunions et ajournements de la Chambre :

4. Continue à siéger après minuit, 127, 155, 165, 176.
5. Siége le samedi, 128, 176.
6. Ajourne pour cinq minutes, 177.
7. Ajourne pour un jour, 18.
8. Ajourne du samedi au lundi à midi, 190.
9. Ajourne au lendemain à 2 h. P. M., 127.
10. Ajourne au lendemain à 11 h. A. M., 200.
11. Suspend ses procédés durant une séance du comité des bills privés, 203.

ASSOCIATION MUSICALE DE QUÉBEC :—Voir *Québec*, 9.

ASSOMPTION, L'HOSPICE DE N.-D. DE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

ASSURANCE CONTRE LE FEU, SOCIÉTÉ CANADIENNE D' :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 83. Rapport de l'avis, 89. Renvoyé au comité des bills privés, 101. Rapporté avec des amendements, 113. Considéré en comité ; Rapporté, 125. Passé, 128. Par le Conseil avec un amendement ; Considéré et adopté, 176. S. R., 208. (36 Vict., c. 71.)

BAIE DES CHALEURS, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 16. Rapport de l'avis, 26. Bill présenté, 27. Renvoyé au comité des chemins de fer, 29. Rapporté avec des amendements, 104. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 110. Par le Conseil, avec des amendements ; Considérés et adoptés, 188. S. R., 208. (36 Vict., c. 43.)

BARREAU :—Bill pour amender les actes concernant le de la Province de Québec :—Présenté, 40. Renvoyé à un comité général, 102. Considéré, 105, 108. Amendé, 112. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 133. Par le Conseil, 206. S. R., 209. (36 Vict., c. 28.)

BEAUCHE :—Pétition demandant un juge résidant pour le district de Beauce, 28.

BRAUHARNOIS :

1. Hospice Saint-Joseph de :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 19.
2. Hospice Saint-Joseph de :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

BEAUPORT, ASILE DES ALIÉNÉS DE :—

1. Motion pour un comité spécial chargé de s'enquérir des circonstances sous lesquelles le contrat de l'asile a été renouvelé en 1871, négative, 137.
2. La Chambre décide de se former en comité sur l'opportunité d'acheter les propriétés de l'asile de Beauport, etc., 101.

BELLECHASSE :

1. Bill pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, et l'annexer à celui de Québec :—Présenté, 20. Renvoyé à un comité général, 37. Considéré; Rapporté, 41. Passé sur division, 46. Par le Conseil, avec des amendements, 143. Considérés, 143. Motion que la Chambre ne concourt pas dans les amendements faits par le conseil; Adopté sur division; comité spécial nommé pour disposer les raisons à donner au Conseil Législatif; Rapport; Lu et adopté; Message au conseil, demandant une conférence, 152. Message du Conseil adoptant la conférence, 158. Ordre désapprouvant les dits amendements, rescindé; Lus et adoptés, 198. S. R., 207. (36 Vict. c. 35.)
2. Pétition contre, 39.

BELCEIL :—Pétition des Révérendes Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, de Belceil, demandant de l'aide, 53.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du :—3.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE, COMITÉ COLLECTIF DE LA :—Membres nommés par l'Assemblée, 13. Message envoyé au Conseil, 13. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 17. Membre ajouté, 40. Pétition de Augustin Laperrière renvoyée à ce comité, 51. Ordre rescindé, 76. Renvoyée au comité des dépenses contingentes, 77. Rapport du comité conjoint, 139. Adopté, 157.

BILLS :

1. Deuxième lecture remise à huit jours, 85.
2. Deuxième lecture remise à trois mois, 101, 139.
3. Ordre pour la deuxième lecture rescindé, 126.
4. Ordre pour la deuxième lecture remise par l'ajournement de la Chambre, 35.
5. Motion pour le renvoi de la seconde lecture d'un bill à six mois, négative, 37.

BILLS—Suite.

6. Ordre pour comité général renvoyé à un mois, 173.
7. Ordre pour la troisième lecture, rescindé, 148.
8. Renvoyés à des comités généraux, 59, 102, 106, 117, 133, etc.
9. Renvoyés de nouveau à des comités généraux, 105, 106, 133, 148, 159, etc.
10. Renvoyés à des comités spéciaux, 37, 58, 85.
11. Passés sans être renvoyés à un comité, 155, 156, 200.
12. Passés plus rapidement qu'à l'ordinaire, 155, 156, 190, 200.
13. Lus les 3 fois et passés de suite, 190, 200.
14. Lus les deuxième et troisième fois et passés de suite, 155, 156, 175, 180.
15. Lu la deuxième fois, considéré en comité et passé le même jour, 47.
16. Considérés en comités, amendés et rapportés de suite, 41, 105, 110, 126, 128, 137, 152, etc.
17. Considérés en comité, rapportés, lus la troisième fois et passés à la même séance, 58, 105, 110, 111, 129, 133, 135, 141, 142, etc.
18. Amendés après troisième lecture, 135, 145, 172, 177.
19. Bill retiré, 200.
20. Bills ré-imprimés, 46, 105, 111, 123, 176, 189.
21. Honoraires sur bills remboursés, 54, 128, 157.
22. Sanctionnés, 207.
23. Amendés par le Conseil ;—Considération des amendements remise à un autre jour, 143, 200. Considérés et adoptés immédiatement, 176, 188, 199, 202, 205.
24. Amendements du Conseil non adoptés, 153, 202.
25. Amendements du Conseil modifiés, 198.
26. Bills du Conseil, 67, 104, 133, 167, 188, 193, 200.

BILLS PRIVÉS :

1. Comité Permanent des divers bills privés nommé, 12. Premier rapport et réduction du quorum, 126. Quorum réduit à sept, 126. Autres rapports sur divers bills, 53, 103, 109, 113, 123, 128, 134, 140, 147, 157, 171, 176, 193, 198, 205. Membres ajoutés, 57. Permis au comité de siéger durant la vacance de 6 heures à 7h. P. M., 197.

BILLS PRIVÉS—*Suite.*

2. Bills renvoyés à ce comité, 29, 67, 77, 78, 85, 86, 96, 101, 107, 116, etc.
3. Prolongation du temps au sujet de la réception des rapports sur des bills privés, 53, 103, 104.
4. Prolongation du temps au sujet de la réception des pétitions pour bills privés, 26.
5. Prolongation du temps pour l'introduction des bills privés, 53, 128.
6. Appel de l'ordre du jour pour bills privés, et heure fixée pour cet appel certains jours, en vertu de la 19^{ème} règle, 96, 125, 141, 151, 158, 173, 184.
7. Placés sur les ordres, le même jour qu'ils sont rapportés du comité, 147.
8. Rapport du comité recommandant que les promoteurs des bills aient droit de les faire imprimer ailleurs que par les imprimeurs chargés des impressions, 109.

BOIS:—Pétition demandant qu'il soit permis aux personnes qui ont défriché des terres, sans avoir encore obtenu de permis d'occupation, de pouvoir conserver le bois sur leurs terres, 176. Voir *Adresses*, 2, 3. *Documents*, 24, 25, 26.

BOIS ET FORÊTS:—Bill pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des—, 101. Lu la 2^e fois sur division, et renvoyé à un comité général, 155. Résolutions sur le même sujet, renvoyées à ce comité, 155. Considéré; Amendé; Passé, 174. Par le Conseil, 207. S. R., 210. (36 Vict. c. 9.)

BONAVENTURE:—Voir *Elections contestées*, 3.

BONUS:—Voir *Salaires*, 2.

BRITISH MUSEUM:—Lettre de remerciements du bibliothécaire pour l'envoi de documents, 3.

CACOUNA, COMPAGNIE DE L'HOTEL:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom; Reçue et lue, 65. Avis, 72. 51^e règle suspendue; Bill présenté, 72. Renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté avec des amendements, 128. Considéré en comité: Rapporté; Passé, 136. Par le Conseil, 188. S. R., 208. (36 Vict. c. 79.)

CADASTRES:—Voir *Adresses*, 4. *Documents*, 4.

Bill concernant les Cadastres; du Conseil; Présenté, 133.

CHAMBLY:

1. Hôpital St. Joseph de—Pétition; demande d'aide, 19. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
2. Pétition demandant de l'aide pour le Collège de Chambly, 23.

CHAMPLAIN :—Voir *Elections contestées*, 4.

CHARLEVOIX :—Voir *Elections contestées*, 5.

CHASSE :

1. Bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette Province ; Présenté, 50. Renvoyé à un comité spécial, 185. Voir *infra*, 2. Rapporté avec des amendements, 114. Considéré ; Rapporté, 126. Passé, 137.
2. Comité spécial nommé ; Bill renvoyé à ce comité, 185. Rapporté avec des amendements, 114. Voir *supra*, 1.

CHEMINS :

1. Pétitions demandant de l'aide pour des chemins :—St. Romain de Winslow, 9. Ham Nord ; Windsor et Stoke, 28. Forsyth, 30. St. Malachie ; Cranbourne, 36. St. Pierre les Becquets, 39. Lambton, Aylmer et Gayhurst, 48. Chertsey, 53, 57. Frampton ; Cranbourne ; St. Malachie ; Standon ; St. Gabriel de Brandon, 65. Arundel, 75. St. Gabriel de Stratford, 83. Rawdon, 88. St. Vital de Lambton, 99. St. Victor de Tring, 109. Ste. Germaine, 109, 134. Kilkenny ; Brassard, 113. Kilkenny, 128. St. Malachie, 134. Shenley, 146. St. Hippolyte, 156.
2. Pétitions demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins, 48, 53. Voir *Laprairie*.

CHEMINS DE FER :

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions pour venir en aide à certaines compagnies de chemin de fer, 162. Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère, 177. Résolutions à rapporter, 178. Rapportées et adoptées, 180.
2. Bill pour venir en aide à certaines compagnies de chemin de fer, 180. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 196. Par le Conseil, 207. S. R., 210. (36 Vict. c. 42.)
3. Nomination du comité des chemins de fer, etc., 5, 12. Bills à lui renvoyés, 29, 38, 55, 67, 77, 86, 125, 142. PREMIER RAPPORT, recommandant une réduction du quorum ; Quorum réduit à neuf membres, 53. Autres rapports sur divers bills, 103, 123, 128, 134, 140, 146, 157.
4. Pétition renvoyée à ce comité, 104.

CHEMINS DE COLONISATION :—Voir *Adresses*, 5. *Documents*, 5.

CODE CIVIL :

1. Bill pour amender les articles 2123 et 2124, du code civil du Bas-Canada, 54. Motion pour 2de lecture ; Motion à l'effet de renvoyer la 2e lecture à six mois ; Adoptée sur division, 138.

CODE CIVIL—*Suite.*

2. Bill pour amender l'article 834 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada et pour faciliter l'application de l'article 2453 du Code Civil du Bas-Canada, 84. Ordre pour 2e lecture déchargé ; Bill retiré, 189.
3. Bill pour amender l'article 31 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada en ce qui concerne certaines poursuites *in-forma pauperis*, 100. 2e lecture, 176. 3e lecture et passé, 186. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict. c. 20.)

CODE MUNICIPAL :

1. Pétitions demandant des amendements au Code Municipal, 28, 53, 75.
2. Bill présenté, 17. Renvoyé à un comité spécial, 37. Membre ajouté, 58. Rapporté avec des amendements, 123. Ré-imprimé, 123. Considéré en comité ; Amendé, 176. Ordre pour la réception du rapport, déchargé ; Bill renvoyé de nouveau à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Motion pour 3e lecture ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général ; Adopté ; Considéré et amendé, 187. Rapporté ; Passé, 197. Par le Conseil, avec des amendements ; Considérés et adoptés, 205. S. R., 210. (36 Vict., c. 21.)
3. Bill pour amender l'acte de cette province, 35 Vict., c. 8, intitulé : Acte pour amender certains articles du Code Municipal ; Présenté, 49. Ordre pour 2e lecture déchargé ; Bill retiré, 189.

COLONISATION :—Voir *Adresses*, 6. *Documents*, 6.

1. Bill pour faciliter la colonisation du pays ; Présenté, 17.
2. Bill pour amender les actes concernant la colonisation ; du Conseil ; Lu, 89. Renvoyé à un comité général, 112. Considéré ; Rapporté, 121. Passé, 124. S. R., 208. (36 Vict., c. 19.)

COMITES :

1. Résolutions pour la nomination de neuf comités permanents, 5. Comité nommé pour préparer la liste des membres qui doivent les composer, 5. Rapport 12. Adopté, 13. Voir *Privileges*, 1. *Ordres Permanents*, 1. *Chemins de Fer, Canaux, etc.*, 3. *Bills privés*, 1. *Lois expirantes*, 1. *Dépenses continentes*, 1. *Impressions*, 1. *Comptes Publics*, 1. *Agriculture, Immigration et colonisation*, 1. Voir aussi *Bibliothèque, Elections contestées*.
2. Membres ajoutés, 23, 40, 57, 53, 77.
3. Sous comités nommés, 89, 99, 113, 122.
4. Comités collectifs. Voir *Bibliothèque, Impressions*.
5. Comités spéciaux. Voir *Règles et Règlements de la Chambre ; Chasse*, 2. *Industrie ; Elections contestées*, 1. *Officiers Publics*, 2. *Ile de la Madeleine*.
6. Comités généraux, 20, 69, 73, 78, 117, 119, 124, etc.

COMITÉS—*Suite.*

7. Rapportent progrès et obtiennent la permission de siéger de nouveau, 105, 106, 139.

8. Quorum de comités permanents réduits, 22, 53, 66.

9. Rapports adoptés, 50, 109, 136, 190.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL.—Bill concernant certaines—. Présenté, 20. Renvoyé à un comité général, 102. Considéré; Amendé; Passé, 105. Par le Conseil, 188, S. R., 208. (36 Vict., c. 25.)

COMPAGNIE DE CRÉDIT:—Voir *Montréal*, 15.

COMPAGNIE DE CHEMIN A LISSES DE COLONISATION DU NORD DE MONTRÉAL:—Voir *Montréal*, 18.

COMPAGNIE DU CHEMIN A LISSES DE QUÉBEC ET GOSFORD:—Voir *Gosford*.

COMPAGNIE DU CHEMIN A LISSES DES COMTÉS DE RICHELIEU, DRUMMOND ET ARTHABASKA:—Voir *Richelieu*, 1.

COMPAGNIE DU CHEMIN A LISSES DE LÉVIE ET MAGOG:—Voir *Lévis*.

COMPAGNIE DU CHEMIN A LISSES DE SHERBROOKE, DES TOWNSHIPS DE L'EST ET KENNEBEC:—Voir *Sherbrooke*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE MONTRÉAL ET DES LAURENTIDES:—Voir *Montréal*, 47.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION DES COMTÉS DU SUD-EST:—Voir *Comtés du Sud-Est*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE MONTRÉAL, CHAMBLY ET SOREL:—Voir *Montréal*, 33.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE PHILIPSBURG, FARNHAM ET YAMASKA:—Voir *Philipsburg*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS:—Voir *Baie des Chaleurs*.

COMPAGNIE HYDRAULIQUE ET DES BASSINS DE MONTRÉAL:—Voir *Montréal*, 17.

COMPTES PUBLICS:—Comité permanent nommé, 13. Comptes Publics de la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1871, mis devant la Chambre; ordonnés d'être imprimés et renvoyés à ce comité, 16. PREMIER RAPPORT, recommandant une réduction de son quorum; Quorum devant être de sept, 20. Membres ajoutés, 23. Etat des recettes et dépenses du gouvernement depuis le 30 juin au 31 octobre 1872, renvoyé à ce comité, 45. SECOND RAPPORT; Adopté, 190. Voir *Documents*, 8.

COMTÉS DU SUD-EST, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION DES COMTÉS DU SUD-EST:—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 52.

COMTÉS DU SUD-EST—*Suite*.

Avis, 72. Bill présenté, 72. Renvoyé au comité des chemins de fer, 86. Rapporté avec des amendements, 146. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 153. Par le Conseil, avec des amendements ; Considérés et adoptés, 199. S. R., 209. (36 Vict., c. 50.)

Pétition en faveur, 140.

Pétition demandant que le bill soit amendé, 121.

CONSEIL LÉGISLATIF :

Messages envoyés au Conseil :

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination de deux comités collectifs au sujet des impressions et de la bibliothèque, 13.
2. Désignant les députés de l'Assemblée devant faire partie de ces comités, 13.
3. Informant le Conseil que M. Fortin a été ajouté au comité conjoint de la bibliothèque, 40.
4. Demandant une conférence sur des amendements faits par le Conseil à un bill de l'Assemblée, lesquels furent désapprouvés par l'Assemblée, 153.
5. Informant le Conseil, que l'Assemblée regrette que par inadvertance elle a négligé de suspendre ses procédés pendant la dite conférence, 171.
6. Communiquant les raisons pour lesquelles l'Assemblée ne concourt pas dans les amendements faits par le Conseil à un bill, 202.

Messages du Conseil :

7. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif de la bibliothèque, 17.
8. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif des impressions, 17.
9. Admettant les bills de l'Assemblée (ou des amendements faits à ses bills) avec ou sans amendement, 112, 116, 143, 167, 176, 188, 193, 198, 201, 205.
10. Transmettant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée, 67, 104, 133, 167, 188, 193, 200.
11. Consentant à une conférence, 158.
12. Ne trouvant pas suffisantes les raisons à induire le Conseil à changer son opinion, 175.

CONSEILS DE LA REINE :—Bill concernant la nomination de conseils de la Reine, 104. Renvoyé à un comité général, 139. Considéré, 155. Rapporté ; Lu la

CONSEILS DE LA REINE—*Suite.*

3^{me} fois ; motion pour l'amender, négative, et passé, 171. Par le Conseil, 206. S. R., 209., (36 Vict., c. 13.)

CÔTEAU DU LAC :—Asile de la Providence de Saint-Ignace :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

COUR SUPÉRIEURE :—Bill pour amender la loi relative à la constitution de la— ; Présenté, 15. Renvoyé à un comité général, 102. Considéré ; Amendé ; Rapporté, 126. Motion pour 3^e lecture ; Amendements à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejetés sur division ; Lu la 3^e fois ; Passé, 130. Par le Conseil, 206. S. R. 207. (36 Vict., c. 10.)

DECELLES, ALFRED D :—Pétition demandant à être admis, après examen, à pratiquer comme avocat, 20. Rapport de l'avis, 26. Bill présenté, 27. Renvoyé au comité des bills privés, 29. Rapporté, recommandant que l'honoraire sur ce bill ne soit pas exigé, 53. Honoraire remboursé, 54. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 59. Par le Conseil, 116. S. R., 207. (36 Vict., c. 82.)

DEMERS, LOUIS JOSEPH :—Pétition demandant la passation d'un acte pour l'admettre, après examen, à la pratique du Notariat, 58. Rapport de l'avis, 75.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—Bill pour amender l'acte concernant le Département du Trésor, 109. Lu les 2^e et 3^e fois et Passé, 156. Par le Conseil, 206. S. R., 208. (36 Vict., c. 6.)

DÉPENSES CONTINGENTES :—Comité permanent nommé, 12. PREMIER RAPPORT, demandant réduction du quorum ; Adopté ; Quorum réduit à cinq membres, 17. Pétitions de L. P. Turcotte et Augustin Laperrière renvoyées à ce comité, 76, 77. SECOND RAPPORT (sur les rapports des officiers supérieurs de la Chambre), 89. Rapport retiré ; 2^{me} rapport présenté de nouveau, 100. Adopté 109. TROISIÈME

RAPPORT, 121. Adopté, 136. Pétition du sergent d'armes renvoyée à ce comité, 136. QUATRIÈME RAPPORT, 161. Motion pour l'adoption du 4^{me} rapport ; Débats ; Débats ajournés, 197. Débats repris ; 4^{me} rapport renvoyé à M. l'Orateur, 198.

DÉPUTÉS CHEFS ET AUTRES OFFICIERS DE DÉPARTEMENT. Voir *Adresses*, 8. *Documents*, 9.

DÉPÔTS JUDICIAIRES :—Bill pour amender l'acte concernant les—et autres ; Présenté ; 20. Renvoyé à un comité général, 37. Considéré, 46. Considéré de nouveau et amendé, 104. Ré-imprimé, 105. Rapporté ; Amendements lus et adoptés ; Lu la 3^e fois ; Amendé ; Passé, 145. Par le Conseil, 188. S. R., 208. (36 Vict., c. 14.)

DÉPUTÉS :

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 2.
2. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 5, 195.

DÉPUTÉS—Suite.

3. Résolutions relatives ; 1° à l'élection ou au rapport d'élection d'un membre en certains cas ; 2° à la corruption ou aux intrigues, menées, qui peuvent avoir eu lieu à aucune élection ; 3° à toute offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 5.
4. Liste alphabétique des—lue, conformément à la 46e section de l'acte des élections contestées, 25.

DOCUMENTS :

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
MIS DEVANT LA CHAMBRE :—RELATIFS A—		
1. <i>Agriculture</i> :—Rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1871, et pour les six mois finissant le 30 juin 1872.....(<i>Documents de la session No. 4.</i>)	Par ordre de S. E.	172
2. <i>Arbitrage</i> :—Copie de toute correspondance entre le Gouvernement Fédéral, le Gouvernement d'Ontario et celui de cette Province, relativement à la sentence arbitrale rendue par l'arbitre d'Ontario et l'arbitre du Gouvernement Fédéral, en septembre 1870, concernant le partage entre Québec et Ontario du surplus de la dette de la ci-devant Province du Canada. (<i>Documents de la session, No. 14.</i>)	Adresse.	66
3. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport annuel du bibliothécaire.	111ème règle.	3
4. <i>Cadastrés</i> :—Etat montrant : Les noms et résidences des personnes employées sous l'opération des lois qui pourvoient à cadastrer la propriété mobilière dans cette province, pour l'enregistrement des droits réels, depuis quand ces personnes sont ainsi employées, et le salaire payé à chacune d'elles respectivement, etc., etc. (<i>Pas imprimé</i> , 113.)....(<i>Documents de la session, No. 19.</i>)	Adresse.	71
5. <i>Chemins de colonisation</i> :—Etat des sommes appropriées cette année pour chemins de colonisation dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse. (<i>Pas imprimé</i> , 147.).....(<i>Documents de la session, No. 27.</i>)	Adresse.	114
6. <i>Colonisation</i> :—Copie de la requête de Messieurs les curés de Dorchester, Beauce, Bellechasse, etc., relativement à un projet de colonisation pour la Province de Québec. (<i>Imprimée</i> , 201.).....(<i>Documents de la session, No. 29.</i>)	Adresse.	129
7. <i>Compagnie du Richelieu</i> :—Rapport de l'état des affaires pour l'année 1872. (<i>Pas imprimé.</i>) (<i>Documents de la session, No. 5.</i>)	Par acte.	2

DOCUMENTS— <i>Suite</i> .	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
8. <i>Comptes Publics</i> :—Comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1872 ; Renvoyés au comité des impressions. Voir <i>Comptes Publics</i>(<i>Documents de la session, No. 1.</i>)	Par acte.	16
9. <i>Députés chefs et autres officiers de départements</i> : - Etat indiquant toutes sommes d'argent exigées ou reçues pour traitements, services extras et frais de voyage, ou pour tout autre objet, par les divers assistants ou députés chefs et autres officiers de départements dans la Province de Québec...(<i>Documents de la session, No. 39.</i>)	Adresse.	201
10. <i>Ecoles Normales</i> :—Etat du nombre des jeunes gens qui ont étudié comme élèves-instituteurs dans les Ecoles Normales de la Province depuis le commencement de l'existence de ces institutions ; le nombre de ceux qui pratiquent actuellement l'enseignement ; le coût total des Ecoles Normales depuis le commencement ; le coût par chaque élève pour la Province. (<i>Imprimé, 76.</i>) (<i>Documents de la session, No. 21.</i>)	Adresse.	76
11. <i>Emigration</i> :—Etat montrant les noms de toutes personnes qui ont été nommées par le gouvernement de Québec, comme agents ou autres employés du bureau d'émigration, depuis le premier janvier 1870. (<i>Imprimé, 147.</i>).....(<i>Documents de la session, No. 30.</i>)	Adresse.	135
12. <i>Enquêtes</i> :—Copie des plaidoyers, jugements et factums concernant les enquêtes dans les causes suivantes : G. A. Gouin, vs. H. Dubord, aux Trois-Rivières ; Alexis Lavigne, vs. Louis Dion, à Arthabaska. (<i>Pas imprimée, 147.</i>).....(<i>Documents de la session, No. 26.</i>)	Adresse.	103
13. <i>Estimés</i> :—Pour l'année financière finissant le 30 juin 1874. Renvoyé au comité des subsides. Voir <i>Subsides</i> .	Message.	58
Estimés supplémentaires. (<i>Documents de la session, No. 13.</i>)	“	110
14. <i>Grains de semence</i> :—Copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement au sujet des prêts d'argent faits à diverses municipalités, ou à certains particuliers, pour achat de grains de semence, dans le cours de l'hiver et du printemps derniers. (<i>Documents de la session, No. 11.</i>)	Adresse.	50
15. <i>Gosford</i> :—Rapport de la compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford. (<i>Documents de la session, No. 5.</i>)	Par acte.	36
16. <i>Grèves</i> :—Etat spécifiant les demandes faites depuis le 1er juillet 1867, jusqu'à ce jour, pour octroi de grèves, les permis d'occupation et patentes accordés. (<i>Imprimé, 204.</i>).....(<i>Documents de la session, No. 24.</i>)	Adresse.	14

DOCUMENTS— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
<p>17. <i>Immigration</i> :—Etat des sommes employées au repatriement des canadiens émigrés, avec mention de la manière dont ces sommes ont été employées, et indication des noms des agents d'immigration ou de colonisation chargés de cette mission, des montants à eux payés comme salaire, frais de voyages et autres dépenses, et du nombre des familles repatriées. (<i>Imprimé</i>, 89, 172.) (<i>Documents de la session</i>, No. 25.)</p>	Adresse.	89
<p>18. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les noms des départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués.....</p>	Par acte.	30
<p>19. <i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions littéraires, de charité et hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir :</p>	Par acte.	
Asile de la Providence,	Montréal.	28
Asile des orphelins catholiques, romains,	do	2
Asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue		
Fullum,	do	28
Asile Nazareth,	do	51
Asile rue Bonaventure,	do	51
Communauté du Bon Pasteur,	do	28
Dispensaire,	do	28
Ecole de médecine et de chirurgie,	do	38
<i>English Working Men's Benefit Society</i> ,	do	125
Hôpital-Général,	do	51
Hospice de la Maternité,	do	9
Institution des sourdes-muettes,	do	28
Institution protestante pour les sourds-muets		
et les aveugles,	do	2
Maison de refuge et école d'industrie,	do	2
Monastère de N. D. de Charité,	do	28
<i>Montreal Thistle Curling Club</i> ,	do	63
Salle d'asile de St. Vincent de Paul,	do	28
Société bienveillante des dames de	do	2
Société historique,	do	146
Académie de musique,	Québec.	28
Asile des dames protestantes,	do	28
Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre,	do	14
Asile Finlay,	do	21 et 28
Asile du Bon Pasteur,	do	16
Asile Ste. Brigitte,	do	21
Ecole de réforme,	do	16
Hospice de St. Joseph de la maternité,	do	14
Œuvre du Patronage,	do	16
Société charitable des dames catholiques		
romaines,	do	21
Société historique et littéraire,	do	14
Hospice de N. D.,	Assomption.	2
Hôpital St. Joseph,	Beauharnois.	21

DOCUMENTS— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Hôpital St. Joseph, Chambly.		25
Asile de la Providence de St. Ignace, Côteau du Lac.		51
Union St. Joseph de Farnham.		21
Asile de la Providence de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Laprairie.		28
Ecole industrielle du couvent de N. D. de Lévis.		28
Société St. Jean-Baptiste, do		71
do St. Joseph, do		71
Union St. Joseph, do		38
Hôpital-Général du district de Richelieu.		19
Congrégation St. Michel de Sorel.		41
Union St. Joseph de do		121
Hôtel Dieu, St. Hyacinthe.		2
Ouvroir Ste. Geneviève, do		2
Hospice Youville, St. Benoit.		21
Asile de la Providence, Ste. Elizabeth.		121
Asile provincial des aliénés, P.Q., St. Jean.		2
Hôpital St. Jean, St. Jean d'Iberville.		98
Salle d'asile, do		121
Hospice Ste. Croix, Ste. Marie de Monnoir.		28
Hôpital des Dames Ursulines, Trois-Rivières.		2
Asile de la Providence, St. Joseph, do		28
Hospice Lajemmerais, Varennes.		38
Hospice Ste. Anne, Yamachiche.		28
<i>(Pas imprimés, 147) (Documents de la Session, No. 5.)</i>		
20. <i>Instruction Publique</i> :—Rapport du ministre de l'instruction publique pour l'année 1871 et partie de l'année 1872. Renvoyé au comité des impressions, 157. <i>(Documents de la session, No. 3.)</i>	Par ordre de S. E.	156
21. <i>Isle Jésus</i> :—Etat des affaires de la compagnie des chemins à barrières de l'Isle Jésus, pour l'année 1872. <i>(Documents de la session, No. 5.)</i>	Par acte.	146
<i>Juges de Paix :</i>		
22. Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou quelqu'un des ministres, et certains juges de paix de Montmagny, au sujet de la radiation de leurs noms de la liste des juges de paix de ce district. <i>(Imprimée, 197).....(Documents de la session, No. 10.)</i>	Adresse.	50
23. Correspondance avec le gouvernement relativement à la nomination de juges de paix dans les paroisses de Saint-Luc et de Saint-Bernard de Lacolle, comté de Saint-Jean, depuis le premier janvier 1871. <i>(Pas imprimée, 113).....(Documents de la session, No. 7.) 45.</i>	Adresse.	45

DOCUMENTS—Suite.	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
<i>Limites :</i>		
24. Etat indiquant le nombre de limites qui ont été concédées depuis le 12 décembre 1872, les noms des concessionnaires, l'étendue en milles carrés de chacune de ces limites, et les primes payées par chaque concessionnaire pour chaque limite. (<i>Imprimé, 76.</i>) (<i>Documents de la session, No. 12.</i>)	Adresse.	54
25. Rapport supplémentaire indiquant le nombre de limites qui ont été concédées depuis le 12 décembre 1871, les noms des concessionnaires, l'étendue en mille carrés, et les prime payées par chaque concessionnaire pour chaque limite ; ainsi qu'une copie de tout document, etc., se rapportant aux coupes de bois sous licence sur les terres de la Couronne. (<i>Imprimé, 76.</i>) (<i>Documents de la session, No. 12.</i>)	Adresse.	74
26. Etat de toutes les demandes ou applications placées maintenant devant le gouvernement ou devant le département des terres de la Couronne, depuis le 11 décembre jusqu'à cette date, pour obtenir des licences pour exploiter les limites de bois. (<i>Imprimé, 76.</i>) (<i>Documents de la session, No. 12.</i>)	Adresse.	54
27. <i>Lois</i> :—Copies de toutes correspondances entre le Gouvernement Fédéral et celui de Québec, relativement aux lois passées par cette Législature, et mises virtuellement de côté, comme étant inconstitutionnelles par les cours de justice en cette province, et dont parle le discours du trône à l'ouverture de cette session. (<i>Documents de la session, No. 15.</i>)	Adresse.	66
28. <i>Mondelet, Hon. Charles</i> :—Correspondance entre le Gouvernement Provincial ou aucun membre du dit gouvernement, et le gouvernement de la Puissance, ou aucun membre d'icelui, concernant l'application de l'honorable Charles Mondelet, l'un des juges de la cour supérieure du Bas Canada, pour un congé d'absence. (<i>Pas imprimée, 113.</i>).....(<i>Documents de la session, No. 9.</i>)	Adresse.	50
<i>Montréal :</i>		
29. <i>Bureau d'Enregistrement</i> :—Copie de toute correspondance relative au déplacement du bureau d'enregistrement du Palais de Justice, dans la cité de Montréal, à la rue Saint-Gabriel, comprenant l'avis demandé à l'architecte de la Puissance, M. Scott, ainsi que la pétition des propriétaires fonciers de Montréal, protestant contre le déplacement du bureau. (<i>Pas imprimée, 113.</i>).....(<i>Documents de la session, No. 18.</i>)	Adresse.	71

DOCUMENTS— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
30. <i>Dépôts pour expropriations</i> :—Pour dates des dépôts faits par le trésorier de la cité de Montréal, pour expropriations, ainsi que les dates, et les noms des personnes qui ont fait application pour les dits dépôts, et les dates respectives des paiements que le Gouvernement a faits aux dites personnes (y ayant droit) depuis 1872. (<i>Imprimé</i> ,) 76.....(<i>Documents de la session, No. 20.</i>)	Adresse.	76
31. <i>Officiers Publics</i> :—Etat renfermant la liste des—du Gouvernement qui ont donné des cautionnements ou obligation en garantie depuis le 15 novembre 1871 au 14 novembre 1872.....	Par acte.	24
32. <i>Opinions légales</i> :—Etat des opinions légales, rapports de conseil et mandats spéciaux.....	Par acte.	9
33. <i>Petits Jurés</i> :—Etat indiquant les municipalités dans la province qui ont payé la contribution pour les petits jurés, en vertu de la clause 15, du chapitre 109, des statuts refondus du Bas-Canada, et celles qui ne l'ont point payée. (<i>Imprimé</i> , 201.) (<i>Documents de la session, No. 33.</i>)	Adresse.	201
34. <i>Police</i> :—Copie des instructions données par le Gouvernement, ou quelques-uns des ministres, aux Commissaire et Surintendants de la police de la province de Québec, concernant l'emploi de cette force à l'occasion des dernières élections générales pour la Chambre des Communes du Canada, etc., etc. (<i>Pas imprimée</i> , 113.) (<i>Documents de la session, No. 17.</i>)	Adresse.	66
35. <i>Prisons, Asiles, etc.</i> :—Cinquième rapport des inspecteurs de prisons, asiles, etc., pour l'année 1872. Renvoyé au comité des impressions, 172. (<i>Documents de la session, No. 31.</i>)	Par ordre de S. E.	172
36. <i>Prison de Réforme</i> .—Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et les Frères de Saint-Vincent de Paul, relativement à la réforme des jeunes délinquants, ainsi qu'une copie du rapport fait par les inspecteurs nommés pour choisir l'endroit le plus propre pour y placer la Prison de Réforme. (<i>Pas imprimée</i> , 147.).....(<i>Documents de la session, No. 16.</i>)	Adresse.	66
37. <i>Rapports Municipaux</i> :—De la province de Québec pour l'année 1871. (<i>Pas imprimés</i> , 147.) (<i>Documents de la session, No. 6.</i>)	Par acte.	19
38. <i>Recettes et dépenses du Gouvernement</i> :—Etat des recettes et dépenses, de quelques sources qu'elles proviennent, du gouvernement de cette province, à commencer de la clôture de l'année fiscale, le 30 juin dernier au 31 d'octobre dernier. Renvoyé au comité des comptes publics, 45.....(<i>Documents de la session, No. 8.</i>)	Adresse.	45

DOCUMENTS—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
<i>Terres :</i>		
39. Etat détaillé du montant des sommes remises depuis le 15 juillet 1867, aux personnes endettées pour le prix des terres achetées du Gouvernement, soit avant, soit après le 1er juillet 1867. (<i>Pas imprimé</i> , 113.) (<i>Documents de la session</i> , No. 23.)	Adresse.	83
40. Etat complet de toutes les terres reprises dans les cantons de Emberton, Ditton et Marston, dans le comté de Compton, depuis le premier janvier 1867, avec le montant des paiements faits sur icelles ; donnant les noms des personnes desquelles on les a reprises, à qui vendues, ainsi que la date de telle vente et de telle reprise. (<i>Pas imprimé</i> , 147.)....(<i>Documents de la session</i> , No. 28.)	Adresse.	129
<i>Terres de la Couronne :</i>		
41. Rapport du commissaire des terres de la couronne pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1872. Renvoyé au comité des impressions...(<i>Documents de la session</i> , No. 2.)	Par ordre de S. E.	55
42. Etat des terres occupées et concédées en vertu de permis d'occupations du département des terres de la couronne, enlevées aux colons par le département ou les agents, dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, depuis le quinze avril dernier. (<i>Pas imprimé</i> , 113.) (<i>Documents de la session</i> , No. 22.)	Adresse.	83

DORCHESTER—Bill pour changer le nom de la division d'enregistrement de Dorchester, numéro deux, 100. Lu les 2e et 3e fois et Passé, 180, Par le Conseil, 206. S. R., 210. (36 Vict., c. 32.)

ECOLES NORMALES :—Voir *Adresses*, 10. *Documents*, 10.

ELECTIONS :

1. Résolution que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats, etc., 5.
2. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, de l'élection des membres, 2.
3. Bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette Province ; Présenté, 27. Renvoyé à un comité général, 112. Considéré, 139, 155. Motion pour que la Chambre se forme en comité général ; Amendement renvoyant le dit comité à un mois, adopté, 173.

ELECTIONS—*Suite.*

4. Bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, (Hon. M. Laframboise) ; Présenté, 17. Renvoyé à un comité général, 117. Ordre décharge sur division, 189.
5. Bill-pourvoyant à ce que les élections des membres de l'Assemblée Législative se fassent au scrutin secret, (M. Tremblay) ; Présenté, 17.
6. Bill pour empêcher les menées corruptrices aux élections municipales et aux élections de commissaires ou de syndics des écoles communes, (M. Fournier) ; Présenté, 17. 2^{me} lecture renvoyée à trois mois, 101.

ELECTIONS CONTESTÉES :

1. Comité général des :—Mandat de M. l'Orateur nommant les membres de ce comité, 35. Membres assermentés, 38. Jour fixé pour la première réunion du comité, 38. Liste alphabétique corrigée des noms des membres devant servir dans les comités d'élection renvoyée à ce comité, 38. Présidents de comités d'élections choisis, 47. Le comité a partagé les membres en trois listes, A. B. C., et ordre de ces listes tiré au sort, 47.
2. Liste alphabétique des noms des membres de la Chambre lue par le Greffier, 25.
3. *Bonaventure* :—(Continuation des procédures de la dernière session) ; Rapport de M. l'Orateur, taxant les frais à être payés par le pétitionnaire, 9.
4. *Champlain* :—(do) ; Rapport de M. l'Orateur taxant les frais à être payés par le pétitionnaire, 9.
5. *Charlevoix* :—(do) ; Rapport de M. l'Orateur taxant les frais à être payés par le pétitionnaire, 9.
6. *Joliette* :—Jour fixé pour la nomination du comité, 53. Membres du comité, 100. Pétition renvoyée à ce comité, 103. Ordre au comité de siéger, 103. Assermentés, 106. Permis au comité de s'ajourner, 109, 177.
7. *L'Islet* : Permis au comité de s'ajourner, 6. Rapport, informant que Louis J. B. Beaubien, écuyer, était absent lors de la réunion du dit comité ; Ordre d'être à sa place en Chambre à la prochaine séance, 9. Rapport, 14. Raisons de l'absence de M. Beaubien, 15. Permis au comité de s'ajourner, 22. Rapport final, 59.
8. *Montmagny* :—(Continuation des procédures de la dernière session) ; Rapport de M. l'Orateur taxant les frais à être payés par le pétitionnaire, 9.
9. *Montmorency* :—Motion pour renvoyer au comité des privilèges et élections la question que le député de Montmorency était un des propriétaires de l'asile de Beaufort, lorsqu'il a été élu membre de cette Chambre ; Délats ; Débats ajournés, 29. Débats repris ; Renvoyée au comité des privilèges et élections, 35. M. l'Orateur transmet la résignation de l'honorable Joseph Cauchon ; Ordre à M. l'Orateur d'émaner un nouveau Writ, 107. L'honorable Joseph Cauchon prête serment et prend son siège ; Motion pour que le certificat du Greffier de la Couronne en Chancellerie soit présenté, 195.

ELECTIONS CONTESTÉES—*Suite.*

10. Pétition de Ferdinand LeFrançois et autres, présentée; Motion pour la réception de la dite pétition; Objection; M. l'Orateur décide que la réception et la lecture de la pétition soit retardées jusqu'à demain, 196. Reçue et lue, 201.
11. Bill pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections, (Hon. M. Chauveau); Présenté, 83. Renvoyé à un comité général, 139. Considéré en comité, 155. Ordre pour la réception du rapport, 168. Motions en amendement, à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejetées sur division; Autre motion au même effet, adoptée; Considéré; Motion pour la réception du rapport, amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejeté sur division; Rapporté, 170. Lu la 3e fois; Amendé; Passé, 172. Par le Conseil avec des amendements, 202. Considérés et adoptés, 202. S. R., 209. (36 Vict., c. 5.)
12. Bill pour déferer l'instruction et la décision des élections contestées à des juges, et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée Législative de Québec, (M. Fournier); Présenté, 13. 2me lecture renvoyée à huit jours sur division, 85. Lu la 2me fois sur division, et renvoyé à un comité général, 137. Ordre déchargé, 189. Pétition demandant que dans le cas où ce bill deviendrait loi, le nombre des juges soit augmenté, 113. Imprimé, 114.

EMIGRATION :—Voir *Adresses*, 11. *Documents*, 11.

ENQUETES DANS CERTAINES CAUSES :—Voir *Adresses*, 12. *Documents*, 12.

ESTIMÉS :—Voir *Lieutenant-Gouverneur*, 9. *Documents*, 13.

FARNHAM, UNION ST. JOSEPH :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

FOURNIER, JACQUES :—Voir *Yamaska*.

FRAMPTON :—Pétition demandant la remise de certains argents dûs sur quelques lots de terre dans le 8e rang de Frampton, 64.

FONDS DE BATISSES ET DE JURÉS :—Bill pour pourvoir à un mode plus équitable de contribution au fonds de bâtisses et de jurés par les municipalités, 124. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 175. Ordre rescindé, 180.

GARANTIE A DONNER PAR LES OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Officiers Publics*.

GOSFORD :—Chemin à lisses de Québec à Gosford. Voir *Documents*, 15.

GOUVERNEMENT :—Motion qu'un état des recettes et dépenses du gouvernement soit mis devant la Chambre, 21. Rapport, 45. Voir *Documents*, 37.

GRAINS DE SEMENCE :—Voir *Adresses*, 13.

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaine résolution exonérant les membres du Conseil Exécutif et autres personnes pour avances faites dans les comtés de Chicoutimi et Charlevoix pour achat de grains de semence, 20. Le comité délibère ; Résolution à rapporter, 102. Rapportée et adoptée, 105.
2. Bill, 105. Lu la 2e fois sur division, 139. Passé sur division, 140. Par le Conseil, 206. S. R., 208. (36 Vict., c. 2.) Voir *Documents*, 14.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :

1. Reçoit l'ordre d'écrire aux directeurs des diverses compagnies de chemins de fer incorporées qui ont reçu de l'aide, de faire rapport des affaires des dites compagnies, 17. Réponse de la compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec, 36. Réponse de la compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennébec, 51.
3. Lit une liste alphabétique des noms des membres de la Chambre, conformément à la loi des élections, 25.
4. Tire au sort les listes A. B. C. préparées par le comité des élections, 47.
5. Chargé de se procurer les actes notariés annexés au rapport du comité des privilèges et impressions et de les faire traduire et imprimer sous le plus court délai, 104.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Son certificat de député élu sur un nouveau bref, 2.

GRÈVES :—Voir *Adresses*, 14. *Documents*, 16.

HARAS :—Pétition demandant de l'aide pour l'établissement d'un haras, 48.

HARWOOD :—Voir *Prison de Réforme*.

HUGHES, GEORGE A. :—Pétition demandant la passation d'un acte pour l'admettre, après examen, à la pratique du Notariat, 36. Rapport de l'avis, 45. Bill présenté, 72. Renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté ; Le comité recommandant que l'honoraire sur ce bill soit remboursé ; Adopté, 128. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 135. Par le Conseil, 206. S. R., 208. (36 Vict., c. 83.)

IBERVILLE :

1. Pétition demandant à être annexés au comté d'Iberville pour les fins judiciaires et autres, 88.
2. Hôpital St. Jean :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

IBERVILLE—Suite.

3. Société Permanente de Construction du district d'Iberville :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 30. Avis, 40. Bill présenté, 40. Renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté avec des amendements, 121. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 129. Par le Conseil, avec des amendements ; Considérés et adoptés, 188. S. R., 208. (36 Vict., c. 78.)

IMMIGRATION :—Voir *Adresses*, 15. *Documents*, 17.

IMPRESSIONS :

1. Comité permanent nommé, 12. Comité collectif des—; Membres nommés par l'Assemblée ; Message envoyé au Conseil, 13. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 17. Premier rapport, 42. Adopté, 50. Second rapport, 48. Adopté, 55. Troisième rapport, 113. Quatrième rapport, 146. Cinquième rapport, 180.
2. Documents renvoyés à ce comité, 16, 68, 103, 135, 157.
3. Documents dont l'impression est ordonnée (sans renvoi au comité des impressions), 55, 89, 172, 197, 201, 204.
4. Documents non imprimés comme document de la session, 113, 146.
5. Pétition de P. N. Poitevin et autres, renvoyée à ce comité, 101.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport de l'—, 30. Voir *Documents*, 28.

INDUSTRIE :—Comité spécial permanent pour s'enquérir des diverses industries en cette province, 34. Pétition de la compagnie du sucre de betteraves, renvoyée à ce comité, 77. Membres ajoutés, 77.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HOPITAUX : - Voir *Documents*, 19.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir *Documents*, 20.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Motion pour une adresse demandant un état détaillé des sommes d'argent perçues et payées par ce département depuis 1867, etc., négative, 84.

INVENTAIRES :—Bill pour valider certains inventaires ; du Conseil ; Lu 90. Renvoyé à un comité général, 102. Considéré ; Rapporté, 106. Passé, 110. S. R., 208. (36 Vict., c. 23.)

ISLE JÉSUS :—Etat d'affaires. Voir *Documents*. 21.

ISLES DE LA MAGDELEINE :—Comité spécial chargé de s'enquérir de la tenure des terres aux—et des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces Isles, 40.

JOLLETTE :—Voir *Elections contestées*, 6.

Hospice de la ville de :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 39.

JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE :—Bill pour amender la loi concernant la juridiction de trois juges de la cour supérieure en révision, 147. Renvoyé à un comité général, 180. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 186. Par le Conseil, 206. S. R., 210. (36 Vict., c. 12.)

JUGES DE PAIX :—Voir *Adresses*, 16, 17. *Documents*, 22, 23.

JURÉS :—Voir *Adresses*, 23. *Documents*, 32.

JURÉS :—Bill concernant le payement des petits jurés ; Présenté, 17. Ordre pour seconde lecture ; Objection—Que le bill est hors d'ordre ; M. l'Orateur décide que le bill n'est pas dans l'ordre, 46.

KAMOURASKA :—Bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska, 109. Motion pour 2^{me} lecture ; Objection que le bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide qu'il n'est pas dans l'ordre ; Ordre rescindé ; Bill retiré, 189.

LACHINE :—Pétition demandant que le village de Lachine soit érigé en ville, 30. Avis, 54. Bill présenté, 54. Renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté avec des amendements, 140. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 152. Par le Conseil, avec des amendements, 202. Considérées et adoptées, 203. S. R., 209. (36 Vict., c. 53.)

LAPERIERRE, AUGUSTIN :—Pétition demandant que la Chambre achète un certain nombre d'exemplaires de son ouvrage, *Décisions des Orateurs, etc.*, 48. Renvoyée au comité conjoint de la bibliothèque, 51. Ordre rescindé, 76. Renvoyée au comité des dépenses contingentes, 77.

LAPRAIRIE :

1. *Asile de la Providence* :—Pétition ; Demande d'aide, 19.

2. *Asile de la Providence de Notre-Dame des Sept Douleurs* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

3. Pétition demandant un acte d'incorporation d'une compagnie pour l'empierrement d'un certain chemin dans la dite paroisse, 64. Rapport de l'avis, 72. Bill présenté, 73. Renvoyé au comité des bills privés, 136. Rapporté avec des amendements, 147. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 159. Par le Conseil, avec des amendements, 202. Considérées et adoptées, 204. S. R., 209. (36 Vict., c. 75.)

LÉGISLATURE :

1. Bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de Québec; Présenté, 13. Motion pour seconde lecture; Chambre ajournée, 35. Seconde lecture de nouveau proposée; Amendement à l'effet de la renvoyer à six mois, négative sur division; Lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général, 37. Considéré en comité; Amendé; Rapporté, 41. Ré-imprimé, 46. Passé, 58.
2. Bill pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province, 34. Renvoyé à un comité général, 59. Considéré; Amendé, 85. Ordre pour la réception du rapport; Motion en amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général; Adopté; Considéré; Amendé, 106. Rapporté, 109. Motion pour la 3e lecture; Motion en amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général; Objection que la motion n'est pas dans l'ordre; M. l'Orateur décide qu'elle est dans l'ordre, 115. Rejetée sur division; Autre motion au même effet; Rejetée sur division; Lu la 3e fois; Passé, 116. Par le Conseil, 188. S. R., 208. (36 Vict., c. 4.)

LÉVIS :

1. Pétition du conseil de ville demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 48. Avis, 54. Bill présenté, 54. Renvoyé au comité des bills privés, 116. Rapporté avec des amendements, 147. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 159. Par le Conseil, 206. S. R., 210. (36 Vict., c. 60.)
2. *Compagnie de Chemin de Fer de Lévis à Kennébec* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 19. Rapport de l'avis, 26. Bill présenté, 34. Renvoyé au comité des chemins de fer, 38. Rapporté avec des amendements, 104. Considéré en comité; Amendé; Rapporté; Passé, 110. Par le Conseil, avec un amendement, 167. Considéré et adopté, 168. S. R., 208 (36 Vict., c. 45.)
3. Réponse du président de la compagnie à une lettre du greffier, demandant un état des affaires de la dite compagnie, 36.
4. *Ecole industrielle du Couvent de N. D.* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
5. *Société St. Jean-Baptiste* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
6. *Société St. Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

LICENCES :

1. Pétitions demandant des amendements à l'acte des licences de Québec, 36.
2. Bill (M. Bachand) présenté, 59. Renvoyé à un comité général, 117. Ordre déchargé, 189.
3. Bill (Hon. M. Robertson) présenté, 149. Renvoyé à un comité général; Considéré; Amendé; Rapporté, 175. Ré-imprimé, 176. Lu la 3e fois; Amendé; Passé, 177. Par le Conseil, 207. S. R., 210. (36 Vict., c. 3.)
4. Autres pétitions; Montréal, 48. Québec, 64.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 4. Jour fixé pour sa prise en considération, 5. Motion pour une adresse à Son Excellence, etc., 6. Voir *Adresses*, 9.
2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 117, 118.
3. Son discours à la clôture de la session, 210.
4. Il proroge le Parlement, 211.

Messages de Son Excellence :

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle du Conseil—A l'ouverture de la session, 1. A la clôture de la session, 207.
6. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 12.
7. Transmettant le rapport du Commissaire des Terres de la Couronne, 55.
8. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 30.
9. Transmettant les estimés, 58. Les estimés supplémentaires, 110.
10. Transmettant (par la voie d'un membre du Conseil Exécutif) divers documents et rapports, 9, 30, 58, 156.

LIMITES A BOIS :

1. Motion pour une adresse demandant certains documents concernant les limites; Amendement à l'effet de renvoyer les dits documents à un comité spécial; Objection; Motion en amendement déclarée hors d'ordre; Motion principale adoptée, 27. Motion pour le renvoi à un comité spécial l'administration des terres de la Couronne, en tant qu'elle se rapporte aux limites à bois; négative sur division, 35. Motion pour que la décision de la Chambre soit rescindée; Débats, 126. Motion en amendement; Amendement au dit amendement, adoptée, 127.
2. La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant la vente des limites à bois par encan public, 134. Signification de la recommandation de Son Excellence; Le comité délibère, 145. Résolutions à rapporter, 145. Rapportées et adoptées, 150. Renvoyées au bill pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et forêts, 155.

LIQUEURS SPIRITUEUSES:—La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses et fermentées, 124. Signification de la recommandation de Son Excellence; Le comité délibère, 141, 143. Résolutions à rapporter, 143. Rapportées et adoptées sur division, 149.

L'ISLET:—Voir *Elections contestées*, 7.

LOIS EXPIRANTES:

1. Comité permanent nommé, 12. Premier rapport, quorum réduit, 66. Second rapport, 177.
2. Bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés; Présenté, 134. Renvoyé au comité des lois expirantes, 145. Rapporté, 177. Considéré en comité; Rapporté et Passé, 186. Par le Conseil, 207. S. R. 209. (36 Vict., c. 22.)

MAYRAND, ANTOINE. Voir *Nicolet*.

MÉDECINE ET DE LA CHIRURGIE ET DE L'ÉTUDE DE L'ANATOMIE:—Bill pour amender le chap. 76, des S. R. du C., concernant la pratique de la —; Présenté, 54. Renvoyé à un comité général, 138. Considéré; Rapporté; Passé, 156. Par le Conseil, 206. S. R., 209. (36 Vict., c. 29.)

MESSAGES:—Voir *Lieutenant-Gouverneur. Assemblée Législative. Conseil Législatif*.

MINEURS:

1. Bill pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs, 123. Lu les 2e et 3e fois et Passé, 156. Par le Conseil 206. S. R., 208. (36 Vict., c. 17.)
2. Bill pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs; Règles suspendues; Lu les trois fois et Passé, 190. Par le Conseil, 207. S. R., 210. (36 Vict., c. 18.)

MONDELET, HON. CHS:—Voir *Adresses, 19. Documents, 28.*

MONTCALEM:—Pétition demandant que la paroisse de St. Hippolyte soit annexée au comté de Terrebonne, 28. Bill présenté, 41. Renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 47. Par le Conseil, 112. S. R., 208. (36 Vict., c. 34.)

MONTMAGNY:—Voir *Elections contestées, 8.*

MONTMORENCY:—Voir *Elections contestées, 9.*

MUNICIPALITÉS:—Motion pour abolir la contribution imposée sur les municipalités en vertu du chap. 109 des S. R. B. C., négativée, 107.

MONTRÉAL:

1. *Asile Bethléem*:—Pétition; demande d'aide, 30.
2. *Asile de la Providence*:—
 1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 16, 19.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents, 19.*

MONTREAL—Suite.3. *Asile des Orphelins Catholiques Romains :*

1. Pétition ; demande d'aide, 19.
2. Etat d'affaires : Voir *Documents*, 19.

4. *Asile Nazareth :*

1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 48.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

5. *Asile des Orphelins Protestants :—*Pétition ; demande d'aide, 30.6. *Asile Saint-Joseph du Bon Pasteur :*

1. Pétition demandant de l'aide, 30.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

7. *Asile Rue Bonaventure :*

1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 48.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

8. *Bibliothèque de Commerce :—*Pétition demandant la ratification d'un certain acte de vente par l'association de la—, 39. Avis, 48. Bill présenté, 67. Renvoyé au comité des bills privés, 96. Rapporté, 134. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 142. Par le Conseil, 206. S. R., 208. (36 Vict., c. 65.)9. *Bishop's College :—*Pétition de la Faculté Médicale de l'Université de—, demandant de l'aide, 22.10. *Bureaux d'enregistrement :—*Voir *Adresses*, 20. *Documents*, 29.11. *Chemins Macadamisés :—*Voir *Adresses*, 21.12. *Cimetières :—*Pétition des syndics des anciens cimetières protestants, etc., Montréal ; demandant la passation d'un acte accordant à la compagnie du cimetière de Montréal, pour l'avenir, l'administration des biens du cimetière protestant dans la dite cité, 64. Rapport de l'avis, 76. Bill du Conseil ; Lu les première et deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés, 167. Rapporté, 171. Considéré en comité ; Rapporté, 173. Lu la 3e fois et Passé, 197. S. R., 209. (36 Vict., c. 67.)13. *Collège Sainte-Marie :*

1. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation et

MONTREAL—Suite.

- l'établissement d'une Université à Montréal, 48. Bill présenté, 67. Rapport de l'avis, recommandant la suspension de la 51^e règle, 76. Renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté, 128. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 135. Par le Conseil, avec des amendements, 188. Considérés et adoptés, 189. S. R., 208. (36 Vict., c. 64.)
2. Pétitions en faveur, 64, 65, 75, 83, 99.
14. *Communauté du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
15. *Compagnie de Crédit de Montréal* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 108. Avis, 123. Bill du Conseil; Lu les 1^{re} et 2^{me} fois et renvoyé au comité des bills privés, 167. Rapporté avec des amendements, 171. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 174. S. R., 210. (36 Vict., c. 62.)
16. *Compagnie du Richelieu* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.
17. *Compagnie Hydraulique et des bassins de Montréal* :—Pétition demandant que l'acte d'incorporation de la dite compagnie soit remis en vigueur et amendé; Reçue et lue, 140. Bill du Conseil; Lu, 168.
18. *Compagnie du Chemin à lisses de Colonisation du Nord de Montréal* :
1. Pétition demandant des amendements à sa charte, 22. Avis, 40. Bill présenté, 40. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au comité des chemins de fer, 55. Rapporté avec des amendements, 123. Considéré en comité; Rapporté, 129. Passé, 135. Par le Conseil, 206. S. R. 209. (36 Vict., c. 49.)
2. Pétitions en faveur, 99.
3. Pétition contre, 104.
19. *Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
20. *Dépôts pour expropriations* :—Voir *Adresses*, 22. *Documents*, 30.
21. *Dispensaire* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
22. *Ecole de Médecine et de Chirurgie* :
1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 53.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
23. *English Working Men's Benefit Society* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
24. *Faculté Médicale de l'Université McGill* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 30.

MONTREAL—Suite.

25. *Hôpital-Général* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
26. *Hospice de la Maternité* :
1. Pétition des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée, 9.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
27. *Hospice de la Maternité de l'Université* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 19.
28. *Institution des Aveugles, Asile Nazareth* :—Pétition ; demande d'aide, 48.
29. *Institution des Sourdes-Muettes* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
30. *Institution des Sourds-Muets* :—Pétition ; demande d'aide, 19.
31. *Institution protestante pour les Sourds Muets et les Aveugles* :—Etats d'affaires. Voir *Documents*, 19.
32. *Maison de Refuge et Ecole d'Industrie* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
33. *Maison Protestante d'Industrie et de Refuge* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 64. Avis non requis, 76. Bill du Conseil ; Lu les 1re et 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 168. Rapporté, 171. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 173. S. R., 208. (36 Vict., c. 66.)
34. *Montréal, Chambly et Sorel, compagnie du chemin de fer de* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 28. Suspension de la règle relative à l'avis, recommandée, 45. 51e règle suspendue ; Bill présenté, 57. Renvoyé au comité des chemins de fer, 96. Rapporté, 134. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 142. Par le Conseil, 188. S. R., 208. (36 Vict., c. 46.)
35. *Montréal, Cité de* :
1. Pétition du Maire et de la Corporation de—, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 48. Avis suffisants, 54. Bill présenté, 54. Renvoyé au comité des bills privés, 67. Rapporté avec des amendements, 123. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté, 128. Lu la 3e fois ; Amendé ; Passé, 135. Par le Conseil avec des amendements, 193. Considérés et adoptés, 194. S. R., (36 Vict. c. 54.)
 2. Pétitions demandant des amendements à la taxe des écoles dans la cité de Montréal, 108. Lu la 2e fois, sur division et Passé, 175. Par le Conseil, avec des amendements, 199. Considérés et adoptés, 199. S. R., 209. (36 Vict., c. 33.)
 3. La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant la taxe des écoles dans la cité de Montréal, 134.

MONTREAL—Suite.

Le comité délibère ; Résolution à rapporter, 143. Rapportée et adoptée, 150.

36. *Montreal Thistle Curling Club* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
37. *Montreal Young Men's Christian Association* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 99. Bill du Conseil ; Lu les 1re et 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 168. Rapporté, 171. Considéré en comité ; Rapporté, 174. Passé, 185. S. R., 210. (36 Vict., c. 63.)
38. *Nouvelle Compagnie du Gaz* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation ; Reçue et lue, 48. Avis 54. Bill présenté, 54. Règle concernant l'affichage suspendue par rapport à ce bill ; Renvoyé au comité des bills privés, 153. Rapporté avec des amendements, 171. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 174 ; Par le Conseil avec des amendements, 202. Considérés et adoptés, 203. S. R., 209. (36 Vict., c. 61.)
39. *Salle d'Asile de St. Vincent de Paul* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
40. *Salle d'Asile du Sacré-Cœur* :—Pétition demandant de l'aide pour la —, 53.
41. *Société Bienveillante des Dames de Montréal* :
1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 48.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
42. *Société du Fonds pour les Veuves et les Orphelins des Ministres Congrégationalistes* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 64. Avis, 72. Bill du Conseil ; Lu et renvoyé au comité des bills privés, 167. Rapporté, 171. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 173. S. R., 210. (36 Vict., c. 69.)
43. *Société Historique* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19. Imprimé pour l'usage des membres, 157.
44. *Société de Numismatique et d'Archéologie* :—Pétition ; demande d'aide, 19.
45. *Société d'Histoire Naturelle* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 22.
46. *Sœurs Marianites de Ste. Croix* :—Pétition ; demande d'aide, 16.
47. *Sœurs N. D. de Charité du Bon Pasteur* :—Pétition ; demande d'aide, 30.
48. *Trafalgar Institute* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation ; Reçue et lue, 89. Avis non requis, 100. Bill présenté, 100. Renvoyé au comité des bills privés, 136. Rapporté avec des amendements, 157. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 160. Par le Conseil, avec des amendements ; Considérés et adoptés, 199. S. R., 209. (36 Vict., c. 68.)

MONTREAL—Suite.

49. *Montréal et des Laurentides, compagnie du chemin de fer de* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 64. Avis, 72. Bill présenté, 73. Renvoyé au comité des chemins de fer, 77. Rapporté avec des amendements, 134. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 142. Par le Conseil, avec des amendements, 199. Considérés, 200. Message au Conseil Législatif désapprouvant les dits amendements, 202. Le Conseil n'insiste pas, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 44.)

NICOLET :

1. Pétition demandant la permission exclusive de construire des bômes sur une partie de la rivière Nicolet, 64. Rapport de l'avis, recommandant la suspension de la 51^e règle, 76. Bill présenté, 84. Renvoyé au comité des bills privés, 125. Rapporté avec des amendements, 171. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 174. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 81.)
2. Pétition demandant que le village de Nicolet soit érigé en ville, 30. Avis, 40. Bill présenté, 72. Renvoyé au comité des bills privés, 117. Rapporté avec des amendements, 176. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 185. Par le Conseil, avec des amendements, 202. Considérés et adoptés, 203. S. R., 209. (36 Vict., c. 52.)
3. Pétition contre, 121.

NEIGETTE :—Pétition du township de—, demandant la remise de certains arrérages dus sur leurs terres, 53.

OISEAUX INSECTIVORES :—Bill concernant l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 52, pour la protection des—et autres utiles à l'agriculture; du Conseil; Présenté; Lu les 3 fois et Passé, 200. S. R., 210. (36 Vict. c. 27.)

OFFICIERS PUBLICS :

1. Etat renfermant la liste des—du gouvernement qui ont donné des cautionnements ou obligations en garantie, 23. Tableau, 24. Voir *Documents*, 31.
2. Bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics, 28. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité spécial, 53. Rapporté avec des amendements, 134. Considéré en comité, 189. Ré-imprimé, 189. Motion pour que la Chambre se forme en comité général; objection—que la dite motion n'est pas dans l'ordre; M. l'Orateur décide la motion hors d'ordre, 200. Considéré; Rapporté; Lu la 3^e fois sur division et passé sur division, 204.

OFFICIERS JUDICIAIRES :—Bill concernant le cautionnement de certains—de la Province de Québec; Présenté, 20. Renvoyé à un comité général, 102. Considéré; Rapporté; Passé, 105. Par le Conseil, 188. S. R., 208. (36 Vict. c. 15.)

OPINIONS LÉGALES :—Rapports de conseil et mandats spéciaux. Voir *Documents*, 32.

ORATEUR :

1. Fait rapport du discours de Son Excellence à l'ouverture de la Session, 4.
2. Communique le rapport annuel du bibliothécaire, 3. Le rapport du comité-conjoint de la bibliothèque, 139.
3. Met devant la Chambre divers états et rapports, 2, 3, 9, 14, 16, 19, 25, 28, 36, 38, 41, 51, 63, 71, 98, 121, 125, 146.
4. Son mandat nommant les membres du comité général des élections, 25. Fixe le premier jour de la première réunion de ce comité, 38. Son rapport concernant les élections parlementaires contestées, 9.
5. Informe la Chambre qu'il a émis un mandat pour une nouvelle élection pour Rimouski, 1.
6. Informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat d'élection d'un membre, 2.
7. Informe la Chambre qu'il a reçu la résignation de l'honorable Joseph Cauchon, 107.
8. Charge un député de le remplacer temporairement au fauteuil, 96, 115, 126, 151, 155, 197.
9. Communique une lettre du Lieutenant-Gouverneur signifiant son intention de proroger la Législature, 196.
10. Autorisé à prendre en considération le 4e rapport du comité des dépenses contingentes, 198. Devra dans les trois jours de l'ouverture de la session produire un état en détail de l'augmentation des salaires, 201.
11. Autorisé à émaner un nouveau writ pour Montmorency, 107.
12. Son discours en présentant le bill des subsides, 210.
13. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 27, 47, 107, 115, 187, 189, 200.
14. Donne sa voix prépondérante, 106.

ORDRES DU JOUR :

1. Mesures du gouvernement devant avoir préséance sur les autres ordres, pour le reste de la Session, 145.
2. Ordres rescindés, 76, 124, 126, 130, 133, 148, 180, 189, 198.
3. Ordres relatifs aux bills privés appelés à certaine heure en vertu de la 19e règle, 96, 125, 141, 151, 158, 173, 184.
4. Bills privés placés sur les ordres, le même jour qu'ils sont rapportés du comité, 147.

ORDRES PERMANENTS :

1. Nomination du comité des ordres permanents, 5, 12. Premier rapport recommandant une réduction du quorum; Quorum devant être de cinq, 26. Autres rapports sur différentes pétitions, 28, 40, 45, 48, 53, 57, 72, 75, 83, 89, 103, 114, 123.
2. Recommandant que la règle relative à l'avis soit suspendue, 45, 72, 75.
3. Que les avis donnés sont suffisants, 26, 40, 48, 53, 57, 72, 75, 89, 114, 123.
4. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 72, 83, 100, 103.
5. Avis insuffisants, 83.

ORDRES SESSIONNELS :

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 5.
2. Relatif à l'élection et conduite des députés en certains cas, 5.
3. Prolongation du temps fixé pour la réception des pétitions pour bills privés, 26.
4. Rejetant des amendements du Conseil à des bills, 153, 202.
5. Prolongation du temps fixé pour l'introduction des bills privés, 53. Pour la réception des rapports sur iceux, 53.

OTTAWA :

1. Pétition demandant que le chef-lieu du comté d'—soit changé d'Aylmer à Hull, 20. Avis, 45. Bill présenté, 50. Renvoyé au comité des bills privés, 96. Rapporté avec des amendements, 140. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 152. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 31.)
2. Pétition contre, 108.

PÉTITIONS :

1. Pétitions spécialement renvoyées à des comités, 51, 76, 77, 101, 103, 104, 136, 162.
2. Pétitions reçues et lues le même jour, 48, 65, 77, 83, 89, 104, 113, 140.
3. Pétition imprimée, 114.
4. Objection élevée à la réception d'une pétition, 196. Objection maintenue, 196.
5. Délai pour la réception des pétitions pour bills privés prolongé, 26.

PETITS JURÉS :—Voir *Jurés*. *Adresses*, 23. *Documents*, 33.

PHILIPSBURG, FARNHAM ET YAMASKA :—Compagnie du chemin de fer de—; Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 39. Avis, 48. Présenté, 50. Renvoyé au comité des chemins de fer, 67. Rapporté avec des amendements, 128. Considéré en comité; Rapporté, 135. Passé, 141. Par le Conseil, 206. S. R., 208. (36 Vict., c. 48.)

POINTE-AUX-ESQUIMAUX :—Pétition demandant l'érection civile de la dite paroisse, 9. Voir *St. Pierre, etc.*,

POLICE :—Voir *Adresses*, 24. *Documents*, 34.

PONTS :—Pétitions relatives à des ponts, savoir :

1. *Bécancour* :—Pétition demandant de l'aide pour un pont sur cette rivière, 128.
2. *Etchemin* :—Pétition demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 64.
3. *Nicolet* :—Pétitions demandant de l'aide pour un pont sur cette rivière, 39, 112.
4. *Nicolet* :—Pétition demandant la permission exclusive de construire des bômes sur une partie de cette rivière, 64.
5. *Ottawa* :—Pétition demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 64.
6. *St. Maurice* :—Pétition demandant le droit de construire un pont de péage sur cette rivière, 52.
7. *Yamaska* :—Pétition demandant le droit de construire un pont de péage sur cette rivière, 64.

PORTNEUF :—Pétition pour changer les limites des comtés de Porneuf et de Québec, 64. Bill présenté, 72. Renvoyé à un comité général, 106. Considéré; Rapporté; Passé sur division, 111. Par le Conseil, 188. S. R., 208. (36 Vict., c. 36.)

POURSUITES DE (ET CONTRE) LA COURONNE :—Bill pour pourvoir à l'institution des poursuites contre la Couronne par pétition de droit et concernant les poursuites de la Couronne, 50.

PRISONS, ASILES, ETC. :—Voir *Documents*, 35.

PRISON DE REFORME :

1. Pétition demandant que le gouvernement fasse l'acquisition de la propriété Harwood pour y installer la maison de réforme, 64.
2. Pétitions demandant que la prison de réforme soit fixée à Vaudreuil, 83, 99, 134. Voir *Adresses*, 25. *Documents*, 36.
3. La Chambre décide de se former en comité sur l'opportunité de faire un contrat avec les Frères de Saint-Vincent de Paul pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants; Signification de la recommandation de Son Excel-

PRISON DE REFORME—*Suite.*

lence ; Le comité délibère, 117. Résolutions à rapporter, 118. Ordre pour la réception du rapport rescindé ; Renvoyées de nouveau à un comité général, 124, 130, 131. Amendées, résolutions à rapporter, 125, 131. Rap-
portées et adoptées, 132.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 12. Déclaration que l'hono-
rable député de Montmorency était un des propriétaires de l'asile des
aliénés de Beauport lorsqu'il a été élu membre de cette Chambre, 35. Pre-
mier rapport. (Voir *Appendice, No. 1.*) 84.

PROCLAMATIONS :—1 à VIII.

PROROGATION :—Lettre de Son Excellence annonçant la—, 196. Jour de la pro-
rogation, 211.

QUÉBEC :

1. *Académie de Musique* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
2. *Asile Belmont* :—Pétition ; demande d'aide, 28.
3. *Asile des Dames Protestantes* :
 1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 19.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
4. *Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
5. *Asile des Orphelins Protestants* :—Pétition demandant que son allocation
annuelle soit continuée, 30.
6. *Asile des Orphelines Protestantes* :—Pétition demandant que son allocation
annuelle soit continuée, 36.
7. *Asile Finlay* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
8. *Asile du Bon Pasteur* :
 1. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
 2. Pétition ; demande d'aide, 19.
9. *Asile Ste. Brigitte* :
 1. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
 2. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 39.
10. *Association Musicale de Québec* :—Pétition demandant un acte d'incorpora-
tion sous ce nom, 63. Avis non requis, 72. Bill du Conseil ; Lu les première

QUÉBEC—Suite.

et deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés, 189. Rapporté avec des amendements, 193. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 197. S. R., 209. (36 Vict., c. 70.)

11. *Ecole de Réforme* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
12. *Hospice de St. Joseph de la Maternité* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
13. *Œuvre du Patronage* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
14. *Québec, cité de* :
 1. Pétition du maire et de la corporation de—, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 39. Avis, 48. Bill présenté, 134. Renvoyé au comité des bills privés, 143. Rapporté avec des amendements, 176. Considéré en comité; Rapporté, 186. Passé, 197. Par le Conseil, 206. S. R., 210. (36 Vict., c. 55.)
 2. Pétition demandant la passation d'un acte pour légaliser un compromis entre les commissaires d'école et la corporation de la cité de Québec, 146, 156. Bill présenté, 172. Renvoyé à un comité général, 186. Considéré; Rapporté; Passé, 190. Par le Conseil, 207. S. R., 210. (36 Vict., c. 56.)
15. *Société Charitable des Dames Catholiques Romaines* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
16. *Société Historique et Littéraire* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
17. *Société de Québec, pour empêcher les cruautés envers les animaux* :—Pétition; demande d'aide, 99.

QUESTIONS:

1. Débats sur une question, ajournés, 29, 38, 95, 151, 154, 197. Par l'ajournement de la Chambre ou par la levée de la séance à 6 heures, 95, 141.
2. Débats repris, 37, 96, 154, 157, 159, 162, 198.
3. Sous-amendements, 97, 162.
4. Motions retirées, 159, 163, 187.
5. Questions rejetées, 35, 37, 58, 97, 98, 107, 115, 116, 137, 164, 166, 169.
6. Bills hors d'ordre, 47, 189.
7. Objection à une motion d'ajournement; M. l'Orateur décide qu'une motion d'ajournement est toujours dans l'ordre, 187.
8. Objection (à la 2ème lecture) du bill concernant la contribution pour le paiement des petits jurés; M. l'Orateur décide que ce bill n'est pas dans l'ordre, 47.

9. Objection (à la 2e lecture) du bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska ; M. l'Orateur décide qu'en autant que pour mettre ce bill en opération, il faudrait un octroi de la Législature, etc., il n'est pas dans l'ordre, 189.
10. Objection à une motion en amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour assurer l'indépendance de la Législature ; M. l'Orateur décide que la dite motion est dans l'ordre, 116.
11. Objection (sur la question pour le renvoi à un comité spécial de certains documents concernant les limites de bois) ; M. l'Orateur décide que la dite motion n'est pas dans l'ordre, 27.
12. Objection (à une motion pour la réception et lecture d'une pétition) ; M. l'Orateur décide que la réception et la lecture soient retardées au lendemain, les raisons données pour la réception immédiate n'étant pas suffisamment urgentes, 196.
13. Objection (à une motion pour que M. l'Orateur laisse le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité sur le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics) ; M. l'Orateur décide qu'en conséquence de l'ordre de la Chambre ordonnant la réimpression du dit bill, et qu'il ne l'a pas été, la motion n'est pas dans l'ordre, 200.

Questions rejetées ou remplacées :

14. Motion pour le renvoi de la seconde lecture d'un bill à six mois, rejetée, 37.
15. Une motion pour abolir la contribution imposée sur les municipalités, en vertu du chapitre 109 des statuts refondus pour le Bas-Canada, est déclarée hors d'ordre par M. l'Orateur, en autant qu'elle dispose des revenus appropriés par statut, et qu'elle n'a pas été recommandée par un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ; sa décision confirmée par la Chambre, 107.
16. Motion recommandant l'adoption d'un système de concession gratuite (*free grants*) d'un lot de terre inculte à chaque colon s'établissant actuellement sur ce lot, objection ; M. l'Orateur décide qu'elle est hors d'ordre en autant qu'elle obligerait la Chambre à adopter une législation qui la ferait disposer du revenu et du domaine public sans la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; sa décision confirmée par la Chambre, 114.
17. Motions en amendement aux résolutions concernant les subsides, 68, 95, 96.
18. Motion pour la formation d'un comité spécial chargé de s'enquérir des circonstances sous lesquelles le contrat de l'asile des aliénés de Beauport a été signé, 137.
19. Motion pour une adresse demandant un état détaillé des sommes d'argent perçues et payées par le département de l'Instruction Publique depuis 1867, 85.
20. Motion pour une adresse demandant un état complet des sommes provenant de la vente des terres de la couronne depuis 1867, 86. Motion pour que la décision de la Chambre soit rescindée, remplacée par un amendement, 127.

QUÉBEC—Suite.

21. Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour assurer l'indépendance de la Législature en cette province, 116.
22. Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour supérieure, 129.
23. Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, 153, 158.
24. Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, 168.
25. Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender les lois concernant l'administration des terres de la couronne, 191.

RAPPORTS MUNICIPAUX de la province de Québec, pour 1871. Voir *Documents*, 37.

RICHELIEU :

1. Compagnie Hydraulique et Manufacturière :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom ; Reçu et lue, 66. Rapport de l'avis, 76. Bill présenté, 77. Renvoyé au comité des chemins de fer, 142. Rapporté avec des amendements, 157. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 160. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 74.)
2. Compagnie de :—Voir *Documents*, 7.

RICHELIEU, DRUMMOND ET ARTHABASKA :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 64. Rapport de l'avis, 76. Bill présenté, 77. Renvoyé au comité des chemins de fer, 96. Rapporté avec des amendements, 140. Considéré ; Rapporté ; Passé, 152. Par le Conseil, avec des amendements, 198. Considérés et adoptés, 199. S. R., 209. (36 Vict., c. 51.)

RICHELIEU, HÔPITAL GÉNÉRAL DU DISTRICT DE :—Pétition ; demande d'aide, 22. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

RECETTES ET DÉPENSES DU GOUVERNEMENT :—Voir *Gouvernement. Documents*, 38.

RÉGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL :—Bill concernant les registres de l'état civil ; Présenté, 173. Renvoyé à un comité général, 155. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé sur division, 186. Par le Conseil, 206. S. R., 209. (36 Vict., c. 16.)

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

1. 51e suspendue spécialement, 76.
2. 60e do 103, 104.

RÈGLES DE LA CHAMBRE—*Suite.*

3. Règle concernant les deux jours d'affichage par rapport au bill, suspendu, 153.
4. Règle concernant la lecture des bills, suspendue, 190.

RÈGLES ET RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE :—Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les—, 157. Partie du 4^e rapport du comité des dépenses contingentes et pétition du sergent d'armes renvoyées à ce comité, 162. Rapport, 195.

RIMOUSKI :

1. Pétition demandant un juge résidant au chef-lieu pour le district de—, 57.
2. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Pétition du Révérendissime évêque catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, demandant de l'aide pour l'—, 16.
3. Résignation de L. H. Gosselin ; Nouveau bref émané pour l'élection d'un membre pour le district électoral de—, 1. Certificat de l'élection de Alexandre Chauveau, écuyer, 2. Prête serment et prend son siège, 5.

SALAIRES :

1. Pétitions demandant une augmentation de salaire, 64, 99, 121, 133.
2. Résolution autorisant le trésorier de la province à payer aux employés des différents départements du gouvernement civil, qui n'ont pas reçu d'augmentation de salaire, un bonus égal à un mois de salaire, 139.

SEIGNEURIE :

1. Pétitions demandant la passation d'un acte pour obliger chaque propriétaire de seigneurie à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes et pour autres fins, 28. Bill présenté, 109.
2. Autres pétitions pour le même sujet, 30, 39.

SERGEANT D'ARMES :—Pétition du—de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, demandant que la Chambre définisse les pouvoirs du sergent d'armes, 83. Reçue, 99. Renvoyé au comité des dépenses contingentes, 136. Renvoyée au comité des règles et règlements de la Chambre, 162. Rapport, 196.

SERMENT D'OFFICE :—Bill concernant l'administration des serments d'office ; Présenté, 3.

SHERBROOKE :—Pétition demandant la passation d'un acte pour exempter des taxes, pour une période de vingt ans, la propriété de la compagnie *The Paton Manufacturing Company of Sherbrooke*, 16. Avis, 26.

SHERBROOKE :—Compagnie du chemin à lisses de—, des townships de l'Est et Kennébec :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 48. Avis, 57. Bill présenté, 57. Renvoyé au comité des chemins de fer, 125. Rapporté, 140. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 152. Par le Conseil, 206. S. R., 208. (36 Vict., c. 47.)

Réponse du président de la compagnie, à une lettre du greffier demandant un rapport de l'état des affaires de la dite compagnie, 51.

SOREL :

1. Pétition du Conseil de Ville demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 20. Avis, 40. Bill présenté, 45. Renvoyé au comité des bills privés, 87. Rapporté avec amendements, 147. Considéré en comité; Rapporté et passé sur division, 169. Par le Conseil Législatif, avec amendements, 202. Amendements lus et renvoyés au comité des bills privés, 203. Rapporté avec des amendements, 205. Considérés; Rapportés; Passés, 205. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 58.)

Pétition contre, 112.

2. Collège de :—Pétition; demande d'aide, 75.

3. Congrégation de St. Michel :—Etat d'affaires. Voir Documents, 19.

4. Orphelinat de Sorel :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 75. Avis non requis, 83. Bill présenté, 84. Renvoyé au comité des bills privés, 107. Rapporté avec des amendements, 140. Considéré en comité; Amendé; Rapporté; Passé, 152. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 73.)

Pétition; demande d'aide, 75.

5. Union St. Joseph :—Etat d'affaires. Voir Documents, 19.

STANSTEAD WESLEYAN COLLEGE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 52. Avis 57. Bill présenté, 57. Renvoyé au comité des bills privés, 86. Rapporté avec des amendements, 134. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 141. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 76.)

STATUTS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Voir *Victoria*.

SUBSIDES :

1. Discours du trône pris en considération, motion que des subsides soient accordés à Sa Majesté, devant être considérée en comité général avec cette partie du discours y relative, 15. Considéré en comité, 20. Rapport d'une résolution accordant des subsides à Sa Majesté, la Chambre devant se former en comité sur ces subsides, 25. Message de Son Excellence avec les estimés renvoyés à ce comité, 58. La Chambre en comité, 62. Adoption de trois résolutions 68. Amendement proposé à la résolution accordant 5,000 piastres à la bibliothèque du Parlement; Rejeté sur division; Quatre résolutions adoptées, 68. La Chambre de nouveau en comité, 68, 69, 73, 78. Deux résolutions adoptées, 86. 21 résolutions adoptées, 86. Quatre résolutions adoptées, 90. 16 résolutions adoptées, 91. 74 résolutions lues, 91.

SUBSIDES—*Suite.*

Considération de la 2e résolution, concernant l'aide à être accordée aux chemins de colonisation de 1ère classe ; Motions en amendement ; Débats ; Débats ajournés, 95. Débats repris, 96. Motions négativées, 98, 2e résolution jusqu'à la 74e adoptées, Message de Son Excellence avec les estimés supplémentaires ; Renvoyés à ce comité, 110. La Chambre en comité, 110. Résolutions à rapporter, 111. Rapportées et deux adoptées ; Signification du consentement de Son Excellence à la reconsidération de la résolution qui a rapport au bureau de l'agriculture, 118. Amendées, 119. Rapportées et adoptées, 120.

2. La Chambre décide de se former en comité des voies et moyens, 120. La Chambre en comité, 126. Rapport d'une résolution ; Adoptée, 130.
3. Bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin mil huit cent soixante-et-quatorze, et à certaines autres fins du ressort du service public ; Présenté, 130. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté, 175. Passé, 196. Par le Conseil, 202. S. R., 210. (36 Vict., c. 1.)

SUCRE DE BETTERAVES :—Compagnie du Bas-Canada :—Pétition demandant de l'aide ; Renvoyée au comité sur les diverses industries de cette province ; Reçue et lue ; Renvoyée au comité permanent des diverses industries de cette province, 77.

ST. AGAPIT :—Voir *Adresses*, 26.

STE. ANNE DE LA PÉRADE :—Pétition demandant de l'aide pour l'académie de garçons du village de Sainte-Anne de la Pérade, 118.

STE. ANNE LAPOCATHÈRE :—Pétition des Sœurs de la Charité de l'hospice de—demandant que leur allocation annuelle soit continuée, 9.

ST. BENOIT :

1. *Hospice Youville* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 39.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

ST. BRIDGET'S TOTAL ABSTINENCE AND BENEFIT SOCIETY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 52. Avis, 57. Bill présenté, 57. Renvoyé au comité des bills privés, 107. Rapporté avec des amendements, 134. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 142. Par le Conseil, 206. S. R., 208. (36 Vict., c. 72.)

STE. ELIZABETH :

1. *Asile de la Providence* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 18.
2. Pétition demandant de l'aide pour un hospice dans la dite paroisse, 30.

ST. FERDINAND, COMTÉ DE MÉGANTIC :—Pétition demandant de l'aide pour établir un dispensaire, 53.

ST. FERDINAND D'HALIFAX :—Pétition des Sœurs de la Charité demandant une allocation annuelle, 30.

ST. FÉRÉOL :

1. Pétition demandant la passation d'une loi pour déterminer les limites de la dite paroisse, 30. Avis, 40. Bill présenté, 40. Renvoyé au comité des bills privés, 85. Rapporté avec des amendements, 134. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 141. Par le Conseil, 206. S. R., 208. (36 Vict., c. 38.)
2. Pétition demandant que la ligne sud-ouest de la dite paroisse soit changée, 30.

ST. GÉRAIS, COMTÉ DE BELLECHASSE :—Pétition demandant que le Gouvernement fasse copier à ses frais, les registres de la dite paroisse, 112.

ST. GUILLAUME ET ST. BONAVENTURE :—Pétition demandant que les dites paroisses soient détachées du comté de Drummond et annexées au comté d'Yamaska, 39. Bill présenté, 50. Renvoyé à un comité général, 117. Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 137. Par le Conseil, 207. S. R. 208. (36 Vict., c. 37.)

ST. HIPPOLYTE :—Pétition demandant que la paroisse de—soit annexée au comté de Terrebonne, 28. Voir *Montcalm*.

ST. HYACINTHE :

1. *Hôtel-Dieu* :—Pétition; Demande d'aide, 75.
2. *Hôtel Dieu* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
3. *Ouvroir Ste. Geneviève* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
4. *Ouvroir de Ste. Geneviève* :—Petition du Très-Révérend L. Z. Moreau; demandant de l'aide, 16.

ST. IGNACE DU COTEAU DU LAC :

1. *Asile de la Providence* :—Petition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 57.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

ST. JEAN :

1. *L'Hôpital de la Ville de* :—Pétition; demande d'aide, 30.
2. *Salle d'Asile* :—Pétition; demande d'aide, 30.
3. *Asile Provincial des Aliénés pour Québec* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
4. *Hôpital St. Jean* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

ST. JEAN D'IBERVILLE :

1. *Hôpital St. Jean* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
2. *Salle d'Asile* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

ST. JOACHIM :—Voir *St. Tite des Caps*.

STE. MARIE DE MONNOIR :

1. *Hospice Ste. Croix* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 19.
2. *Hospice Ste. Croix* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
3. Pétition des Sœurs de la Présentation de Marie, demandant de l'aide pour le Couvent de Ste. Marie de Monnoir, 19.

ST. MAURICE :—Pétition demandant le droit de construire un pont de péage sur la rivière St. Maurice, 53. Avis insuffisants, 83.

ST. PIERRE DE LA POINTE-AUX-ESQUIMAUX :

1. Pétition demandant l'érection civile de la paroisse de la Pointe-aux-Esquimaux, 9.
2. Bill pour l'érection civile des paroisses de—, et de Saint-Ubalde, 184. Renvoyé au comité des bills privés, 197. Rapporté avec des amendements, 198. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 198. Par le Conseil avec un amendement ; Considéré et adopté, 205. S. R., 210. (36 Vict., c. 30.)

ST. TITE DES CAPS :—Pétition demandant à être érigée en municipalité locale, 39. Avis, 48. Bill présenté, 55. Renvoyé au comité des bills privés, 107. Rapporté avec des amendements, 134. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 141. Par le Conseil, 206. S. R., 209. (36 Vict., c. 41.)

ST. URBAIN DE WINDSOR :—Bill pour changer le nom de cette paroisse ; Présenté ; 67. Renvoyé au comité des bills privés. 142. Rapporté, 147. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 160. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 39.)

TERRES :—La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant la réserve de terres pour l'entretien du culte religieux, 134. Signification de la recommandation de son Excellence ; Le comité délibère : Résolutions à rapporter, 145. Rapportées ; Débats, 150. Débats repris et ajournés de nouveau, 154. Repris, 157. Ajournés, 158. Repris, 162. Résolutions amendées ; Rapportées ; Une résolution adoptée ; Motion pour amender la 2me résolution, négative ; Résolutions adoptées sur division, 166. Voir *Adresses*, 27, 28. *Documents*, 39.

TERRES DE LA COURONNE :—Motion pour une adresse demandant un état complet des sommes provenant de la vente des Terres de la Couronne, depuis 1867 ; négative, 85. Voir *Limites à bois* ; *Documents*, 41, 42.

TERRES INCULTES :—Motion recommandant l'adoption d'un système de concession gratuite (free grants) d'un lot de terres incultes, à chaque colon s'établissant actuellement sur ce lot, 114. Négatives, 115.

TROIS-RIVIÈRES :

1. Pétition demandant le droit d'imposer une taxe sur les chiens dans les limites de la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières, 39.
2. Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 64. Rapport de l'avis, 76. Bill présenté, 77. Renvoyé au comité des bills privés, 136. Rapporté avec des amendements, 147. Considéré en comité; Amendé; Motion pour la réception du rapport; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, 153. Débats, 154. Débats repris, 158. Motion retirée, 159. Bill renvoyé de nouveau à un comité général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 159. Par le Conseil, 206. S. R., 209. (36 Vict., 57.)

TERREBONNE :

1. Pétition du conseil de ville, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 64. Rapport de l'avis, 72. Bill présenté, 72. Renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté avec des amendements, 128. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 136. Par le Conseil, 206. S. R., 209. (36 Vict., c. 59.)
2. Pétition du Révérend J. Graton et autres, demandant à être incorporés comme citoyens de la ville de—, 64.

TERRES PUBLIQUES :—Bill pour amender l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques; Du Conseil; Lu, 104. Ordre pour 2e lecture déchargé, 126.

TERRES DE LA COURONNE :—Bill pour amender les lois concernant l'administration des terres de la Couronne, 167. Renvoyé à un comité général; Considéré; Amendé; Motions pour la réception du rapport; Motions en amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général; Rejetés sur division; Autre motion au même effet; Adoptée; Bill renvoyé de nouveau à un comité général; Considéré; Amendé; Rapporté et Passé sur division, 191. Par le Conseil, 206. S. R., 210. (36 Vict., c. 8.)

TROIS-RIVIÈRES :—Voir *Adresses*, 20.

1. *Asile de la Providence de St. Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
2. *Hôpital des Dames Ursulines* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

TURCOTTE, L. P. :—Pétition demandant que la Chambre achète un certain nombre d'exemplaire de son ouvrage " Histoire du Canada sur l'Union." Renvoyée au comité des dépenses contingentes, 76.

VACCINE :—Pétition demandant l'abrogation de l'acte 24 Victoria, chapitre 24, concernant la Vaccine, 146.

VARENNES :

1. *Hospice Lajemmerais* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.
2. Pétition ; demande d'aide, 53.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*, 2.**VOTES ET DÉLIBÉRATIONS** :—Impression quotidienne des—, 5.**VERCHÈRES :**

1. Pétition demandant que le bill pour diviser le comté de Verchères en deux divisions d'enregistrement ne devienne pas loi, 146.
2. Pétition demandant que le comté de Verchères ne soit pas divisé en deux divisions d'enregistrement, 112.

VICTORIA :

1. 31, Chapitre XV :—Bill pour amender le chapitre XV. des statuts de la province de Québec, 31 Vict., Présenté, 55. Renvoyé à un comité général, 189. Ordre déchargé ; Bill retirée, 200.
2. 33, Chapitre 32 :—Bill pour amender le chapitre 32 de la 33e Victoria ; Du Conseil ; Lu, 67. Renvoyé à un comité général, 106. Considéré ; Amendé, 111. Ré-imprimé, 111. Rapporté ; Amendements adoptés, 120. Ordre pour 3e lecture déchargé ; Bill renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 148. Amendements adoptés ; Par le Conseil, 188. S. R., 207. (36 Vict., c. 26.)
3. 35, Chapitre six :—Bill pour amender l'acte de cette province 35e Victoria, chapitre six, 109. Lu les 2e et 3e fois ; Passé, 155. Par le Conseil, 206. S. R., 208. (36 Vict., c. 11.)
4. 35, Chapitre 13. Bill pour amender l'acte de cette province, 35 Victoria, chapitre 13, 124. Lu les 2e et 3e fois, et passé, 156. Par le Conseil, 206. S. R. 208. (36 Vict., c. 24.)

WINDSOR ET BROMPTON :—Compagnie du Pont de :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 39. Avis, 48. Bill présenté, 54. Renvoyé au comité des bills privés, 67. Rapporté avec des amendements, 123. Considéré en comité ; Rapporté, 129. Passé, 141. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 77.)

YAMACHICHE :

1. *Ste. Anne d'Yamachiche* :—Pétition demandant de l'aide pour un hospice dans la dite paroisse, 19.
2. *Hospice Ste. Anne* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 19.

YAMASKA :

1. Pétition de Jacques Fournier, demandant la passation d'un acte l'autorisant à prélever des droits de péage sur un pont sur la rivière Yamaska, 64. Pétition demandant la remise des frais sur ce bill, 64. Rapport de l'avis, 76. Bill présenté, 77. Renvoyé au comité des bills privés, 136. Rapporté avec des amendements, et recommandant que l'honoraire sur ce bill ne soit pas exigé; Adopté, 157. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 160. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 80.)
2. Pétition demandant la passation d'un acte pour permettre au conseil de comté du comté d'Yamaska, d'ériger en municipalité séparée un certain territoire, 57. Avis suffisants, 114. Bill présenté, 123. Renvoyé au comité des bills privés, 136. Rapporté avec des amendements, 157. Considéré en comité; Amendé; Rapporté; Passé, 160. Par le Conseil, 207. S. R., 209. (36 Vict., c. 40.)
3. Pétitions contre; St. Zéphirin de Courval; La Baie, 134.

ERRATA.

Page 83, lignes 36 et 37, au lieu de "faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette Province," lisez : "pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections."

Page 136, après le mot *employés*, dans la septième ligne, ajoutez : (*Documents de la Session No. 30.*)

Page 128, ligne 13, lisez *quatrième* au lieu de *quatorzième*.

Page 198, ligne 4, au lieu de "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Montréal et des Laurentides," lisez : "Acte pour l'érection civile des paroisses de Saint-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux et Saint-Ubalde."

Page 207, ligne 40, après le mot "amendement," ajoutez ce qui suit :

De plus le Conseil Législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre aux amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de Sorel."

Et de plus le Conseil Législatif n'insiste pas sur leurs amendements faits au bill envoyé par la Chambre, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer des Laurentides."

Page 200, ligne 22, au lieu de "la seconde lecture du", lisez : "Que la Chambre se forme en comité sur le".

Page 200, retranchez la ligne 25.